

DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12264 6 F DIMANCHE 1<sup>er</sup> - LUNDI 2 JUILLET 1984  
5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

## La paix des étoiles

Moscou et Washington acceptent de négocier en septembre

De notre correspondant

Washington. — Après une journée d'intenses consultations entre les plus hauts responsables de la Maison Blanche et du département d'Etat, les États-Unis ont accepté, vendredi 29 juin, d'entamer en septembre et sans « conditions préalables » de nouvelles discussions avec l'URSS, sur le contrôle des armements.

On est encore loin d'un véritable dégel car Washington entend d'abord à ces pourparlers, proposer le même jour par Moscou, l'ordre du jour sensiblement différent de celui avancé par le Kremlin. Alors que la déclaration de gouvernement soviétique appelle à l'ouverture de « négociations sur la prévention de la militarisation de l'espace cosmique », qui « pourrait » également porter sur un bannissement des armes antisatellites, la Maison Blanche souhaite discuter à la fois des moyens de relancer les négociations de Genève et de l'établissement d'une « approche » d'une « limitation » des armements antisatellites (ASAT).

Bien que M. McFarlane, le conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale se soit refusé à parler d'une condition au rendez-vous de septembre, Washington veut lier l'ouverture de discussions sur les ASAT au retour des Soviétiques aux négociations sur les euromissiles et les armements stratégiques qu'ils avaient quittés à la fin de l'année dernière.

Il s'agit de « discuter et définir des arrangements permettant de reprendre » les conversations de Genève, a expliqué M. McFarlane qui, seconde différence, n'a pas dit que des ASAT et non pas de la militarisation de l'espace. Or l'expression employée dans la déclaration diffusée par l'agence Tass, désigne clairement la création de systèmes de protection antimissiles dans laquelle les États-Unis ont obtenu un premier succès le mois dernier, après que M. Reagan ait annoncé dans son discours dit de « la guerre des étoiles », qu'il était favorable à leur développement.

Washington en somme, a répondu habilement à une habile initiative de Moscou, ce qui ne signifie pas que les avances auxquelles se livrent les deux capitales depuis plusieurs semaines ne puissent pas, de proche en proche,

déboucher sur la reprise d'un dialogue réel. La proposition soviétique a l'avantage pour Moscou d'augmenter la pression en faveur de négociations dans un domaine où les Soviétiques risquent d'avoir à relever un sérieux défi technologique et financier, si les États-Unis poursuivent l'effort qu'ils viennent d'entamer.

Elle permet en second lieu à l'URSS d'espérer enfoncer un nouveau coin entre les capitales européennes et Washington. L'Europe et notamment la France sont en effet hostiles au développement des systèmes antimissiles car il remettrait en question l'équilibre actuel de la dissuasion et enlèverait toute raison d'être à la force de frappe française.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 4.)



## La tristesse du Creusot

Le président de la République, qui inaugure dans la Nièvre une salle polyvalente, a fait allusion samedi 30 juin à l'affaire de Creusot-Loire. Il a dénoncé ceux qui n'avaient pas su dans leur entreprise prendre les mesures de modernisation indispensables. « Naturellement », a dit M. Mitterrand, « c'est vers l'Etat qu'il faut se retourner, l'Etat que l'on accuse toujours. Des bénéfices pour les entreprises privées, les pertes pour l'Etat. » Le président a ensuite adressé un message de confiance aux Français. (Page 24.)

À Creusot même, une manifestation a eu lieu vendredi soir.

De notre envoyé spécial

Le Creusot. — Rue des Puddleurs, rue des Lamineurs, rue de Longwy... Dans toutes les rues tristes de la cité ouvrière décriée par Exbrayat, des groupes d'ouvriers se sont formés dès

8 heures du matin pour se retrouver cours de Verdun. Dans le cortège qui a traversé la ville, un panneau résumait la situation : « 30 000 emplois perdus à Creusot-Loire, c'est 100 000 chômeurs au Creusot et 100 000 dans la région. »

D'abord mécontents, silencieux, comme assommés par ce qui leur arrive, les Creusotins se réveillent peu à peu de cette fausse torpeur. « Notre protestation va sans doute tomber à plat, reconnaît un militant cégétiste. Mais la riposte va s'organiser. » Mais comment riposter, précisément ? Certains préconisent de barrer les routes, d'arrêter le TGV, comme l'avait fait récemment des adhérents du Syndicat national du patronat moderne indépendant (SNPMI). D'autres s'affirment au contraire songés qu'il s'agit de finir la longue incertitude, l'âpre au prix d'un échec. « Un

mauvais coup » des Parisiens : ainsi disent les gens des terrasses de l'Hôtel Moderne ou de l'Hôtel des Voyageurs. La nouvelle a finalement surpris la population, d'autant que les syndicats, plus avertis de la gravité de l'affaire, avaient mis une sourdine ces derniers jours aux démonstrations locales. Moins par souci de réserve en cette période d'attente que parce que la mobilisation des salariés commençait à s'effriter après une série de rassemblements sans lendemain et sans perspectives.

Sans perspectives, elle l'était aussi la manifestation convoquée « à chaud » dès vendredi matin par l'ensemble des organisations de l'usine (CGT, CFDT, CGC) avec le soutien de la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

JEAN BENOÎT.  
(Lire la suite page 21.)

UNE GRANDE ENQUÊTE DU « MONDE »

## Les aventures de la raison

Il était une fois un monde étrange appelé « Occident ». Ses habitants avaient inventé la raison, la vérité, la science. Mais, un jour, ils ont découvert que les ignorants et les fous, mais ses prêtres — « savants » et « philosophes » — étaient éclairés par des Lumières qui devaient un jour percer les

secrets de la vie. Grâce au savoir, l'humanité — pensait-on — construirait un avenir meilleur, tendrait vers une paix perpétuelle. La dialogue raisonnable devait venir à bout de la violence. Un jour, une certaine guerre de 1914 a mis à mal l'édifice. Et notre siècle, très savant, a inventé les barbaries modernes, les bruits et les fureurs qui sont les nôtres.

A entendre ce qui se dit de plus en plus ouvertement, on croirait à ce mauvais conte de fées. Finies la raison, la vérité, la science exacte ? On pourrait s'en convaincre — trop facilement — à voir la crise de la civilisation des Lumières et l'ampleur des bouleversements que connaissent la science et la pensée contemporaines.

Et pourtant on sent bien que le vrai débat n'est pas entre la raison triomphante et le délire irrationnel. Entre M. Hume et le Marquis de Sade, entre M. Hume et le Marquis de Sade, mais bien à l'intérieur de la raison elle-même, confrontée à une complexité de la réalité physique et sociale qui l'oblige à affiner ses outils, à mettre en doute ses évidences, à multiplier ses parcours.

La relativité et les quanta, la crise du fondement des mathématiques, ont forcé chacun à penser autrement. A une architecture qui se constituait peu à peu, en bêtissant pièce après pièce les palais du savoir, se sont substituées des images de récents glissements de terrain. Le positivisme tranquille s'est vu confronté à un imaginaire qui ne connaissait pas la contradiction, à un social traversé

de symbolique. Et les diverses physiques, quoique très rigoureuses, sont loin de s'harmoniser entre elles.

Plus qu'à une récession de la raison — en quelle langue pleurerait-on contre elle ? — c'est à une diversification, à un éclatement qu'on assiste. Pour prendre en compte les notions d'imprécision, d'aléatoire, de fluidité, d'incertitude, d'analogie, qu'on trouve à l'œuvre aussi bien dans les sciences « dures » que dans les sciences sociales, il faut inventer de nouvelles catégories, de nouveaux modes de raisonnement, de nouveaux paradigmes.

Mais ces parades contemporaines retrouvent les grandes questions de la métaphysique. On voit des économistes citer Aristote, des historiens, faire référence à Nietzsche, mais aussi les philosophes et les anthropologues se passionner pour la biologie, les découvertes des mathématiques et de la physique. Sans rêve d'unification, ni relativisme plat, ces parcours mettent en place des logiques subtiles et inventives.

C'est à suivre ces aventures de la raison que le Monde comble ses lecteurs en interrogeant les spécialistes qui, dans leur discipline, ont le plus contribué à en ouvrir la voie. Répondant au questionnaire que nous leur avons adressé, des scientifiques, des philosophes, des anthropologues, des historiens, des linguistes, apportent le témoignage de leurs interrogations et de leurs découvertes. Leurs réponses — dont la publication commence aujourd'hui (pages XIV et XV de notre supplément « Le Monde Aujourd'hui », avec les témoignages

de Jean-François Lyotard, René Thom, Tzvetan Todorov et Michel Touraine) — montrent que la rigueur n'exclut pas la passion, ni la conviction le désir d'ouverture.

CHRISTIAN DESCAMPS  
et FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 9.)

Avec ce numéro

## LE MONDE AUJOURD'HUI

(Sciences, médecine, formes et idées nouvelles)

Los Angeles avec et sans les J.O.

CANADA

### Un continent sans Trudeau

(Pages 4 et 5)

RFA

### Le chef d'Etat n'a pas d'ennemis

(Page 6)

CULTURE

### Bob Dylan et sa légende

(Page 18)

ARGENTINE

### Les banques au secours d'Alfonsín

(Page 24)

Tour de France, tour de Babel...

(Lire page 12 l'article de J.-M. Théolleyre)

## Le coup du Sénat

La procédure engagée par la majorité sénatoriale, qui réclame l'organisation d'un référendum sur l'enseignement privé, n'a aucune chance d'aboutir. Qu'importe ! La n'est pas la question, ni pour M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, auteur de ce coup politique, ni pour ceux qui, à droite, appuient son initiative.

M. Pasqua sait bien, pour travailler depuis longtemps avec M. Jacques Chirac — son maître en la matière — que la réalité de l'action compte parfois moins que l'effet produit sur l'opinion publique. C'est du moins la conception de la politique sur laquelle M. Chirac a fondé son itinéraire.

Il s'agit d'accroître l'idée selon laquelle il serait sain, dans une démocratie, d'en appeler au peuple pour trancher un débat controversé, élément primordial d'un autre débat plus large — la

défense des libertés — qui a pesé lourd dans la défaite de la gauche. Et cela quoi qu'en dise la Constitution de la V<sup>e</sup> République.

Il s'agit de contraindre la gauche à s'y opposer de la manière la plus spectaculaire possible, ce qu'elle ne manquera pas de faire, puisque l'Assemblée nationale repoussera la motion que le Sénat devrait adopter samedi soir 30 juin.

Il s'agit enfin d'imposer, dans l'opinion, une interprétation du scrutin du 17 juin : l'expression de la volonté nationale reconnue à l'Assemblée par la Constitution ne se trouve plus au Palais-Bourbon, puisque la majorité de gauche installée en 1981 est devenue minoritaire dans le pays. Cette légitimité aurait été transférée, selon cette interprétation, au Sénat, où l'opposition nationale occupe deux tiers des sièges, proportion plus proche de la réalité du 17 juin que celle — moins d'un tiers — que représente la droite à l'Assemblée.

Déjà, M. Valéry Giscard d'Estaing s'était engagé sur cette pente, bien avant les élections européennes, lorsqu'il avait souhaité que la gauche écartée du pouvoir, la droite considère comme réversibles celles des réformes mises en œuvre depuis 1981 sans avoir obtenu l'agrément du Sénat.

JEAN-YVES LHOMEAU.  
(Lire la suite page 9.)

LE "NOUVEAU ROMAN HISTORIQUE" EST NÉ. RÉJOUISSONS-NOUS.  
(RAPHAEL SORIN / LE MONDE)

Norbert Rouland

Les lauriers de cendre

Roman

ACTES SUD

HUBERT D'ARNAUD

APOSTROPHES

LE JOURNAL

## Histoire d'amour

C'est lui  
(dans le Monde daté mardi 3 juillet)

هنا من الأصل



## Dates

### RENDEZ-VOUS

1<sup>er</sup> juillet. — Suppression du contrôle douanier entre la France et l'Allemagne.  
Guatemala : Election de l'Assemblée constituante.  
Bruxelles : L'Irlande assume la présidence tournante de la CEE.  
Rome : M. von Weizsäcker remplace M. Carstens à la présidence de la République.  
Canada : Prise de fonctions de M. Turner, succédant à M. Trudeau.

2. — Rome : Grève des cheminots.

2-3. — Moscou : Visite de Sir G. Howe, secrétaire au Foreign Office.

5-10. — Tokyo : Visite de M. Laurent Fabius.

7-8. — Hongkong : Visite du secrétaire d'Etat américain G. Shultz.

### SPORTS

Dimanche 1<sup>er</sup> juillet. — Gymnastique : championnat de France à Perpignan.

Lundi 2 juillet. — Athlétisme : réunion internationale à Stockholm.

Mardi 3 juillet. — Golf : Open de Scandinavie à Stockholm.

Vendredi 6 juillet. — Moto : Grand Prix de Belgique à Spa. Football : première journée de la phase de la Coupe de la ligue.

Dimanche 8 juillet. — Automobile : Grand Prix de F1 de Dallas. Tennis : Finale masculine des championnats de Wimbledon.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75477 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

241 F 685 F 897 F 1 080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER

(par mandat)

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

361 F 685 F 979 F 1 240 F

II. — SUISSE, TUNISIE

484 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) versent bien plus vite et plus sûrement.

Changements d'adresse définitifs en province (deux semaines au plus) : une annonce est insérée à l'adresse nouvelle, une autre à l'ancienne, en même temps que le dernier numéro.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats par chèque postal.

### LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 6 dir.; Tunisie, 200 mt.; Belgique, 250 mt.; Autriche, 20 sch.; Espagne, 200 pes.; Canada, 1,20 \$; États-Unis, 480 F CFA; Danemark, 1,20 kr.; Grèce, 100 dr.; Italie, 1,20 \$; Japon, 100 yens; Norvège, 100 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 100 esc.; Suède, 480 F CFA; Suisse, 480 fr.; Royaume-Uni, 1,20 £.

5, RUE DES ITALIENS

75477 PARIS CEDEX 09

C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1968)

Jean-Pierre Fournier (1969-1982)

Imprimé en France

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

## IL Y A CINQUANTE ANS

# Les longs couteaux de Hitler

Un nom chargé d'horreur évoque encore le premier crime collectif du régime nazi, le seul dont Hitler ait personnellement revendiqué la complète responsabilité : « la Nuit des longs couteaux » du 30 juin 1934. L'histoire de l'événement dans la Chute des dieux (en français : les Damnés). Son interprétation pseudo-wagnérienne suggère mieux les drames d'une famille d'industriels face au nazisme triomphant qu'elle n'est fidèle à l'événement. En s'écartant de l'affaire de meurtre, Visconti, en somme, développe le prétexte que Hitler avait lui-même donné au massacre des « débauchés homosexuels ». Or, en fait, ce massacre procédait d'un calcul politique.

C'est, en effet, un compte intérieur au Parti national-socialiste que Hitler régla cette nuit-là. Lui-même, s'expliquant le 13 juillet 1934 devant le Reichstag, donna son nom à l'affaire : un « massacre », assurait-il, se préparait pour mettre en marche une « seconde révolution ». Il avait pour nom de code « la Nuit des longs couteaux ».

Pure invention ou presque, mais le nom resta à l'opération par laquelle Hitler devança le prétendu soulèvement en massacrant les futurs « massacrés ».

Pour mieux marquer qu'il retournait contre les rebelles leur propre démon. Hitler évoquait contre eux une de leurs chansons les plus abominables :

« West die langen Messer auf dem Bürgersteig ! »...  
Allez les longs couteaux sur le trottoir !  
Faites voler les couteaux dans la chair des juifs !  
Le sang doit couler comme une rivière de coups de gourdin.  
Nous chions sur la liberté de la République des juifs.  
Viens l'heure des représailles, nous sommes prêts au massacre en masse.

Les Hohenzollern à la lanterne !...  
Un cochon noir est pendu dans la synagogue...  
Sortez la concubine du lit des juifs...  
Graissez la guillotine à la prison [de juifs] !

### La gauche du parti

Cette citation donne le climat : terreur contre terreur, cadavres de bouchers déchaînés par leurs propres couteaux. Cette terreur était dans la logique de toute prise de pouvoir qui, visant à conquérir ses adversaires, s'efforçait de les tuer ou de les déshonorer.

Pour Hitler, le processus essentiel s'est joué entre janvier et juillet 1933. Appelé à la chancellerie par les voies légales le 30 janvier, il a donné aux potentats de la finance et aux industriels une triple assurance : il éliminerait le marxisme, restaurerait la puissance militaire et en finirait avec le système démocratique. L'incendie du Reichstag lui fournit l'occasion de suspendre les libertés civiles et individuelles.

Avec un Reichstag, élu le 5 mars, où les nazis n'ont que 44 % des suffrages, il obtient les pleins pouvoirs grâce à l'appoint des nationalistes. La suppression des États, la dissolution des syndicats, l'auto-liquidation du Parti du centre, catholique, en échange de la signature du Concordat, font le reste. Et, le 6 juillet 1933, Hitler peut proclamer : « Il faut ramener dans le lit assuré de la révolution le fleuve libéré de la révolution ».

Il ne faut pas remplacer un dirigeant de l'économie s'il est un bon dirigeant, même s'il n'est pas national-socialiste, surtout si le national-socialisme est d'assurer l'évolution de notre peuple ».

La confiance du vieux maréchal Hindenburg, président de la République, ne lui est pourtant pas totalement acquise. Décider la fin de la révolution ne suffit pas à lever les appréhensions des cadres conservateurs, conscients d'avoir été manipulés dans la marche du nazisme vers le pouvoir. Ils continuent encore l'armée, l'économie, et attendent des preuves

pour appuyer les mots. Au-delà d'un ralliement tactique, Hitler compte sur eux pour rassembler les pouvoirs qui lui manquent encore, ceux de chef de l'État et de chef des armées. Or, en termes de révolution, le capitalisme redoute encore ce « socialisme » dont se targue le nazisme.

### La déception des « bifecks »

Il est l'apanage d'Ernst Röhm, ancien capitaine durant la première guerre, officier de corps francs, « vieux combattant » qui a amené à Hitler ses premiers adhérents militaires et participé au putsch du 9 novembre 1923. Il a formé les SA (sections d'assaut) comme service d'ordre d'un petit parti ; à partir de 1930, engageant chômeurs, sicaires, truands, sous-prolétaires sans affiliation politique, il en a fait des soldats popu-

mer en ralliement complet la tolérance que lui accorde la Reichswehr, tout en veillant bien à ne pas tomber dans sa dépendance. Contraindre les soldats à porter l'aigle à croix gammée sur la tunique et la casquette, était-ce humilier l'armée ? Certes, pour un vieux soldat. Mais Röhm y voit la preuve que l'armée est symboliquement mise sur le même rang que les organisations paramilitaires du parti.

La mesure intervient au moment où Hitler s'engage plus loin, après la nomination de von Frisch à la tête de la Reichswehr. Le 25 février 1934, réunissant tous les responsables des forces armées, il fixe un délai de cinq ans pour bâtir des forces capables d'assurer la défense du Reich, et un autre de huit ans pour les mettre en mesure de mener une guerre offensive. Le gonflement de la Reichswehr de cent mille

Sur sa droite, Hitler affronte alors la protestation des milieux conservateurs, dont le vice-chancelier von Papen se fait l'écho dans son célèbre discours de Marlbourg, le 17 juin, réclamant la fin de la terreur et le retour à certaines libertés, dont celle de la presse. Bien pis : Hindenburg lui fait dire par von Blomberg, ministre de la défense, qu'il est disposé à proclamer la loi martiale et à remettre le pouvoir à l'armée si la tension continue.

Reste à préparer le coup. Du côté du parti, Goering et Hess procèdent, à la radio ou dans des réunions, à la confiance de l'Allemagne en Hitler et dénoncent la « révolution au service de la révolution ». Dans la Reichswehr, Blomberg expulse Röhm de la ligne des officiers, affirme la fidélité de la Wehrmacht au « Führer Adolf Hitler, qui vient de ses rangs et restera l'un des siens ». Le

est celle que Hitler développe longuement dans son discours du 13 juillet.

Le Führer amoncelle tous les bénéfices du massacre. Les bien-pensants lui objectent qu'il s'agit d'un « débauché » du parti, dont Röhm n'était qu'une illustration. Les généraux acceptent tout, même la mort de Schleicher, accusé d'avoir complotté avec Röhm et l'ambassadeur de France, André François-Poncet. Papen lui aussi plie l'échine et reprend du service comme représentant du Reich à Vienne.

Le 2 août, le vieux maréchal von Hindenburg s'éteint. En vertu d'un décret pris la veille, Hitler assume l'union en sa personne de la chancellerie et de la direction de l'État. Le jour même, von Blomberg publie la formule du nouveau serment des soldats au « Führer du peuple allemand, commandant en chef des forces armées ».

Soumis à référendum le 19 août, ce cumul des fonctions recueille 89,9 % de oui. Cinq millions d'Allemands ont encore la force de voter non.

### Six-huit mois de prison !

Entre Hitler et les chefs militaires, la complicité est totale. Qui drape qui ? Frisch sait, Oster sait, et Beck et, avec eux, quatre ans plus tard, traverseront le premier complet, réel échec, pour éliminer Hitler. Sans doute se vengent-ils que l'ancien immédiat : l'éviction d'une force massive et de ses chefs, obstacles à la fabrication d'une armée moderne.

Les vrais vainqueurs sont Himmler et les SS. Moins d'un mois après le 30 juin, ils deviennent une organisation autonome, ne relevant que de Hitler. Ils ont démontré leur capacité de massacrer froidement, sans flots de sang ni boyaux. Leurs cadres sont des gens distingués, pas des gars bouchers ni des truands. Sepp Dietrich, chef de la garde du corps de Hitler, et son commandement d'assauts survivront presque tous à la guerre et attendront jusqu'à mai 1945 leur jugement pour leur participation à la Nuit des longs couteaux : six-huit mois de prison !

Il n'y eut que deux généraux à la retraite pour protester contre l'assassinat de leurs camarades von Schleicher et von Bredow : le vieux maréchal von Mackensen, antique figure en uniforme de hussard de la mort, qu'on verra participer à toutes les cérémonies militaires du III<sup>e</sup> Reich, et le général von Hammerstein, ancien commandant en chef. Au bout de six mois, Hitler leur accorde que les deux victimes ont été « tuées par erreur », et que leurs noms peuvent être réinscrits dans les archives de leurs régiments de tradition. Mais la réhabilitation demeure secrète, et le corps des officiers s'en scotchait.

C'est le 2 août que commencent pour certains de ses membres les drames de conscience lorsqu'il faut prêter serment à la personne de Hitler.

Plus tard, bien plus tard, lorsque d'anciens idéologues du national-socialisme écriront leurs souvenirs d'opposants courageux et déterminés au nazisme, on y trouvera étrangement des accents plutôt sympathiques à Röhm et aux siens, « gauche révolutionnaire », massacre « comme les ouvriers français l'avaient été par Cavaignac ou les Spartakistes par Noske ». Portes-drapeaux de la « seconde révolution », victimes du grand capital et de la Reichswehr.

Les deux millions de SA menaçaient-ils vraiment les structures du nouvel État ? Ils s'écroulèrent dans l'ombre des exécutions de quelques meneurs. L'accusation de complot ne fut jamais prouvée de façon convaincante. Et Hitler réussit à la noyer dans une démonstration de moralisme paritaire en dénonçant les turpitudes homosexuelles des SA.

Ce qu'en retint Visconti : les bacchanales des corps de milles et des intraitables dans les ventres nus, une nuit, sur un lac bavarois.

JACQUES NOBÉCOURT.



hommes enge le service militaire obligatoire, ce qui exclut toute idée d'armée de milices et ramène les SA au niveau d'une simple organisation de réserves. Röhm le comprend fort bien. Au sortir de la réunion, il décide de continuer sur sa voie, en renforçant l'armement des SA.

Hitler commence alors à tendre le piège où il va le perdre. En avril, il assure les chefs de l'armée que la puissance militaire du Reich reposera exclusivement sur leurs mains et que les SA seront incorporés à la nouvelle Wehrmacht. En échange, il a l'assurance d'être accepté comme successeur de Hindenburg à la tête de l'État.

Simultanément, Goering, président du gouvernement prussien, et Himmler, chef de la SS, alors simple branche des SA, depuis longtemps amis contre Röhm, entreprennent la prise en main de la police politique par les SS et la mise au point du « plan Colibri », qui prévoit la liquidation des SA et de quelques autres adversaires dans la même journée.

### Un coup bien monté

Entre les appels à la « seconde révolution » et les rumeurs de vagues complots, le malaise règne à Berlin. Hitler jette de l'huile sur le feu. Il appelle, le 3 mai, à l'ouverture d'une campagne jusqu'au 30 juin contre les « saboteurs et provocateurs », avec « les moyens utilisés à l'époque des combats », ce qui revient à inciter les SA à reprendre leur terroir.

Ils s'y emploient si bien que, le 7 juin, Hitler peut convoquer Röhm pour le prier d'empêcher l'« action national-socialiste » préparée par des « éléments sans conscience » qui veulent y impliquer l'armée. Röhm assure qu'il va s'en occuper, puis fait savoir qu'il prend une permission pour maladie jusqu'à la fin du mois et que les SA sont mis en vacances en juillet, avec interdiction de porter l'uniforme, sur l'ordre de Hitler. Rendez-vous est pris entre les deux hommes le 30 juin, à Bad-Wiesee, en Bavière, où doit se tenir une réunion de chefs SA.

28 juin, il met les troupes en état d'alerte. En dépit de ce qu'avanceront, dans leurs Mémoires, quelques généraux survivants, il n'est pas vraisemblable que le haut commandement ait été étranger à toute l'affaire.

Entre la Ruhr et Munich, le 28 juin et le 1<sup>er</sup> juillet, Hitler prend lui-même les choses en main, d'après Röhm jusqu'au dernier moment. Arrivé de Cologne en avion dans la nuit, il l'arrête lui-même dans son hôtel de Bad-Wiesee, à un petit matin du 30 juin. Escorté de quelques SS, il le ramène à Munich, à la Maison Brune, siège du parti, gardé par la Reichswehr.

Après avoir téléphoné le mot d'ordre « Colibri » à Goering, resté à Berlin, pour mettre en route les exécutions prévues, Hitler passe sa journée à rédiger le communiqué du service de presse du parti, la dépêche d'agence, un ordre du jour aux SA.

A 5 heures du soir seulement, il reçoit Sepp Dietrich, officier SS, chef de la garde du corps, qui faisait antichambre depuis le matin. Il lui prescrit de fusiller sept chefs SS arrêtés le matin avec Röhm. Puis il le repart pour Berlin, accompagné par Goering et Himmler, qui lui rendent compte des exécutions d'adversaires politiques : le général von Schleicher, ancien chancelier, le général von Bredow, Edgar Jung, collaborateur de Papen, Erich Klausener, dirigeant de l'Action catholique, entre autres.

### Un millier de victimes

Les exécutions continuent le 1<sup>er</sup> juillet à Berlin et à Munich. Röhm, qui refuse de se suicider, est tué dans sa cellule de la prison de Stadelheim par les deux commandants SS du camp de Dachau.

Au total, compte tenu des règlements de comptes locaux, il y a probablement un millier de victimes, dans des conditions de cruauté spectaculaires et déshumanisées. Les documents relatant l'affaire sont détruits dès le 2 juillet. La seule explication, donnée



# Étranger

## LES « CONSEILS » DU PORTE-PAROLE DE M. JARUZELSKI

Comme prévu, M. Jerzy Urban, le porte-parole du gouvernement de Varsovie, est venu à Paris, où personne ne l'avait invité, pour une assez curieuse opération de « relations publiques » destinée à la presse et à l'opinion française. Sans se soucier outre mesure de l'agacement évident qu'a suscité son projet dans les milieux officiels français, il a profité d'une « visite privée » pour donner, vendredi 29 juin, une conférence de presse dans les locaux de l'ambassade de Pologne, et pour rencontrer quelques « personnalités politiques » qu'il n'a pas voulu désigner plus précisément (de source française, on indique qu'en tout état de cause aucun représentant du Quai d'Orsay ou d'une manière plus générale du gouvernement, n'avait prévu de rencontrer M. Urban).

C'est donc par l'intermédiaire de la presse que ce dernier a conseillé aux responsables français de mener une politique « plus indépendante » et qu'il a exprimé son étonnement devant l'état des relations franco-polonaises : une situation que son gouvernement « ne comprend pas », puisque dans les années 70 (à l'époque de MM. Gierk et Gierek d'État) les relations entre les deux pays étaient exemplaires, et que depuis le régime « a accompli de grandes transformations démocratiques sur le plan intérieur ».

M. Urban attend donc de la France qu'elle fasse « un pas » en direction du régime Jaruzelski et renonce à espérer « un changement dans le division de l'Europe et une disparition des systèmes qui ne [lui] plaisent pas ». Et pour mieux remettre Paris à sa place, M. Urban reprend l'argument habituel de la diplomatie soviétique de Varsovie : « De toute manière, les relations avec la France ne sont pas une question vitale pour la Pologne, la seule ligne qui importe vraiment étant celle qui unit Varsovie à Moscou ».

Sur le fond, le raisonnement tenu par M. Urban est assez simple. Les autorités françaises justifient leur réticence à reprendre des relations amicales avec Varsovie par la pression de l'opinion publique. Or cette opinion est formée par la presse, et il se trouve que la presse française écrit des aberrations sur la Pologne, où, en fait, « la situation s'améliore et où le pouvoir accomplit de très importantes réformes ».

M. Urban n'a-t-il refusé à remettre dans le droit chemin son auditoire journalistique, comme il s'attache à le faire chaque semaine, à Varsovie, depuis près de trois ans ? Il n'a en tout cas apporté aucune information nouvelle, à l'exception d'une seule, bien précieuse dans ces circonstances : la libération de M. Jacques Chelot, le jeune Français, condamné, mercredi 27 juin, à deux ans de prison ferme, ne dépend plus que d'une démarche de son avocat qui demanderait la transformation de la peine en amende. « Espérons qu'il y ait un bon avocat », a ajouté M. Urban retrouvant, pour l'occasion, l'ironie caustique qui caractérise d'ordinaire ses interventions en tant que porte-parole officiel. Mais, pour le reste, l'attention parisienne de M. Urban n'a permis à ses auditeurs de faire une bien pâle idée de ce étrange personnage de « chroniqueur talentueux » d'un des hommes les plus vengés, mais aussi les plus détestés, en Pologne : une réputation, que ne « cynique » (selon l'expression définitive) semble cultiver avec un certain plaisir non dénué d'un certain rôle de porte-parole officiel, mais dans laquelle venimeux qu'il contribue à publier sous divers pseudonymes, poursuivent de sa vindicte ceux qui ont choisi une autre ligne que lui. Mais cela est une autre histoire.

JAN KRAUJ

## PRINCIPALEMENT CONSACRÉE A L'EUROPE

### La brève visite de M. Mitterrand à Madrid a illustré le net rapprochement franco-espagnol

De notre correspondant

Madrid. — « Excellents », « formidables », « exceptionnellement cordiaux », « chaleureux » : le porte-parole de l'Élysée, M. Vanzelle, et son collègue espagnol, M. Sotillo, ont rivalisé d'enthousiasme pour qualifier les entretiens que M. Mitterrand a eus lors de la visite éclair de quatre heures qu'il a faite à Madrid, vendredi 29 juin. Enthousiasme qui, malgré l'emphase, ne semblait pas feint : cette visite est venue confirmer qu'après des années de relations difficiles (le Monde du 30 juin), le rapprochement entre les deux pays est maintenant une réalité. Accompagné de son ministre des affaires européennes, M. Dumas, le président de la République s'est entretenu avec le chef du gouvernement espagnol, M. Gonzalez, et le ministre des affaires étrangères, M. Maura, avant de déjeuner au Prado avec le roi Juan Carlos.

Les problèmes de la construction européenne après la réunion de Fontainebleau ont dominé les conversations. « Je termine mon mandat comme président de la CEE et je le termine précisément ici », a affirmé M. Mitterrand dans une brève déclaration. Il s'agit de montrer que nous avons bâti avec les Espagnols un pacte durable. Je continuerai dans le futur, en tant que président de la France, à suivre de très près la négociation de l'adhésion espagnole, qui me paraît déterminante pour l'avenir du continent ».

Le ministre lui-même avait prêté l'installation d'un circuit interne de télévision après la mort en détention du syndicaliste Henri Aguet, retrouvé pendu en février 1982 et qui se serait suicidé en raison de tortures subies, ce qui n'a jamais pu être formellement établi. Le professeur Dugard déplore, à ce propos, que les caméras ne soient pas plutôt chargées de surveiller les salles d'interrogatoire, comme l'avait suggéré la commission Bennett en Irlande du Nord.

Plusieurs personnalités, ainsi que des associations de défense des droits de l'homme, ont condamné cette technique de surveillance « dégradante et inhumaine ». Une atteinte à la dignité, un viol de la vie privée qui contribue à accroître le stress du prisonnier, ont estimé les victimes. Le révérend Frank Chikane, ancien détenu à John Vorster Square, a ajouté : « On ne peut même plus communiquer avec les murs ».

M. B.-R.

## République Sud-Africaine

### « Big Brother vous regarde... »

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. — « Big Brother vous regarde... » Le célèbre avertissement du roman de George Orwell, 1984, est aujourd'hui d'actualité au commissariat central de Johannesburg, à John Vorster Square. Le comité de soutien aux parents de détenus politiques a révisé au début de la semaine, au cours d'une conférence de presse, un circuit interne de télévision avec des écrans en place dans un nombre indéterminé de cellules du deuxième étage du bâtiment, lequel est réservé aux détenus politiques. Deux anciens prisonniers ont apporté leurs témoignages, expliquant que ce système était « pire que la torture physique ».

La police a confirmé l'existence de caméras à l'intérieur même des cellules, précisant qu'elles avaient pour but de prévenir les suicides. Le professeur John Dugard, un juriste de l'université de Witwatersrand, a indiqué que, au contraire, c'était un moyen d'accroître la pression sur les suspects, rappelant que ce procédé est contraire au code réglementant le traitement des détenus mis sur pied en 1982 par le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louie Le Grange.

Le ministre lui-même avait prêté l'installation d'un circuit interne de télévision après la mort en détention du syndicaliste Henri Aguet, retrouvé pendu en février 1982 et qui se serait suicidé en raison de tortures subies, ce qui n'a jamais pu être formellement établi. Le professeur Dugard déplore, à ce propos, que les caméras ne soient pas plutôt chargées de surveiller les salles d'interrogatoire, comme l'avait suggéré la commission Bennett en Irlande du Nord.

Plusieurs personnalités, ainsi que des associations de défense des droits de l'homme, ont condamné cette technique de surveillance « dégradante et inhumaine ». Une atteinte à la dignité, un viol de la vie privée qui contribue à accroître le stress du prisonnier, ont estimé les victimes. Le révérend Frank Chikane, ancien détenu à John Vorster Square, a ajouté : « On ne peut même plus communiquer avec les murs ».

M. B.-R.

## Une opposante au régime de l'apartheid est tuée en Angola par un colis piégé

Une opposante sud-africaine en exil en Angola, M<sup>me</sup> Jeannette Schoon, est tuée, jeudi 28 juin, à Lubango, par l'explosion d'un colis piégé, a annoncé, vendredi, le père de M<sup>me</sup> Schoon, M. Jack Curtis, qui vit à Johannesburg.

M<sup>me</sup> Schoon et son mari avaient été assignés à résidence en Afrique du Sud, en 1977, en vertu des lois sur la sécurité. Ils avaient fui au Botswana, puis en Zambie, avant de gagner, l'année dernière, l'Angola, où ils enseignaient à l'université de Lubango.

## LA FIN DE LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE DU CONSEIL EUROPÉEN

### Nostalgie ?

Journée sans doute un peu nostalgique pour M. Mitterrand que ce samedi 30 juin : il marque la fin de la présidence française du Conseil européen. Dimanche, le premier ministre irlandais, M. Garret FitzGerald, prend le relais pour six mois, ainsi que le veut l'ordre alphabétique des États membres (en vertu duquel il devra lui-même passer le témoin à son collègue italien le 1<sup>er</sup> janvier 1983).

Le chef de l'État ne court-il pas, désormais, le risque de s'ennuyer ? La question peut sembler incongrue si l'on songe aux dossiers politiques, économiques et sociaux qui l'attendent. Mais il avait pris tellement à cœur l'exercice de cette présidence, jusqu'à ses difficultés apparentes les plus insurmontables, que l'on ne peut s'empêcher de penser qu'il va lui manquer quelque chose.

Ce mandat aura tenu à la fois du marathon et de la course d'obstacles. Le marathon opposait principalement M. Mitterrand à M<sup>me</sup> Thatcher, encore que l'un et l'autre de ces remarquables coureurs de fond se soient toujours refusés à limiter ainsi la compétition. Quant à la course d'obstacles, le président de la République lui-même ne manquait jamais une occasion, avant d'obtenir un accord budgétaire au sommet de Fontainebleau, d'appeler les étapes et les succès : de nombreux autres compromis ont pu être trouvés à Bruxelles lors du précédent

conseil européen, et depuis. Mais le succès n'est pas achevé sans que l'on ait réglé la lancinante controverse sur la contribution britannique : si appréciables qu'ils aient été, le démantèlement des montants compensatoires monétaires ou l'accord sur le fait ne suffisent évidemment pas à faire oublier le problème majeur auquel se heurtent les Dix.

Un sort paradoxallement cruel aura voulu que le Communauté ait enfin abordé la phase « politique » que M. Mitterrand appelait de ses vœux, précisément au moment où son président temporaire devait passer le relais après avoir largement contribué au règlement de questions financières qui, même s'il n'en sous-estime pas l'importance, ne devaient pas le passionner outre mesure. Du moins le chef de l'État peut-il espérer que l'impulsion qu'il a donnée (notamment à Strasbourg, en mai, devant les parlementaires de la CEE) à la relance de l'Union européenne sera suivie d'un commencement de réalisation.

### Une passion ancienne

Un commencement seulement : tout le reste est incertain. Y compris la pérennité réelle du compromis budgétaire ou le plein respect du calendrier prévu pour l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, dont il vient de repartir à Lisbonne et à

Madrid. Il y tient à cette adhésion, politiquement et sentimentalement, bien plus qu'il ne peut le dire, en particulier aux agriculteurs et viticulteurs du Midi. Enfin, M. Mitterrand aura éprouvé, pendant six mois, une satisfaction qui n'était sans doute pas négligeable : celle de parler dans différentes circonstances, non pas seulement au nom de la France, mais au nom des Dix. Que ce fût à Washington, à Moscou ou lors de ses nombreux déplacements à l'intérieur de la Communauté.

Sans doute cette « bougeotte » présidentielle s'est-elle donnée plus d'une fois le sentiment d'une fuite en avant, d'un refus des réalités moins souhaitées que la marche à l'unité du Vieux-Continent, la plus récente étant l'effondrement électoral de la gauche — aux européennes, précisément, par un apparent paradoxe. Mais, servi par une passion pour l'Europe beaucoup plus ancienne et plus forte qu'on ne le croit généralement, assisté par un ministre des affaires européennes dont l'engagement — lui plus récent — pour la diplomatie devrait rapidement trouver un autre emploi, M. Mitterrand a incontestablement été pour les Dix un président à la hauteur de sa tâche difficile. Sa situation politique intérieure n'est pas si brillante qu'on puisse aujourd'hui lui refuser à cet égard les compliments que ne lui ménage d'ailleurs pas l'étranger.

BERNARD BRIGOUDET.

## Ethiopie

### Les secours alimentaires internationaux ne répondent pas à l'ampleur de la disette

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — Les pluies qui tombent actuellement sur une partie de l'Éthiopie ne permettent pas d'espérer une amélioration rapide de la situation alimentaire rendue désastreuse en raison de la sécheresse. D'après les autorités d'Addis-Abeba, un peu plus de 5 millions de personnes ne trouvent aujourd'hui que 34,8 millions d'habitants.

Même si ce chiffre est, comme il est probable, surestimé, l'état des populations sous-alimentées n'en fait pas moins craindre une famine de l'ampleur de celle de 1973, qui provoqua la mort de 150 000 à 200 000 personnes et prépara le terrain à la chute de l'empire.

La sécheresse a aggravé une situation socio-économique déjà très précaire. En 1983, les pluies ont été au-dessous de la normale dans quatre régions (Erythrée, Wollo, Tigre, Gonder) et très insuffisantes dans les basses terres pastorales du Sud et de l'Est (Gamo-Gofa, Sidamo, Baki, Hararghe). L'une et l'autre parties du pays n'ont pas reçu de « petites pluies » au printemps 1984, ce qui n'a pas permis les semis en temps opportun. Les effets bénéfiques des « grandes pluies », qui ont commencé en mai avec un peu d'avance et devraient, en principe, se prolonger jusqu'en septembre, ne se feront sentir qu'à la fin de l'année sur la production agricole.

### Sous-nutrition aiguë

Aussi bien l'Éthiopie doit-elle faire face à un déficit de sa production agricole alimentaire important après deux années consécutives de sécheresse. Pour en apprécier le montant on ne dispose cependant que de « sondages ». En 1983, la production de céréales aurait été de 7,2 millions de tonnes et les quantités disponibles pour la consommation après prélèvement pour les semences, et comme tant des pertes, de 5,8.

Ce chiffre ne comprend toutefois pas les légumineuses, qui constituent l'autre élément de base de la consommation alimentaire. Il ne permet pas non plus d'évaluer les déséquilibres régionaux. L'organisme éthiopien de secours (Relief and Rehabilitation Commission) estime le déficit alimentaire pour 1984 à 912 000 tonnes et le Programme alimentaire mondial (PAM) à 685 000 tonnes, dont 80 % pour les quatre régions du Nord.

Les organisations d'assistance aussi bien que les autorités éthiopiennes se montrent très inquiètes sur le nombre des victimes. Dans le nord du Wollo, où se trouve une équipe de Médecins sans frontières, treize à vingt personnes meurent en moyenne chaque jour. Il s'agit essentiellement d'enfants en bas âge et de vieillards (le Monde du 29 mai). La situation serait plus critique dans la région de Wolaita, au nord de la province de Sidamo, où l'UNICEF a enregistré trois cent cinquante mille à quatre cent mille cas de sous-nutrition aiguë. Le taux de mortalité est très élevé (une vingtaine de morts par semaine dans un seul dispensaire), y compris parmi les adultes.

La cause principale en est les maladies diarrhéiques mais on a constaté aussi des décès dus à une épidémie de rougole alors que les services de santé affirmaient avoir immunisé tout le monde. Jusqu'à une date récente, les autorités paraissent encore ignorer l'existence de cette poche de disette. Une situation semblable prévaut dans la partie de la province de Shoa, voisine du Wolaita, où se trouve le même groupe ethnique. Les pertes d'animaux sont, dans les deux cas, considérables, le cheptel est décimé, en particulier, par la peste bovine.

Addis-Abeba a annoncé l'envoi de secours (céréales et médicaments) dans ces régions proches de la capitale. Mais, d'une façon générale, leur distribution se heurte à de sérieux problèmes logistiques : difficultés de transbordement dans les deux ports du pays — Massawa et Assab — et d'acheminement en raison du manque de véhicules et du mauvais état des voies de communications ainsi que de l'éloignement et de l'éparpillement sur un vaste territoire des populations touchées ; outre les difficultés consécutives à la guerre civile en Erythrée et au Tigre.

Quoi qu'il en soit, il est significatif que le gouvernement éthiopien ait lancé un appel à l'aide internationale ces derniers mois. Fin mars, le responsable de la Commission des secours, M. Dawit, a demandé la livraison de 400 000 tonnes de céréales (non compris une aide financière pour l'acheminement des secours). Le PAM estime cependant que le système de distribution n'est pas en mesure d'absorber une telle quantité.

La réponse des donateurs à cet appel a été très décevante puisque l'Éthiopie n'avait reçu, au début juin, que 70 000 tonnes de céréales des

proches à des projets de nourriture pour du travail (food for work). Les engagements de livraison d'ici à la fin de l'année se montent au début du mois à 45 000 tonnes de céréales, au titre cette fois de l'aide alimentaire d'urgence. C'est pourquoi, M. Dawit a renouvelé son appel à la communauté internationale, le 30 mai à Genève, dénonçant en même temps « la volonté de certains pays d'utiliser l'aide humanitaire comme instrument politique ».

### Le manque d'empressement des donateurs

Le manque d'empressement des grands donateurs semble d'abord dû au fait qu'ils ont à répondre aux demandes d'un grand nombre de pays africains. Certains se plaignent aussi qu'il ne leur soit pas rendu compte de l'utilisation de l'aide alimentaire (la majorité provient du PAM, de la CEE, du Canada et de l'Australie) et des difficultés administratives rencontrées pour sa livraison.

Enfin, certains ont aussi le sentiment que le gouvernement d'Addis-Abeba n'accorde pas une priorité suffisante aux opérations de secours ainsi qu'à des actions d'envergure pour relever à plus long terme la production agricole, et qu'il se consacre plutôt actuellement à la préparation du X<sup>e</sup> anniversaire de la révolution. Ainsi le port d'Assab n'a-t-il été partiellement fermé au déchargement de l'assistance internationale alors qu'il est plus proche que celui de Massawa de certaines régions sinistrées.

GÉRARD VIRATTE.

Publié

## CE BRUIT QUI TUE...

L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'acoustique, le filtre E.A.R., qui protège sans isoler, a été mis au point aux U.S.A. Travail ou sommeil, sa polyvalence est remarquable ; et parce qu'il atténue les nuisances sonores, il permet les conversations en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour la tation.

EN PHARMACIE ou 273-30-34.



## Étranger

### Italie

#### EN PRÉSENCE DE MAGISTRATS ET D'HOMMES POLITIQUES

#### Des détenus organisent le premier congrès « derrière les barreaux »

La question de l'extradition de M. Toni Negri, fondateur d'Autonomie ouvrière, condamné à treize ans de prison par la justice italienne, « ne se pose pas aux autorités françaises pour la simple raison qu'elle ne leur a pas encore été posée au stade actuel de la procédure », a déclaré vendredi 29 juin M. Pierre Mauroy.

Au cours d'une conférence de presse à Rome, M. Mauroy a ajouté qu'il « ignorait » si M. Negri se trouvait encore en France : « Il y a transité, c'est sûr, mais la police française pense qu'il s'est enfui ».

#### De notre correspondant

Rome. — M. Giuliano Neri est un peu un symbole : inculpé d'appartenance aux Brigades rouges, il est en prison depuis huit ans... en attente d'un procès. Son état physique s'est gravement détérioré au cours des dernières semaines (il souffre d'anorexie et ne se nourrit plus), il vient, après une laborieuse campagne de presse, d'être finalement transféré à l'hôpital. Son cas est symptomatique de la situation carcérale en Italie. Combien sont-ils à attendre en prison d'être déclarés coupables ou innocents ? Sans doute, plusieurs milliers, mais aucune statistique n'indique leur nombre exact, étant donné, fait-on valoir au ministère de l'Intérieur, les difficultés provoquées par la pyramide des procédures de la première instance à la cassation.

D'un peu partout, des voix s'élèvent pour dénoncer une situation que le monde de la lutte contre le terrorisme tend à occulter, comme si, inconsciemment, on se résignait à penser que c'est là le prix à payer.

À la prison de Rebibbia à Rome, trente-trois détenus font actuellement la grève de la faim pour protester contre les conditions de détention et attirer l'attention de la commission justice du Sénat, qui étudie une réforme du système de la prison préventive.

Une délégation de parents de détenus vient, d'autre part, de remettre à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg un dossier sur la situation des prisonniers en Italie. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 46 000 détenus (hic et nunc) 30 000 selon les prévisions du ministère de la justice) dans des prisons congestionnées pour en recevoir 27 000. En 1982, il y a eu 287 manifestations à l'intérieur des prisons et 1 164 grèves de la faim pour protester contre les conditions de détention. Une commission de la Fédération internationale des droits de l'homme devrait prochainement visiter les prisons spéciales italiennes.

À Rebibbia, les détenus de droit commun organisent, vendredi 29 juin, ce qu'ils nomment le premier congrès européen « derrière les barreaux » ayant pour thème la prison et le monde extérieur. Il réunira des magistrats, des hommes politiques et des représentants des administrations locales. C'est le président de la commission justice du Sénat qui dirigeait les débats. Comme le souligne l'Unità, organe du PCI, c'est là un des paradoxes de l'Italie : à la fois un pays assez avancé pour organiser ce type de rencontre dans une prison, mais assez retardataire au point d'attendre qu'un détenu soit au seuil de la mort pour le faire hospitaliser.

PHILIPPE PONS.

## La paix des étoiles

(Suite de la première page.)

Aux États-Unis, enfin, ces critiques, sont très largement partagées par une partie importante de l'opinion, dont les démocrates, qui en ont fait un thème de campagne électorale, et un grand nombre de parlementaires républicains. La Chambre des représentants (à majorité démocrate) s'est ainsi récemment déclarée en faveur d'un moratoire d'un an, sur les tests d'armes antimissiles, à la seule condition que l'URSS s'entienne à son propre moratoire annoncé l'été dernier. Le Sénat, à majorité républicaine, n'a pour sa part autorisé ces tests qu'à la condition que M. Reagan fasse la preuve de sa volonté de négocier avec l'URSS un accord en ce domaine.

Ces deux résolutions reflètent, le désir plus général du Congrès de pousser, en pleine année électorale, la Maison Blanche à une relance des pourparlers avec Moscou sur le contrôle des armements. Les pressions auxquelles M. Reagan a été soumis par son propre parti pour accepter une rencontre au sommet avec M. Tchernomirski illustrent cette tendance.

C'est là, donc, que réside la troisième habileté de la résolution soviétique, car il était pratiquement impossible à la Maison Blanche, à quatre mois de l'élection présidentielle, de refuser purement l'offre de Moscou. Or cette offre est particulièrement embarrassante pour l'administration républicaine, pour trois raisons. Les dirigeants américains estiment d'abord que l'URSS bénéficie d'une avance dans le domaine des ASAT. Ils considèrent ensuite que l'application d'un éventuel accord sur les armements serait presque impossible à vérifier, et ils entendent bien enfin aller de l'avant dans le développement des armes antimissiles, dont ils soulignent qu'elles sont défensives.

Ce sont ces positions de l'administration et le risque politique que M. Reagan aurait encouru en ne réagissant pas rapidement et favorablement aux propositions soviétiques qui expliquent que Washington ait répondu le jour

même mais en piégeant à son tour Moscou.

À ce « oui » pour des pourparlers sans condition, le Kremlin ne pourrait maintenant opposer un refus sans se donner le mauvais rôle. L'URSS se trouve en conséquence accusée à modifier la condition qu'elle a inlassablement posée depuis la fin de l'année dernière à une reprise des conversations de Genève : le retrait des euromissiles que l'OTAN a commencé à déployer en novembre dernier. Elle devrait ensuite accepter un rendez-vous qu'elle a elle-même fixé, mais qui n'aurait pour second objet que l'élaboration d'« approche de négociations réalisables » sur une « limitation vérifiable et effective » des ASAT.

C'est à la fois beaucoup plus et beaucoup moins que ce qu'elle souhaitait, à moins que ces petits pas et contre-pas ne fassent partie d'un scénario mis au point en coulisse par les deux capitales. À voir vendredi le trouble des dirigeants américains, et compte tenu du fossé séparant aujourd'hui les deux superpuissances, l'hypothèse est très peu plausible, mais on ne peut pour autant l'exclure complètement.

BERNARD GUETTA.

● Visite du chef du PC laotien. — Le chef du PC et de l'État soviétique, M. Tchernomirski, a reçu le mardi 26 juin au Kremlin le secrétaire général du PC laotien, M. Kayson Phommavane, a annoncé l'agence Tass. L'arrivée de M. Phommavane en URSS n'avait pas été annoncée par la presse soviétique. À la fin juin, M. Tchernomirski avait reçu, en marge du sommet du COMECON, le numéro un du PC vietnamien, M. Le Duan. — (AFP.)

● Quatre sportifs estoniens demandent asile à la Suède. — Quatre jeunes Estoniens, spécialistes de différents sports, ont réussi à fuir l'URSS à bord d'un bateau pneumatique, en traversant le golfe de Finlande, a-t-on appris, jeudi 28 juin, à Stockholm. Ils ont emporté parcoureurs 700 kilomètres à pied à travers la Finlande (les autorités finlandaises remettent habituellement les réfugiés soviétiques à l'URSS) avant de franchir la frontière et de demander asile à la Suède. — (AFP.)

## Avec les successeurs que la vie sera monotone

#### De notre correspondant

Montréal. — Les Canadiens sont orphelins. Ils ne savent pas encore s'ils doivent s'en attrister ou s'en réjouir. Après seize ans de présence carcérale, le premier ministre M. Pierre Elliott Trudeau a décidé de passer la main. Le conseil de famille — le congrès du Parti libéral, — a désigné le 26 juin un tuteur : M. John Turner prend ses fonctions ce samedi sans être député.

M. Trudeau s'était fait beaucoup d'ennemis en exerçant un pouvoir très personnel et en refusant tout compromis avec ses adversaires, en particulier les nationalistes québécois, les milieux d'affaires de l'ouest du pays et avec le gouvernement de M. Reagan. Mais sans lui, que la vie sera donc monotone ! M. Turner, en revanche, se veut de ne compter que des amis, mais n'a guère de politique définie. C'est même le grand vide. Quand les Canadiens iront aux urnes dans les mois prochains, ils devront choisir entre le successeur officiel de M. Trudeau et le chef de l'opposition conservatrice, M. Brian Mulroney, qui n'a pas non plus de véritable programme.

Tous les deux sont issus de milieux d'affaires. Le premier de Toronto et l'autre d'une entreprise multinationale américaine dont il dirigeait la filiale canadienne.

Les Canadiens, mais plus encore les étrangers, ont été fascinés par M. Trudeau, qui ne laissait personne indifférent. M. Turner et Mulroney ne suscitent aucune passion. Mais les editorialistes québécois, qui ont souvent dénoncé « l'arrogance » de M. Trudeau, en conviennent : « Rien ne sera jamais plus comme avant », écrit l'un d'eux, qui voit dans M. Trudeau un « héros solitaire qui n'aura jamais fini de captiver l'imagination de ce pays auquel il ressemble si peu ».

Tous s'entendent pour dire que son successeur apparaît nécessairement, quoi qu'il fasse, comme « un homme ordinaire » : après la « trudeauissance » des années 60, et 70, il est clair qu'il n'y aura pas de « turneum ».

Malgré toutes ses qualités, depuis son enfance M. Turner a toujours voulu être « le meilleur » dans tous les domaines, et il a en bonne partie atteint ses objectifs en faisant de brillantes études au Canada et à l'étranger, en étant un des meilleurs étudiants de sa génération vers 1950, en occupant plusieurs fonctions ministérielles jusqu'en 1975, et en devenant ensuite un des meilleurs d'affaires les mieux payés du pays. Pourtant, le nouveau premier ministre n'a rien d'un chef charismatique, et les Canadiens n'en sont pas mécontents, même si la vie politique risque de manquer de sel au cours des prochaines années.

#### Le flou artistique de M. Turner

Pourtant, comme tous les hommes politiques, Turner aime à se faire aduler par les foules. Cinquante-cinq ans, une belle chevelure blanche, éternellement brun et reposé, père de quatre enfants et marié à une femme brillante, il a tout ce qu'il faut pour plaire à l'électorat. Ce n'est pas pour rien qu'on le compare souvent à John Kennedy, et il en est visible ment flatté. Il cultive d'ailleurs cette image en se définissant, contre toute évidence, comme un homme politique « tactile ». « Je suis comme les latino-américains, dit-il volontiers, j'aime les accolades, et je serre la main de mes deux mains, aussi bien aux hommes qu'aux femmes ».

En fait, les Canadiens, excédés par des années de crise économique et d'incertitude gouvernementale, sont, semble-t-il, davantage à la recherche d'un Ronald Reagan que d'un Kennedy. M. Turner et Mulroney en sont conscients et se targuent tous les deux d'être la mesure de rétablir la confiance des investisseurs, et de ramener le taux de chômage — près de 12 %, soit environ un million cinq cents mille personnes sans emploi, — à un niveau plus acceptable.

Comment vont-ils s'y prendre ? Aucun n'a, pour l'instant, de réponse précise. M. Turner a indiqué, à de nombreuses reprises, qu'il accorderait la priorité à l'économie et

qu'il s'entourerait de gens compétents dans ce domaine. Il s'agit avant tout, estime-t-il, de rétablir un climat favorable aux affaires. Des avantages fiscaux seront notamment accordés à ceux qui moderniseront leur affaire. Certaines entreprises nationales seront vendues au secteur privé. Lesquelles ? M. Turner n'a pas voulu donner de noms. Air Canada ? C'est improbable, même si certains dirigeants de la compagnie aérienne nationale seraient favorables à une privatisation partielle ou totale de leur entreprise.

Pétro-Canada ? Peut-être... Le fait que ce soit une ancienne revendication des conservateurs ne semble pas gêner M. Turner, qui, en vendant Pétro-Canada à des intérêts privés, remettrait en question toute la politique énergétique élaborée par M. Trudeau en 1980. Rien ne saurait faire davantage plaisir aux États-Unis, qui se sont toujours opposés à une « discrimination » de cette politique à l'égard des sociétés pétrolières américaines.

Restent les sociétés aéronautiques, Canadair (Montréal), de Havilland (Toronto), dans lesquelles le gouvernement fédéral a investi des millions de dollars à fonds perdus pour éviter une faillite retentissante. Selon M. Turner, les interventions gouvernementales dans ce secteur doivent être considérées comme « l'exemple de ce

qu'il s'entourerait de gens compétents dans ce domaine. Il s'agit avant tout, estime-t-il, de rétablir un climat favorable aux affaires. Des avantages fiscaux seront notamment accordés à ceux qui moderniseront leur affaire. Certaines entreprises nationales seront vendues au secteur privé. Lesquelles ? M. Turner n'a pas voulu donner de noms. Air Canada ? C'est improbable, même si certains dirigeants de la compagnie aérienne nationale seraient favorables à une privatisation partielle ou totale de leur entreprise.

Si ces derniers sont à l'origine de la plupart des grandes lois sociales (assurance-chômage, assurance-maladie, etc.), ce n'est pas tant parce qu'ils les ont voulues, mais tout simplement parce qu'ils étaient au pouvoir au moment où toutes les démocraties occidentales adoptaient des mesures similaires. Quelques heures avant d'être élu à la tête du parti libéral, M. Turner a prononcé un discours dans lequel il a repris à son compte le credo libéral : « La recherche de la justice et de l'égalité, la passion pour le progrès et l'engagement en faveur de la dignité humaine ». On ne saurait être plus vague.

M. Turner a dit finalement en faire un peu plus pour obtenir l'appui de l'aile « gauche » des partis représentés par plusieurs ministres, dont M. Monique Bégin, responsable de la santé dans le gouvernement de M. Trudeau. Il s'est donc engagé à faire un effort supplémentaire en faveur des jeunes chômeurs et à prendre les dispositions nécessaires pour que les femmes aient le même salaire que les hommes « à travail égal ».



PLANTU.

qu'il ne faut pas faire ». Mais qui verra acheter de grosses entreprises en difficulté ?

Tout cela ne ressemble guère au nationalisme économique que M. Trudeau a défendu au cours des dernières années, n'étant pas parfait, comme lors de son discours d'adieu le 14 juin, à s'attaquer aux multinationales. Pour le monde des affaires, qui n'a guère de nuances, M. Trudeau, c'était un « socialisme » et un gouvernement trop présent. Avec M. Turner, les chemins d'entreprise sont en terrain connu.

Le nouveau premier ministre se considère lui-même comme un « libéral du centre », dans la lignée des grands prédécesseurs de M. Trudeau : Wilfrid Laurier, Mackenzie King et Lester Pearson.

Comment s'écarter alors que certains libéraux et non des moindres s'inquiètent de voir leur parti « adopter une droite politique » ? Trois ministres du gouvernement de M. Trudeau ont déjà démissionné publiquement ce glissement.

En fait, comme tous les grands partis nord-américains, le parti libéral n'est ni à gauche ni à droite. Ces notions n'ont d'ailleurs pas grande signification entre l'Atlantique dans la mesure où les divisions politiques ne se font pas selon des lignes idéologiques, mais

Comment va-t-il concilier ces deux promesses avec son engagement de réduire de moitié le déficit budgétaire en quelques années ? Cela reste un mystère, y compris pour ses amis libéraux, qui ont préféré se satisfaire de vagues explications plutôt que de provoquer un débat que les conservateurs s'empresseraient d'exploiter au cours de la campagne électorale. Avec le temps, les libéraux ont appris à naviguer à vue et à changer de cap selon l'humeur de l'électorat.

Depuis la création de la confédération canadienne il y a cent dix-neuf ans, ils ont été au pouvoir pendant soixante et onze ans. Et cela fait maintenant vingt et un ans sans interruption, sauf un intermédiaire conservateur de 1982 à 1986. Cette fois-ci, la partie n'est pas gagnée d'avance pour les libéraux. L'opposition conservatrice s'est donnée un chef originaire au Québec, M. Mulroney, l'ouest du pays ne veut plus entendre parler du Québec et de M. Trudeau, qui le lui rend bien, au point de ne pas avoir accordé un seul siège aux libéraux au-delà de Winnipeg (centre du pays) aux élections de 1981.

L'ouest est donc devenu un bastion conservateur, tandis que le Québec vote massivement pour les libéraux depuis soixante-dix ans.

## Canada : Exit Trudeau

M. Mulroney espère conquérir le Québec en jouant de son origine québécoise, tout en maintenant les positions de son parti dans l'ouest, où il se garde bien de parler du Québec.

#### La fin des querelles

M. Turner a peut-être l'avantage de ne revenir ni du Québec ni de l'ouest, tout en ayant vécu dans les deux régions. Mais comme M. Mulroney, il tient un langage différent selon qu'il est à Montréal ou à Vancouver, ce qui lui a valu quelques questions embarrassantes.

Dans un premier temps, M. Turner s'était dit d'accord — en principe — avec le drapeau de la langue française (loi 101), qui fait du français la seule langue officielle du Québec, et qui a toujours été contesté par les libéraux depuis son entrée en vigueur en 1977 à l'initiative du gouvernement indépendantiste québécois.

Sous la pression de son propre parti et des anglophones de Québec, M. Turner s'est finalement plus ou moins rétracté. Il a commis une erreur similaire à propos du Manitoba, où la bataille fait rage entre la majorité anglophone et la petite minorité francophone. Celle-ci réclame le respect de ses droits, conformément à la Constitution et à plusieurs décisions judiciaires. Dans cette affaire, Ottawa appelle les francophones.

En renvoyant des à des les deux parties et en affirmant que le gouvernement provincial du Manitoba devait trancher, M. Turner a créé la stupeur dans les rangs de son propre parti. Une fois de plus, il a dû se rétracter.

Le débat linguistique qui sévit au Canada depuis l'arrivée de M. Trudeau au pouvoir en 1968, est le seul domaine dans lequel les deux grands partis défendent des positions très différentes. En fait, la politique officielle des deux formations est assez proche, depuis que le parti conservateur ne conteste plus le bilinguisme dans les institutions fédérales. En revanche, une frange importante des militants conservateurs, surtout dans l'ouest, sont farouchement hostiles au bilinguisme et ne peuvent pas supporter d'écouter des heures de cour-bétois qui figurent des inscriptions en français.

#### Fou la mouche du coche !

M. Turner ne s'est peut-être pas rapproché des conservateurs sur ce point, mais il a décidé de mettre sur son agenda un débat sur la disposition l'électorat de l'ouest. On constate la même évolution sur le plan des relations avec les provinces. Sous M. Trudeau, ces dernières s'étaient multipliées au cours des années. Son successeur préfère le dialogue et le « fédéralisme coopératif », comme les conservateurs.

À l'égard du Québec, M. Turner a déjà montré qu'il entendait « dramatiser » les relations très tendues depuis l'arrivée au pouvoir des indépendantistes en 1976. Cela ne l'a pas empêché de déclarer qu'il ne négocierait aucun amende-ment constitutionnel avec la province francophone, tant que le parti québécois (M. René Lévesque) serait au pouvoir. En attendant, il s'engage à « respecter les traditions et l'intégrité de la province dans le cadre de la confédération ». Flou artistique !

On retrouve le même discours à propos des relations avec les États-Unis, devenus « frères-ennemis » au cours des dernières années. M. Trudeau avait, de nombreux désaccords avec M. Reagan, en particulier sur l'Armée et le contrôle du dialogue Nord-Sud, et les relations Est-Ouest. Pour M. Turner, l'indépendance du Canada est relative, dans le sens où son commerce extérieur se situe à 70 % avec son voisin. C'est ce fait dont il tiendra davantage compte que son prédécesseur.

Avec M. Turner ou M. Mulroney, le Canada va cesser d'être la mouche du coche qui agaçait Washington. Les deux hommes appartiennent à une génération de dirigeants qui sont prêts à diriger leur pays comme de bons administrateurs d'une firme de multinationale américaine, mais les folies !

BERNARD DE LA GRANGE.



مكتبة الترحيل

da:  
eau

# Étranger

Inde

## Important remaniement de l'administration du Pendjab

New-Delhi (Reuter). — Le gouvernement central a procédé, vendredi 29 juin, à un important remaniement de l'administration du Pendjab. Le gouverneur, M. B. D. Pande, nommé en octobre dernier par M. Gandhi, qui avait démissionné dans la matinée, a été remplacé le même jour par M. K. T. Satowala, lieutenant-gouverneur du territoire de Goa et ancien président de la compagnie Air India, qui est considéré comme l'un des administrateurs les plus capables du pays. Membre de la petite communauté parsie, il a déjà été auparavant conseiller du gouverneur de l'état du Jammu-et-Cachemire, souvent en proie à l'agitation communautaire. Le chef de la police du Pendjab, P. S. Bhinder, a remis également sa démission.

Selon l'opposition, M. Gandhi a contraint les deux hauts fonctionnaires à démissionner afin de désigner des boucs émissaires après l'échec de sa politique au Pendjab. Les autorités de New-Delhi ont accusé certains membres de l'administration locale d'être de connivence avec les insurgés sikhs. Le gouvernement a exprimé son intention de « remanier en profondeur l'appareil civil et policier dans tout l'état afin d'en faire un instrument efficace du maintien de l'ordre ».

Par ailleurs, un attentat dans l'état du Tripura, dans le nord-est du pays, a fait trois morts et sept blessés parmi les forces paramilitaires. Celles-ci seraient tombées dans une embuscade tendue par des maoïstes, indigénistes hostiles à la nomination, en juin, d'un ancien chef d'état-major de l'armée au poste de gouverneur du Tripura et des États voisins de Manipur et de Nagaland.

## Nicaragua

EN VISITE AUX ETATS-UNIS

### M. Eden Pastora souhaite des « garanties » pour participer aux élections de novembre

Washington. — M. Eden Pastora, exclu le 25 juin de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE, basée au Costa-Rica) dont il dirigeait l'aile militaire, a demandé à des membres du Congrès de Washington de l'aider à participer aux élections qui doivent avoir lieu au Nicaragua le 4 novembre.

M. Pastora, blessé dans un attentat le 26 mai au Nicaragua et soigné au Venezuela, est en visite aux États-Unis depuis lundi 25 juin. Au cours de ses entretiens avec plusieurs congressistes, en particulier avec M. William Alexander (démocrate, Arkansas), l'ancien commandant Zéro a envisagé un arrêt de la lutte armée contre le régime de Managua s'il pouvait obtenir des « garanties » de prendre part à la campagne électorale. Il a précisé qu'il a essayé « de rassembler des Nicaraguais pour élaborer une solution politique ». Il a ajouté que cela ne signifiait pas qu'il abandonnait « ses camarades de la lutte armée ».

M. Pastora était accompagné vendredi à Washington par plusieurs personnalités nicaraguayennes, notamment MM. Alfredo Cesar et Arturo Jose Cruz, ayant collaboré avec les dirigeants sandinistes puis rompu avec eux, tout comme M. Pastora, ancien vice-ministre de l'intérieur du gouvernement de Managua. Les auto-

## Colombie

LE GOUVERNEMENT BETANCUR EST REMANIÉ

Bogota (Reuter). — Le président Belisario Betancur a remanié son gouvernement, le vendredi 29 juin. La nouvelle équipe dirigeante respecte l'équilibre entre libéraux et conservateurs du précédent cabinet. Voici sa composition :

Intérieur : M. Jaime Castro (Libéral) ; Affaires étrangères : M. Augusto Ramirez Ospina (Conservateur) ; Finances : M. Roberto Jaramila (Conservateur) ; Santé : M. Amador Garcia (Conservateur) ; Développement : M. Ivan Duque (Libéral) ; Sécurité sociale : M. Oscar Salazar (Libéral) ; Mines et énergie : M. Alvaro Leyva (Conservateur) ; Travaux publics : M. Hernan Beltrán (Conservateur) ; Agriculture : M. Gustavo Castro Guerrero (Libéral) ; Communication : M. Bernardo Ramirez (Conservateur) ; Education : M. Boris Eder de Zambrano (Libéral) ; Justice : M. Enrique Parajo Gonzalez (Libéral) ; Défense : Général Gustavo Matamoros.

## A travers le monde

### Argentine

● PÉTROLIERS DÉTRUITS DANS LE PORT DE BUENOS-AIRES. — Deux navires pétroliers ont explosé et brûlé, jeudi 27 juin, dans le port de Buenos-Aires. Le président de la Société nationale des pétroles argentins a déclaré, vendredi 28, que ces explosions sont dues à un attentat, comme on l'avait tout d'abord indiqué. — (AFP.)

### Cameroun

● NOUVEAU PROCÈS CONTRE LES PUTSCHISTES DU 6 AVRIL. — Ce procès, qui s'est ouvert mercredi 27 juin devant le tribunal militaire de Yaoundé, au quartier général des forces terrestres, concerne, selon des sources non officielles concordantes, une vingtaine de personnes, en majorité des civils, accusés d'avoir participé à la tentative de coup d'état du 6 avril dernier. Les faits reprochés aux accusés sont mineurs, indique-t-on de même source, plusieurs inculpés auraient déjà été relaxés, et deux officiers auraient été condamnés à de courtes peines de prison. — (AFP.)

### Chili

● ARRESTATIONS A L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE SANTIAGO. — Quinze étudiants de l'université catholique de la capitale ont été arrêtés vendredi 29 juin alors qu'ils manifestaient contre l'expulsion de vingt et un de leurs camarades d'études. D'autre part, le gouvernement Pinochet a décidé de créer une commission spéciale chargée de réprimer les activités

### Roumanie

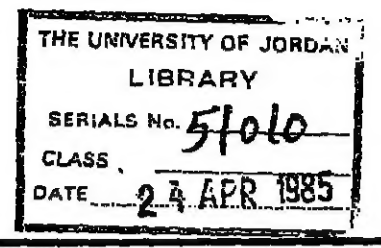
● LE CONGRÈS DU PC. — Le treizième congrès du Parti communiste roumain se réunira du 19 au 23 novembre prochain. Le comité central, en fixant cette date, a proposé à l'unanimité la réélection du président Nicolae Ceausescu au poste de secrétaire général du PC.

En acceptant cette proposition, M. Ceausescu a insisté de façon inhabituelle sur l'importance de son récent voyage à Moscou et sur la nécessité d'« œuvrer pour le renforcement continu des pays socialistes ». — (AFP, Reuter.)

### Thaïlande

● LIBÉRATION DE DÉTENU. — Plus de douze mille détenus devraient être libérés cette année en Thaïlande en raison du surpeuplement des prisons, a annoncé un responsable de l'administration pénitentiaire thaïlandaise cité le dimanche 24 juin par la presse de Bangkok. On ignore encore si cette mesure concernera les six cent soixante-dix prisonniers étrangers (dont quarante-huit Américains et vingt-sept Français) actuellement emprisonnés en Thaïlande, le plus souvent pour des affaires de trafic de stupéfiants. La population carcérale en Thaïlande est actuellement de quatre-vingt-quatre mille trois cents prisonniers (pour cinquante millions d'habitants) détenus dans cent quinze prisons. — (AFP.)

Il n'est pas certain du tout que les Canadiens, et d'abord les Québécois, soient mécontents de voir partir enfin le gentilhomme à la boutonnière fleurie. Mais même dans leur satisfaction se glisse une pointe de regret. Finies les extravagances, la fantaisie, les obsessions ! Avec M. Turner ou M. Mulroney, qu'il soit libéral ou conservateur, l'ennui va reprendre la barre. Les successeurs possibles n'ont pas d'idées choquantes, mais ont-ils seulement des idées ?



## Le bilinguisme invendable d'un « pseudo-Québécois »

Pour un grand bourgeois né dans une riche famille montréalaise du quartier chic d'Outremont, d'un père canadien français et d'une mère écossaise, elle-même issue d'une famille « mixte », rien de plus facile que de pratiquer un bilinguisme élégant et raffiné, de se mouvoir dans un biculturalisme de bon ton, avec la même aisance un peu snob dans les salons parisiens, les universités américaines ou les clubs anglais. M. Pierre-Elliott Trudeau, qui a fait ses études à l'université de Montréal et à Harvard, à l'École libre des sciences politiques de Paris et à la London School of Economics, avait un rêve pour ses compatriotes et son pays : vingt-trois millions de bilingues dans un Canada bicultural. Aurait-il suffi de lancer un grand mouvement d'éducation par l'école, la radio et la télévision pour réaliser cette utopie prodigieuse ?

Après seize années presque ininterrompues à la tête du gouvernement d'Ontario, le premier ministre s'en va sans que des progrès décisifs aient été accomplis dans ce sens. Il part sur un échec d'autant plus marquant qu'il ne sanctionne pas seulement une œuvre inachevée, mais un rêve mort-né. Son successeur quel qu'il soit, ne le reprendra pas à son compte, qu'il s'agisse de M. Turner, qui va exercer les fonctions de premier ministre jusqu'aux prochaines élections ou M. Mulroney, le conservateur, qui prendra les rênes si son parti remporte la consultation.

A dire vrai, M. Trudeau s'est toujours défendu d'avoir jamais caressé cette ambition. Il attribue à ses adversaires cette « caricature » de sa politique. Son objectif, à l'en croire, aurait été beaucoup plus modeste et donc plus réaliste. Il voulait simplement que la fonction publique canadienne fût bilingue de telle sorte que tout Canadien unilingue puisse s'adresser à un fonctionnaire dans sa propre langue.

Les « harkis » d'Ottawa

Même sous cet angle étroit, M. Trudeau abandonne loin du but. Les Québécois ne se reconnaissent guère dans cette idée d'un Canada bilingue mais uni, pas plus d'ailleurs que les anglophones qui, largement majoritaires se demandent pourquoi ils apprendraient une autre langue. Dans les provinces de l'ouest, les minorités francophones sont assimilées très rapidement de même que les nouveaux immigrants. Le parti québécois n'a pas totalement tort quand il affirme que seule une défense conséquente de la langue française (loi 101 du Québec) peut permettre sa survie et à la minorité anglophone, à plus de dix fois dans la Belle Province que les minorités francophones dans le reste du Canada.

Les indépendantistes québécois sont toutefois un peu injustes envers M. Trudeau quand ils l'accusent, à mots couverts, d'avoir été un véritable « traitre » : « pseudo-Québécois » il aurait tout fait pour réduire les

## Brian Mulroney : conservateur charmeur et sans pitié

De notre correspondant

Montréal. — Faut-il être Québécois pour devenir premier ministre du Canada ? Exaspérés par les victoires successives de M. Trudeau depuis 1968, les conservateurs ont décidé d'appliquer la recette des libéraux en élisant un chef originaire du Québec, lors de leur congrès en juin 1983. Malgré son nom, M. Brian Mulroney est né au Québec, et a fait toute sa carrière dans la province francophone.

Ce qui était une excellente idée en 1968, est peut-être une erreur aujourd'hui dans la mesure où le Québec n'est plus aussi indispensable que naguère pour remporter des élections fédérales. Surtout depuis le départ de M. Trudeau. Cela n'inquiète pas outre mesure les conservateurs ni M. Mulroney qui sont décidés à jouer toutes leurs cartes pour gagner les prochaines élections.

Il est vrai que M. Mulroney a toutes les qualités requises pour « faire un meilleur » après de l'électorat. Il est né il y a quarante-cinq ans dans une humble famille d'ouvriers irlandais installée dans la petite ville de Bellefleur, à quelques centaines de kilomètres au nord-est de la ville de Québec. Il a fait une brillante carrière d'avocat en droit du travail, avant de devenir président de la société minière Iron Ore, une filiale d'une multinationale américaine. Un véritable conte de fées pour ce self-made man.

Soul point noir de cette ascension sociale : la fermeture

### La Constitution « rapatriée »

M. Trudeau ne s'était pas contenté de s'entourer de francophones ; il avait aussi multiplié les gestes symboliques. Il avait par exemple fait adopter, pour l'hymne national, en lieu et place de *God Save the Queen* (Dieu sauve la Reine), un morceau composé il y a un siècle par deux Québécois, Adolphe-Basile Riethier et Calixa Lavallée à la demande de la société Saint-Jean-Baptiste, dont l'objectif était l'indépendance du Québec. Cet hymne commence par ces mots : « O Canada, terre de nos aïeux ! ». Mais le grand quotidien de Montréal, *le Devoir*, ne l'avait pas envoyé dire : « Les symboles et les discours officiels ne suffisent pas à construire la cohérence d'un pays ».

Le Canada existera-t-il encore comme pays à la fin de cette décennie ou se sera-t-il disloqué ? Partout dans le pays des forces de désintégration nationale sont à l'œuvre. Quand il faisait prononcer ces propos pessimistes au gouverneur dans son discours du trône de 1980, M. Trudeau ne pensait pas seulement à l'action désintégratrice du parti indépendantiste québécois. Il faisait aussi allusion aux forces centrifuges à l'œuvre dans les provinces anglophones. Il faut bien constater qu'il a dépensé une bonne dose d'énergie à remettre à sa place M. Lévesque et ses partisans.

Ces derniers l'admettent volontiers : M. Trudeau a joué un rôle décisif dans leur défaite au référendum de 1980 sur la souveraineté-association. Et puisque le général de Gaulle reste une référence dans la Belle Province pour son « *Vive le Québec libre* » de 1967, c'est à « *Je vous ai compris* » lancé par le fondateur de la V<sup>e</sup> République en Algérie qu'ils font référence pour caractériser l'attitude ambiguë du premier ministre fédéral pendant la campagne référen-

B.D.L.G.



## Étranger

### PAYS-BAS

# Le feuilleton des croque-florins

Les Néerlandais ne parlent que de cela. Ils suivent les péripéties du feuilleton télévisé des croque-florins. Gabegie, incompétence, malversations sont au programme. Avec, dans les rôles principaux, des messieurs bien sous tous rapports que l'on prenait pour des financiers intègres et des politiciens dévoués.

De notre correspondant

Amsterdam. — Les télé-spectateurs des Pays-Bas savent actuellement avec délice un feuilleton qui n'est pas de fiction, plein d'intrigues politiques, de manœuvres financières et de trahisons d'influences. Seules, pour le moment du moins, les affaires de cœur font défaut à l'intrigue et la différence d'une version néerlandaise de Dallas.

Pourtant, le taux d'écoute du feuilleton, diffusé cinq fois par semaine après le journal télévisé de 22 h 30, se rapproche sérieusement de celui des aventures de la riche famille texane. Il est vrai que la distribution compte les grands noms de l'industrie et de la politique néerlandaise. Tous ont été et seront interrogés dans les mois qui viennent par une commission parlementaire sur leur rôle dans une débâcle économique sans précédent aux Pays-Bas : le naufrage de ce qui fut naguère la plus grande entreprise de construction navale et industrielle nationale, Rijn-Schelde-Vereeniging (RSV).

Question-clé : où sont donc allés plus de 2 milliards de florins des deniers de l'Etat, de l'argent des contribuables, destinés à maintenir à flot ce conglomérat ? Comment se peut-il que cette somme gigantesque n'ait pas pu empêcher la déconfiture d'un

giant, qui, dans un passé récent assurait la subsistance de 17000 Néerlandais ?

Grâce à la couverture télévisée de l'enquête parlementaire, qui se déroule dans l'austère salle des Chevaliers, le public suit le feuilleton. Il est partagé entre une incrédulité hilare et un profond ressentiment tant sont éclatantes les preuves d'incompétence, croquant le petit écran, de personnalités qui paraissent hier encore intouchables dans leur tour d'ivoire.

#### Gestion fantaisiste

Le gouvernement actuel, une coalition de centre-droit, avait procédé l'année dernière au démantèlement de RSV. La plus grande partie du vieux conglomérat est vouée à disparaître et une dernière chance sera donnée à d'autres filiales, permettant peut-être de sauver quelques milliers d'emplois. La société mère, qui à son apogée gérait une centaine d'entreprises, a été déclarée en cessation de paiement.

Cet échec a incité la Chambre des députés à désigner son arme la plus redoutable : l'enquête parlementaire. Toutes les personnes citées comme témoins ne peuvent pas refuser de comparaître et doivent déposer sous serment. Depuis la Libération, les Pays-Bas n'avaient connu qu'une enquête parlementaire, menée peu après la guerre, sur l'attitude du gouvernement néerlandais réfugié à Londres pendant l'occupation du pays. Elle n'avait rien trouvé de bien répréhensible dans le comportement des exilés.

C'est sous la pression de l'Etat que sept grandes entreprises industrielles ont été amenées à fusionner au sein de la RSV au début des années 70. A l'époque déjà, La Haye avait largement subventionné la naissance d'un conglomérat devant garantir que les Pays-Bas ne perdraient pas leur place parmi les grands de la construction navale.

Pourtant l'union de tant d'entreprises ont vite fait de se révéler illusoire. Les barons de l'industrie, tout en restant unis dans leur profonde méfiance envers l'Etat, se gâtèrent avant de se déchirer. Une trentaine de réorganisations successives ne parvinrent pas à assurer l'homogénéité du groupe géant, occupé à faire main basse sur un nombre croissant de petites et moyennes entreprises dans le vaste bassin portuaire autour de Rotterdam.

Interrogés par la commission parlementaire sur les raisons des subventions jetées dans ce puits sans fond, des politiciens ont dû reconnaître implicitement qu'ils étaient avant tout à la recherche d'avantages électoraux... Il s'agissait, affirma l'ancien premier ministre socialiste, M. Joop Den Uyl, devant la commission de « sauvegarder autant d'emplois que possible », tout en sachant que les premiers responsables, les industriels, étaient en train de conduire RSV à la ruine en raison de leur gestion fantaisiste.

Pouvait-on soupçonner certains politiciens d'avoir eu des intérêts personnels à défendre la survie artificielle de RSV ? Ces derniers jours, l'enquête parlementaire s'est concentrée sur cet aspect de l'affaire. Seul sur la sellette devant les membres de la commission et les caméras de télévision, M. Norbert Schmelzer, ancien ministre des affaires étrangères, a dû convenir qu'au milieu des années 70 il avait reçu 20 000 florins annuels en tant que « conseiller » de M. Verolme, le puissant armateur qui avait refusé longtemps de fusionner avec ses concurrents d'antan. M. Schmelzer, du temps où il était « conseiller », dirigeait le groupe parlementaire du Parti catholique populaire ; il reconnaît avoir « donné quelques coups de téléphone » pour empêcher ces grosses enveloppes. A l'en croire, elles n'étaient pas en contradiction avec les devoirs et obligations d'un élu du peuple.

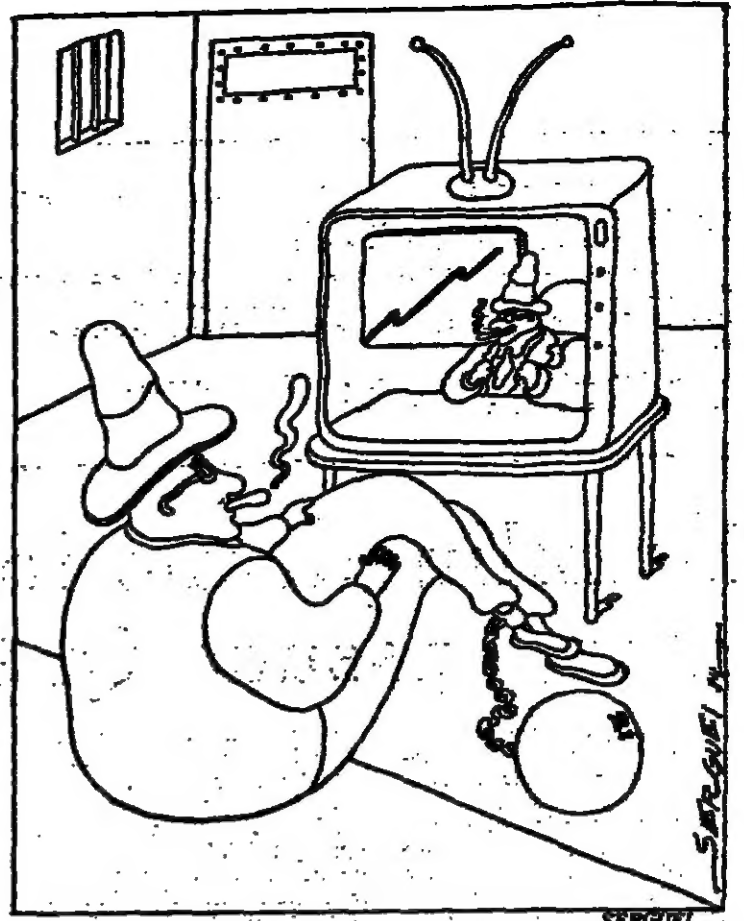
Cet aveu, dans la salle des Chevaliers, n'a rien fait pour rétablir la confiance des Néerlandais dans leurs dirigeants politiques. Deux anciens ministres chrétiens-démocrates avaient été entraînés, il y a quelques années, dans la déconfiture de l'empire commercial OGEM dont des milliers d'employés perdirent leur travail. Ils la devaient pour une bonne part à la mégalomanie de l'ancien ministre Bernard Udink, accompagnant à des fantasmagories de construction de villes en Arabie Saoudite qui scellèrent le sort de l'entreprise. Le public néerlandais s'est étonné en apprenant que M. Udink avait reçu, en guise d'adieu, un million de florins, tout comme un peu plus tard M. Sikkink, un des nombreux directeurs déchu de RSV.

#### Gaffes coûteuses

Autre affaire rocambolesque mais sans châtiments ni politiciens véreux : celle de la banque Slavenburg en 1982. Réagissant à des rumeurs persistantes selon lesquelles la banque, dans laquelle le Crédit lyonnais avait alors un intérêt minoritaire, se montrait particulièrement tolérante envers de l'argent « noir », c'est-à-dire non déclaré au fisc, la police de Rotterdam avait fait une descente massive au siège social sous l'œil attentif des caméras.

Depuis lors une dizaine de responsables bancaires ont été inculpés de fraude en écritures. Ils gèrent la fortune, largement illégale, du « roi du porno » d'Amsterdam. La crédibilité de Slavenburg ainsi mise en question, le Crédit lyonnais finit par l'incorporer entièrement, après avoir eu soin d'en changer le nom, dans un effort pour passer l'éponge sur une affaire qui avait tant fait pour ébranler la foi des Néerlandais dans la respectabilité du monde du commerce et des finances.

Aujourd'hui, le feuilleton télévisé de l'enquête parlementaire



sur RSV dissipe les dernières illusions.

Ces derniers jours, les Néerlandais ont pu assister à la reconstruction de quelques gaffes coûteuses commises avec l'argent des contribuables. Ainsi, 450 millions de florins ont été investis dans des appareils conçus aux Pays-Bas pour extraire de l'énergie à partir de l'océan. Les États-Unis d'Amérique responsables de RSV ont déclaré, sous serment, que des industriels américains véreux avaient promis un avenir radieux au projet, si on voulait bien leur confier le marketing outre-Atlantique. Certains de ces chevaliers d'industrie ont gagné des millions pour des « conseils » d'une parfaite nullité, personne aux États-Unis ne voulant de cette invention néerlandaise, pas plus que d'une « plate-forme de dragage ambulante » dans laquelle 500 millions de florins avaient été vainement investis.

La construction d'une centrale électrique en Algérie ne tenait aucun compte du climat du Sahara. Les autorités algériennes s'en aperçurent et exigèrent des

garanties afin que le travail fût accompli dans les conditions convenues. Au printemps 1982, les relations avec le pays hôte s'envenimèrent et RSV fit rapatrier par avion, dans le plus grand secret, les employés, craignant qu'ils ne soient pris en otages. 250 millions de florins ont ainsi disparu dans le sable chaud.

Ce n'est là qu'un aperçu des débâcles subies par RSV et dont les détails sont distillés, jour après jour, à un public insatiable. L'enquête parlementaire sur les croque-florins, rebaptisée ici « le show des piffes de RSV », est le spectacle le plus coûteux jamais montré sur les petits écrans néerlandais. Il durera jusqu'à l'automne prochain quand la commission publiera les résultats de son enquête. D'ores et déjà d'anciens responsables de la débâcle sont accusés de parjure. Le feuilleton s'achèvera sans doute par des exécutions capitales.

RENÉ TER-STEIGE.

### RFA

# Un chef d'Etat sans ennemis

La fonction de président de la République fédérale d'Allemagne a été inaugurée par Theodor Heuss — homme de sagesse et de culture. Le 1<sup>er</sup> juillet, elle sera assurée par Richard von Weizsäcker. Il n'est pas indigne de ce grand dévoué et s'est toujours montré assez ouvert et habile pour avoir des adversaires, certes, mais pas d'ennemis.

De notre correspondant

Munich. — Jamais président de la République allemande n'avait été élu, pour son premier mandat, avec une telle majorité. Le 23 mai dernier, le baron Richard von Weizsäcker, qui succède, ce 1<sup>er</sup> juillet, à Karl Carstens, a vu 832 des 1 040 grands électeurs de l'Assemblée fédérale allemande porter leurs voix sur son nom. L'écrivain Loise Ringer, présente symboliquement par les Verts, a réuni 86 suffrages. La majorité absolue dont disposent les trois partis de la coalition gouvernementale n'explique pas tout. Bon nombre de sociaux-démocrates ont, en l'absence de candidat propre, apporté leur confiance à celui de l'autre bord.

Richard von Weizsäcker, commentait l'éditorialiste de la *Stuttgarter Zeitung*, dispose aujourd'hui de cette chance rare d'être respecté sans partage, respect auquel même les Verts ne peuvent pas tout à fait se soustraire.

A soixante-quatre ans, cet aristocrate, entré sur le tard en politi-

que, semble fait sur mesure pour le rôle que la Constitution allemande a assigné au président de la République. Celui d'un homme sans véritables pouvoirs, mais qui est là pour incarner la cohésion nationale, au-delà du débat politique quotidien. Son premier devoir est de veiller à ce que personne ne se sente exclu, et de mettre de l'huile dans les rouages de la République. « Plus les doutes sur la crédibilité des partis, sur le sens de la démocratie représentative, deviennent forts, notamment au sein de la jeune génération, plus le président fédéral doit représenter de manière crédible l'ouverture, le libéralisme, mais aussi la solidarité fondamentale de la loi », écrit à ce propos, le journaliste Joachim Braun.

#### Réconcilier d'abord

Richard von Weizsäcker bénéficie de l'autorité morale qui ne suffit pas toujours à faire les grands hommes d'Etat, mais qui s'avère souvent utile dans des périodes troubles comme celle que traversent aujourd'hui toutes les sociétés industrielles. Avec plus de 70 % d'opinions favorables, il est de loin l'homme le plus populaire de la République fédérale. Cette popularité n'est pas fondée sur la reconnaissance de qualités qui font généralement la force des hommes politiques. Il n'est considéré ni comme spécialement énergique, ni comme un chef, ni même comme particulièrement sympathique. Son rôle est davantage celui d'un sage, de quelqu'un qui sait écouter, conseiller, persuader.

Le futur président de la République n'est pas à proprement par-

ler un homme de parti. S'il adhère en 1953 au Parti démocrate-chrétien, c'est seulement au nom de la logique. Il y est tout naturellement à sa place, mais n'en épouse pas les tendances réactionnaires. Libéral au propre sens du terme, il fait partie de cette race de gens davantage intéressés à réconcilier le monde avec lui-même qu'à conduire des révolutions. D'une longue tradition familiale, dont il se sent très fortement le continuiste, il a hérité le sens du devoir, de la probité. Il y associe très tôt une ouverture au monde, aux autres, qui lui vaudra dès la guerre, qu'il passera comme jeune officier sur le front russe, le respect de ses camarades et de ses hommes.

Plusieurs de ses amis du 9<sup>e</sup> régiment de grenadiers de Potsdam, ce régiment d'élite où servent les fils de l'intelligentsia allemande

d'avant-guerre, feront partie du cercle des conjurés du 20 juillet 1944 autour du comte von Stauffenberg. Au cours de la même période, il se fera le porte-parole des préparatifs d'attentat contre Hitler, et en reste convaincu à l'écart, se bornant à transmettre à l'occasion des renseignements que lui fournit son père. Pendant tout le troisième Reich, en dernier lieu, il occupera d'importantes fonctions dans la diplomatie, en accord avec des personnalités auxquelles il est lui-même lié comme Canaris, Dohnanyi, Beck. Ce qui ne l'empêchera pas plus tard d'être condamné par le tribunal de Nuremberg à l'issue d'un procès où son fils assumera lui-même une partie de la défense.

Est-ce de là que le jeune juriste tient sa vision relativiste du monde ? La condamnation de son père, « Mais non folle, dit-il, en



comme devait le reconnaître Churchill devant la Chambre des communes, un erreur fatale de la part des juges américains. Mais, en vu de tous les crimes qui ont été commis, mais pour considérer les hommes de telles erreurs comme trop compréhensibles ». Ce sens de la mise en situation est l'un des traits essentiels de l'homme politique que Richard von Weizsäcker est devenu, après une brillante carrière d'homme d'affaires. Elu membre du Bundestag en 1969, l'année où les chrétiens-démocrates perdent le pouvoir, il se fait remarquer du public et de ses adversaires politiques comme un opposant modéré, d'une grande rigueur intellectuelle. Au sein de la CDU, où il s'affirme notamment comme un spécialiste des relations avec l'Est et de la politique inter-allemande, il appartient au petit groupe de responsables qui apportent un soutien critique à l'Ostpolitik de Willy Brandt.

#### Maire de Berlin

Parallèlement à sa carrière politique, son goût de l'ouverture en a fait également un des piliers de l'Eglise évangélique allemande, dont il préside, de 1965 à 1971, les congrès. C'est lui qui organise, à la Pentecôte 1971, la première rencontre œcuménique entre les Eglises protestantes et catholiques allemandes. Si, le jour de son élection à la présidence, les Verts lui ont reproché de ne jamais l'avoir vu dans les chaires luttant contre les religions autoritaires, à l'automne dernier, il n'en avait pas moins approuvé, deux ans plus tôt, l'ordre du jour

du congrès des Eglises évangéliques de Hambourg consacré au problème de la paix.

Il n'est donc pas étonnant qu'il ait souvent été considéré, dans son propre parti, comme un marginal, même si c'est à lui qu'avait été confié, à la fin des années 70, le soin de rédiger la nouvelle plateforme du Parti chrétien-démocrate, toujours en vigueur actuellement. Il lui a souvent été reproché d'être plus un dilettante plutôt qu'un véritable chef. « A la tribune du Bundestag, commente l'ancien porte-parole du chancelier Schmidt, Klaus Boffing, il montrait une fois tout autre manière d'être que celle de la plupart de ces politiciens professionnels qui le qualifient avec ironie de bel esprit et le trouvent peu doué pour le dur métier de chef. »

En 1981, à sa deuxième tentative, maire de Berlin, von Weizsäcker se chargea lui-même de rassurer ses détracteurs sur ses capacités. Ce n'est qu'avec beaucoup de réticence que le chancelier Kohl, qui peut pourtant se targuer d'avoir découvert, vingt ans plus tôt, le futur président de la République et de l'avoir mis sur les rails, dut accepter, au début de l'année, de présenter sa candidature à la magistrature suprême. Les chrétiens-démocrates risquent fort, en effet, dans l'affaire, de perdre la maîtrise de Berlin aux élections de l'année prochaine. Mais la volonté de Richard von Weizsäcker de briser, pour la seconde fois, un poste pour lequel il se sentait profondément, a été plus forte finalement que les hésitations du chancelier.

HENRI DE BRISSON.



GUATEMALA

Le recteur qui risque sa vie

Les Guatémaltèques doivent être, le dimanche 1<sup>er</sup> juillet, une assemblée constituante de quatre-vingt-huit membres. Dix-sept partis politiques, de l'extrême-droite au centre droit, sont sur les rangs. Une soixantaine de militants de ces formations ont été enrôlés ou assassinés pendant la campagne depuis octobre 1983, car la violence est de nouveau en hausse. Eduardo Meyer, le recteur de l'université San Carlos, est sur la liste noire des tueurs.

De notre envoyé spécial

Guatemala. — « J'accepte le risque d'être assassiné... » Il dit cela d'une petite voix tranquille, posée, un sourire sans forfanterie dans son visage paisible. Eduardo Meyer, recteur de l'université San Carlos de Guatemala, n'a pas un physique de héros. Petite moustache, jean et blouson, brun de poil et de peau comme on l'est dans ce pays lorsqu'on appartient à ce secteur assez mal défini aujourd'hui des « classes moyennes », des manières simples et cordiales, Eduardo Meyer est pourtant bien obligé de rappeler, de sa voix douce, que le poste qu'il occupe depuis juillet 1982 le désigne à peu près automatiquement à l'attention des différentes bandes de tueurs à gages qui agissent impunément au Guatemala.

« J'accepte le risque d'être tué. Et ma famille l'a accepté avec moi. Quand le poste de recteur m'a été proposé, nous en avons délibéré tous ensemble en conseil de famille. Et nous avons décidé d'un consensus accord que je devais courir le risque... »

Ce n'est pas une formalité. Le prédécesseur de Meyer au rectorat, Mario Dercy Ribera, a été abattu par des tueurs « non identifiés » dans ce même essai qui conduisit au bureau d'où l'on découvre les pelouses du campus de l'université. Les bâtiments sont fonctionnels, spacieux, modernes. Des étudiants, garçons et filles en jeans, livres sous le bras, passent d'un air concentré. Pas le moindre signe de tension. Ce n'est pas un cadre de série noire. Et l'escalier n'est même pas gardé. On entre ici sans être fouillé, sans même être interrogé sur son identité.

Les employés du rectorat ne font pas preuve d'une méfiance particulière. Et pourtant, le petit homme tranquille, aux allures de fonctionnaire consciencieux, qui vous reçoit avec chaleur — et peut-être une pointe de soulagement dans le regard — assène des vérités terribles. Dercy Ribera a été assassiné en décembre 1981. Pourquoi ? « On ne sait pas exactement... »

Comme on ignore les raisons pour lesquelles, avant lui on depuis son meurtre, des dizaines d'autres universitaires, professeurs, étudiants, ont été enlevés, torturés, exécutés. La plupart n'ont pas reparu. En mai dernier, selon des sources sérieuses, trois étudiants de l'université San Carlos ont été victimes de cette « violence », traditionnelle au Guatemala depuis 1954, mais en nette augmentation, de l'avis général, depuis quelques mois. Depuis que la campagne pour l'élection d'une Assemblée constituante, le 1<sup>er</sup> juillet, a commencé.

Un scénario immuable

Quelques-uns des « disparus », pourtant, reviennent parfois de l'enfer. De l'enlèvement qui se déroule selon un scénario immuable : plusieurs voitures, aux vitres fumées, surgissent, des civils armés en descendent, emmènent leur prisonnier impuissant sans que l'alarme puisse être donnée, même lorsque, dans la plupart des cas, le kidnapping a lieu devant le domicile de la victime.

Eduardo Meyer connaît plusieurs cas de « revenants ». Deux sur les douze enlèvements de février. Ils reviennent, marqués par les coups et la torture, silencieux. « Ils ne veulent absolument pas parler. Ils disent seulement qu'ils ont vécu un cauchemar, et qu'ils n'ont qu'un désir, l'oublier... »

Oublier ? Pas si simple même si tout le monde ici fait semblant de vivre normalement, refusant au fond de soi cette angoisse diffuse qui explose, en grande partie, l'apparente apathie de la population face à la « chose politique ». La liste est trop longue des militants et des dirigeants de formations politiques modérées ou d'organisations syndicales qui ont été enlevés et dont les cadavres torturés ont été exhibés « pour l'exemple ».

Au cours des six derniers mois, près d'une soixantaine de dirigeants politiques connus ont été assassinés. Selon certaines sources, on compte actuellement une quinzaine de meurtres quotidiens attribués aux « forces de sécurité ». On ne prête qu'aux riches, et depuis le temps que les massacres se poursuivent ! Il est toutefois possible que les chiffres soient gonflés, ou que certaines des victimes de la « violence politique » aient été en fait impliquées dans des affaires de droit commun.

Possible, mais pas sûr. Une seule certitude s'impose par tous, par les hommes politiques, par les diplomates (inquiets de la recrudescence de demande d'asiles politiques dans leurs ambassades respectives), par l'Église aussi : la violence connaît une hausse spectaculaire.

Les évêques, dans leur grande majorité très conservateurs, ont énergiquement condamné cette violence dans une lettre pastorale, en juin, et ont demandé aux futurs

membres de la nouvelle Assemblée constituante de mettre au point un document « assurant le respect des droits de l'homme ». Ces derniers sont, il est vrai, bien négligés. Dans les campagnes de l'intérieur, particulièrement dans le Quiché indien mais aussi dans ces zones que l'on qualifie de « boca costa » (à mi pente, entre les hauteurs de l'Altiplano et le littoral du Pacifique), les affrontements réguliers entre militaires et forces de la guérilla débouchent invariablement sur des massacres de populations civiles innocentes. Les rumeurs de ces tueries n'arrivent qu'estompées dans la capitale, car les témoins directs sont très rares. Et les habitants de Guatemala Ciudad, qui avaient recommencé à reprendre leur souffle pendant le gouvernement de Ríos Montt (le « fou de Dieu », aux méthodes autoritaires et étranges, mais qui avait eu le mérite de faire baisser la violence politique de plusieurs degrés dans la capitale même), sont de nouveau préoccupés par leur propre sécurité. « Nous sommes revenus aux pires moments du gouvernement Lucas García... »

Les évêques — et le recteur Eduardo Meyer — ne disent pas autre chose. « L'escalade de la violence, précise la lettre pastorale, s'exerce contre toutes les classes sociales sans discrimination. Mais cette violence frappe particulièrement les Indiens et les paysans. Rapt, détentions illégales, tortures et massacres de populations innocentes. » Nous rappelons, dit la lettre que « les forces de l'ordre ne sont pas au service de la population, mais de l'État, et que, fréquemment, en ignorant les droits de l'homme, elle crée une atmosphère de terreur et de violence. »

Oublier ? Pas simple non plus lorsque l'on passe la moitié de sa vie à l'université San Carlos. Un symbole, une légende, une institution. Elle a été, dans les années soixante, l'un des fiefs de la gauche révolutionnaire. Le prestige de Cuba était au plus haut, et Guevara était une idole. Les temps ont bien changé. Peu de slogans aujourd'hui sur les murs propres de San Carlos. « La politisation de l'université a beaucoup baissé, dit le recteur. La grande majorité des étudiants sont d'abord préoccupés par leurs études. »

Le recul de l'extrême gauche

Significativement, les dernières élections à la faculté de droit ont vu la victoire des candidats se réclamant d'une liste « apolitique ». L'extrême gauche a perdu. Des groupuscules révolutionnaires de gauche « existent encore sans doute », mais ils ne s'identifient pas en tant que tels. Quand des étudiants revêtus de cagoules bloquent la circulation devant l'entrée de l'université et distribuent des tracts, c'est pour annoncer, à leur manière, une « manif » qui n'est politique qu'au second de-

gré, par exemple à l'occasion de leur défilé traditionnel de la semaine sainte. Le recul sensible de la gauche militante — sous les coups d'une répression très dure — et la dépolitisation générale n'ont cependant pas beaucoup atténué l'exaspération de tous ceux, à l'extrême droite, qui voient encore San Carlos comme un repaire de gauchistes et de guérilleros.

La preuve : le recteur donne des chiffres qui feraient frémir ailleurs que dans ce pays trépané par un quart de siècle de règlements de comptes et de meurtres politiques. L'offensive a été particulièrement dure pendant le gouvernement Lucas García : « Plus d'une centaine de morts, entre professeurs et étudiants. Près de deux cents disparus. Et trois cents personnes appartenant à l'université, enseignants, élèves ou employés, qui ont choisi l'exil... »

La « peur et l'anarchie » dans cette véritable ville dans la ville qu'est l'université de San Carlos : quarante-huit mille étudiants en 1984 et dix mille employés. Elle est située dans la zone 12 de la capitale. La zone 1 est la plus centrale, cathédrale et palais du gouvernement. La zone 10 est résidentielle, celle des diplomates. Entre la 10 et la 12, on traverse des quartiers populaires et des bidonvilles de planches et de tôles ondulées. San Carlos est un peu excentrique dans cette capitale qui a démesurément grandi, mais elle reste au cœur de la violence. L'une des cibles préférées.

« Il faut, dit Eduardo Meyer, trouver absolument une brèche dans ce mur de la violence. C'est pour cela que j'ai accepté cette tâche. San Carlos est le premier centre d'études supérieures du Guatemala. Il faut le défendre à tout prix. Nous avons trois siècles d'existence et près de 97 % des professionnels de ce pays sont formés à San Carlos. Ce n'est pas rien... »

Le recteur a proposé — initiative audacieuse et tout à fait nou-



FRANCHINI

commission de la formation d'une commission de la paix (un peu dans le style de celle créée en Colombie par le président Belisario Betancur). Objectif : mettre fin aux disparitions et aux détentions illégales. Lourde tâche. « Toutes les requêtes seront écoutées », dit-il. Le gouvernement a accepté. Le recteur préside cette commission de paix, dont font également partie deux ministres (de l'Intérieur et du Travail), deux représentants des forces armées, un délégué de l'association des journalistes, Gonzalo Marroquin, des ecclésiastiques et des hommes d'affaires. Un éventuel dialogue avec la guérilla ? « C'est une question qui devrait être décidée par la

commission », affirme Eduardo Meyer, qui ne se fait pourtant pas trop d'illusions. Il est médecin orthopédiste. Chaque matin, de 7 heures à 9 heures, il opère. Ensuite, il dirige l'université. Il a déjà reçu plusieurs menaces de mort et fait même état d'un « complot » pour l'assassiner. La routine quand on a accepté de s'installer dans ce bureau. « C'est pour tenter de créer la panique », dit-il. Et il se retourne vers le crucifix, derrière son fauteuil : « Je ne suis pas armé. Je suis avec Dieu... »

MARCEL NIEDERGAUS

Le 16 juin : un événement d'importance dans la Presse Mondiale.

L'Édition Internationale de



AL AHRAM

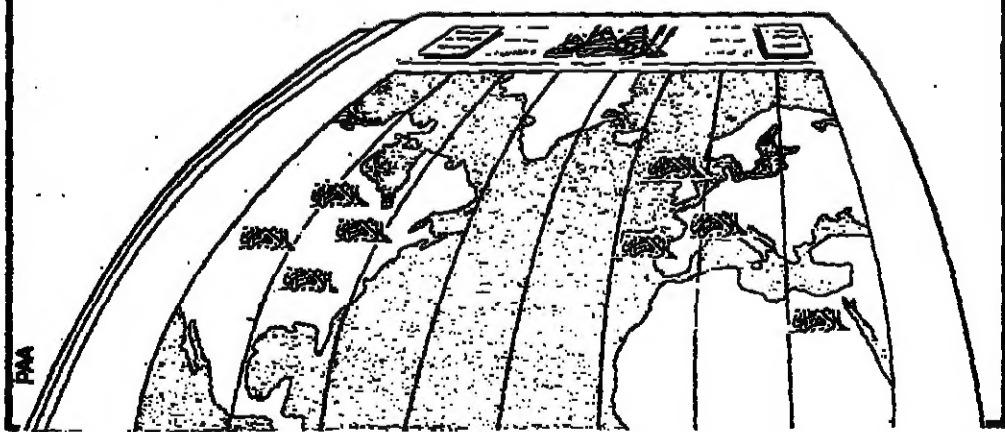
ESTABLISHED 1951

La Quotidien No. 1 du Monde Arabe sera à la portée de tous les égyptiens, et arabes, tous les jours dans toutes les Capitales d'Europe, des États Unis et du Canada.

● Al-Ahram sera transmis quotidiennement via satellite par facsimile pour l'impression à Londres, de l'Édition Internationale d'AL AHRAM.

● L'Édition Internationale d'Al-Ahram sera distribuée le même jour et mis en vente dans les kiosques et les grandes librairies des villes importantes de l'Angleterre, d'Irlande du Nord, de l'Europe, des États Unis et du Canada.

● L'Édition Internationale d'AL AHRAM vous permet de suivre les événements du Monde Arabe à jour le jour et lire les éditoriaux des grands journalistes égyptiens, le même jour de leur parution en Egypte.



Le Monde ABONNEMENTS VACANCES

	FRANCE	ETRANGER
15 jours	65 F	119 F
3 semaines	95 F	173 F
1 mois	120 F	227 F
1 mois 1/2	175 F	335 F
2 mois	230 F	444 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger par voie aérienne, veuillez nous consulter au 246-72-23 poste 2391.)

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE - Service des Abonnements  
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au Monde du ... au ...  
Nom ..... Prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Ville .....  
Ci-joint mon versement ..... F

ENTRE DEUX TGV  
INSTITUT  
FRANCE-BEAUTÉ MESSIEURS  
SAUNA  
MASSAGES CANFOMERES DÉTENTE  
BROUZE  
Tél (021) 22.80.43  
2, rue Beldorval, Luxembourg - Suisse

Les petits livres qui disent

comment faire un exposé  
29 autres titres  
le Centurion

En 1984, que le travail fut quel, dans les conditions quel. Au printemps 1982, lorsque le pays bête... (text continues vertically)

En 1984, que le travail fut quel, dans les conditions quel. Au printemps 1982, lorsque le pays bête... (text continues vertically)

MARCEL NIEDERGAUS

de temple des Églises évangéliques de Hambourg consacré au problème de la paix.

Il n'est donc pas étonnant qu'il ait souvent été considéré, dans son pays, comme un marginal. Mais si c'est à lui qu'avait été confié, à la fin des années 70, le rôle de rédiger la nouvelle plateforme du Parti chrétien-démocrate, toujours en vigueur actuellement, il lui a souvent été reproché d'être plus un écrivain qu'un véritable chef. « A la fin du Bundestag, commente l'ancien porte-parole du chancelier Helmut Schmidt, Klaus Bölling, il nous a tout fait passer devant les yeux que celle de la plupart des autres professionnels qui se qualifient avec ironie de tel ou tel et le trouvent peu doué pour le dur métier de Bonn. »

En 1981, à sa deuxième tentative, maire de Berlin, von Weizsäcker a chargé lui-même de nommer son détracteur sur ses fonctions. Ce n'est qu'avec beaucoup de réticence que le chancelier Kohl, qui peut pourtant se targuer d'être président de la République et de l'avoir mis sur le devant de la scène, au début de son mandat, a accepté, au début de l'année, de présenter sa candidature à la magistrature suprême. Les chrétiens-démocrates risquent, en effet, dans l'affaire, de perdre la mairie de Berlin aux élections de l'année prochaine. Mais la volonté de Richard von Weizsäcker de braver, pour la première fois, un poste pour lequel il se sentait prédestiné, a été plus forte finalement que les hésitations du chancelier.

FRANÇOIS DE BRESSON



## Liban : les coulisses de la guerre de dix ans

Page 8 — Le Monde • Dimanche 1<sup>er</sup>-Lundi 2 juillet 1984 •••



# France

## LA VISITE DU PREMIER MINISTRE AU VATICAN

### M. Mauroy répond à Jean-Paul II : notre démarche est commune

De notre envoyé spécial

Rome. — Je suis parfaitement d'accord avec vous : telle est, en substance, la réponse que M. Pierre Mauroy a faite le samedi après-midi 30 juin à Jean-Paul II, qui avait consacré, quarante-huit heures auparavant, une longue allocution à la défense de l'enseignement catholique (le Monde du 30 juin). Une réponse au demeurant très serene, bien que l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège ait fait remarquer au gouvernement de l'Élysée que cette intervention du pape dans le contentieux scolaire pouvait difficilement apparaître neutre au chef du gouvernement français.

Vendredi matin, au cours d'une conférence de presse tenue en compagnie du président du conseil Jean-Marie Le Pen, M. Mauroy avait brièvement réagi : « Rien dans les propos du pape ne m'est apparu contradictoire avec la législation que nous préparons en France ». Il avait précisé à l'intention de la presse italienne que les subventions versées par l'État aux écoles privées atteignent en 1980 11 milliards de francs et qu'elles atteindront en 1984 18,5 milliards, soit une augmentation de 68 %. Il avait aussi ajouté, sans cacher son intention malicieuse, qu'en Italie l'enseignement catholique ne bénéficie pas d'un soutien massif.

Après avoir été reçu en audience par le souverain pontife le premier ministre a véritablement répondu samedi en début d'après-midi, dans un ton posé au cours d'un déjeuner à la Villa Bonaparte auquel participaient le secrétaire d'État du Vatican, Mgr Casaroli, et de nombreuses personnalités de la cour romaine.

L'argumentation du premier ministre a consisté pour l'essentiel à

essayer de démontrer non seulement que dans la « guerre scolaire » les défenseurs de l'enseignement privé font un mauvais procès à la majorité, mais aussi que les orientations du gouvernement correspondent tout à fait aux préoccupations de Jean-Paul II. M. Mauroy en veut pour preuve le fait que le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en première lecture « applique rigoureusement » selon lui la charte des droits de la famille édictée par le Saint-Siège en octobre 1983.

« Notre démarche est commune », a-t-il déclaré à l'adresse de son auditoire ecclésiastique. Toutefois le chef du gouvernement ne s'est pas étendu exagérément sur ce sujet afin de ne pas donner l'impression de chercher à se justifier aux yeux du Vatican. M. Mauroy tenait en effet à parler aussi des droits de l'homme et des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il a donc rappelé que la France avait condamné l'état de guerre décrété en Pologne.

Mais il a également souligné que la France « tente en Amérique centrale de favoriser l'émergence d'authenticités démocratiques. Au Nicaragua comme ailleurs » a-t-il affirmé, précisant dans l'intention politique ne pouvait échapper aux représentants du Saint-Siège dans la mesure où le gouvernement français partage le point de vue des socialistes et des communistes qui avaient jugé trop timoré, lors du voyage du pape au Nicaragua, l'attitude de Jean-Paul II à l'égard des prêtres directement engagés dans l'action politique révolutionnaire.

De même M. Mauroy a formé implicitement le vœu que, au moment où l'extrême droite marque des points, la hiérarchie catholique française se mobilise « contre le racisme et la xénophobie ».

ALAIN ROLLAT.

## « La liberté de l'enseignement n'a jamais été mise en cause »

Dans sa réponse au discours du pape, samedi après-midi, le premier ministre a notamment déclaré : « Tout au long de sa vie militante, et aujourd'hui encore comme chef du gouvernement, je n'ai cessé de travailler au rapprochement entre le monde chrétien et la gauche française. Je n'ai cessé de lutter contre les malentendus comme contre les manifestations partisans excessives, d'où qu'elles viennent. (...) La France est un pays de liberté, de toutes les libertés (...) elle révoque à présent son système d'éducation. Elle assure la liberté des parents pour le choix du genre d'éducation qu'ils souhaitent donner à leurs enfants et la liberté des enseignants en ce qui concerne leur statut. L'ensemble des forces éducatives du pays doivent concourir au service public en respectant la spécificité des divers projets éducatifs. Cette liberté de l'enseignement, qui n'a jamais été mise en cause en France, nous voulons même l'organiser. (...) L'État, le tiers à l'initiative, qui sur ce sujet également notre démarche est commune. Qu'on en juge : l'article 5 de la charte des droits de

la famille publiée par le Saint-Siège en octobre 1983, précise que les pouvoirs publics doivent faire en sorte que les subventions publiques soient réparties de façon telle que les écoles privées, plus que de nombreux pays (...). Le gouvernement français a pour mission d'assurer le bien commun et de promouvoir la justice sociale. Il a le devoir de tenir compte de la diversité de toutes les familles d'après qui coexistent au sein de la nation française, en ayant le souci essentiel de respecter la liberté de chacun. C'est dans cette voie que nous avançons ».

Le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale le mois dernier applique rigoureusement ce principe, puisqu'il garantit le financement de l'enseignement privé et précise même que l'État affecte les moyens aux établissements privés selon les mêmes règles et les mêmes critères que ceux applicables aux établissements publics. La France, en matière de financement des écoles privées, fait plus que de nombreux pays (...). Le gouvernement français a pour mission d'assurer le bien commun et de promouvoir la justice sociale. Il a le devoir de tenir compte de la diversité de toutes les familles d'après qui coexistent au sein de la nation française, en ayant le souci essentiel de respecter la liberté de chacun. C'est dans cette voie que nous avançons ».

## 800 000 immigrés clandestins en Italie

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenu le vendredi 29 juin, M. Mauroy a indiqué notamment que la France et l'Italie ont décidé de prendre de nouvelles mesures pour faciliter le passage des voitures et des poids lourds à la frontière transalpine. Les Italiens envisagent de procéder aux aménagements nécessaires pour la formation de défilés et de contrôler de police ne soient plus effectués sur la frontière même, mais plusieurs dizaines de kilomètres au-delà de celle-ci.

En revanche, aucune disposition concrète n'a été arrêtée pour renforcer la lutte contre l'immigration clandestine à travers la frontière des Alpes. Le président du conseil italien a précisé que les services gouvernementaux de son pays évaluent à huit cent mille le nombre des étrangers que se trouvent actuellement en situation irrégulière en Italie, contre environ trois cent cinquante mille en situation régulière. Il a confirmé que certains de ces étrangers cherchent à passer clandestinement en France par les Alpes afin d'éviter

les nouveaux contrôles mis en place notamment sur la frontière franco-spagnoles.

Dans le domaine de la coopération spatiale, l'Italie a confirmé son intérêt pour le programme Ariane 5, à condition qu'elle puisse participer aux opérations de production. Dans le domaine de la coopération militaire, les deux pays vont étudier en commun la fabrication d'un hélicoptère.

Interrogé sur la position de la France à l'égard de Toni Negri, l'autonomie italienne recherché depuis plusieurs mois par les autorités transalpines pour atteindre à la sûreté de l'État, M. Mauroy a déclaré : « J'ignore si Toni Negri est en France. Il fait l'objet de deux mandats d'arrêt internationaux en cours, à la chancellerie. A ce point de la procédure, la question de l'extradition ne se pose pas au gouvernement pour le simple motif que la question n'est pas posée. Le gouvernement n'a pris aucun engagement pour le simple motif qu'on ne lui a pas demandé l'extradition ».

## LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

### Le Sénat veut contraindre la gauche à refuser clairement l'organisation d'un référendum

En application de l'article 11 (1) de la Constitution et de l'article 67 de son règlement, le Sénat propose au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, après déclaration d'urgence, relatif aux rapports entre l'État, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privé : ce texte est celui de la motion déposée par plus de trente sénateurs de l'opposition dont la présence dans l'hémicycle a été constatée par appel nominal, vendredi après-midi 29 juin.

Examinée par la commission des lois, samedi 30 juin, elle doit être adoptée, dans la journée, « dès la première séance publique suivant son dépôt ». Transmise à l'Assemblée nationale, la motion est « immédiatement renvoyée en commission ». Le délai pour l'adoption est fixé à trente jours. Si — ce qui est plus que probable — elle est repoussée par la majorité des députés, elle devient caduque.

Les sénateurs de l'opposition ne peuvent guère nourrir l'espoir que leur initiative aboutisse. En ayant recours à une procédure jamais utilisée sous la V<sup>e</sup> République, ils ont voulu apporter une réponse à ce qu'ils ont ressenti comme une « cassette » infligée par le président de la République à leurs préoccupations. Dès lors que M. Mitterrand s'est montré inflexible aux arguments développés devant lui par M. Pöhl, jeudi 28 juin (le Monde du 29 juin), la majorité sénatoriale a voulu manifester son désaccord et ne pas rester là. Il n'est pas sûr qu'elle y réussisse complètement.

La encore la procédure n'est pas automatiquement de son côté. En effet, elle attendait que, pour être discutée par l'Assemblée, la motion tendant à organiser un référendum soit inscrite à l'ordre du jour par un nouveau décret signé du président de la République. Or cette démarche du chef de l'État ne serait pas indispensable dans la mesure où la motion porte sur un texte qui figure déjà à l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Quant au fond — l'organisation d'un référendum sur le projet de loi, — la majorité sénatoriale estime que, « à l'évidence », il touche à l'organisation des pouvoirs publics ». Cette position n'est pas nouvelle : elle a été développée dans nos colonnes par M. Alain Chalançon (le Monde du 18 février). Dans nos colonnes aussi (le Monde du 25 février), M. François Bruchon, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation et conseiller du secrétaire général de l'enseignement catholique, expliquait en quels cas cette proposition se heurterait au droit constitutionnel.

Reste le symbole. En mettant en avant la mobilisation contre le projet de loi Savary pour justifier son ardeur à le combattre, la majorité sénatoriale entend retirer un bénéfice politique d'un appel direct à l'opinion auquel la gauche refuserait de se soumettre. Le recours au référendum pour tout texte touchant aux libertés fait partie des propositions de modifications constitutionnelles auxquelles songe l'opposition. Et n'est-ce pas M. Mitterrand lui-même qui, interrogé par Paris-Match, réaffirmait qu'à ses yeux il serait bon que les Français puissent se prononcer par référendum « sur des problèmes de société comme cela se passe en Suisse » (le Monde du 23 mars).

Les réactions provoquées par la convocation de la session extraordinaire et son contenu (2) ne laissent guère de doutes sur la manière dont l'opposition envisage de mener son action tout au long de l'été. Pour M. Jean Lecanuet, la décision de M. Mitterrand montre que le président de la République « se conduit davantage en chef de parti qu'en chef de l'État ». Pour le président de l'UDF, le socialisme, « désavoué par le pays », cherche à flatter ses partisans : « Parce qu'il perd ses fidèles, il veut retenir son clergé (...). Il refuse le référendum parce qu'il a peur de l'opinion publique ». Selon M. Alain Madelin, député UDF d'Ille-et-Vilaine, il s'agit d'« une répression contre le fait que les mauvaises volontés de la majorité du Sénat en de l'opposition à l'Assemblée ». Cette réflexion lui a valu la réplique de M. Jean-Pierre Sauter (PS, Loire) : « Il est grave que l'on qualifie de répressives ou d'antidémocratiques la démocratie ce qui n'est qu'une application de la démocratie ».

Quant à M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, il estime : « Le pouvoir ne repose plus sur la confiance des citoyens, mais uniquement sur le bon plaisir du prince ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) L'article 11 de la Constitution stipule : « Le président de la République, sur proposition du gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux assemblées, publie ou journal officiel, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes relatives à la structure administrative des collectivités territoriales ou à la compétence des parlements régionaux ou départementaux, sur l'attribution de compétences à la Cour de cassation ou au Conseil d'État, ou sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes relatives à la structure administrative des collectivités territoriales ou à la compétence des parlements régionaux ou départementaux, sur l'attribution de compétences à la Cour de cassation ou au Conseil d'État, ou sur l'organisation des pouvoirs publics ».

(2) Et peut-être l'examen des textes suivants : projet de loi tendant à garantir la liberté de la presse et son pluralisme, à assurer la transparence financière des entreprises de presse et à favoriser leur développement ; projet de loi relatif aux rapports entre l'État, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privé ; projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale des Français de l'étranger (le Monde des 16 et 17 juin) ; projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (le Monde des 13 avril, 13-14 mai et 30 juin).

## Le coup du Sénat

(Suite de la première page.)

« L'obstruction est désormais légitime », affirmait, passé le 17 juin, un député UDF. L'opposition a montré, à l'Assemblée nationale, qu'elle a du savoir-faire dans la mesure où le gouvernement répuque à utiliser les procédures contraignantes dont il dispose. Privée de débat au Palais-Bourbon sur l'enseignement — par l'une de ses procédures justement —, elle menace le pouvoir d'obstruction au Sénat, où le gouvernement n'a pas le pouvoir d'accélérer les travaux.

Défenseur soucieux des libertés, ainsi que ses membres aiment à le présenter, le Sénat brandit cette bannière sacrée dans un climat qui le conduit à prêter le flanc au soupçon d'« esprit d'opposition systématique » et d'« obstruction partisans ». travers dans lesquels son président, M. Alain Pöhl, avait assuré en 1981 qu'il ne tomberait pas.

JEAN-YVES LHOMEAU.

## Le projet sur les droits d'auteurs approuvé en première lecture à l'Assemblée nationale

### L'opposition ne prend pas part aux votes

Les députés socialistes et communistes ont approuvé à l'unanimité en première lecture, le vendredi 29 juin, le projet de loi sur les droits des auteurs, des artistes-interprètes et des producteurs (le Monde des 22 et 31 mai, 1<sup>er</sup>, 26 et 30 juin) ; les élus du RPR et de l'UDF ont refusé de prendre part aux votes. Pour justifier l'attitude de ses amis, M. Jean Foyer (RPR, Maine-et-Loire) a expliqué que ce projet « apportait incontestablement des innovations utiles et justes », mais qu'il était inacceptable que le ministre de la culture ait un pouvoir d'agrément sur les sociétés de collecte et de répartition des droits. M. Jack Lang s'est félicité des améliorations apportées par l'Assemblée à son projet, a souligné que la discussion au Sénat et les nouvelles permettent d'autres progrès, citant parmi les points « qui méritent d'être revus » : les dispositions relatives au câble et au satellite, les rapports entre les sociétés de perception et les associations, la situation des dessinateurs, graphistes et photographes travaillant pour la publicité, la protection des inventeurs de logiciels informatiques.

An cours de la discussion des articles, les principaux problèmes abordés ont été les suivants : ● Logiciels informatiques : malgré la demande de M. Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin) et de la commission des affaires culturelles, l'Assemblée a refusé d'inclure leur protection dans ce texte de loi. ● Numéros et tons de cirque : leurs auteurs seront assimilés aux autres artistes-interprètes. ● Travail pour la publicité : des accords entre organisations d'auteurs et de publicitaires devront prévoir les conditions de rémunération, d'utilisation des œuvres.

● Droits des auteurs : à l'initiative de M. Foyer, des amendements sont adoptés, qui les protègent contre la captation d'un signal audiovisuel par un distributeur pirate ; de même M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur de la commission des lois, fait aménager leur garantie en cas de transmission par satellite.

● Récompenses des artistes et auteurs : M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine) voulait que soit clairement indiquée la nature des constructions de maisons et d'immeubles (le Monde des 13, 14 mai, des 15, 22 et 29 juin) ; diverses dispositions d'ordre sociale, notamment sur la retraite à 60 ans des commerçants et artisans (le Monde des 1<sup>er</sup>, 21 et 29 juin). Pour ce dernier texte l'Assemblée a simplement accepté trois amendements de forme du Sénat dont un qui précise que la taxe sur les tabacs pour la sécurité sociale sera supprimée le 11 juillet 1984. M. Edmond Hervé, secrétaire d'État à la santé, confirmant que cette perte de recettes serait intégralement compensée lors du budget de 1985 par un prélèvement sur les droits de consommation sur les tabacs attribués à l'État.

## Textes définitifs

Le Sénat a approuvé définitivement, vendredi 29 juin, les conclusions des commissions mixtes paritaires relatives au projet de loi sur le développement de l'initiative économique (le Monde des 4 et 5 mai, 22 et 23 juin), au projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (le Monde des 16 et 17 juin), au projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (le Monde des 13 avril, 13-14 mai et 30 juin).

Il a également adopté définitivement en nouvelle lecture, par 106 voix (communistes, socialistes et radicaux de gauche) contre 0, le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux obligations du service national (le Monde des 29 et 30 juin) ; et le projet de loi relatif à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (le Monde des 15 et 28 juin) dans la version approuvée par l'Assemblée nationale.

De son côté l'Assemblée nationale a aussi approuvé définitivement le vendredi 29 juin, en dernière lecture, dans la version qu'elle avait précédemment adoptée après échec de la commission mixte paritaire, les projets de loi sur : les ports (le Monde du 12 mai 1983, des 12, 13, 14-15 et 16 avril, 7 et 28 juin 1984) ; la SEITA (le Monde des 26 avril, 25 mai, 8 et 29 juin) ; le conditionnement de la margarine (le Monde des 22, 27 et 29 juin) ; le contrôle des structures agricoles et le statut du fermage (le Monde des 5 et 6 avril, 16 et 17 mai, 8, 22 et 29 juin) ; la révision des prix des

### UN MESSAGE

#### DE M. FRANÇOIS MITTERRAND POUR LA FÊTE DU RAMADAN

Le président de la République a adressé, ce samedi 30 juin, le message suivant au recteur de la mosquée de Paris : « Le mois de ramadan s'achève. Il représente pour les croyants une période marquée par la maîtrise de soi et la solidarité avec le prochain. A vous, les musulmans de France, et en particulier aux Français et aux Français de condition musulmane, j'adresse mes vœux les plus chaleureux pour la fête de l'Aïd es Seghr. En cette année où les Français célèbrent le quarantième anniversaire de la libération de la patrie, j'ai une pensée particulière pour les centaines de milliers de soldats originaires du Maghreb qui sont tombés à nos côtés pour que triomphent les forces de la liberté ».



# France

## L'abstention massive du 17 juin a mis en difficulté les instituts de sondage

La campagne pour les élections européennes a donné lieu à nombre de sondages. Une constante s'en dégage : le score de la liste Le Pen a été systématiquement sous-estimé, et, en sens inverse, celui de la gauche a été surestimé. Ces écarts ne sont pas explicablement par l'incertitude statistique, car ils devraient alors s'observer dans un sens comme dans l'autre. On ne peut non plus imputer aux instituts de sondage d'utiliser de mauvaises méthodes, puisque tous se sont trompés de la même manière. Il semble bien que ces écarts mettent en évidence une limitation intrinsèque des sondages, qui appréhendent mal les situations électorales à fort abstentionnisme, surtout s'ils manquent de bons précédents.

Le principe de base des sondages — qu'ils portent sur des choix politiques — est celui de toute étude statistique : à partir d'informations recueillies sur un échantillon d'une population, on estime le comportement de cette population. La taille de l'échantillon, la manière de le choisir, la nature des questions posées et les traitements que l'on fait subir aux réponses brutes interviennent dans la qualité des résultats.

La taille de l'échantillon commande directement la précision statistique, qui varie comme la racine carrée de cette taille. Soit une question à réponse simple, par oui ou par non. Si on la pose à deux échantillons de mille personnes — taille usuelle pour les sondages politiques —, il est normal d'enregistrer un écart de l'ordre de la trentaine entre les nombres de réponses affirmatives recueillies sur chaque échantillon. Ramené en pourcentage, l'écart est de trois points, et il ne faut donc pas s'étonner d'une différence de trois points de pourcentage entre deux sondages, ou entre un sondage et le vote réel. C'est pourquoi les sondages ne permettent aucune prédiction sérieuse en cas de compétition serrée, comme ce fut le cas au second tour des deux dernières élections présidentielles.

L'augmentation de la taille de l'échantillon améliore la précision statistique : avec dix mille personnes, l'écart normal de trois points se réduit à un point, mais il n'est pas certain qu'on y gagne vraiment : il y a d'autres causes d'erreur, qui peuvent être plus importantes. D'autre part, les opinions sont changeantes ; en matière politique, rien ne prouve qu'elles puissent être plus précisément mesurées ; nul ne saura jamais quels auraient été les résultats d'une élection si elle avait eu lieu huit jours plus tôt ou plus tard, nul ne peut dire quel a été l'impact exact de la mort d'Enrico Berlinguer sur le scrutin italien. Et les déplacements de voix parfois observés entre deux tours d'une élection mettent en évidence la versatilité de l'opinion, qui dénie de signification toute analyse trop précise.

Le choix de l'échantillon n'est pas moins important que sa taille. Il doit être représentatif : il est évident qu'en interrogeant mille

prêtres, on n'aura qu'une vision très déformée de l'attitude des Français devant la religion. La meilleure méthode pour obtenir un échantillon représentatif est de le tirer au hasard, chaque individu ayant les mêmes chances d'être choisi. Bien qu'on puisse en théorie choisir ainsi mille prêtres, la probabilité est si faible que cela ne se produira jamais.

Mais assurer cette égalité des chances est impossible en pratique, et les instituts de sondage ne procèdent pas ainsi. Ils utilisent la méthode des quotas, qui consiste à respecter certaines proportions mesurées sur la population globale — proportions d'hommes et de femmes, de jeunes et de vieux, de représentants des diverses catégories socio-professionnelles, d'urbains et de ruraux, d'habitants de diverses régions. On définit ainsi des quotas correspondant à chaque catégorie de population et l'on choisit plus ou moins arbitrairement les individus à interroger dans chacune. Les quotas ne sont jamais exactement respectés, ne fût-ce que parce qu'il s'agit de nombres décimaux et qu'on interroge nécessairement un nombre entier de personnes ; mais en donnant un poids approprié aux différentes réponses, on peut corriger cette imperfection. Le respect des quotas n'empêche pas sensiblement la précision statistique, mais il réduit à néant le risque de commettre une très grosse erreur.

### L'erreur statistique

Génant sur un seul sondage, l'erreur statistique l'est moins quand on répète des sondages identiques. Une compensation doit se produire quand on moyenne plusieurs sondages. De même, une évolution de l'opinion, qui à tout prendre est aussi intéressante que sa photographie instantanée, devrait donc pouvoir être correctement appréciée. Or la comparaison des différents sondages ne confirme pas cette impression. Une montée du vote d'extrême droite a été perçue par l'IFOP et par BVA — la SOFRES le montrant plutôt stable — mais les trois instituts ont convergé sur un pourcentage de 8 %, bien inférieur à la réalité. Pour le vote communiste, il n'y a guère de différence entre les évaluations de février-mars et celles de mai-juin, la SOFRES signalant une légère croissance, BVA une décroissance à peine plus marquée, et l'IFOP le voyant stable. Mais là encore les évaluations finales convergent vers un niveau de 13 %, que le scrutin n'a pas reflété.

C'est qu'il n'y a pas que l'erreur statistique : les analystes des instituts de sondage doivent prendre en compte bien d'autres causes d'imprécision, plus subtiles et moins mesurables. Les questions peuvent être mal comprises, les réponses manquent parfois de sincérité. Dans le cas du vote pour une formation jugée extrémiste, ce qui est le fait du Front national et, dans une moindre mesure, du Parti communiste, les personnes

interrogées ont parfois des réticences à donner leur opinion. En sens inverse, certains peuvent affirmer devant l'enquêteur une opinion extrême, et se montrer plus modérés dans l'isolement. Aussi les instituts de sondage font-ils des « redressements », corrigent les résultats bruts à la question principale en fonction de leur expérience et des réponses aux questions annexes. A titre d'exemple, il a été souvent demandé aux interrogés pour qui avaient-ils voté à une élection récente, présidentielle ou législative : la comparaison des pourcentages calculés sur ces réponses avec ce qu'ils ont été lors du vote de 1981 permettrait de mesurer les intentions exprimées pour le scrutin européen, et d'apprécier quelles corrections pouvaient être apportées aux résultats bruts.

### Après et avant

La sous-évaluation du vote en faveur de la liste Le Pen tient en partie à l'absence de références antérieures. M. Michel Brulé, de BVA, explique que les redressements ont été faits en utilisant le second tour des présidentielles — pour le rapport gauche-droite — et le premier tour des législatives pour la répartition à l'intérieur des deux blocs. Aucun de ces deux scrutins ne donnait d'information sur la manière d'apprécier la sincérité des intentions de vote en faveur de la liste d'extrême droite. Pour le vote communiste, la référence aux législatives a pu être trompeuse : bien que le scrutin européen ait été un scrutin de liste, celle-ci était personnalisée par un individu, la tête de liste. L'image de M. Marchais est sans doute moins bonne que celle du Parti communiste dans son ensemble, ce qui a pu faire surestimer la liste qu'il menait.

Le point de vue est similaire à la SOFRES, où, en l'absence de données valables tirées des élections précédentes, aucun redressement n'a été fait sur les résultats bruts concernant la liste du Front national. M. Jérôme Jaffré, qui admet qu'« on est toujours plus intelligent après qu'avant », pense que cette absence de référence a joué, mais il met surtout en cause l'abstention. D'après lui, les personnes interrogées répugnent à dire qu'elles ne voteront pas. Des questions du genre « Vous intéressez-vous à l'élection ? » permettent une certaine évaluation de la tendance abstentionniste, mais celle-ci est toujours très difficile à mesurer précisément. Ce n'est pas grave quand le taux d'abstention est faible : en dehors de la frange des non-votants systématiques, les abstentions résultent largement d'empêchements individuels qui n'ont rien à voir avec les opinions politiques et ne modifient donc pas la répartition des voix. Au contraire, quand les abstentions sont nombreuses, elles peuvent venir plus d'un camp que d'un autre. Une abstention différentielle pénalisant la gauche — ce qui n'était pas produit aux élections euro-

péennes de 1979, — et c'est une mauvaise perception de ce phénomène qui a fait surestimer le vote communiste.

Ce point de vue est partagé à l'IFOP, où Mme Françoise Robinet fait état d'un sondage par téléphone, le jour du vote, auprès d'abstentionnistes. Il indique deux fois plus d'abstentions à gauche qu'à droite. Tout en précisant qu'il faut une enquête électorale plus sérieuse pour voir clair, elle suppose que l'abstentionnisme différentiel a pu jouer. Elle met moins en cause que ses confrères l'absence de références sur le vote en faveur de la liste Le Pen, et insiste sur le problème des hésitations : beaucoup de personnes interrogées ne savaient pas si elles iraient voter. Leur opinion, quand même elle est retenue dans les sondages, alors que le fort taux d'abstentionnisme montre qu'elles n'ont effectivement pas voté. Il y a là une cause de distorsion entre les sondages et le vote réel.

Pour finir, il est intéressant de noter le sondage post-électoral de la SOFRES publié par le Figaro du mardi 26 juin : en cas de législatives anticipées, il accorde 13 % de voix au Parti communiste et 7 % à l'extrême droite, chiffres cohérents avec les derniers sondages précédant le 17 juin, mais sans avec le vote. Rien qu'un seul sondage ne prouve rien, il suggère une hypothèse : les instituts auraient mal apprécié la spécificité du scrutin — vote sans véritable enjeu — et, croyant mesurer les intentions de vote aux élections européennes du 17 juin, ils auraient en fait évalué une élection plus traditionnelle qui se serait faite à cette date.

MAURICE ARVONNAY.

## Défense

### LA FRANCE AIDERA L'ÉGYPTE À INSTALLER DES CANONS SOVIÉTIQUES SUR DES BLINDÉS AMÉRICAINS.

La société Thomson-CSF aide l'Égypte, selon les termes d'un accord d'assistance militaire récemment signé, à monter des tourelles anti-aériennes, de conception soviétique, sur des blindés chenillés de fabrication américaine. Le montant de ce contrat n'est pas révélé officiellement.

Le protocole conclu entre Thomson-CSF et le ministre égyptien de la défense prévoit de transformer l'ensemble du parc de blindés anti-aériens ZU-23 mm, actuellement installés en affûts fixes, en un système d'armes mobiles, automatiques et contrôlés par des radars et des conduites de tir développées par la société française. La tourelle soviétique ZU-23 mm sera montée sur des chenilles de blindés chenillés M 113-A2. Un prototype de ce matériel devra être prêt pour novembre prochain, de façon que les blindés M 113-A2 porteurs de tourelles ZU-23 mm commencent à être opérationnels en 1985. Le nouveau matériel pourra être coordonné avec le système de missiles anti-aériens Crotale que l'Égypte a acquis de la France.

C'est un programme tout à fait original dont la division « systèmes électroniques » de Thomson-CSF a reçu la responsabilité. L'Égypte s'est adressée à la France du fait de l'interdiction de ses approvisionnements militaires avec les Soviétiques.

### OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE, 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS. Tél. : 288-58-06.

- 100 000 livres en stock dans tous les domaines.
- Service de recherches gratuites.
- 5 catalogues par an.
- Achat au comptant.

## RETOUR AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

### II. — Le glissement à droite

par JÉRÔME JAFFRÉ

Dans un premier article (Le Monde du 30 juin) Jérôme Jaffré a analysé les pertes de la gauche aux dernières élections européennes.

Depuis 1981, le glissement à droite de l'électorat est constant. A l'élection présidentielle, il y a eu le grand recul communiste et la montée du Parti socialiste, en 1982-1983 le recul socialiste et la poussée de la droite modérée. Aujourd'hui, il y a une baisse de la gauche, stagnation de la droite et percée de l'extrême-droite.

Avec 43 % des voix, la liste de M. Veil obtient pourtant un très bon résultat de premier tour, comparable à celui du général de Gaulle en 1965 ou de Georges Pompidou en 1969. A ce détail près qu'il n'y a pas cette fois-ci de second tour pour créer une dynamique majoritaire. Observons d'ailleurs que la liste d'union dévance de 11,1 points les listes PS et PC alors qu'en 1981 l'avance de M. Giscard d'Estaing et Chirac sur M. Mitterrand et Marchais n'était que de 4,3 points.

Sur le plan de la géographie électorale, aucun bouleversement n'est à noter. La liste Veil dépasse les 30 % des voix dans 12 départements, tous bastions traditionnels de la droite conservatrice situés dans le sud-est du Massif Central, dans l'Ouest intérieur ou en Alsace. A l'inverse, elle obtient ses plus mauvais scores dans les fiefs historiques de la gauche comme le Nord-Pas-de-Calais ou le Midi méditerranéen.

La nouvelle donne, c'est bien sûr les 11 % de M. Jean-Marie Le Pen. Le phénomène est tout à la fois politique et sociologique. Il s'agit d'un vote d'opposition exacerbée face à la gauche : il s'agit aussi d'un vote urbain lié aux problèmes de l'insécurité et de l'immigration.

### La signification du vote Le Pen

En premier lieu, le vote Le Pen s'inscrit dans la tradition électorale de l'extrême droite. Pris de vingt ans après la candidature de M. Tixier-Vignancour à l'élection présidentielle de 1965, il est saisissant de constater que M. Le Pen réalise ses meilleurs résultats dans les départements où l'avocat du général Salen obtint déjà ses scores les plus élevés.

La liste du Front national recueille 21,4 % des voix dans les Alpes-Maritimes (M. Tixier-Vignancour 12,5 %), 20 % dans le Var (14,1 %), 19,5 % dans les Bouches-du-Rhône (12,5 %), 16,4 % dans la Vaucluse (12,2 %), 15,9 %, enfin, dans les Pyrénées-Orientales (10,4 %). Dans ces régions, M. Le Pen a bénéficié d'un large soutien des ruraux et de la neutralité, voire de la bienveillance, de nombreux notables de l'opposition. Dans le Sud-Ouest, en revanche — où la participation est plus élevée et où le PS résiste mieux —, l'extrême droite ne réalise pas en valeur relative une percée équivalente à celle de M. Tixier-Vignancour (Haute-Garonne, Gers, etc.).

Cette dimension politique du vote Le Pen — 40 % de ses électeurs se classent à l'extrême droite — s'inscrit dans une volonté d'opposition maximale face à la gauche. Selon le sondage SOFRES-IF 1-6 *Nouvel Observateur*, ce sont ses électeurs qui dans leur plus grand nombre (près de 70 %) ont voulu voter « contre le gouvernement ».

En second lieu, le succès du Front national tient à une poussée dans les grandes agglomérations. Hormis les départements du Sud-Est, la liste obtient ses meilleurs scores dans le tissu urbain de la région Rhône-Alpes, de l'Est et de la région parisienne. Elle recueille 15,2 % des voix à Paris, 15,9 % dans le Rhône, 14 % en Moselle. Dans presque chaque ville-centre des 96 départements, elle obtient en moyenne 3 à 4 points de plus que dans les autres communes.

Dans les 36 villes de plus de 100 000 habitants, le moyen de pourcentage s'élève à 14,1 % (au lieu de 11 % sur le plan national). Dans 5 de ces villes, le seuil de 20 % des suffrages est dépassé : 22,9 % à Aix-en-Provence, 22,8 % à Nice, 22,3 % à Toulon, 21,5 % à Perpignan, 21 % enfin, à Marseille.

Le vote Le Pen est encore plus élevé là où le pourcentage d'immigrés dans la population active dépasse les 10 %. Dans les villes de plus de 100 000 habitants, il s'élève alors les 17 %, avec très exactement 16,7 % des suffrages. Dans ce type de situation, le Front national sort complètement des cadres traditionnels de l'extrême droite : il obtient 19,1 % à Roubaix, 18,7 % à Mulhouse, 17,1 % à Saint-Etienne, 16,9 % à Metz, etc. La poussée de l'extrême droite cesse alors d'être un événement politique pour devenir un phénomène de société. Un sujet de réflexion important et grave pour tous ceux que préoccupe la montée du racisme en France.

M. Le Pen trouve ses limites quand il tente d'apparaître comme le champion du pays conservateur. Sa liste obtient d'assez médiocres résultats dans les bastions traditionnels de la droite. Dans les 16 départements où les candidats modérés avaient obtenu le 26 avril 1981 plus de 55 % des voix, M. Veil est majoritaire avec 51,3 % des suffrages et M. Le Pen au-dessous de sa moyenne nationale avec 10,1 % des voix. A titre d'exemple, il ne recueille que 6,1 % en Vendée, 6,2 % en Mayenne, 6,5 % en Ille-et-Vilaine, 6,7 %, enfin, en Lozère.

### Un transfert de la gauche

Toutes ces caractéristiques montrent bien que le vote Le Pen échappe en moins en partie aux clichés politiques traditionnels. Il bénéficie d'ailleurs d'un transfert spécifique de la gauche : près d'un électeur sur quatre du Front national a voté le 10 mai 1981 pour M. Mitterrand alors qu'on en est compte moins d'un sur dix parmi les électeurs de M. Veil.

Y a-t-il pour autant une contribution substantielle de l'électorat communiste en faveur du Front national ? Les sondages, avec conscience, la démentent vigoureusement. Plusieurs indicateurs, que 2 % seulement des électeurs de M. Marchais de 1981 ont voté cette fois-ci pour la liste Le Pen. Mais on ne peut écarter l'hypothèse que les interviewés aient l'impression même d'un tel transfert politique. Pourtant, les premières analyses des résultats permettent de conclure, sans exception, à un très faible apport communiste.

Dans les 15 départements où le PC recueille le plus (indice inférieur à 60), M. Le Pen n'obtient que 10,4 % des voix, soit un score inférieur à sa moyenne nationale. Dans les 16 départements où le Front national dépasse 14 % des suffrages exprimés, l'indice d'évolution du PC s'établit à 71,4, très proche donc de sa moyenne nationale (72,4). Dans les villes communales de plus de 100 000 habitants, l'extrême droite obtient 9,7 % des voix contre 13,2 % dans les villes socialistes et 15 % dans les cinq dixèmes par l'opposition. Même phénomène dans les villes de plus de 30 000 habitants à forte densité d'immigrés (plus de 16 % de la population active) : le score de M. Le Pen est de 14,9 % dans les mairies communistes, 16,2 % dans les mairies socialistes et 18,9 % dans les villes de droite.

En outre, par exemple, à Saint-Martin-d'Hères, municipalité communiste où la proportion d'immigrés atteint 19,3 %, M. Le Pen n'obtient que 9,9 % des voix ; à Grenoble, en ville socialiste passée à l'opposition où le taux d'immigrés est de 10,8 %, la liste du Front national obtient 12,1 % des suffrages exprimés. On ne peut donc exclure des situations locales où existe un réel apport communiste mais dans les zones urbaines où M. Le Pen réalise une percée, son score est inversement proportionnel à l'influence traditionnelle du Parti communiste.

La double dimension du vote Le Pen — opposition maximale à la gauche, protestation contre les conditions de vie en milieu urbain — incite à prendre au sérieux ses chances de durée. Si l'on ôte d'ailleurs la fraction des sympathisants UDF et RPR qui ont porté sur lui leurs suffrages, le mouvement représenté encore 7 % des voix.

Se survis, voire son développement, dépendra du mode de sa prise de conscience par les prochaines législatives (selon la plus ou moins forte dose de proportionnelle) et des réponses apportées aux préoccupations des habitants des grandes villes. Mais il est désormais vraisemblable que jusqu'à l'alternance M. Le Pen incarnera un courant structuré et significatif de notre vie politique.

FIN

« Les élus UDF de Champagne-Ardenne se rassemblent derrière M. Barre. — Les élus UDF de la région Champagne-Ardenne, réunis le 28 juin sur l'initiative de M. Bernard Stasi (CDS), président du conseil régional, et en présence de M. Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, ont décidé de « se rassembler de toute façon avec les élections législatives, derrière celui qui apparaît comme la meilleure chance de faire triompher leur conception de la société aux prochaines élections présidentielles ». S'ils ne nomment pas M. Barre, les élus président qu'ils font bien allusion à l'ancien premier ministre.

M. Bernard Stasi, membre du collège électoral du CDS, a déclaré à cette occasion : « Le bureau politique de l'UDF a pris des positions qui ne nous conviennent pas. Le RPR ne peut pas pourrir. Il faut également une UDF forte, car l'avenir de la France passe par une UDF dynamique, sûre d'elle-même, qui peut garantir la victoire de l'opposition républicaine aux élections législatives de 1986 ».

### Les intentions de vote d'après trois instituts

		Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Dern. sem.°
SOFRES	Liste VEIL .....	48	46	47	45	43	44
	Liste JOSPIN .....	23	24	22	21	22	21
	Liste MARCHAIS ..	12	13	13	13	14	14
	Liste LE PEN .....	7	6	6	7	7	8
IFOP	Liste VEIL .....	48	46	43	41	44	
	Liste JOSPIN .....	22	23	22	23	28	
	Liste MARCHAIS ..	12	12	14	13	13	
	Liste LE PEN .....	4	5	6	5	7,5	
BVA	Liste VEIL .....	48	48,5	47,5	43,5	44,5	44
	Liste JOSPIN .....	30	27,5	24,5	25,5	24,5	23
	Liste MARCHAIS ..	14	14,5	15	11,5	12,5	12,5
	Liste LE PEN .....	1	2,5	3,5	5,5	6	8,5

\* Sondages réalisés dans la dernière semaine avant les élections et non publiés.

Rappel des résultats : liste Veil : 43,02 % ; liste Jospin : 20,75 % ; liste Marchais : 11,20 % ; liste Le Pen : 10,95 %.



Les limites de l'appareil comme les conservateurs, les candidats modérés. Dans les 16 départements, M. Veil est majoritaire avec 50,1 % des suffrages. Il ne s'agit pas d'un succès, mais d'un échec. En Vendée, 62,2 % pour M. Veil, 37,8 % pour M. L. Pen. En Lot, 55,5 % pour M. Veil, 44,5 % pour M. L. Pen.

Le drame de la gauche

Les socialistes ont obtenu 25,1 % des suffrages. Ils ont perdu 1,1 point par rapport à 1981. Les communistes ont obtenu 10,1 % des suffrages. Ils ont perdu 0,1 point par rapport à 1981.

Les radicaux ont obtenu 10,1 % des suffrages. Ils ont perdu 0,1 point par rapport à 1981. Les divers gauche ont obtenu 5,1 % des suffrages. Ils ont perdu 0,1 point par rapport à 1981.

Les divers droite ont obtenu 10,1 % des suffrages. Ils ont perdu 0,1 point par rapport à 1981. Les divers gauche ont obtenu 5,1 % des suffrages. Ils ont perdu 0,1 point par rapport à 1981.

Les divers droite ont obtenu 10,1 % des suffrages. Ils ont perdu 0,1 point par rapport à 1981. Les divers gauche ont obtenu 5,1 % des suffrages. Ils ont perdu 0,1 point par rapport à 1981.

FIN

Les divers droite ont obtenu 10,1 % des suffrages. Ils ont perdu 0,1 point par rapport à 1981. Les divers gauche ont obtenu 5,1 % des suffrages. Ils ont perdu 0,1 point par rapport à 1981.

UN BATEAU POUR ALGER

Le drame des enfants-otages

Le 6 juillet, des femmes, ex-épouses ou anciennes compagnes de ressortissants algériens, prendront le bateau à Marseille, direction Alger. Bateau symbole, bateau espoir : leur intention est de rencontrer le président Chérif Benoudia et le ministre de la Justice pour leur demander de signer rapidement un accord avec la France sur la reconnaissance des décisions de justice en matière de garde d'enfants.

Ces femmes sont aussi des mères. Leurs enfants ont été enlevés, soustraits à leur amour, à leur éducation, à leur vie. Un départ en catimini, à la faveur d'un droit de visite, avec le vide, le silence pour seuls messages.

Accords bilatéraux

Comment un phénomène d'une telle ampleur peut-il être possible ? Signe de progrès (et qui ne saurait être remis en question), le principe de la libre circulation des individus a cependant pour contrepartie un déplacement d'enfants difficilement contrôlable.

Le bureau de l'entraide judiciaire internationale (1), qui s'occupe au ministère de la Justice de ces affaires pathétiques, estime à plus d'un millier le nombre d'enfants ainsi déplacés. Lui-même a été saisi de 348 dossiers en 1982 (un dossier par famille), 297 en 1983, mais son responsable, M. L. Chatin, explique que ces chiffres ne représentent qu'un tiers des enlèvements.

Les pays vers lesquels se réalisent ces déplacements illicites sont des plus divers, mais le Maghreb vient en tête de liste à cause du nombre élevé de couples franco-maghrébins. Si l'on considère uniquement les dossiers dont le ministère de la Justice est saisi, on constate que, en 1972, les 348 dossiers se répartissaient ainsi : 139 pour le Maghreb (92 pour l'Algérie, 30 pour la Tunisie, 17 pour le Maroc), 20 pour le Portugal, 15 pour l'Espagne, 13 pour les Etats-Unis et 13 pour la RFA.

Un jour de mars 1984, un homme se présente à l'étude de M. Labat, à deux pas de l'hôtel Drouot. Le commissaire-priseur le reçoit comme un possible client : le visiteur est recommandé par un ami commun, restaurateur du quartier latin spécialisé dans les confits et, folles grâces, où M. Labat a ses habitudes. Certes, il n'a indiqué que son prénom, « Daniel », mais « à Drouot, tous les bricoleurs s'appellent par leur prénom », explique M. Labat.

Après avoir d'abord parlé de tableaux, Daniel laisse entendre qu'il souhaite se débarrasser d'objets d'art africains. « Organisons une vente », propose, tout naturellement, le commissaire-priseur. Une vente ? Publique ? Avec catalogue ? Daniel se trouble, balbutie. Ne pourrait-on copier les œuvres plus discrètement ?

La France, qui travaille en faveur de tels accords, fait figure de pionnière. Il existe actuellement deux conventions multilatérales : celle du Luxembourg, mise en chantier en 1973, terminée en 1980, qui institue une action en reconnaissance et une exécution des décisions sur la garde et le droit de visite ; celle de La Haye, conclue le 25 octobre 1980, qui institue une action en reconnaissance et une exécution des décisions sur la garde et le droit de visite.

Ces conventions, complètes, n'ont malheureusement été ratifiées jusqu'à présent que par la France, le Portugal, le Luxembourg et la Suisse. Ce qui concerne la première. Et par la France, le Canada, le Portugal et la Suisse pour la seconde. Les plus récentes étant les pays nordiques, qui ne reconnaissent pas le droit de visite. A noter que les Dits qui se réunissent régulièrement pour renforcer la coopération judiciaire, prennent eux-mêmes l'heure lente des escargots pour étudier le dossier de la protection des enfants.

Des contre-enlèvements

Le code de la famille donne de nouveaux espoirs pour les enfants dérobés. C'est dans le dessein de protéger les événements et de donner aux gouvernements français et algériens à se mettre rapidement d'accord que vingt organisations ont décidé de soutenir l'opération « Un bateau pour Alger » organisée par l'association Défense des enfants enlevés (2) et la Ligue du droit international des femmes (3).

Parmi les mères qui feront le trajet, il y aura des Algériennes qui ont choisi de vivre en France mais dont l'ex-conjoint est retourné en pays avec les enfants. Un conjoint qui souvent refuse jusqu'au bout le droit de visite ou qui le rend insupportable par des chantages et des menaces de toutes sortes. Elle ira donc, elle ira, du 6 au 11 juillet, rencontrer les autorités algériennes et montrer à la presse comment s'exercent les droits de visite. Mais, comme il ne s'agit pas de mettre en accusation un pays particulier, elles ont décidé de faire des démonstrations analogues en même temps, en France, auprès des membres du gouvernement. Elles souhaitent que les représentants des deux pays signent « une lettre d'intention » reconnaissant le caractère prioritaire de la signature d'une convention (reconnaissance du lieu de résidence habituel de l'enfant - avant son déplacement - pour les décisions concernant la garde, reconnaissance du droit de visite comme contrepartie du droit de garde, rôle actif des Etats pour assurer le fonctionnement de la convention).

L'affaire est en effet urgente si l'on se réfère aux nombres des victimes de ces déracinements. Urgente également si l'on considère que de tels actes ont des conséquences, ces dernières années, à des contre-enlèvements. Sans parler du véritable trafic financier qui s'installe autour de ces enfants-otages. En réglant ce douloureux problème, les Etats n'ont rien à perdre, mais tout à gagner.

CHRISTIANE CHOMBEAU.  
(1) 13, place Vendôme, 75002 Paris.  
(2) Boite postale n° 403, 07004 Privas Cedex. Tél. (75) 64-32-96.  
(3) 34, avenue de Châteauneuf, 75013 Paris. Tél. 583.11.37.

La France, qui travaille en faveur de tels accords, fait figure de pionnière. Il existe actuellement deux conventions multilatérales : celle du Luxembourg, mise en chantier en 1973, terminée en 1980, qui institue une action en reconnaissance et une exécution des décisions sur la garde et le droit de visite ; celle de La Haye, conclue le 25 octobre 1980, qui institue une action en reconnaissance et une exécution des décisions sur la garde et le droit de visite.

Ces conventions, complètes, n'ont malheureusement été ratifiées jusqu'à présent que par la France, le Portugal, le Luxembourg et la Suisse. Ce qui concerne la première. Et par la France, le Canada, le Portugal et la Suisse pour la seconde. Les plus récentes étant les pays nordiques, qui ne reconnaissent pas le droit de visite. A noter que les Dits qui se réunissent régulièrement pour renforcer la coopération judiciaire, prennent eux-mêmes l'heure lente des escargots pour étudier le dossier de la protection des enfants.

Des contre-enlèvements

Le code de la famille donne de nouveaux espoirs pour les enfants dérobés. C'est dans le dessein de protéger les événements et de donner aux gouvernements français et algériens à se mettre rapidement d'accord que vingt organisations ont décidé de soutenir l'opération « Un bateau pour Alger » organisée par l'association Défense des enfants enlevés (2) et la Ligue du droit international des femmes (3).

Parmi les mères qui feront le trajet, il y aura des Algériennes qui ont choisi de vivre en France mais dont l'ex-conjoint est retourné en pays avec les enfants. Un conjoint qui souvent refuse jusqu'au bout le droit de visite ou qui le rend insupportable par des chantages et des menaces de toutes sortes. Elle ira donc, elle ira, du 6 au 11 juillet, rencontrer les autorités algériennes et montrer à la presse comment s'exercent les droits de visite. Mais, comme il ne s'agit pas de mettre en accusation un pays particulier, elles ont décidé de faire des démonstrations analogues en même temps, en France, auprès des membres du gouvernement. Elles souhaitent que les représentants des deux pays signent « une lettre d'intention » reconnaissant le caractère prioritaire de la signature d'une convention (reconnaissance du lieu de résidence habituel de l'enfant - avant son déplacement - pour les décisions concernant la garde, reconnaissance du droit de visite comme contrepartie du droit de garde, rôle actif des Etats pour assurer le fonctionnement de la convention).

L'affaire est en effet urgente si l'on se réfère aux nombres des victimes de ces déracinements. Urgente également si l'on considère que de tels actes ont des conséquences, ces dernières années, à des contre-enlèvements. Sans parler du véritable trafic financier qui s'installe autour de ces enfants-otages. En réglant ce douloureux problème, les Etats n'ont rien à perdre, mais tout à gagner.

CHRISTIANE CHOMBEAU.  
(1) 13, place Vendôme, 75002 Paris.  
(2) Boite postale n° 403, 07004 Privas Cedex. Tél. (75) 64-32-96.  
(3) 34, avenue de Châteauneuf, 75013 Paris. Tél. 583.11.37.

La France, qui travaille en faveur de tels accords, fait figure de pionnière. Il existe actuellement deux conventions multilatérales : celle du Luxembourg, mise en chantier en 1973, terminée en 1980, qui institue une action en reconnaissance et une exécution des décisions sur la garde et le droit de visite ; celle de La Haye, conclue le 25 octobre 1980, qui institue une action en reconnaissance et une exécution des décisions sur la garde et le droit de visite.

Ces conventions, complètes, n'ont malheureusement été ratifiées jusqu'à présent que par la France, le Portugal, le Luxembourg et la Suisse. Ce qui concerne la première. Et par la France, le Canada, le Portugal et la Suisse pour la seconde. Les plus récentes étant les pays nordiques, qui ne reconnaissent pas le droit de visite. A noter que les Dits qui se réunissent régulièrement pour renforcer la coopération judiciaire, prennent eux-mêmes l'heure lente des escargots pour étudier le dossier de la protection des enfants.

Des contre-enlèvements

Le code de la famille donne de nouveaux espoirs pour les enfants dérobés. C'est dans le dessein de protéger les événements et de donner aux gouvernements français et algériens à se mettre rapidement d'accord que vingt organisations ont décidé de soutenir l'opération « Un bateau pour Alger » organisée par l'association Défense des enfants enlevés (2) et la Ligue du droit international des femmes (3).

Parmi les mères qui feront le trajet, il y aura des Algériennes qui ont choisi de vivre en France mais dont l'ex-conjoint est retourné en pays avec les enfants. Un conjoint qui souvent refuse jusqu'au bout le droit de visite ou qui le rend insupportable par des chantages et des menaces de toutes sortes. Elle ira donc, elle ira, du 6 au 11 juillet, rencontrer les autorités algériennes et montrer à la presse comment s'exercent les droits de visite. Mais, comme il ne s'agit pas de mettre en accusation un pays particulier, elles ont décidé de faire des démonstrations analogues en même temps, en France, auprès des membres du gouvernement. Elles souhaitent que les représentants des deux pays signent « une lettre d'intention » reconnaissant le caractère prioritaire de la signature d'une convention (reconnaissance du lieu de résidence habituel de l'enfant - avant son déplacement - pour les décisions concernant la garde, reconnaissance du droit de visite comme contrepartie du droit de garde, rôle actif des Etats pour assurer le fonctionnement de la convention).

L'affaire est en effet urgente si l'on se réfère aux nombres des victimes de ces déracinements. Urgente également si l'on considère que de tels actes ont des conséquences, ces dernières années, à des contre-enlèvements. Sans parler du véritable trafic financier qui s'installe autour de ces enfants-otages. En réglant ce douloureux problème, les Etats n'ont rien à perdre, mais tout à gagner.

CHRISTIANE CHOMBEAU.  
(1) 13, place Vendôme, 75002 Paris.  
(2) Boite postale n° 403, 07004 Privas Cedex. Tél. (75) 64-32-96.  
(3) 34, avenue de Châteauneuf, 75013 Paris. Tél. 583.11.37.

Témoignage

Le bac vu de l'estrade

Passer le bac est toujours un moment d'intense émotion pour les candidats. Mais qu'en est-il pour ceux d'en face ? Une enseignante de Moudon, M<sup>me</sup> Camille de Lagausie, apporte, ici, son témoignage.

« Bienvenue à bord de la salle 303 ! » Sur le seuil, détendus et souriants, nous accueillons les jeunes voyageurs - jamais plus de vingt - qui pénètrent dans la classe et cherchent sur les tables le numéro - leur numéro à huit chiffres - qui leur donnera le droit d'occuper (seul) le double pupitre.

« Veuillez déposer vos affaires sur l'estrade. » Toute une mythologie, entrecroisée par le règlement officiel, rappelle des affaires célèbres de pitié ou de bandages dissimulant des émetteurs récepteurs radio - bientôt des mini-ordinateurs reliés à des banques de données ? Nous n'avons toujours pas de portique sous lequel faire passer les candidats au voyage et qui permettrait de détecter objets métalliques, armes à feu et grenade... Est-ce bien raisonnable en ces temps de crise d'otages ? En attendant sont déposés sur l'estrade-saute-toute une variété de contenants, bien éloignés des monotones sacoches d'amen : sacs de sport, porte-document en plastique ramené par papa de quelque congrès, pochettes arborant le sigle de magasins ou marques renommées, et, pour les demoiselles, plusieurs modèles de petits sacs de cuir à bandoulière. Un vieux cartable élimé, chiné aux Puces ou récupéré dans un grenier, doit préfigurer le comeback de la signe « Jules Ferry » aux prochaines rentrées, puisque le musette des surplus américains avec inscriptions hippies semble définitivement déclassée.

Puis on prépare stylos, gommes, effaceurs, et on se regarde à la dérobée. Les quelques échanges verbaux entre ceux qui ont la chance de se connaître s'éteignent vite, tandis qu'affaiblis, protecteurs, nous passons dans les tréviés pour vérifier les titres de transport, convocations et pièces d'identité : nous feignons de reconnaître sur les photos de timbresseries enfantes le jeune homme venu aux larges épaules ou la rouasse

puissante maquillée qui nous les présente. Que ces adolescents sont beaux en ces époques décadentes ! Nous faisons signer le listing, vérifions que chacun a sa petite provision de papier brouillon dont la couleur change à chaque table (toujours les précautions !). Nous expliquons comment remplir l'entête des copies « N'oubliez pas d'indiquer votre série ! » Comment rabattre et coller l'angle qui assure l'anonymat.

Nous tentons quelques plaisanteries et encouragements qui obtiennent de pauvres sourires. L'atmosphère est déjà ébouriffée des sursauts de l'angoisse. On ouvre vite les fenêtres. Certains ont installé sur leur table, outre la montre du petit frère, ou le réveil de voyage de marraine, quelque grigri, ou des provisions de bouche de faible volume mais de haute teneur énergétique. On a même vu des gourdes. Dans les couloirs, les va-et-vient s'apaisent, un silence encore plus lourd s'abat sur la salle. Nous-mêmes, n'osant faire la démonstration du gilet de sauvetage, nous baissions la voix. Les visages palissent encore, des nausées effleurent sur des lèvres crispées.

Attente. Regardez fixes, gestes nerveux. Quelqu'un demande l'ultime autorisation de courir, boyaux tordus, au bout du couloir. La sortie sanitaire est toute-fois accordée en cours de vol, dûment accompagnée.

Soudain, dans le lointain, des pas précipités, avec arrêt prolongé à chaque saut. Le bruit se rapproche. On a compris qu'ils arrivent. Suspense. Conscience de son importance, le chef de bord surgit enfin chez nous, nous remet un paquet de sujets, inscrit rapidement l'heure au tableau (dans quatre heures exactement, il faudra avoir terminé) puis file vers la salle voisine.

Nous distribuons à toute allure. Quelque chose bascule : vingt têtes se penchent et consultent fébrilement les imprimés. Des années de travail (ou de flemme) convergent brutalement vers cet instant.

Nous fermons la porte. C'est parti ! Le jury 258 - un gros porteur vu le nombre de saules qui vont approvisionner son paquet de copies - sans copier (il y a encore des naïfs qui croient à une double copie au baccalauréat) n'a qu'à bien se tenir ! On roule pour lui.

Les dangereuses entremises d'un commissaire-priseur

Inculpé de complicité de recel, M. Jean-Alain Labat a été arrêté, le 21 juin, par ses pairs de la Compagnie des commissaires-priseurs parisiens. Une audition « dans une excellente ambiance », précise-t-on de part et d'autre. « Il se sont rendu compte que nos malversations pouvaient servir à l'importer qui, explique l'intéressé.

C'est ainsi, M. Jean-Alain Labat, un des plus dynamiques commissaires-priseurs parisiens, a été inculpé de recel. « C'est un peu tard », confesse un de ses nombreux amis. Mais, pour avoir convenablement exécuté, depuis les successions les plus prestigieuses, attiré sous son marteau d'ivoire les œuvres les plus précieuses, il faut pardonner, sans rancune, des ruses d'entrepreneur. Pour avoir rendu un service de trop, M. Labat est aujourd'hui inculpé de complicité de recel, et il a passé dix-sept jours sous les verrous à Beauvais (Oise).

Un jour de mars 1984, un homme se présente à l'étude de M. Labat, à deux pas de l'hôtel Drouot. Le commissaire-priseur le reçoit comme un possible client : le visiteur est recommandé par un ami commun, restaurateur du quartier latin spécialisé dans les confits et, folles grâces, où M. Labat a ses habitudes. Certes, il n'a indiqué que son prénom, « Daniel », mais « à Drouot, tous les bricoleurs s'appellent par leur prénom », explique M. Labat.

Après avoir d'abord parlé de tableaux, Daniel laisse entendre qu'il souhaite se débarrasser d'objets d'art africains. « Organisons une vente », propose, tout naturellement, le commissaire-priseur. Une vente ? Publique ? Avec catalogue ? Daniel se trouble, balbutie. Ne pourrait-on copier les œuvres plus discrètement ?

Car voilà, Daniel niche le grand mot : « Les objets ne valent pas leur poids ! ». M. Labat se rembrunit. Et se souvient d'une annonce publiée par la Gazette de l'hôtel Drouot quelque temps auparavant. Un historien d'art, M. Jacques Karche, y signalait le vol d'une partie de sa collection : des statuettes shango, sapo-sapo, merle, ainsi que des masques de grande valeur. Colli-dance : l'historien et le commissaire-priseur sont des amis d'enfance. Ils ont eu leurs fonds de closets ensemble au lycée, de la rue de l'École Sainte-Barbe. Ils se sont même revus peu de temps auparavant, au hasard de déjeuners d'un club hippy dont tous deux sont membres.

Bonne manière

Mondialement reconnu dans sa spécialité, M. Karche est un de ces experts à qui il est toujours bon de faire une bonne manière. M. Labat pourrait certes éluder la police. Ce serait renoncer à tout jamais à retrouver les objets. « Et je ne suis pas un indicateur », s'indigne-t-il. Tout commissaire-priseur digne de ce nom préfère sauver l'œuvre que de forcer le criminel.

M. Labat fait donc entrer en scène un autre de ses amis. Triporteur parmi les plus efficaces des objets d'art dérobés, Robert Torres est la détective favori des grands joelliers victimes de braquages, ainsi que des compagnies d'assurances. Les bers bergnes des bandes les plus sordides n'ont pas de secret pour lui. Voilà l'homme de la situation.

Après pris soin de se faire d'abord mandat par le collectionneur, le « privé » s'assure, tout d'abord, que « Daniel » n'est pas un mythe. Une première entrevue chez M. Labat, suivie de trois rendez-vous dans des cafés, le persuadent de la bonne foi du recelateur. Tenancier occasionnel d'un stand de strip-tease à Pigalle, Daniel, qui vit en caravane dans la région parisienne, est manifestement désemparé par le calibre de la marchandise que les voleurs, certainement de petits braqueurs sans envergure, ont chargé d'écouler. On ne « fourgue » pas des masques haïtiens comme de vieux bijoux de famille.

Une « rançon » de 250 000 francs. Les deux parties se trouvent en confiance, la négociation progresse désormais très vite. Moyennant une « rançon » de 250 000 F, que se partagent le détective, « Daniel » et les voleurs, inconnus à ce jour, le collectionneur récupère ses chères statuettes, d'abord à la conscience de la gare d'Austerlitz, puis à la gare de Lyon.

Mais le propriétaire ignore qu'il était placé sur écoute téléphonique depuis le cambriolage par les policiers de l'Office de répression des vols d'œuvres d'art, qui n'ont pas trop apprécié de se trouver « doublés ».

Le détective et le commissaire-priseur, à leur grand scandale, sont donc inculpés de complicité de recel par M<sup>me</sup> Catherine Lethellier, juge d'instruction à Beauvais (le vol a été commis dans l'Oise) et le sont inculpés. Une trop longue épreuve leur sera heureusement épargnée : après dix-sept jours de détention, la chambre d'accusation d'Amiens ordonne leur libération. Elle s'est fait communiquer les dossiers par porteur spécial : procédure exceptionnelle, car on ne dérange pas un motard pour les vagebondes empêtrées.

Les policiers n'auront sans doute pas été mécontents d'insérer une petite leçon à un « privé » qui leur donne le pion par trop ostentatoirement. Quant à M. Labat, ce « faux pas » ne portera sans doute pas un préjudice irréparable à sa fulgurante carrière.

DANIEL SCHNEIDERMAN.  
(1) Dans le langage du milieu, l'expression est comparée aux objets de provenance dérobée.

Le Monde  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE ÉDITION  
INTERNATIONALE  
spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger  
Exemplaires supplémentaires sur demande

Se perfectionner, ou apprendre la langue en français en un an  
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC  
Cours avec explication en français  
Documentation gratuite : ÉDITIONS DISQUES BECM 11, rue de Béri - 75008 Paris

A M. LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Nous sommes Attachés-Assistants de Sciences Fondamentales des UER Médicales des Universités (AA), dépendant du Ministère de l'Éducation Nationale (MEN). A l'heure actuelle, nous restons les derniers Assistants Universitaires sans titulaires.

Nous ne comprenons pas pourquoi nous avons toujours été tenus à l'écart des mesures de titularisation dans l'Enseignement Supérieur alors que nos diplômes et nos fonctions (enseignement et recherche) sont identiques à ceux des Assistants des UER Scientifiques et Pharmaceutiques. Après bien des actions, des promesses, y compris du candidat Mitterrand en 1981, les négociations sur le statut hospitalo-universitaire ont abouti au décret 84-135 du 24/2/1984, qui ne prévoit pour les AA qu'un maintien en fonctions, garantie jugée insuffisante par les AA et leurs syndicats. Le 16/4/1984 s'est ouverte une concertation Syndicat-MEN. Le MEN avance un projet de décret spécifique (2/4/1984) proposant enfin une titularisation pour les AA. Il reconnaît donc leur rôle dans les UER, acceptant de leur accorder un statut fonction publique, mais dans des conditions indignes : - structure constituée par un seul grade et 2 échelons (indices 357 et 383, soit 6800 F mensuels net/maximum), ce dernier étant déjà atteint par tous les AA en poste ! Notre carrière est donc terminée avant d'avoir commencé. Cette structure à un seul échelon effectif maintiendrait l'écart des salaires parmi les enseignants du supérieur en médecine dans un rapport de un à sept, record national ! - aucune carrière possible - conditions d'accès à cette titularisation discutables (tri). Alors même que les syndicats jugent ce texte inacceptable et démotivant, le MEN reste campé sur sa position. Concernant la structure interne (2 échelons), le MEN précisait en préambule que le texte était à prendre en compte pour des raisons budgétaires (titularisation à « coût constant »).

Ce projet en lui-même, démotivant et dévalorisant pour des Enseignants-Chercheurs est indigne de nos fonctions et de nos compétences.

Enrôlant les mêmes fonctions que nos collègues de sciences et pharmacie, nous demandons à être traités à égalité sur le plan du carrière.

Il est de notre devoir de rendre publique une pétition injuste concernant la carrière d'une catégorie d'Enseignants-Chercheurs, afin de l'éviter.

Texte financé par les Attachés-Assistants des UER Médicales de France et leurs collègues (enseignants et chercheurs), 146, rue L.-Saignes, Bordeaux. Tél. : (56) 90-51-24.



## Société

### LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

## Bernard Hinault premier maillot jaune

Six minutes et trente-neuf secondes ont suffi à Bernard Hinault pour s'emparer du maillot jaune et pour réussir sa rentrée dans le Tour de France après un an d'absence. Le routier breton a en effet remporté le prologue qui se déroulait, vendredi 29 juillet, sur 5,400 kilomètres, entre Montreuil-sous-Bois et Noisy-le-Sec. Parcourant la distance à 48,721 kilomètres à l'heure de moyenne, malgré le vent parfois défavorable, il n'a pas seulement obtenu une victoire inattendue, étant donné sa modeste performance quelques jours plus tôt dans le championnat de France, mais il a aussi réalisé un exploit.

Si Laurent Fignon, deuxième, se lui a concédé que trois secondes, l'Américain Greg Lemond en a perdu douze. Pour Gerrie Knetemann, spécialiste des épreuves courtes contre la montre, Alain Bondue, ancien champion du monde de poursuite, ou Sean Kelly, l'homme fort du début de saison, le retard est encore plus important.

Quant à Pascal Simon, l'un des grands favoris, il a terminé à trente-deux secondes du vainqueur, qui lui

a pris près de six secondes par kilomètre. La perte de temps subie par les Colombiens Ramirez, Rodriguez, Flores et Herrera est supérieure à une demi-minute.

Seul le Néerlandais Oosterbosch paraissait en mesure de convoiter la première place. Victime d'une chute dans un virage, il a subi un passif de vingt-deux secondes, sans qu'il soit possible de chiffrer avec précision les conséquences de l'incident.

Francesco Moser ayant montré l'exemple à l'occasion du record de l'heure et du Tour d'Italie avec un vélo « futuriste », d'ailleurs contraire aux règlements — plusieurs concurrents, dont Knetemann, Andersen, Visentini et Oosterbosch, utilisaient pour ce prologue un matériel spécial, conçu en fonction d'une meilleure aérodynamique.

Les spectateurs ont été particulièrement intrigués par l'équipement de Laurent Fignon. Coiffé d'un casque à vis, il portait un casque jaune, il chevauchait un vélo Gitane-Delta caractérisé par un avant surbaissé et un guidon retourné en forme d'aile. Pourtant, il n'est

pas certain que cette étrange panoplie l'ait aidé à gagner. Bernard Hinault avait adopté un vélo normal, léger mais classique, et le résultat tend à démontrer qu'il avait fait le bon choix.

On ne pouvait espérer un préambule plus attrayant pour un Tour de France qui s'engage sous le signe d'un match entre les deux champions français. Ces derniers ont pris aussitôt les deux premières places du classement général.

JACQUES AUGENDRE.

● **Décès de Georges Pagnoud.** — Georges Pagnoud, journaliste au *Parisien libéré*, est mort, vendredi 29 juin, à l'âge de soixante-sept ans.

[Né le 6 mars 1917, Georges Pagnoud avait été rédacteur en chef à *Radio*, puis à *Miroir-Spécial*, qu'il avait fondé, avant de diriger les services sportifs des éditions régionales du *Parisien libéré*. Auteur d'une quinzaine de livres sur le cyclisme parmi lesquels des ouvrages sur Raymond Poulidor, Joop Zoetemelk et Eddy Merckx, il avait suivi le Tour de France pendant trente-quatre années.]

## Tour de Babel

Suivre le Tour de France, ce peut être une corvée ou l'aboutissement d'un rêve. C'est en tout cas l'assurance de s'embarquer pour trois semaines dans un caravansérail où il ne sera plus question des grandes affaires du moment. Les desseins de M. Le Pen, l'avenir de la querelle scolaire, le prochain chiffre de l'inflation, les rapports Est-Ouest, sont laissés aux véritables avec tout le reste.

Dans ce club aussi fermé que disparate où la tenue de rigueur tient du défilé des vacances très organisées, il y a les vétérans et les novices. Les premiers se reconnaissent d'emblée à leur assurance tranquille de gnomes qui portaient dans leur giron les souvenirs de quelques bonnes semaines d'étapes vécues en commun depuis quinze ans ou plus.

Les seconds n'ont pour eux que leur petite mine, leur étonnement d'être là et de se dire, en paraphrasant Marcel Aymé, débarquant aux Etats-Unis pour la première fois, que ce qui peut paraître finalement le plus extraordinaire dans le Tour, c'est de s'y trouver.

Car, passée la porte de la première permanence — cette annexe à l'hôtel de ville de Bobigny, investie comme une place forte — il faut bien se dire qu'on est, même si l'on a commencé la route, fait cet adoubement, en autobus de la RATP... Cela ne suffit pas pour se permettre de faire le malin. Le club a ses rites, ses règles, ses impératifs. Il fait bier d'envie les foules tenues à l'excé-

der, mais il sait aussi faire régner sa loi. Suivre le Tour n'est pas une aventure. On le sait comme on suit le guide. Le guide s'appelle l'organisation. C'est la mère à tous. Elle délivre les sésames, veille à l'hébergement quotidien, transforme en salle de rédaction des palaces ou des gymnases, régit sur les arrivées comme sur les départs, distribue autant qu'il en faut des brochures, nomenclatures d'itinéraires, d'horaires, de cartes, de plans, sur lesquels la place de chacun est assignée. Elle réussit même le tour de force de trouver une place dans des voitures de sa caravane pour les originaux qui n'ont pas les moyens de s'en offrir.

Elle peut à bon droit se considérer efficace si on peut le juger par la réussite de la seconde édition du Tour de France cycliste, l'a-on assez dit et écrit, est géré comme une affaire dans laquelle les affaires ont leur part. Loin d'être un mystère, c'est une évidence proclamée telle. La préposée d'une marque de chocolat qui étampille les médailles à pois rouges qui portent les tenants du titre de meilleur grimpeur accompli son ouvrage avec la conscience scrupuleuse qui convient. Si la chocolaterie patronne là, c'est un autre produit qui patronne le maillot jaune, un autre encore le maillot blanc des jeunes. Un quatrième le maillot vert du classement par points.

Le conseil général de la Seine-Saint-Denis a patronné, lui, la satisfaction d'avoir deux jours durant le Tour dans son département. « Une première », disent fièrement ses affiches. Qui précisent que les quarante communes auront été traversées entre le jour du prologue, vendredi, celui de la première étape, Bobigny-Saint-Denis, samedi, et celui, dimanche, de la deuxième étape, qui sera son départ à Bobigny. C'est assez dire que la contribution financière n'est pas négligée et que trois jours d'une pareille fête la valaient bien.

Fête ou foire commerciale ? Question stupide puisque la seconde engendre la première. Et l'on n'a que faire ici de ceux qui arriveraient dans ce joyeux tourbillon d'une banlieue sortant de la torpeur de son béton avec des âmes de commissaires aux comptes ou d'inspecteurs de la brigade financière. La rendez-vous de juillet que fixe le Tour de France a, pour sûr, changé de visage depuis l'avant-guerre et même l'immédiat après-guerre. Il est aussi en train de changer d'âme.

Les Européens, Français, Italiens, Belges, Néerlandais, qui, avec lui, avaient fini par ne former qu'un seul cyclisme, voient surgir sur leurs talons des Australiens, des Américains, des Colombiens, qui, pour n'être que quelques dizaines, font du bruit comme mille. Le Tour de France est devenu tour de Babel.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

### LE TOURNOI DE TENNIS DE WIMBLEDON

## Service d'ordinateur

Londres. — Pas de surprise, vendredi 29 juin, pour le troisième tour du tournoi de Wimbledon. Les huitièmes de finale du bas du tableau mettront en présence, à partir du 2 juillet, l'Américain Amato, qui a remplacé Noah après son forfait, et le néo-Américain Kriek ; l'Américain Mayotte, qui a été demi-finaliste en 1982, et son compatriote Connors ; l'Américain Arias, qui dispute son premier tournoi

sur herbe, et le Tchèque Soudil, qui avait souffert devant le junior australien Kratzmann au second tour ; l'Américain Scott Davis, qui a éliminé le Suédois Jarryd, tête de série numéro dix au premier tour, et le Tchèque Soudil, qui a surpris, après un an de suspension, sa sélection dans l'équipe de Coupe Davis devant affronter la France du 13 au 15 juillet.

vingt ans, ne pourrait franchir le cap de la première semaine et que la ténacité du classement informatique serait ainsi démontrée par l'absurde. Aussi, quand Arias apparut au premier tour contre le Sud-Africain Milton, bon spécialiste de l'herbe, on s'est empressé de souligner que celui-ci souffrait d'une épaule et qu'il était incapable de servir et de smasher correctement. La victoire sur l'Italien Occleppo, arrachée en cinq sets au second tour, a été ensuite attribuée au manque de sens tactique du Transalpin.

Si bien que lorsque le numéro 5 mondial s'est présenté vendredi devant Visser classé 80<sup>e</sup>, il semblait acquis que ce Sud-Africain, robuste joueur de service volée s'imposerait. Pendant la première manche, Arias, qui a eu deux balles de break au troisième jeu, a effectivement rencontré des difficultés pour tenir son service qu'il perdit d'ailleurs au troisième jeu en expédiant un passing-shot dans les bûches. Mais les trois manches suivantes ont montré que,

quelle que soit la surface, il y a une marge considérable entre le 5<sup>e</sup> et le 80<sup>e</sup> mondial.

Élevé à la dure école de l'entraîneur Nick Bollettieri, Arias a toujours été exemplaire dans ce domaine depuis qu'il est devenu professionnel à quinze ans. À Wimbledon, il a montré vendredi qu'il n'est pas incapable de servir et de smasher correctement. La victoire sur l'Italien Occleppo, arrachée en cinq sets au second tour, a été ensuite attribuée au manque de sens tactique du Transalpin.

Si bien que lorsque le numéro 5 mondial s'est présenté vendredi devant Visser classé 80<sup>e</sup>, il semblait acquis que ce Sud-Africain, robuste joueur de service volée s'imposerait. Pendant la première manche, Arias, qui a eu deux balles de break au troisième jeu, a effectivement rencontré des difficultés pour tenir son service qu'il perdit d'ailleurs au troisième jeu en expédiant un passing-shot dans les bûches. Mais les trois manches suivantes ont montré que,

quelle que soit la surface, il y a une marge considérable entre le 5<sup>e</sup> et le 80<sup>e</sup> mondial.

Élevé à la dure école de l'entraîneur Nick Bollettieri, Arias a toujours été exemplaire dans ce domaine depuis qu'il est devenu professionnel à quinze ans. À Wimbledon, il a montré vendredi qu'il n'est pas incapable de servir et de smasher correctement. La victoire sur l'Italien Occleppo, arrachée en cinq sets au second tour, a été ensuite attribuée au manque de sens tactique du Transalpin.

Si bien que lorsque le numéro 5 mondial s'est présenté vendredi devant Visser classé 80<sup>e</sup>, il semblait acquis que ce Sud-Africain, robuste joueur de service volée s'imposerait. Pendant la première manche, Arias, qui a eu deux balles de break au troisième jeu, a effectivement rencontré des difficultés pour tenir son service qu'il perdit d'ailleurs au troisième jeu en expédiant un passing-shot dans les bûches. Mais les trois manches suivantes ont montré que,

quelle que soit la surface, il y a une marge considérable entre le 5<sup>e</sup> et le 80<sup>e</sup> mondial.

Élevé à la dure école de l'entraîneur Nick Bollettieri, Arias a toujours été exemplaire dans ce domaine depuis qu'il est devenu professionnel à quinze ans. À Wimbledon, il a montré vendredi qu'il n'est pas incapable de servir et de smasher correctement. La victoire sur l'Italien Occleppo, arrachée en cinq sets au second tour, a été ensuite attribuée au manque de sens tactique du Transalpin.

Si bien que lorsque le numéro 5 mondial s'est présenté vendredi devant Visser classé 80<sup>e</sup>, il semblait acquis que ce Sud-Africain, robuste joueur de service volée s'imposerait. Pendant la première manche, Arias, qui a eu deux balles de break au troisième jeu, a effectivement rencontré des difficultés pour tenir son service qu'il perdit d'ailleurs au troisième jeu en expédiant un passing-shot dans les bûches. Mais les trois manches suivantes ont montré que,

quelle que soit la surface, il y a une marge considérable entre le 5<sup>e</sup> et le 80<sup>e</sup> mondial.

### LA CONFERENCE MULTILATERALE DE MUNICH SUR L'ENVIRONNEMENT

## Les pays de l'Est et de l'Ouest marquent leur volonté de réduire la pollution atmosphérique

### De notre envoyé spécial

Munich. — Un nouveau pas a été fait à Munich — où s'est achevée la conférence multilatérale sur l'environnement, convoquée par l'Allemagne fédérale — vers le renforcement de la lutte contre la pollution atmosphérique dans les pays industrialisés de l'Est comme de l'Ouest (le Monde du 27 juin). Un pas modeste encore mais qui traduit les pressions croissantes auxquelles sont soumis les gouvernements de ces pays pour faire face à un danger d'autant plus inquiétant qu'il reste difficile à cerner.

Les résultats de la conférence ne satisfont certainement pas les organisations qui, notamment en Allemagne fédérale et dans les pays scandinaves, réclament des mesures radicales pour éviter un « désastre écologique ». L'association Greenpeace, dont deux militants ont tenté de dérouter une banderole au beau milieu de la séance de clôture, n'a d'ailleurs pas attendu pour stigmatiser le caractère dérisoire à ses yeux des décisions prises. Le communiqué final affirmant que les dégâts subis par l'environnement « s'accroissent à un niveau alarmant », est compréhensible que, dans des pays spectaculairement affectés comme la RFA, on s'inquiète de la lenteur des mesures mises en œuvre.

Le principal intérêt de la conférence de Munich aura été de constater une volonté d'agir des gouvernements, même si on veut rester prudent en raison des coûts à supporter par les économies nationales. Cette volonté a été attestée par la présence, dans un forum qui n'avait aucune base institutionnelle, des délégations de trente et un pays de l'Est et de l'Ouest, dont la plupart étaient représentés à l'échelon de leur ministre de l'environnement.

Sur le plan des résultats, l'absence de tout objectif chiffré dans la résolution, approuvée à l'unanimité, rend l'appréciation difficile. Il n'y a pas eu de révolution à Munich. Mais les experts trouvent deux motifs de

satisfaction : pour la première fois dans une telle enceinte, il est fait référence à la nécessité de limiter les émissions d'oxydes d'azote (l'un des deux principaux facteurs de pollution atmosphérique) et à celle de mettre en œuvre des « stratégies communes en vue d'une réduction ultérieure des polluants émis par les gaz d'échappement », notamment par le recours à l'essence sans plomb et aux pots d'échappement catalytiques.

Il n'a pas été possible, en revanche, de progresser dans le domaine des émissions de soufre, produites surtout par la combustion du charbon. Les dix pays occidentaux qui s'étaient engagés à Ottawa, en mars dernier, à diminuer leurs émissions nationales de 30 % d'ici à 1993 ont

néanmoins été rejoints par la Belgique, le Luxembourg et le Liechtenstein. En outre, l'Union soviétique, l'Allemagne de l'Est et la Bulgarie ont annoncé leur décision de réduire de 30 % d'ici à 1993 la quantité de pollution par le soufre qui provient de leur pays.

La délégation soviétique a insisté pour introduire dans la résolution finale une relation entre les problèmes d'environnement et de désarmement. Après un moment de flottement, on a ajouté une phrase indiquant que « la coopération internationale dans ce domaine qui est la protection de l'environnement contribue à renforcer la paix et la sécurité en Europe et dans le monde entier ».

HENRI DE BRESSON.

## L'Europe roulera en 1989 avec de l'essence sans plomb

### De notre correspondant

Luxembourg. — Les ministres de l'environnement de la CEE sont convenus jeudi 28 juin de mettre sur le marché, à partir de 1989, de l'essence sans plomb. Les Dix ont admis que certains gouvernements avaient cette date, et des émissions des autres gaz polluants (monoxyde de carbone, oxyde d'azote, hydrocarbures non brûlés).

Le conseil a, en revanche, défini une nouvelle législation européenne en matière de transport de déchets toxiques. La « directive » communautaire qui sera applicable au 1<sup>er</sup> octobre 1985 prévoit que l'itinéraire devra obligatoirement être communiqué avant le départ aux autorités des pays de transit et de destination, afin d'éviter que les producteurs de déchets ne puissent se déguiser de sa responsabilité, comme ce fut le cas lors de l'affaire des 41 fûts de dioxine de Seveso. L'élimination des déchets sera à la charge et sous la responsabilité du producteur.

Les Dix se sont limités à un premier débat d'orientation qui n'est pas allé aussi loin que l'aurait souhaité Mme Huguette Bouchard, qui assure la présidence des tra-

vaux communautaires. Le secrétaire d'Etat français à l'environnement et à la qualité de la vie a indiqué que les Dix étudieront, de nouveau, en septembre prochain, le dossier, sous ses autres aspects : réduction (de 0,40 g par litre à 0,15 g) de la teneur en plomb en 1989, pour les véhicules construits avant cette date, et des émissions des autres gaz polluants (monoxyde de carbone, oxyde d'azote, hydrocarbures non brûlés).

Le conseil a, en revanche, défini une nouvelle législation européenne en matière de transport de déchets toxiques. La « directive » communautaire qui sera applicable au 1<sup>er</sup> octobre 1985 prévoit que l'itinéraire devra obligatoirement être communiqué avant le départ aux autorités des pays de transit et de destination, afin d'éviter que les producteurs de déchets ne puissent se déguiser de sa responsabilité, comme ce fut le cas lors de l'affaire des 41 fûts de dioxine de Seveso. L'élimination des déchets sera à la charge et sous la responsabilité du producteur.

## En bref

### Un inculpé dans l'affaire Heiderl

Nice. — Henri Leani, soixante-six ans, ancien restaurateur cannois, impliqué dans l'enlèvement, samedi 23 juin, à Cannes, de M. Ahmad Heiderl, homme d'affaires d'origine iranienne naturalisé français, a été inculpé, le 29 juin, par M. Sylvain Arfinengo, juge d'instruction à Grasse, de « séquestration, arrestation illégale, tentative d'extorsion de fonds, coups et blessures ». Il a été écroué. Ses ravisseurs réclamaient à M. Heiderl, qui a eu les tympans crevés à la suite des coups reçus, 10 millions de francs.

Henri Leani qui se présente comme un « ami » de l'homme d'affaires on comme un négociateur, était apparu dans un rôle similaire lors de l'enlèvement rocambolesque, en septembre 1976, à Cannes, d'un riche industriel, M. François Ferriol, kidnappé en pleine nuit dans la villa du compositeur d'opérettes Francis Lopez. On lui avait fait signer des chèques pour un montant de 3 millions de francs.

En remontant dans le temps on retrouve Leani mêlé à une affaire de fausse drogue. En 1957, dans un salon de l'hôtel Ruhl à Nice, Leani et Pierre Aunay avaient « roulé » le « national » du Narcotique bureau américain, et parmi eux le très fameux Syracuse. Il lui avait vendu pour 6 millions de francs de l'époque trois kilos de fausse cocaïne. — (Corresp.).

### Condamnation des évadés par hélicoptère

La cour d'assises de l'Essonne, à Evry, a condamné le 29 juin Daniel Beaumont et Gérard Dupré, qui s'étaient évadés, en février 1981, par hélicoptère de la prison de Fleury-Mérogis, à cinq et dix-huit ans de réclusion criminelle. Serge Contel, le « cerveau » de l'évasion et son complice André Prébet ont été condamnés à dix ans et huit ans de la même peine.

Ginette Arax et Nadège Chauveau, les compagnes des évadés et de leurs complices, ont été condamnées à un an de prison avec sursis.

L'avocat général, M. Norbert Gurtner, avait requis des peines de cinq et vingt ans de réclusion criminelle pour Beaumont et Dupré, et de douze et dix ans de réclusion pour Courtel et Prébet.

### Coup de pioche à la Bastille

Les jours de la petite gare de la Bastille, à Paris, sont, paraît-il, comptés. Le premier coup de pioche des démolisseurs devrait intervenir le 16 juillet, ce qui est une manière bien particulière de commémorer un événement historique qui prit naissance sur ces lieux mêmes.

Ainsi, ce bâtiment, qui vit se dérouler durant ces dernières années tant de manifestations et d'expositions diverses, serait la première victime et, qui sait, peut-être la seule du fameux projet de l'Opéra de la Bastille, qui a donné lieu à une enquête d'utilité publique dont les conclusions ne sont pas encore connues.

Il n'empêche que les visiteurs continuent à donner leur avis sur le cahier ouvert à cet effet. Plusieurs centaines d'entre eux ont déjà fait connaître leur sentiment. Les deux tiers sont contre le projet, pour des raisons diverses, dont la plus importante est le sort réservé aux habitants du quartier expropriés.

Au cours d'une conférence de presse, les associations viennent de présenter un projet de restauration et d'aménagement de la gare d'opéra de la Bastille, Colette Campagne et Jacques Grélier, qui permettraient de préserver l'actuel tissu urbain, qui est la partie la plus intéressante et la plus ancienne de la place de la Bastille, et qui ferait de la gare elle-même le centre d'une vie de quartier réclamée par les habitants, au milieu de jardins et au départ de la collée verte, qui, elle, a complètement disparu dans le projet de l'Opéra.

### Versailles a son plan d'occupation des sols

Bien longtemps après des villes d'importance comparable, Versailles dispose enfin, depuis le 25 juin, d'un plan d'occupation des sols. Le conseil municipal, dirigé par M. André Damien (UDF-CDS), a approuvé ce plan, les cinq élus socialistes s'abstenant et les deux communistes votant contre.

Annulé une première fois en 1981 par le préfet des Yvelines après un recours formulé par l'association locale des Amis de la terre, le POS de Versailles remanié, qui a nécessité cinquante réunions de travail et sept conseils municipaux, devrait être

prochainement approuvé par le préfet du département.

Le maire a déclaré que l'adoption de ce POS « permettra de maîtriser le destin de la cité après plus d'un siècle de mutilations aveugles ». M. Damien a précisé que « le conseil municipal unanime se battra jusqu'au bout contre le projet de l'autoroute A-86 dont les emprises abominables ont dû être inscrites au POS pour ne pas encourir son rejet par le préfet ».

### Mgr LEBEVRE A ORDONNÉ VINGT-CINQ PRÊTRES

Mgr Marcel Lefebvre, chef des catholiques traditionnalistes, a ordonné vingt-cinq prêtres le 28 juin à Ecône (canton du Valais, en Suisse). Dix-sept d'entre eux ont été formés à Ecône même (un Espagnol, cinq Français, trois Canadiens, trois Italiens, un Australien, deux Colombiens, un Belge et un Néo-Zélandais), huit sont des transfuges de divers couvents bénédictins français.

Cent vingt-cinq prêtres ont été ordonnés par Mgr Lefebvre depuis qu'il a fait l'objet d'une suspension à éviner prononcée par Paul VI en juillet 1976. Cette sanction lui interdit de célébrer la messe et d'administrer les sacrements.

Selon la police, plus de trois mille personnes ont assisté à la cérémonie du 28 juin, qui s'est déroulée en plein air. Dans son homélie, le prêtre rebelle a demandé aux nouveaux prêtres de défendre la messe en latin afin que la messe « ne ressemble pas à un service protestant ». Il a condamné les « erreurs modernes » enseignées par « des prétendus docteurs de l'Eglise », comme « l'occultisme et les droits de l'homme ».

● **Un nouveau moteur pour Discovery.** — La NASA a décidé de remplacer le moteur qui serait à l'origine du départ manqué, le 26 juin, de la navette spatiale américaine Discovery. Malgré les nombreux tests effectués, les spécialistes de l'agence spatiale n'ont pas réussi à trouver la cause de la défaillance de la vane d'hydrogène liquide, survenue sur l'un des trois moteurs principaux de la navette.







## Le Centre d'études nucléaires de la recherche fondamentale à la recherche appliquée

Avec ses trois mille personnes, dont plus des deux tiers sont des personnels maison, le Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG) constitue pour la région Rhône-Alpes un pôle important de recherche fondamentale et appliquée. Un pôle qui, en raison de sa taille, fait, il y a quelques années en arrière, peur aux petites et moyennes entreprises de la région.

Pourtant, de par sa nature, ce Centre, qui, bien que dans une région à forte vocation nucléaire (Eurodif, Super-Phénix, Creus, Bugey, etc.), ne consacre qu'un tiers de ses activités au nucléaire et à ses retombées, semblait particulièrement adapté pour répondre aux questions des PME et des PMI, orienter leurs choix et les aider dans le développement de leurs produits.

Cette situation a changé, et aujourd'hui le CENG paraît mieux intégré à sa région. Un élément témoigne d'ailleurs de cet état de fait : les recettes de tous ordres — études, appareils et ventes de licence — comptent en effet pour près de 25 % dans la subvention budgétaire (1 milliard de francs environ) allouée au Centre en 1983. Ainsi, la société Tervillon verse à elle-même, pour ses balances électroniques, des royalties au Commissariat à l'énergie atomique dont les chercheurs ont mis au point à Grenoble le capteur utilisé par la firme d'Annemasse.

De même, des « catalyseurs » nécessaires aux industriels de la fonderie sont-ils développés au CENG. Enfin, il y a les liens

nouveaux de longue date avec les grandes entreprises comme Rhône-Poulenc (participation dans la société Crismatex) ou la création du Laboratoire d'électronique et de technologie de l'informatique, spécialisé notamment dans les matériaux et composants électroniques.

Tout cela concourt à donner au Centre « une taille plus humaine » et permet ainsi d'accrocher vers les entreprises les transferts de technologies comme le suggère désormais le statut du Commissariat. Mais ces relations avec le tissu industriel ne seraient rien si elles ne s'accompagnaient de liens privilégiés avec l'université.

Ces liens-là ont été noués de longue date et il y a à cela au moins une bonne raison : la nomination à la fin des années 50 de M. Louis Néel, prix Nobel de physique 1970, directeur du Centre. Il fit, dès cette époque, largement appel aux enseignants-chercheurs de l'université qui, aujourd'hui, représentent avec les personnels de l'INPG, de l'INSERM et du CNRS une proportion importante des sept cents personnes extérieures travaillant au Centre.

Ce sont elles d'ailleurs qui, pour une bonne part, contribuent à donner au CENG sa vocation de recherche fondamentale et appliquée, appuyées en cela au plein international par les travaux menés à l'Institut Lave-Langevin dont le réacteur à haut flux draine chaque année quelque mille sept cents chercheurs venus de tous horizons.

J.-F. A.

## Des bulles dans l'eau au métal en fusion

(Suite de la page 13.)

Ce même laboratoire étudie le « transport pneumatique des poudres », à l'aide de longs tuyaux reliés à des enregistreurs électroniques. Il s'agit d'améliorer par exemple l'alimentation d'un four de cimenterie en poudre de charbon, en repérant les endroits favorables aux « bouchons » et en éliminant les passages à vide. A l'aide d'un grand « tunnel à eau », ce laboratoire étudie aussi les phénomènes de « cavitation » — l'usure des pales d'une hélice par le bouillonnement air-eau. L'ordinateur ne peut pas tout apporter, note Gilbert Binder. Avant de « modéliser », il faut expérimenter. « Quitte à tricher un peu en ayant recours à une « boucle au mercure » qui permet de tester de très fortes pressions dans un espace réduit.

### Convertir l'énergie

Ce sont des fluides très particuliers qu'on étudie au laboratoire de magnéto-hydro-dynamique (MHD) : les métaux en fusion. Sous le contrôle de MM. Antoine Alemany et Marcel Garnier, responsable du GIS Madylam (groupe de l'intérêt scientifique magnéto-dynamique des liquides, applications à la métallurgie), on s'efforce d'y mettre au point des techniques métallurgiques révolutionnaires grâce à l'action de champs magnétiques alternatifs. Comme le métal « fuit devant l'inducteur », on peut fondre du métal sans le moindre moule, en dosant les inductions électriques. On peut aussi sortir les impuretés d'un métal à l'aide d'une « pompe » électro-magnétique ou y injecter un élément qui se diffusera dans la masse afin d'obtenir un métal à grain fin. Bref, cette technique délicate permet de « piloter la structure de solidification du métal », c'est-à-dire de le modeler à sa guise, sans y toucher.

Un dispositif en cours d'essais — pas toujours réussi — devrait

permettre, toujours grâce à ces champs magnétiques, de fabriquer de la grenaille calibrée, très demandée par les industriels. On injecte de l'étain en fusion dans un champ magnétique tournant et, si l'on maîtrise bien l'épaisseur du « voile de sortie », le métal est projeté en fines gouttelettes sphériques et régulières. Cette utilisation du métal en fusion permet aussi de convertir de l'énergie thermique en énergie électrique, comme on le fait déjà dans les capteurs solaires (centrale Thémis). On peut, à partir de là, envisager de fabriquer de l'électricité dans l'espace avec de petits réacteurs nucléaires.

Du métal en fusion, on passe à des matériaux beaucoup moins fluides au Laboratoire de mécanique des milieux continus et des sols, dirigé par Jean-Michel Piau, professeur à l'INPG. Son laboratoire est même une véritable chambre de torture, où l'on s'ingénie à tourmenter des matériaux aussi solides que l'acier inoxydable. A l'aide d'une presse « triaxiale », c'est-à-dire munie de six vérins capables d'écraser simultanément les six faces d'un cube, on comprime aussi bien du sable, de la poudre de graphite et tous matériaux « solides, fluides ou pulvérulents », qui doivent révéler leurs points faibles sous l'écrasement. L'étude des lignes de fractures, suivies à une infime fraction de millimètre par l'appareillage branché sur le bloc test, fournit de précieux renseignements sur la résistance des matériaux. Outre cette presse triaxiale, pièce unique conçue et réalisée dans le laboratoire même, l'équipe met actuellement en place une presse « biaxiale » — qui n'écrase que de haut en bas (150 tonnes). Si, après ce traitement, une tôle de navire résiste, c'est que le métal est bon !

Dans un angle du labo, une modeste presse tient dans ses serres un petit cylindre d'acier qui disparaît sous les électrodes : un mor-

ceau d'acier inoxydable dont on fait les réacteurs de Superphénix. « Vous voyez, nous sommes écologistes aussi », explique l'ingénieur en charge de l'appareil. On veille à la solidité des matériaux employés. « Dans ce même laboratoire, décidément plein de surprises, on teste aussi bien les pieux d'ancrage des plates-formes pétrolières que les « fluides agro-alimentaires » qui passent par le hachoir — qu'on appelle ici « extrudeuse ». Rien de ce qui est matière (continue ou non) ne lui est étranger.

« On fait ici l'expérimental et la théorie », explique Jean-

Michel Piau. Mais on ne fait jamais rien gratuitement, pour le plaisir ou pour la forme. « Sous entendu : ce n'est pas comme dans certains labos... Mais on sait théoriser aussi : à commencer par cette somptueuse définition de la mécanique (au sens large) : « C'est la science de la modélisation des transferts. » Autrement dit, le mécanicien de l'IMG est un homme — ou une femme, comme lui — qui met en équation les mouvements imprimés à la matière. Il y faut une belle mécanique intellectuelle, et beaucoup de rigueur.

ROGER CANIS.

## Inventer et réaliser

DANS les laboratoires de l'INPG, les enseignants initient de jeunes élèves à la recherche. Les mêmes enseignants poursuivent aussi leurs travaux et quelquefois obtiennent des résultats appréciables. Dans ce domaine, il est toujours difficile de procéder à des évaluations. Cependant des chiffres rendent compte des efforts des chercheurs. Cinq brevets déposés entre 1980 et 1983 (par exemple) est de quarante-neuf. D'autres chiffres permettent de situer l'ampleur des relations (en 1983) entre les industries et l'INPG : 11,8 millions de francs de contrats industriels de recherche, 3,8 millions sous forme de conventions bilatérales de formation de cadres.

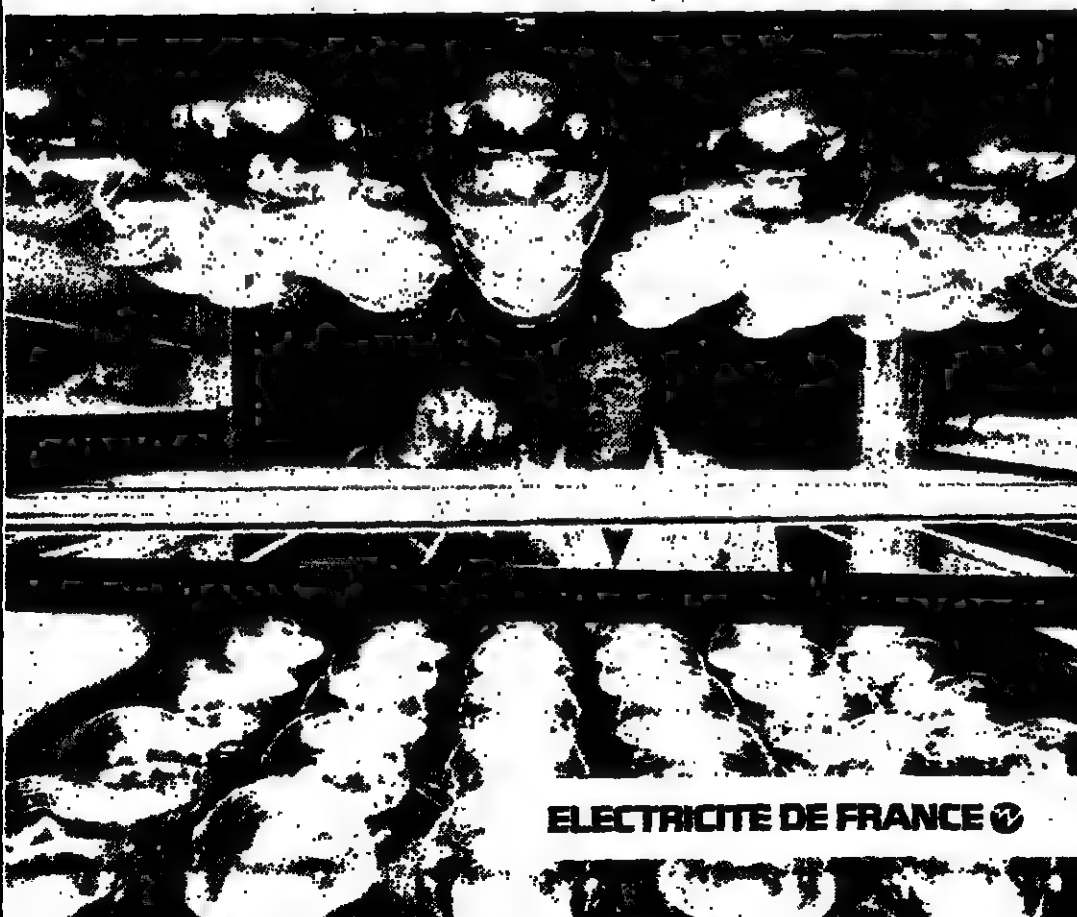
Au-delà des chiffres il y a surtout les réalisations qui font la fierté des laboratoires. Le laboratoire d'absorption et réaction des gaz sur solide de l'ENSEEG a ainsi mis au point une électrode constituée par des composés d'insertion du graphite, qui devrait permettre de découpler la capacité des piles classiques. Une équipe de magnéto-hydrodynamique de l'ENSEG a découvert un procédé de conversion directe chaleur-

électricité centré sur l'utilisation de l'énergie solaire. Le laboratoire d'automatique de l'ENSEG a réalisé un dispositif pour tester des microprocesseurs. Et à l'aise nous parlons les spécialistes : « Il comporte une génération aléatoire entièrement câblée et permet d'appliquer un million d'instructions aléatoires avec des données aléatoires, en quatre secondes. Les essais réalisés avec ce dispositif ont permis de détecter des défauts que n'avait pas décelé le test déterministe, sur une machine réputée. » Au dire des inventeurs, plusieurs industries françaises et étrangères sont intéressées par l'utilisation d'un tel dispositif.

Dans d'autres labos, des chercheurs réalisent des accumulateurs nouveaux dans lesquels électrodes et électrolytes sont entièrement solides. Ailleurs, des spécialistes travaillent sur la synthèse et la production de la parole. A l'INPG, comme dans les autres laboratoires grenoblois, des scientifiques préparent le monde de demain ou d'après-demain. Celui de l'intelligence artificielle, de la robotique, des composants électroniques à très haute intégration.

## UNE NOUVELLE ELECTRICITE POUR NOS INDUSTRIES

Laser, induction, recompression mécanique de vapeur, rayonnements infrarouges ou ultraviolets, ce sont des voies nouvelles pour l'électricité qui prend ainsi, dans l'industrie, la relève des énergies importées.



ELECTRICITE DE FRANCE

Au centre de recherche EDF des Remaudières, un banc d'essai pour les techniques de réglage par lampes à infrarouge.

## Appréciez le paradoxe !

### IBM, réservée aux seuls informaticiens ? Non pas seulement !

Les jeunes ingénieurs commerciaux que nous recrutons deviennent bien sûr des spécialistes compétents. Mais leur rôle est plus large, plus généraliste : il touche à l'organisation informatique des entreprises. Et cette activité de conseil et de négociation auprès des directions générales demande aussi une solide connaissance de l'entreprise et de son fonctionnement. C'est pourquoi nous voyons un certain nombre de jeunes, au départ hésitants à l'égard de notre domaine, devenir parmi nous des ingénieurs commerciaux ou technico-commerciaux tout à fait épanouis et passionnés par leur métier.

### IBM, une entreprise structurée, mais aussi très ouverte

Notre dimension nous permet d'assurer pendant un an votre formation alternée et rémunérée. Nous tenons à l'ouvrir à de jeunes hommes et femmes venus d'horizons très différents... pour peu qu'ils aient la forme de logique nécessaire à l'exercice de ce métier ! Parce que notre formation est complète (informatique, gestion, communication), nous vous donnerons très vite des responsabilités. Parce que notre dimension nous en donne les moyens, vous pourrez évoluer à votre mesure vers d'autres fonctions et enrichir ainsi votre expérience.

### IBM, grande entreprise, et pourtant le climat de petites unités

Surprenant ? Peut-être... Mais quand vous serez nommé dans une agence précise, à Paris ou en province, c'est cette réalité que vous constaterez. Vous travaillerez au sein d'une petite équipe, avec toute autonomie pour organiser votre travail selon votre style propre.

Le meilleur moyen de vous faire une opinion ne serait-il pas de nous rencontrer ? Vous êtes ou serez bientôt DIPLOME(E) D'UNE GRANDE ECOLE D'INGENIEURS OU DE COMMERCE ; peut-être avez-vous une première expérience. En tout cas, vous êtes prêt(e) à une mobilité géographique. Alors vous pouvez peut-être devenir un de nos INGENIEURS COMMERCIAUX OU TECHNI-COMMERCIAUX.

Pour un premier contact, écrivez-nous : IBM France, Département Recrutement Orientation - Conseils, Référence ICM29/6 - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS. Nous traiterons votre dossier avec la plus grande discrétion et rembourserons les frais de déplacements des candidats reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.



مكتبة الأهل

INGÉNIEURS

A L'INP DE GRENOBLE

## PRIX NOBEL DE PHYSIQUE EN 1970

# M. Louis Néel, Grenoblois d'adoption

Le 28 octobre 1970, le Monde tirait à Fierté à Grenoble. Ce jour-là, en effet, les Français découvraient leur neuvième prix Nobel. Beaucoup découvraient un Grenoblois, son nom Louis Néel.

Pour la première fois, un savant français ayant fait toute sa carrière en province recevait le récompense suprême décernée par le jury de Stockholm. La décision de l'Académie suédoise permettait aux habitants de la cité des Alpes de mieux connaître le directeur du Centre d'études nucléaires de leur ville.

Louis Néel n'est pas Grenoblois d'origine. Il est cependant né pas très loin, puisqu'il a vu le jour à Lyon en 1904. Des études secondaires dans cette ville puis au lycée Saint-Louis à Paris, et c'est l'entrée à 20 ans à l'Ecole normale supérieure. Une licence de sciences physiques, un diplôme d'études supérieures de physique, et en 1928 il est reçu premier à l'agrégation des sciences physiques.

Nommé assistant à la faculté des sciences de Strasbourg, il continue ses recherches et ses études, obtenant un doctorat en sciences en 1932. Sa carrière universitaire se poursuit à Strasbourg : il est chargé de cours de physique puis maître de conférences avant de devenir professeur de physique générale en 1937.

1940, l'occupation. Le professeur strasbourgeois doit se replier. Il part pour Clermont-Ferrand, mais constate que l'université de cette ville ne lui accorde pas la chaire qu'il souhaitait. Déçu, le jeune universitaire choisit de s'installer à Grenoble. « Dès mon arrivée, on m'a donné tous les moyens de travailler. C'est pourquoi je suis resté dans cette ville », rappelle le professeur Néel.

Il enseigne la physique expérimentale à la faculté des sciences de Grenoble et dirige dès 1945 un laboratoire extérieur du CNRS, laboratoire consacré à l'électrostatique et à la physique du métal. Il évoque lui-même cette « deuxième phase du développement scientifique de la région » en expliquant que les initiatives extérieures furent accueillies sur place avec enthousiasme. Il parle des conditions locales de tra-

vail favorables et cite « le climat, la région touristique, le ski, l'ambiance encourageante de collaboration université-industrie ».

Les activités du laboratoire se développent et rapidement s'étendent aux résonances magnétiques et au domaine des basses températures. Ce dernier domaine prend un grand essor, justifiant son érection en laboratoire indépendant du CNRS en 1963. Parallèlement à ses travaux de recherche, le professeur Néel occupe des responsabilités universitaires. En 1954, il devient directeur de l'Institut national polytechnique de Grenoble et de l'Ecole française de papeterie.

La rencontre entre professeurs et ingénieurs, les rapports entre enseignement et recherche, la vitalité des laboratoires et la coopération des milieux industriels, tous ces facteurs ont, selon M. Néel, joué un rôle déterminant dans le choix de Grenoble par le commissariat à l'énergie atomique pour y implanter le troisième centre d'études nucléaires français. De cet établissement, M. Néel devient directeur en 1956. Il évoque encore les 80 000 m<sup>2</sup> de surface couverte, les trois réacteurs atomiques dont un « Silos » de 14 mégawatts et un effectif global de 1 800 personnes « constituant à l'époque un des plus beaux fleurons scientifiques de la région ».

A ce moment, des Grenoblois se disent : « Si le professeur Néel avait reçu en 1940 un meilleur accueil en Auvergne, l'université de Grenoble n'aurait pas connu un tel développement et un tel rayonnement. » Et un de ses amis confie : « Il est également probable que le centre d'études nucléaires ne serait pas à Grenoble mais plutôt à Clermont-Ferrand. »

Ancien maire de Grenoble, M. Hubert Duboulet confiait il y a quelques années : « Le grand scientifique doublé d'un animateur exceptionnel a ordonné de nouveaux enseignements, développé de vastes laboratoires de recherche, attiré de nombreuses usines de pointe. Ses succès ont conditionné l'essor de notre agglomération. Je

suis venu à Grenoble pour m'intégrer à son équipe en 1958. Il m'a beaucoup appris sur le plan humain comme sur le plan technique. »

Infatigable chercheur, Louis Néel poursuit ses travaux sur le magnétisme des matériaux, la théorie du ferrimagnétisme et de l'antiferromagnétisme. Les notes et les études se succèdent dans les revues spécialisées. Il obtient de nombreux prix et entre à l'Académie des sciences en 1953.

Ses efforts, avec ses élèves, visaient à mettre au point d'autres arrangements des moments magné-

tiques au sein des solides. Ces études ont entraîné d'importantes conséquences pratiques. Les recherches sur le ferrimagnétisme ont ainsi conduit à la mise au point des ferrites, substances auxquelles il est possible de conférer des propriétés magnétiques particulières. Leur emploi s'est répandu et a permis la réalisation de certaines antennes et de certains types de mémoires pour ordinateur.

Ce sont ces travaux que le jury du prix Nobel récompense en octobre 1970.

S. B.

**L'Éducation**

## DEVENIR INGÉNIEUR

- Formation, débouchés, carrières, salaires  
(numéro de MAI 1984 disponible au « MONDE »).

## PALMARÈS 84 DES UNIVERSITÉS

(numéro de JUILLET-AOÛT 1984. En vente chez votre marchand de journaux 11F et au « MONDE »).

PARUTION LE 2 JUILLET

LE MONDE, service de la vente au numéro  
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX

# FAIRE TRAVAILLER LA REGION.

**"NOUS Y CROYONS!"**

Depuis son implantation à Grenoble où il a maintenant deux usines, Hewlett-Packard a toujours cherché à valoriser au maximum les ressources régionales, qu'il s'agisse de fournisseurs ou des sous-traitants. On peut citer pour l'exemple, les Ateliers Ruraux de Savoie qui, entre autre, grâce à HP, maintiennent l'emploi dans les villages d'altitude.

Une autre conséquence importante de cette politique est l'élan technologique donné par HP aux entreprises locales. Il n'est pas rare de voir HP pousser ces entreprises dans la réalisation de grands projets, tels le développement et la fabrication de robots par l'ITM.I. et la S.C.E.M.I. par exemple. La production à Grenoble du nouvel ordinateur personnel HP 150 à écran tactile viendra encore renforcer ce mouvement.

Aujourd'hui, Hewlett-Packard emploie 1 000 personnes à Grenoble. La production du HP 150 fera progresser cet effectif d'au moins 15 % en 1984. Enfin, HP prévoit la construction d'une troisième unité de production dans la région Rhône-Alpes, au cours des années à venir.

La Région, nous y croyons!

Kléber Beauvillain Président du Directoire.

Site Industriel Grenoble - HP France - 5 avenue Raymond Chanas - 38320 Eybens - Tél. 16 (76) 25.81.25.  
Site Régional Sud-Est - Lyon-Ecully - HP France - Chemin des Mouilles - BP 162 - 69130 Ecully - Tél. 16 (7) 833.81.25.



**HP, UN PARTENAIRE DE LA VIE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE.**

**hp HEWLETT PACKARD**

## La plate-forme Coriolis repart pour un tour

La plate-forme Coriolis (1), fleuron de l'Institut de mécanique de Grenoble, a failli disparaître. Coproduite en 1960 pour étudier les mouvements de marée dans la Manche, en prévision de nouvelles usines marémotrices, la « grande plaque tournante de Grenoble » avait fait son temps. Anglais, Hollandais et même Allemands s'étaient mis à leur tour à étudier ce passage marin obligé, de sorte qu'il existe aujourd'hui une trentaine de modèles numériques de la Manche. La vieille plate-forme, avec ses côtes anglaises de ciment et son Cotentin hérissé de tubulures, était devenue une pièce de musée.

On allait donc démonter cette grande roue de fer et de béton, qui mesure 14 mètres de diamètre et pèse 300 tonnes, lorsqu'on s'est avisé qu'après tout la vieille dame pouvait encore servir. EDF a redemandé des études, non plus pour les usines marémotrices officiellement abandonnées, mais pour l'étude de la dispersion des effluents de centrales nucléaires et leur alimentation en eau, ainsi que - mais il ne faut pas le dire - le suivi des rejets liquides de l'usine de retraitement de la Hague. Le CNEOX, pour sa part, s'intéresse aux courants de dérive des masses d'eau. Et l'on s'efforce toujours de suivre le cheminement de la pollution en baie de Seine. Sans oublier l'ensablement du mont Saint-Michel.

La plate-forme Coriolis va donc retrouver une nouvelle jeunesse, au moment même où on la croyait dépassée par les modèles mathématiques. On va doubler le nombre des galets sur laquelle elle tourne comme une horloge, « au centième de millimètre », comme le souligne avec fierté M. Gabriel Chabert d'Hières, ingénieur de recherche du CNRS. On va réno-

ver les appareillages qui mesurent les flux (au fil chaud, au laser ou à la photo). Et tout repartira pour un tour : la Manche en réduction va rejouer les tournois à vitesse lente (moins d'un tour par minute), afin de simuler la rotation de la Terre qui donne cette fureuse « accélération complémentaire ».

M. Chabert d'Hières ne tarit pas sur les « écoulements cisailés » et les « ruses de Karman » produites par les tourbillons cycloniques. Mais la théorie aide à comprendre des phénomènes bien concrets comme l'effet d'entonnoir du Cotentin, qui provoque les grandes marées de la Manche, ou encore le cheminement de la pollution, qui varie selon la position des caps par rapport aux courants et au mouvement de la Terre. Il peut expliquer pourquoi les effluents de la Hague tournent autour de Jersey ou encore les raisons qui font qu'un pont sur la Manche, malgré une obstruction des piles d'environ 20 %, ne freinerait pas les marées.

Bien sûr, ce n'est pas en contemplant les eaux glauques qui stagnent dans leur bac en ciment qu'il peut déduire le mouvement des flots marins. Il s'aide pour cela de multiples appareils enregistreurs et aussi d'une cuve à mouvements contrôlés où l'on peut, à l'aide de colorants, visualiser la dérive des courants. Qu'il soit mécanicien ou hydraulicien, l'expérimentateur doit associer l'astuce du bricoleur et la rigueur du mathématicien.

R. C.

(1) Gustave Gaspard Coriolis (1792-1843) est le mathématicien français qui a donné son nom au théorème définissant l'accélération complémentaire due à la rotation de la Terre.

ion

ais on ne fait ja-  
uement, pour le  
la forme. » Sou-  
pas comme dans  
Mais on sait théo-  
remener par cette  
finition de la méca-  
large) : - C'est la  
modélisation des  
Autrement dit, le  
de l'IMG est un  
une femme, comme  
M<sup>me</sup> Monique Piau,  
équation les mouve-  
s à la matière. Il y  
mécanique intello-  
coup de rigueur.

ROGER CANS.

aliser

estré sur l'utilisation  
solaire. Le laboratoire  
de l'ENSIEG a  
dispositif pour tester  
moteurs. Et là, lais-  
les spécialistes : - Il  
une génération aléa-  
ment câblée et permet  
un million d'instruc-  
tions avec des données,  
en quatre secondes,  
réalisées avec ce dispo-  
sitif de tester des  
ne s'avait pas déceler le  
militaire, sur une ma-  
nière. Au dire des in-  
génieurs industriels  
et étrangers sont inté-  
ressés à l'utilisation d'un tel dis-

d'autres labos, des cher-  
cheurs des accumula-  
teurs dans lesquels élec-  
trolytes sont  
sont solides. Ailleurs, des  
travaillent sur la syn-  
thèse la production de la pa-  
l'INPG, comme dans les  
laboratoires grenoblois, des  
fuges préparent le monde  
nau ou d'après-demain. Ce-  
l'intelligence artificielle, de  
passer des composants élec-  
troniques à très haute intégration.

iciens ?

l'Institut de mécanique de Grenoble, a failli disparaître. Coproduite en 1960 pour étudier les mouvements de marée dans la Manche, en prévision de nouvelles usines marémotrices, la « grande plaque tournante de Grenoble » avait fait son temps. Anglais, Hollandais et même Allemands s'étaient mis à leur tour à étudier ce passage marin obligé, de sorte qu'il existe aujourd'hui une trentaine de modèles numériques de la Manche. La vieille plate-forme, avec ses côtes anglaises de ciment et son Cotentin hérissé de tubulures, était devenue une pièce de musée.

On allait donc démonter cette grande roue de fer et de béton, qui mesure 14 mètres de diamètre et pèse 300 tonnes, lorsqu'on s'est avisé qu'après tout la vieille dame pouvait encore servir. EDF a redemandé des études, non plus pour les usines marémotrices officiellement abandonnées, mais pour l'étude de la dispersion des effluents de centrales nucléaires et leur alimentation en eau, ainsi que - mais il ne faut pas le dire - le suivi des rejets liquides de l'usine de retraitement de la Hague. Le CNEOX, pour sa part, s'intéresse aux courants de dérive des masses d'eau. Et l'on s'efforce toujours de suivre le cheminement de la pollution en baie de Seine. Sans oublier l'ensablement du mont Saint-Michel.

La plate-forme Coriolis va donc retrouver une nouvelle jeunesse, au moment même où on la croyait dépassée par les modèles mathématiques. On va doubler le nombre des galets sur laquelle elle tourne comme une horloge, « au centième de millimètre », comme le souligne avec fierté M. Gabriel Chabert d'Hières, ingénieur de recherche du CNRS. On va réno-

IBM France



# L'intelligence artificielle et la maîtrise de la complexité

par JEAN-CLAUDE LATOMBE (\*)

« Si vous êtes payés pour penser à l'avenir de votre compagnie, vous devez vous intéresser à l'Intelligence Artificielle (IA), car elle aura des effets profonds sur vos activités, que vous conceviez des ordinateurs, vendiez des produits pharmaceutiques ou fabriquiez des automobiles... » Ainsi débute le message publicitaire de l'une des innombrables sociétés d'Intel-

ligence Artificielle qui se sont créées depuis quelques années aux Etats-Unis mais aussi en Europe. Car l'IA, née il y a quelque vingt-cinq ans des travaux d'une poignée de chercheurs, est aujourd'hui un sujet d'actualité. Parce que quelques « systèmes experts » ont révélé une nouvelle approche possible de la programmation des ordinateurs.

L'IA est une discipline scientifique ayant un objectif : il s'agit de construire des modèles informatiques de comportements intel-

ligents de la même manière que les physiciens utilisent des modèles mathématiques pour décrire des phénomènes naturels. Ainsi des termes tels que connaissance, raisonnement, déduction, sont associés à des programmes ; ils constituent l'interprétation intuitive que l'on donne à des structures de données et à des algorithmes. L'IA trouve donc en l'informatique son outil de modélisation et de simulation privilégiée, mais ses racines profondes sont plutôt du côté de la philosophie et de la psychologie.

Si l'on compare aux résultats espérés les résultats accumulés depuis deux décennies (modèles de raisonnement, langages de représentation de connaissances), ils ne peuvent être considérés que comme limités. Un esprit chagrin a même comparé le chercheur en IA à ce sportif qui, sautant en hauteur, prétendrait avoir fait un pas vers la conquête de l'espace. Mais ce qui est incontestable, c'est que les résultats obtenus, présentent un intérêt pratique pour l'informatique et ses applications

indépendamment de leur apport à notre compréhension de l'intelligence.

Ainsi ont pu être réalisés, au cours de ces dernières années, des systèmes pour le diagnostic médical, la prospection minière, la conception de gammes de fabrication, la planification de manipulations génétiques... Cet apport de l'IA à l'informatique réside dans l'architecture de système qu'elle a introduite et développée, tant sur le plan de l'algorithme que celui des outils de réalisation.

## Une architecture à multiples illustrations

Cette architecture repose sur la distinction entre trois composants fondamentaux : une base de connaissance, un module d'inférence et un module de contrôle. La base de connaissance constitue l'ensemble des informations que possède un système sur un certain univers de travail. A partir de ces informations, le module d'inférence a pour fonction de construire de nouvelles connaissances à partir de celles déjà explicites. Le module de contrôle guide le processus d'inférence qui est, en général, de nature fortement combinatoire, vers un objectif, typiquement la solution d'un problème. Cette architecture de base a de multiples illustrations en fonction des modèles de représentation des connaissances et de raisonnement utilisés.

La relation « système = connaissance + inférence + contrôle » qui caractérise un système d'IA est très différente de la relation « programme = algorithme + données » qui définit la programmation traditionnelle. Dans celle-ci, les connaissances utilisées pour établir une méthode de résolution de problèmes disparaissent et seule la méthode est explicite à l'ordinateur sous la forme d'un programme. L'approche IA consiste à fournir explicitement à l'ordinateur les connaissances « intéressantes » et laisse aux modules d'inférence la responsabilité de leur exploitation.

L'approche IA offre au concepteur de systèmes informatiques les moyens d'une meilleure maîtrise de la complexité :

Elle permet de résoudre des problèmes auxquels l'algorithme traditionnel n'apporte pas de solution. Un programme conventionnel constitue en quelque sorte le résultat de la « compilation » d'un ensemble de connaissances. Cette compilation n'est possible que si l'on peut envisager à l'avance toutes les classes de situations nécessitant des traitements différents. Les exemples où cela n'est pas le cas sont nombreux : jeu d'échecs, conduite de robots en environnement partiellement inconnu... L'approche IA peut alors offrir la possibilité de spécifier l'ensemble des connaissances qui permettent d'affronter toutes les situations (ou la plupart), sans avoir à prévoir explicitement toutes les façons qu'a le système de les utiliser pour accomplir une tâche donnée.

### Raisonnement

au même niveau conceptuel

Elle permet de construire progressivement un système en modifiant sa base de connaissance. En général, un système réalisé suivant l'approche traditionnelle doit être entièrement planifié. Toute modification ultérieure nécessite de revoir en détail la logique des algorithmes. L'approche IA offre la possibilité d'acquiescer les compétences et les performances d'un système en modifiant graduellement sa base de connaissance sans toucher aux programmes. En effet, les connaissances sont exprimées sous la forme de petits

modules (typiquement des règles « si... alors... ») énoncés indépendamment les uns des autres. La prise en compte des interdépendances éventuelles entre ces modules lors de l'accomplissement d'une tâche est du ressort du module de raisonnement.

Cette approche IA facilite enfin le dialogue et l'interaction homme-machine en permettant aux deux partenaires de raisonner au même niveau conceptuel.

Les systèmes d'IA utilisent, sans les transformer profondément, les connaissances décrites par les utilisateurs. Il en résulte qu'ils sont intrinsèquement capables d'expliquer leur comportement en termes de ces connaissances, donc de façon compréhensible par les utilisateurs. Au contraire, les systèmes conventionnels sont souvent fondés sur des transformations mathématiques ou algorithmiques qui rendent difficile, voire impossible, une telle forme de communication.

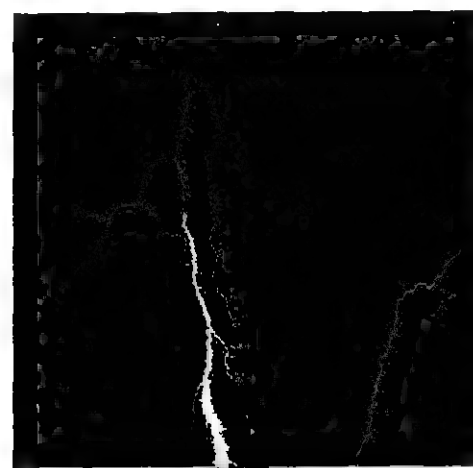
Les « systèmes experts » sont aujourd'hui la manifestation la plus tangible de l'exploitation de ces avantages dans un système informatique. Dans des domaines bien délimités, tels que l'analyse de spectrogrammes de masse, le forage pétrolier, le diagnostic de pannes de locomotives, la conception de gammes d'usinage ou la génération de configurations d'ordinateurs, ils incorporent de grandes bases de connaissances fournies par des experts humains. Dans ces domaines, les systèmes experts peuvent avoir des performances étonnantes, mais ils ne sont apparus que grâce à de longues recherches conduites en IA et présentent encore bien des limitations.

On peut distinguer deux périodes dans la recherche en IA. La première — approximativement les années 60 et le début des années 70 — a été orientée vers la maîtrise de la combinatoire dans le raisonnement ; les jeux, notamment les échecs, ont alors été une source d'inspiration importante. La seconde période — depuis le début des années 70 — a été consacrée au rôle de la connaissance dans le raisonnement et a conduit en particulier à la notion de système expert ; les sources d'inspiration ont alors été des problèmes du monde réel. Dans ces projets de recherche, les laboratoires de l'INP-G, comme d'autres laboratoires aux Etats-Unis et au Japon, font le pari que la prochaine période sera celle de l'apprentissage. Ainsi, l'un des projets majeurs de l'IMI (Institut de la machine intelligente), mis en place au sein de l'INP-G, est le développement et l'expérimentation d'un robot autonome capable d'« apprendre », c'est-à-dire de modifier ses structures de connaissance et de raisonnement au cours d'une « existence » illimitée. Ainsi pour construire l'IMI ont été réunies dans un même lieu des domaines complémentaires : informatique fondamentale, intelligence artificielle, robotique, architecture des ordinateurs, conception de circuits intégrés, traitement et reconnaissance d'images, synthèse et reconnaissance de la parole.

Grâce à ces recherches, il est probable que prochainement (cinq, dix, quinze ans ?) l'IA sera à l'origine d'une révolution technologique plus importante et plus profonde que la révolution informatique actuelle. Car celle-ci est encore limitée par le « retard » du logiciel sur le matériel. Les progrès du matériel se poursuivront et l'IA devra permettre d'en exploiter toute la puissance. Industriellement, il y a de nombreuses chances à saisir.

(\*) Professeur à l'INP-G.

## la maîtrise de l'énergie électrique

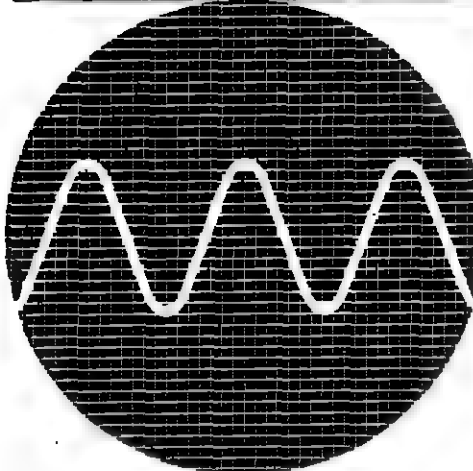


Merlin Gerin, un des premiers constructeurs européens d'appareillage, conçoit et réalise des équipements et des ensembles destinés à contrôler et à distribuer l'énergie électrique.

Dans tous les domaines de l'économie Merlin Gerin est présent, de la centrale de production au logement individuel, des industries aux secteurs tertiaires.

15 000 personnes dont 1 500 ingénieurs travaillent dans le Groupe à la maîtrise de l'énergie électrique.

\* 250 d'entre eux sont diplômés INPG.



## JEUNES INGÉNIEURS INPG CHOISISSEZ VOTRE CARRIÈRE SCHLUMBERGER

Chaque année Schlumberger recrute de jeunes ingénieurs (hommes ou femmes) ; autonomes dès leur première mission, ils assumeront très tôt des responsabilités ; les perspectives professionnelles qui s'ouvrent à eux sont à la mesure de leur talent.

Coordination Recrutement Schlumberger,  
12, place des Etats-Unis - 92123 Montrouge Cedex.

Schlumberger

Le Monde  
dossiers et documents

JUIN 1984

## LES BANQUES : UNE PUISSANCE

Dans ce numéro, un second dossier :

## LE SPORT EN FRANCE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F



INGÉNIEURS

exité

quement des règles économiques indépendantes des autres. La pue des interdépendances entre ces de l'accomplissement est du ressort du sonnement.

proche l'A facilité ogue et l'interaction nne en permettant remenaires de raisonnement conceptuel. lmes d'IA utilisent, nsformer profondé- nnaissances décrites iteurs. Il en résulte intrinsèquement capa- iquer leur comporte- rmes de ces connais- éne de façon nible par les utilis- ontraire, les systèmes onnels sont souvent s des transformations iques ou algorithmiques et difficile, voire impos- telle forme de commu-

systèmes experts sont la manifestation la pible de l'exploitation de stades dans un système ique. Dans des domaines imités, tels que l'analyse tigrammes de masse, le stratoire, le diagnostic de e locomotives, la concep- gèmes d'usinage ou la tion de configurations eters, ils incorporent e bases de connaissances s par des experts humains. s domaines, les systèmes i peuvent avoir des perfor- éconectes, mais ils ne pperus que grâce à de lon- cherches conduites en IA sentent encore bien des limi- s.

l peut distinguer deux és dans la recherche en IA. remière - approximative- les années 60 et le début des a 70 - a été orientée vers la ise de la combinatoire dans uscroement : les jeux, notam- : les échecs, ont alors été une es d'inspiration importante. seconde période - depuis le ut des années 70 - a été tée dans le raisonnement et a éduit en particulier à l'notion système expert : les sources spiration ont alors été de pro- oses du monde réel. Dans ces ires de recherches, les labo- res de l'INPG, comme ires laboratoires aux États- as et au Japon, font le pari que rochaines années sera celle de pproche période. Ainsi l'un des ojets majeurs de l'IMI Institut e la machine intelligente, m- e place au sein de l'INPG, est e développement et l'expériment- on d'un robot autonome capable e "apprendre", c'est-à-dire de eodifier ses structures de nnaissances et de raisonnement e cours d'une "existence" illi- itée. Ainsi pour construire l'IMI ur été réunis dans un même li- ar des laboratoires spécialisés dans es domaines complémentaires : nformatique fondamentale, intel- ligence artificielle, robotique, architecture des ordinateurs, conception de circuits intégrés, traitement et reconnaissance d'images, synthèse et reconnai- sance de la parole.

Grâce à ces recherches, il est probable que prochainement l'IMI, dix, quinze ans, sera l'organe d'une révolution tech- nologique plus importante et plus profonde que la révolution info- matique actuelle. Car celle-ci est encore limitée par le "retour" du progrès sur le matériel. Les progrès du matériel se poursuivront et l'IMI devra permettre d'en exploiter toute la puissance. Industriellement, il y a de nom- breuses chances à saisir.

(\*) Professeur à l'INPG

A L'INP DE GRENOBLE

# Les « enfants » de l'institut créent leurs entreprises

« JE voulais aller au bout de quelque chose ! » M. Bruno Dufay, vingt-sept ans, est docteur de troisième cycle de génie informati- que. En novembre dernier, il a quitté l'IMAG (Informatique et mathématiques appliquées) de Grenoble, l'un des laboratoires associés à l'Institut national polytechnique, pour rejoindre une société privée. Démarche partagée par d'autres chercheurs de haut niveau qui, en franchissant ce pas, souhaitent « transformer les résultats de recherche en produits industriels ».

Tout commence en août 1982, MM. Gérard Mezlin et Jean-François Miribel, deux chercheurs de l'équipe « intelligence artificielle et robotique » animée par M. Jean-Claude Latombe à l'IMAG, fondent ITMI (Indus- trie et technologie de la machine intelligente).

Situé en plein cœur de la zone pour l'innovation et les réalisa- tions scientifiques et techniques de Meylan, vert paradis pour matière grise de l'agglomération grenobloise, ITMI devient la première société française à réaliser et à diffuser des logiciels avancés pour la Robotique et l'Intelli- gence artificielle.

Les « transfuges » de l'INPG, loin de couper les ponts, signent avec ce dernier un contrat global leur permettant d'industrialiser les résultats de recherche, moyen- nant le versement de royalties proportionnel au chiffre d'affaires réalisés en commercialisant ces produits. Ils gardent des liens étroits avec les chercheurs restés à l'INPG, actionnaires de la société anonyme à directeur ainsi créée. Cette symbiose avec les

milieux universitaires permet d'assurer un transfert permanent des derniers résultats de recher- che vers l'industrie.

Les activités d'ITMI sont arti- culées autour de trois grands domaines :

- programmation des robots (département dirigé par M. Jean-François Miribel) à l'aide d'un langage symbolique (LM) qui « dépasse les limites imposées par la programmation dite par apprentissage. Autour de ce langage, ITMI réalise des armoires de commande intégrant des capteurs et des logiciels d'application ;

- vision par ordinateur (département dirigé par M. Gérard Mezlin, par ailleurs président du directoire) : « GIR », processeur en temps réel pour le traitement d'images et la reconnaissance de formes, sert de base à de nombreux logi- ciels de développement, dont « V3D », capteur pour la vision tridimensionnelle, et « PVP », prédiction et vérification en vision.

- Intelligence artificielle (département dirigé par M. Bruno Dufay) : préparation de systèmes intelligents pour la robo- tique et réalisation de systèmes experts.

La jeune société grenobloise se place ainsi résolument sur le mar- ché de la robotique avancée, pro- posant des solutions à haut niveau de performance (dans le domaine des contrôles de soudure, par exemple), aux industriels.

Outre le développement des produits nouveaux et ses activités de conseil, ITMI propose un important programme de forma- tion, investissant ainsi un domaine

dans lequel très peu d'organismes peuvent proposer un service à la hauteur de l'état actuel de la tech- nique. Là encore la collaboration avec l'INPG est de mise, puisque chercheurs et salariés de l'entre- prise assurent conjointement les cours.

Quatre salariés en 1982, douze en 1983, vingt-cinq en juin 1984... et cinquante prévus en 1986 : la réussite de cette jeune société s'inscrit dans les chiffres. Le capi- tal de départ (575 000 F) vient d'être porté à 1,5 million de francs. Persuadé du besoin croi- sant pour les entreprises de recou- rir aux technologies nouvelles du domaine de la robotique et de l'intelligence artificielle (« Nous voulons imposer des produits logi- ciels à l'industrie française », dit Bruno Dufay), ITMI vise éga- lement le marché européen et américain. Une filiale devrait être créée aux États-Unis au mois de septembre.

Une joyeuse effervescence règne dans les locaux meyllanais, bientôt trop petits. Les jeunes « anciens » de l'INPG (vingt- huit ans de moyenne d'âge) conservent des allures de potiche, mais aussi un profond respect pour leur formation d'origine. La moitié des vingt ingénieurs actuel- lement salariés proviennent de l'IMAG ou de l'ENSERG (Ecole nationale supérieure d'électroni- que et de radioélectricité de Gre- noble), cette filière devant assu- rer une bonne partie du recrutement à venir. Juste « retour d'ascenseur » envers des laboratoires sans lesquels ITMI n'aurait jamais eu de produits à commercialiser.

JEAN-PIERRE MANDUEL

## Carnet

### Fiançailles

- Le baron Charles de LAITRE et la baronne, née Alix de Costantini Gizeux,

M. Robert GRIDEL et M<sup>me</sup> Robert Gridel, née Jacqueline Dardel, sont heureux de faire part des fiançailles de

M<sup>me</sup> Viviane de LAITRE avec M. Edmond GRIDEL.

### Décès

- Paris. Versailles. Meslay- du-Maine. Besançon. M. et M<sup>me</sup> Roland Degallier, M. et M<sup>me</sup> Bertrand Le Mintier, Le docteur Bernard Chaumont, Le professeur et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Chaumont, ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> Didier Melchior et Vanessa, M. Xavier Chaumont, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Eugène CHAUMONT, née Alice Lacroix,

survenu le 27 juin 1984.

Les obsèques seront célébrées le 2 juillet 1984, à 9 h 30, en l'église Saint-Louis d'Angers.

Le présent avis tient lieu de faire-part. 28, rue Audouin, 49000 Angers.

- M. Grégoire Dizez,

son fils, M<sup>me</sup> Elizabeth Rowe-Dizez, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jacques Dizez, son frère et sa belle-sœur, Les familles Dizez, de Tourtier, Dardot, Sammerkühl, Malcomson, McCully,

ont la douleur de faire part du décès, dans sa cinquante-huitième année, de

M. Claude DIZEZ,

le 30 juin à Singapour.

Les obsèques ont été célébrées le lundi 25 juin 1984, en l'église de Bessy-sur-Cure (Yonne), suivies de l'inhumation dans le caveau familial.

16, rue Littré, 77006 Paris. 89460 Bessy-sur-Cure.

- Lumbin. Marseille.

M. et M<sup>me</sup> André Fabre, M<sup>me</sup> Geneviève Fabre, M. et M<sup>me</sup> Louis Fabre, M. et M<sup>me</sup> Jean Lebeau, M. et M<sup>me</sup> Bernard Fabre, M. et M<sup>me</sup> Marc Fabre, M. Jean Fabre, M. Roger Fabre,

M. et M<sup>me</sup> Gui Locat, Le Père Laurent Fabre SJ, M. et M<sup>me</sup> J. Clément Taliec, M. Hilaire Fabre, M. et M<sup>me</sup> Marie-Angustine Fabre, M. et M<sup>me</sup> Bruno Fabre, M. Xavier Fabre,

M. et M<sup>me</sup> Vincent Noël, M. et M<sup>me</sup> Xavier Maury, M. Joseph et M<sup>me</sup> Cécile Fabre,

M. et M<sup>me</sup> Yann Lebeau, M. et M<sup>me</sup> Philippe Sanders, M. et M<sup>me</sup> Gui Lebeau,

M. et M<sup>me</sup> Denis Desmerville, M. et M<sup>me</sup> Hubert Fabre, M<sup>me</sup> Chantal Fabre, en religion Sœur Claire-de-Jésus, M<sup>me</sup> Dominique Fabre, M. et M<sup>me</sup> Denis Lozac M<sup>me</sup> Hér, M<sup>me</sup> Laurence et Marie-Auréli Fabre,

M. et M<sup>me</sup> Edmond Fabre, M. et M<sup>me</sup> Pierre Fougeron, M. et M<sup>me</sup> Régis de Bazelaire, M. et M<sup>me</sup> Hugues de Frémond, M. Olivier Fabre,

M<sup>me</sup> Isabelle, Anne, Emmanuel, Fabienne Fabre, et ses trente-deux arrière-petits-enfants, Les familles Puzel, de Laurisson, Fabre-Luc et Grand-Dufay, Raymond et Pierre de Montgolfier, Camel,

ont la douleur de faire part du décès de

Henri-Marie-Léon FABRE, pionnier de l'aviation, inventeur de l'hydravion, officier de la Légion d'honneur, médaillé de l'Avronautique, grand croix du Mérite,

qui a rejoint au ciel dans sa cent deuxième année, sa chère épouse,

Germeline de MONTGOLFIER,

au Touvet (38660).

Les obsèques auront lieu en l'église de Lumbin (38660), le lundi 2 juillet 1984, à 10 heures.

Selon son expresso volonté, on ne reçoit pas à la maison.

Seule la famille immédiate accompa- gnera le convoi au cimetière.

Pas de fleurs. Prié pour lui.

[Né le 29 novembre 1882 dans une famille d'artisans marseillais, Henri Fabre était licencié en sciences et ingénieur de l'Ecole supérieure d'électricité. De 1907 à 1910 il construisit quatre prototypes d'hydravions dont il inventa et expérimenta une à une les pièces. Le dernier qu'il baptisa « Casard », pesait 475 kilos, avait une envergure de 15 mètres, et était propulsé par un moteur Gnome de 50 chevaux. C'est cet engin que, le 26 mai 1910, Henri Fabre essaya sur l'étang de Berra. Après avoir glissé sur 300 mètres, à décolla et s'éleva sur 500 mètres. Quelques heures plus tard, Henri Fabre réalisait son exploit dans le port de la Méditerranée, en présence d'ingénieurs et de journalistes. Il parcourut 800 mètres à 5 mètres d'altitude. L'hydravion était né.]

### Anniversaires

- A l'occasion de l'anniversaire du baron BENOIST-MÉCHIN, ancien premier ministre et grand historien par les œuvres monumentales qu'il a laissées,

Le fils du baron Benoit-Méchin, Les membres de l'association, Ainsi que ses amis qui l'ont connu de près ou de loin s'unissent par la pensée en ce jour du dimanche 1<sup>er</sup> juillet 1984 à l'occasion de ses quatre-vingt-trois ans.

- Le 1<sup>er</sup> juillet 1979

### Roger MOURÉRAU

a quitté les siens.

Tous ses amis, tous ceux qui gardent son souvenir, auront une pensée pour lui.

### Messes anniversaires

- Une messe à la mémoire de

Madeleine HANTZBERG

qui nous a quittés il y a quatre ans, sera célébrée le lundi 2 juillet 1984, à 18 heures, en la chapelle royale du Val-de-Grâce, 277 bis, rue Saint-Jacques, Paris-5<sup>e</sup>.

- M<sup>me</sup> Pierre Sénac, Babette Sénac, Christian Pithon et leurs enfants, Claudie Sénac, Jean-Noël Aubouy et leurs enfants, Les familles Sénac, Amic, Dumontet et Berbeson, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre SÉNAC, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, ancien président de l'Association départementale des anciens combattants et prisonniers de guerre,

survenu le 26 juin 1984.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 28 juin à Avignon. 28, rue des Teinturiers, 84000 Avignon.

### Remerciements

- La Fédération des médecins de France, très touchée des témoignages d'estime, de reconnaissance et de sympathie qu'elle se comble de recevoir à l'occasion du décès de son président, le

docteur Pierre BELOT,

pré de bien vouloir trouver ici l'expres- sion de ses remerciements les plus sin- cères.

### PARIS EN VISITES

#### LUNDI 2 JUILLET

• La Mosquée -, 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermitte, Mar Halot.

• Le Val de Grâce -, 15 heures, place A.-Laveran, M. Jacomet.

• Les bords de la Seine -, 15 heures, métro Bastille, M. Leprévost.

• Le café Procope -, 16 heures, 12, rue d'Anjou-Saint-Hippolyte, M. Zajovic (Caisse nationale des monuments historiques).

• Le quartier Saint-Paul -, 14 h 30, 1, rue du Figulier (Arènes).

• L'île de la Cité -, 14 h 30, métro Cité (Connaissance de l'île et d'ailleurs).

• Marais inconnu -, 15 heures, métro Temple, M. Hager.

• Hôtel de Lauzun -, 16 heures, métro Pont-Marie, P.Y. Jalet.

• Le Père-Lachaise -, 14 heures, 10, avenue du Père-Lachaise, V. de Lan- glade.

• L'île de la Cité -, 15 heures, portail central de Notre-Dame (Paris et son histoire).

#### MARDI 3 JUILLET

• Les coulisses de l'Opéra -, 13 h 15, vestibule, M. Zujovic.

• Les Gobelins -, 14 h 30, 42, rue des Gobelins, M. Bouquet des Chaux.

### Échecs

#### A Londres

#### L'URSS BAT LE RESTE DU MONDE (21 A 19)

Jouée à Londres depuis le diman- che 24 juin, la seconde rencontre URSS-le Reste du monde s'est ter- minée, le vendredi 29 juin, par la victoire de l'Union soviétique sur le score de 21 à 19. En 1970, l'URSS n'avait gagné que d'un point : 20,5 à 19,5.

Disputé sur dix échiquiers en qua- tre rondes (le Monde daté 26 juin) le match a basculé dès la deuxième ronde gagnée par l'URSS 6 à 4. La première avait été nulle (5-5). Dans la troisième, le Reste du monde était à nouveau battu (5,5-4,5) avant de gagner la dernière ronde (5,5-4,5).

Au premier échiquier, le champion du monde Anatoly Karpov a gagné son match contre le Suédois Anders- son (2,5-1,5), tandis qu'au deuxième échiquier, Garry Kaspa- rov, challenger de Karpov, triom- phait du Néerlandais Timman par le même score.

### Anniversaires

- A l'occasion de l'anniversaire du baron BENOIST-MÉCHIN, ancien premier ministre et grand historien par les œuvres monumentales qu'il a laissées,

Le fils du baron Benoit-Méchin, Les membres de l'association, Ainsi que ses amis qui l'ont connu de près ou de loin s'unissent par la pensée en ce jour du dimanche 1<sup>er</sup> juillet 1984 à l'occasion de ses quatre-vingt-trois ans.

- Le 1<sup>er</sup> juillet 1979

### Roger MOURÉRAU

a quitté les siens.

Tous ses amis, tous ceux qui gardent son souvenir, auront une pensée pour lui.

### Messes anniversaires

- Une messe à la mémoire de

Madeleine HANTZBERG

qui nous a quittés il y a quatre ans, sera célébrée le lundi 2 juillet 1984, à 18 heures, en la chapelle royale du Val-de-Grâce, 277 bis, rue Saint-Jacques, Paris-5<sup>e</sup>.

### Soutenances de thèses

#### DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-IV, samedi 30 juin, à 14 heures, salle des Actes, M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Caron-Pingon : « La noblesse dans le duché de Bourgogne à la fin du Moyen Âge (vers 1315-vers 1477) ».

- Université Paris-IV, samedi 30 juin, à 14 heures, amphithéâtre Qui- net, M. Raymond Meiller : « Le concept de nation chez les penseurs politiques arabes contemporains ».

- Université Paris-II, samedi 30 juin, à 14 heures, salle des Thèses, M. M. L. Grousseau-Gateau : « Le sys- tème des propositions dans la prose en vieux anglais ».

- Université Paris-II, lundi 2 juillet, à 16 heures, salle des Commissions, M. Gilles Chauveau : « La copropriété des inventions brevetées en droit fran- çais ».

- Université Paris-V, mercredi 4 juillet, à 9 heures, amphithéâtre Durk- heim, M<sup>me</sup> Yveline Fumet, née Chemin : « Travail, propriété, pouvoir. L'idéolo- gie des manuels de morale et d'instruction civique des débuts de la III<sup>e</sup> Républi- que ».

### Lettres

#### MICHEL FOUCAULT A ÉTÉ ENTERRÉ DANS LE CIMETIÈRE DE VANDEUVRE-DU-POITOU

Michel Foucault a été enterré, vendredi 29 juin après-midi, dans la plus stricte intimité au petit cime- tière de Vandœuvre-du-Poitou (Vienne). La municipalité et une cinquantaine de villageois ont parti- cipé à l'office religieux célébré dans la vieille église gothique de ce petit village de deux mille habitants, où résidait la famille maternelle de l'écrivain depuis plusieurs généra- tions.

Devant le cercueil de bois clair re- couvert de gerbes, un ami de l'écri- vain, moine dominicain de l'abbaye du Saulchoir à Paris, a prononcé l'oraison funèbre, louant « l'humili- tité intellectuelle » du philosophe dont il a lu des passages de l'« Ar- chéologie du savoir et Des mots et des choses ».

La dépouille mortelle de Michel Foucault a ensuite été inhumée dans le caveau familial, très simple, près de son père chirurgien, décédé en 1959, et de ses grands-parents et arrière-grands-parents maternels.

Un dernier poème de René Char a été prononcé devant le caveau avant que la mère du philosophe, une dame de quatre-vingt-quatre ans, en- tourée de son fils et de sa fille, ne jette un œillet sur le cercueil. Les amis parisiens et poitevins du philo- sophe ont ensuite longuement défilé devant la tombe, jetant une dernière fleur coupée et quelques gouttes d'encens sur le cercueil.

Près de la pierre tombale étaient disposées des dizaines de gerbes ven- ant du Syndicat polonais dissous Solidarnosc, du Collège de France, des éditions Gallimard et de ses édi- teurs américains et allemands.

## LES MATERIAUX DU PROGRÈS

Pour développer les matériaux du progrès Pechiney :

propose à l'INPG

- des thèmes de recherche et d'étude,
- des complémentarités scientifiques basées sur un potentiel de recherche industrielle parmi les plus élevés,
- un savoir-faire et une compétence industrielle mondialement reconnus;

attend de l'INPG

- des recherches fondamentales du plus haut niveau,
- des ingénieurs formés à la Technique et à la Recherche,
- des idées nouvelles,
- une participation

— par des recherches communes — à la préparation de l'avenir.

23, RUE BALZAC 75008 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 561.61.61.

Monde et documents

JUIN 1984

ANQUES : UISSANCE

améro. Un second dossier

RT EN FRANCE

RONARD DE JOURNAUX 5.50 F



# Culture

BOB DYLAN, AVEC SANTANA ET VAN MORRISON

## Le dernier avatar de la légende

Le chanteur Van Morrison remplace Joan Baez, dimanche 1<sup>er</sup> juillet, dans le concert qui réunit, au parc de Sceaux, le groupe de Carlos Santana et Bob Dylan. Le spectacle commencera à 16 heures avec la courte prestation (environ une demi-heure) d'un groupe rock non précisé. A 17 heures, Van Morrison se produira. A 18 h 30, ce sera au tour de Santana pendant environ une heure cinquante minutes. A 21 heures, Bob Dylan montera sur scène et chantera accompagné de son groupe ou seul avec sa guitare acoustique et son harmonica. Vers la fin du spectacle, Carlos Santana rejoindra Dylan.

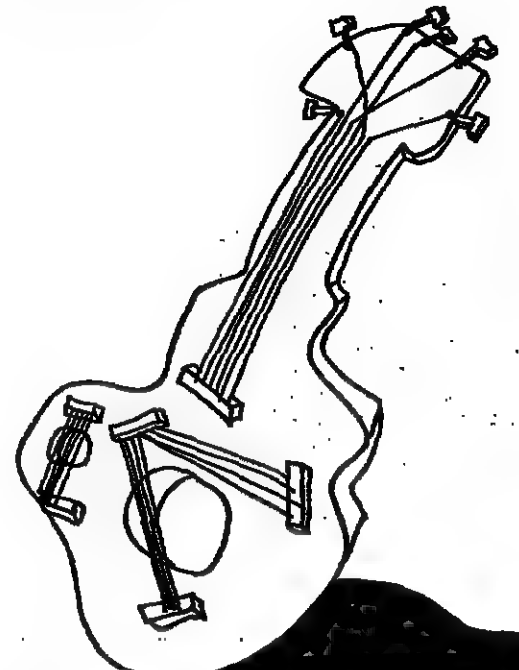
En tournée à travers l'Europe depuis près d'un mois, Bob Dylan continue et exaspère une fois de plus. Non pas parce qu'il s'est écarté du gospel et des thèmes religieux du début des années 80. Selon son habitude, l'auteur d'*Infidels* prend tout le monde à contre-pied. Dylan continue de battre les chemins en promenant des rêves éveillés. Sans hymne, sans lumière ni obscurité. En brisant inlassablement lui-même les différentes images que les apparences lui collent. En regardant au plus profond de soi pour trouver de la musique.

Maître en travestissement, Bob Dylan a emprunté le masque du salimbando solitaire qui suit depuis longtemps que la vie n'est qu'une farce, qui en est revenu, et lance à la cantonade : « *Mommes, moi un politicien honnête et je vous montrerai une putain sacrifiée* », et poursuit sa propre vérité avec « *Je suis le diable par la suite* », suivant l'expression de Joan Baez. Entouré de musiciens anglais qui ont boursigné dans l'aventure du rock depuis quinze ans (l'ex-Stones Mick Taylor, l'ex-Faces Ian Mc Lagan, l'ex-Bluesbreakers Colin Allen, l'ex-

KGB Greg Sutton), l'auteur de *The Times they are a-changin'* use d'abord en avant sa voix flexible, chaude et rocailleuse, sauvage et rageuse et, pendant près de deux heures, crie une sensibilité livrée à l'état brut.

Depuis 1962, date de sortie du premier album de Dylan, les changements de masques ne se sont pas faits sans heurts : ainsi, quand il abandonne, au milieu des années 60, le cercle trop étroit du folk new-yorkais et, avec *Like a Rolling Stone*, introduit le rock au Festival de Newport ; de même, quelques années plus tard, lorsqu'il retourne à la musique country avec *Nashville Skyline* — suite logique cependant de *John Wesley Harding* — et célèbre à l'île de Wight devant cent cinquante mille personnes sa joie de vivre du moment. Les transformations nécessaires du chanteur, ses comportements mêmes, propices aux malentendus, ont surpris, déstabilisés beaucoup depuis vingt ans. Pourtant, derrière les apparences et malgré les vicissitudes du temps qui passe, Bob Dylan est fidèle à lui-même, avec sa solitude, sa désespérance et son grand amour de la vie malgré tout.

Qu'importe alors s'il est une légende vivante. Sa dynamique et son lyrisme ont emporté ses chansons existentielles, politiques, réalistes vers des sommets. Bien sûr, aujourd'hui, les nouvelles générations ne cherchent pas à comprendre leur vie dans les chansons de Dylan. Mais celui-ci ne s'est pas pour autant arrêté. Il continue à marcher. A aller devant lui, pas derrière. La musique comme la solitude, c'est-à-dire la singularité de chacun. Et les albums souvenirs ne sont pas feuilletés, même s'il y a des diamants parmi la rouille. Joan Baez qui était à l'affiche du concert de



Dylan - KGB et autres de Bob Dylan - Sceaux.

Nice — juste avant Santana — et qui se produira à Nantes ce samedi 30 juin dans les mêmes conditions, a peut-être oublié cet aspect-là de Bob Dylan puisqu'elle pense, semble-t-il, chanter quelques chansons avec son ancien compagnon des années 60. Celui-ci n'a pas voulu. Elle ne sera pas au rendez-vous du parc de Sceaux, et cette absence gomme l'aspect baba cool de la manifestation.

Dylan, dont l'entrée en scène a été préparée comme d'habitude par un programme de disques (vieux blues ruraux, country masqué des années cinquante et blue grass de Bill Monroe) choisit

par le chanteur et diffusé, dans le parc, apparaît d'autant plus seul durant sa prestation que le groupe qui l'accompagne joue lourdement, sans inspiration. Musicalement, nous sommes loin des concerts d'il y a cinq ans, porte de Pantin, quand l'orchestration appuyait les mots, leur donnait une force supplémentaire, que les musiciens avaient une extraordinaire volonté d'efficacité et de force et que le violoniste David Manfield défilait sur *All along the watchtower*. Aujourd'hui, c'est la voix en solo d'un poète scotch et un peu mystique qui reprend *Highway 61*, *Maggie's Farm*, *Just like a Woman*, *Like a Rolling Stone*, *The Times they are a-changin'* et des titres de son dernier album comme *Jokerman*. Quand, à la fin du spectacle, vers 23 heures, Carlos Santana entre dans le cercle dylanais pour trois titres, il y a soudain comme le début d'une complicité seigneuriale entre Dylan et un autre.

CLAUDE RÉOUTER.

### Merkès-Merval à l'Olympia Les beaux jours de l'opérette

Pour clore la saison, l'Olympia ravive joliment les beaux jours de l'opérette. En première partie de son nouveau spectacle, le music-hall du boulevard des Capucines présente une revue de Christian Borel pas du tout ringarde, un travail de professionnels bien agencés où sont réunis quelques-uns des plus fameux titres de l'opérette, depuis *Dédé* chanté dans les années 20 par Maurice Chevalier jusqu'à *Ima la Douce*. Les interprètes, Cathy Albert, Monique Bost, Caroline Clero, Patricia Zunella, Christian Baudouin, Christian Borel et Alain Merks, donnent leur enthousiasme et font bien comprendre pourquoi une chanson qui raconte une histoire, qui décrit un sentiment en mouvement, a encore aujourd'hui suffisamment de charme pour qu'une salle la fredonne.

Au temps de sa gloire, l'opérette avait popularisé des couples de chanteurs comme Maurice Chevalier et Jeanette MacDonald, Henri Garat et Liliane Harvey, Marcel Merks et Paulette Merval. Merks et Merval firent les beaux soirs de Mogador durant vingt-trois ans, jouant 408 représentations en 365 jours, créant *Viola impériale*, *les Amants de Venise*, *les Amours de Don Juan*, *Michel Strogoff*, *Vienne chante et danse*, *Valse de Vienne*, *la Veuve joyeuse*, *Rêve de Valse*, *Rose-Marie*, *Douchka*, se mariant sur scène 6 000 fois. A la mort d'Henri Varna, propriétaire du théâtre Mogador, Marcel Merks et Paulette Merval montent en coproduction des opérettes (*Princesse Cardas*) qu'ils jouent trois à quatre semaines à guichets fermés à Bordeaux, Marseille, Toulouse. Sans doute, avec une rigueur d'artiste, en s'efforçant de conserver au genre tout le faste d'un grand spectacle.

A l'Olympia, le couple Merks-Merval, aujourd'hui septuagénaire, danse et chante avec élégance, avec une grâce qui enchante à l'évidence un certain public populaire, venu réécouter des airs de Vienne ou de Vincent Scotto. Marcel Merks et Paulette Merval ont su garder la magie de ces artistes qui transcendent une comédie musicale et lui donnent tout son potentiel de rêve et de bonheur. Leurs voix s'harmonisent bien et leurs prestations sont impeccables.

Cl. F.

\* OLYMPIA 20 h 15.

### DANS LES RADIOS LIBRES

## M. ROBERT NAMIAS élu président de « 95,2 »

M. Robert Namias, directeur général de la station locale privée parisienne « 95,2 », a été élu, vendredi 29 juin président de cette radio par le nouveau conseil d'administration de l'association détentrice du droit d'émettre, « Les Amis de la Tour Montparnasse ». Ce vote semble mettre fin au différend qui l'opposait, depuis sept mois, à la présidente-fondatrice de la station, la chanteuse Catherine Ribeiro.

M. Robert Namias, ancien journaliste à « Europe 1 » — station avec laquelle « 95,2 » a des liens certains — était jusqu'au 8 décembre 1983 directeur de la station, dont Catherine Ribeiro avait été émise présidente pour trois ans en juillet 1982. Estimant à ce moment, là que

« l'état de santé de M<sup>me</sup> Ribeiro ne lui permettait plus d'assurer ses fonctions à un moment où la station connaît une situation financière délicate », il avait convoqué une assemblée générale qui avait décidé de mettre fin aux fonctions de la présidente et de le désigner à sa place. Contestant la validité de cette décision, M<sup>me</sup> Ribeiro obtenait qu'un administrateur judiciaire soit nommé le 17 mai dernier pour préparer une nouvelle assemblée générale chargée de trancher le différend. Cette assemblée générale a élu un nouveau conseil d'administration composé de sept membres — parmi lesquels ne figure plus Catherine Ribeiro, — qui s'est à son tour réuni vendredi pour élire « l'Unité » M. Namias.

● *Le Prix du Barreau de Paris*, destiné à récompenser une œuvre de télévision et décerné pour la première fois, est revenu à M<sup>me</sup> Christiane Cardinal, qui a reçu un chèque de 100 000 F. Il récompense le reportage qu'elle a réalisé sur les immigrés arabes de la deuxième génération, séquences diffusées par le magazine « Aujourd'hui la vie » (Antenne 2). Les trois sociétés de programmes de la télévision avaient engagé trente-cinq documents dans la compétition.

Le jury du prix, présidé par le bâtonnier Guy Danet, est composé du professeur Jean Bernard, de l'Académie française, de M<sup>me</sup> Jean-Denis Bredin, avocat à la cour de Paris, de M<sup>me</sup> André Frossard, journaliste-écrivain, Ivan Leval, directeur de la rédaction d'Europe 1, Maurice Rheims, de l'Académie française, Jacques Rigaud, administrateur délégué de RTL, Pierre Salinger, chef de bureau de l'ABC, Philippe Tes-

son, directeur du *Quotidien de Paris*, Jean-Marc Théollier, président de l'Association de la presse judiciaire.

● *Le personnel de l'Agence centrale de presse (ACP)*, réuni vendredi 29 juin en assemblée générale, a réaffirmé, dans une résolution, qu'il « s'opposera à toute suppression d'emploi ainsi qu'à toute mesure mettant en cause le potentiel de l'Agence ». Cette réunion faisait suite à l'assemblée générale des actionnaires qui avait décidé de poursuivre les activités à condition de faire 1,2 million de francs d'économies (le Monde du 29 juin). La résolution affirme que les personnels « ne sauront faire les frais d'une gestion qu'ils estiment « déraisonnable » et « d'un immobilisme de la direction maintes fois dénoncé par eux ».

● Deux nouvelles recrues pour Canal Plus. — M. Michel Deniot, journaliste sportif et animateur de l'émission dominicale de TF1 « Champions », ainsi que M. Charles Bédry, chef de service des sports de l'Agence France Presse, viennent d'être recrutés par M. Pierre Lescure, directeur des programmes de Canal Plus. Le premier — trente-neuf ans, — assurera la tranche nationale 7-9 heures, le second — quarante ans, — dirigera le service des sports de la chaîne privée. Ils rejoignent ainsi l'équipe de « 7 sur 7 » : Jean-Louis Burgat, Frédéric Boulay et Erik Gilbert.

**CERES**  
préparation intensive  
au baccalauréat  
**CFPA**  
centre formation professionnelle  
enseignement supérieur privé  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly  
722.94.94 - 745.08.19

### L'ÉCOLE DE DANSE D'ESSEN

## Au banquet de la Table verte

Il a fallu la découverte de trois chorégraphes : Pina Bausch, Reinhild Hoffmann, Suzanne Linka, pour que le projet de la Table verte, l'école de danse d'Essen, dont elle est issue, ait pu voir le jour. Tant de violence, de persévérance, de lucidité ont amené le renouveau de la danse expressionniste allemande, que l'on avait peut-être trop vite cataloguée « entrée » à travers le souvenir de Kurt Jooss et Mary Wigman.

Ce que disent aujourd'hui ces jeunes femmes, Kurt Jooss le disait déjà d'une autre manière dans la Table verte, où il dénonçait la menace permanente de la guerre et l'hypocrisie des politiciens, mais aussi dans la Grande Ville, aux accents brachiaux, Suite 1929 et Tango, qui préfigurent *Kontakthot*, de Pina Bausch.

Kurt Jooss a fondé la Folkwangschule d'Essen en 1927 : il y a développé une technique de danse moderne inspirée des théories de Laban. Depuis la réécriture de Hans Zölling, c'est Pina Bausch qui en est la directrice, tandis que Suzanne Linka anime la compagnie de danse (Folkwang Tanz Studio). Une petite route de campagne mène à Essen. Des bois, des prés, des pavillons de banlieue, beaucoup d'écoles à bicyclette et, au hasard d'un tournant, un bâtiment du dix-huitième siècle mi-casernes mi-couvent, avec une cour pavée encombrée de voitures. L'intérieur est sombre, les murs sont peints d'une couleur terreuse. Une salle abrite l'école de danse et le studio. Les autres sont réservés au conservatoire de musique et de chant.

Recrutée sur audition, les élèves classiques peuvent suivre des cours de danse, moderne, folklorique, écriture du mouvement. Une classe pour étudiants avancés a été créée en 1981 avec l'aide de l'État : elle offre un enseignement de haut degré avec comme professeurs invités et aussi la possibilité pour les stagiaires de créer leurs premiers chorégraphes.

Jean Cabron, danseur et chorégraphe français enseigne une technique directement inspirée par Jooss et Laban.

L'enseignement à la barre est fantastique. Paris en petite pièce les danseurs développent des grandes hanches qui secouent les épaules, la tête, les hanches. En cinq minutes les voilà épuisés.

Les exercices de plus en plus complexes s'enchaînent comme une

étude musicale. Dans leurs principes ils rappellent les méthodes Graham, et surtout Limon avec quelques choses de plus civilisées, plus raffinées : travail sur les articulations des membres, sur les mouvements centraux et périphériques, la circulation d'énergie, les changements de direction, les différentes dynamiques... tout un système cohérent, pensé, mûri et sans cesse perfectionné.

Le soir, dans un studio sous les combles, ouvert sur un paysage de collines boisées, Jean Cabron apprend à deux garçons, un des plus grands rôles, celui de la Mort de la table verte : une danse apparemment simple, carrée, mais qui suppose une grande force musculaire, avec une pose rythmée, le poids de la cuisse qui tombe, de lancer de bras qui entourent tout le corps, le regard vide, en-dehors des gens et tout de détails repère inlassablement, deux heures durant au point que les danseurs au bord de l'évanouissement doivent se libérer par un cri.

« Une danse simple, écrit Jean Cabron, on peut l'écouter comme celle, dans un mouvement lié, dans un manque d'effet. Kurt Jooss me l'a appris en jouant sur la tension, la résistance musculaire. Dans les années 30, l'Allemagne a développé son propre système de danse moderne, parallèlement au courant américain. Jooss et Laban ont repris à leur compte l'analyse du mouvement de Laban qui avait insisté sur le corps du danseur une sorte de cube où il pouvait évoluer toutes les combinaisons possibles selon les trois dimensions définies par ce cube ; ce qu'il a appelé le choréforme.

Aujourd'hui, Jean Cabron est le pilier de l'enseignement moderne à Essen : c'est d'autant plus drôle, dit-il, que son père a été grand maître et professeur à l'Opéra de Paris. Toute jeune, elle admirait les leçons de Danco, mais à l'époque, il n'y avait pas d'autre alternative en France que la danse classique. J'ai dû aller à Londres où était réfugié Kurt Jooss pour apprendre le « moderne ». Plus tard, quand je suis allé danser au Festival du Jacob Pillow, aux États-Unis, j'ai été surpris de constater que les Américains n'apprécient pas comme nous le classique et le moderne. Kurt Jooss n'a pas

« Il y a eu une guerre entre une modernité internationale qu'il n'a pas retrouvée en rentrant en Allemagne où la danse néo-classique s'était installée. De nombreuses compagnies aujourd'hui ont mis la Table verte à leur répertoire. Et moi je me retrouve dépositaire d'un enseignement qui étranger commence à découvrir ; on me demande d'aller donner des cours en Amérique. Le technique Jooss-Labon est vivante parce qu'elle permet aujourd'hui de nouvelles générations de donner vie à un nouvel expressionnisme ».

MARCELLE MICHEL.

★ La Table verte de Kurt Jooss sera donnée les 29-30 juin, 2 et 3 juillet, à 21 heures au Théâtre du 8<sup>e</sup> par le Ballet de l'Opéra de Lyon. La nouvelle création de Suzanne Linka est programmée à Aix-en-Provence (École nationale d'opéra) le 7 juillet à 21 h 45.

### NOMINATION DU DIRECTEUR DE L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE LORRAINE

M. Jacques Houtmann a été nommé, jeudi 28 juin, directeur artistique de l'Orchestre philharmonique de Lorraine (OPL) pour trois ans. Désigné par M. Jean-Marie Ransch, sénateur, maire de Metz et président de l'OPL, M. Houtmann occupera, à compter du 1<sup>er</sup> septembre prochain, le poste laissé vacant depuis le départ, en mars 1984, de M. Gérard Akoka, actuellement chef principal et directeur musical de l'Orchestre symphonique de Richmond, en Virginie (États-Unis).

Cette nomination intervient au moment où cet orchestre est à la recherche d'un nouveau souffle, après avoir connu un début de saison 1983-1984 marqué par une opposition entre les musiciens et leur chef, M. Akoka. Elle s'accompagne également des réstructurations visant à réduire le nombre des postes administratifs et les fins de fonctionnement afin de contribuer à rétablir un équilibre financier sans lequel l'avenir de l'orchestre serait compromis, affirme M. Ransch.

JEAN-LOUIS TIS.

[Né en 1935 à Mifflintown, dans le Voigtland, M. Houtmann a entrepris des études musicales au Conservatoire national de Nancy. Premier prix du Concours international des jeunes chefs d'orchestre au Festival de Beaune en 1961, il a suivi une solide expérience en dirigeant des ensembles de renommée internationale tels que l'Orchestre philharmonique de TORTE, celui de RAI, à Turin, ou le Symphony of America et le New York Philharmonic.]

### Reprise

### AU STUDIO-43

## Yvée Bernadette en odeur de rétrospective

Bernadette Lafont est pour un bon (délicieux) moment au Studio-43, on l'affiche sur les murs de Paris et dans les vitrines des magasins (l'expo s'appelle *Vegetables*), on la catalogue, on l'hommage et la filmographie : on ne peut plus la louer.

Le soir de l'inauguration, elle était en retard, bien sûr : elle était sur ses chevaux noirs pour les complicités d'un chignon espagnol lustré. Les copains étaient ponctuels : Jean-Claude Brialy passait un regard vague sur l'affiche du *Beau Serge* comme une antiquité d'une autre ère ; Claude Chabrol apparaissait fringant et cordial dans un costume bleu agrémenté d'une pochette bordeaux.

Dans le hall du Studio-43 il y avait peu de monde : il faisait bien chaud, et la télévision diffusait le finale de foot (malheureux organisateurs !) mais déjà des familles se reconstituaient et des sous-familles gravitaient autour, et il y avait cette attente résolue, déjà pardonnée, comme une disposition de hale d'honneur.

Le règne de la ruhe est arrivé, moulé dans un tailleur gris perle 1950, un sac plat à la main, qui avait l'air de ne rien contenir — comme au cinéma — que trois billets de 10 francs pour pouvoir repartir en taxi, et toujours un jeu entre le buste, le sourire et le coup de jambe qui donne un air d'improvisation excitante de possibilité de catastrophe, comme si la couture venait de se fendre, ou le talon trop haut s'était rompu, ou une larme qui ne voulait pas se faire voir perlait au bord des grands yeux brillants effilés. Un peu chincisé par le maquillage, ardent par la coiffure, gilet blanc, Bardot noire, garce sublime, pépée de tous les diables, fée du bagout, enjouée de choc.

Une « nature » décaplée : plutôt un phénomène. Une « humeur », dit Dominique Petit, qui la fête, dans son cinéma.

HERVÉ GUBERT.

★ Studio-43, 43, rue de Valenciennes-Montmartre, 75009 Paris.







# France / services

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 30 juin

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Théâtre : Un grand avocat. D'après Henry Denker, adaptation Poi Gontin, mise en scène R. Housia. Avec R. Housia, P. Guen, J. Topart, Y. Folliot.
- 22 h 45 Droit de réponse : l'esprit de contradiction. Émission de Michel Polac.
- 23 h 30 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Variétés : Champs Élysées. De M. Drouot.
- 21 h 30 Variétés : Champs Élysées. De M. Drouot.



- 22 h 15 Magazine : Les enfants du rock. De A. de Camille, O. Simeoni et J. Goldstein, réal. D. Kaut.
- 23 h 30 Journal.
- 23 h 50 Bonsoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Feuilleton : Dynamite.
- 21 h 25 Plus méchant que moi tu gagnes.

Émission de P. Shabagh animée par Jean Amadou. Avec Michel Boudet, Robert Lemoine, Roger Carot, J. Pélissier. Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des mensonges... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérité.

22 h 10 Journal.

22 h 25 L'aspect au rouge : l'art et le feu. Émission de D. Krivakowski. Avec Michel Gérard, sculpteur, Jean Provost, architecte.

23 h 30 Concert pour clarinette et orchestre, d'Arvo Pärt, par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles avec Remy Godeaux à la clarinette, sous la direction d'A. Copland.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 36 Carrefour de l'ouest-est.

18 h 30 Présence de théâtre.

19 h 30 Atout Pic.

20 h 30 Atout Pic.

21 h 30 Atout Pic.

22 h 30 Atout Pic.

23 h 30 Atout Pic.

24 h 30 Atout Pic.

25 h 30 Atout Pic.

26 h 30 Atout Pic.

27 h 30 Atout Pic.

28 h 30 Atout Pic.

29 h 30 Atout Pic.

30 h 30 Atout Pic.

31 h 30 Atout Pic.

32 h 30 Atout Pic.

33 h 30 Atout Pic.

34 h 30 Atout Pic.

35 h 30 Atout Pic.

36 h 30 Atout Pic.

37 h 30 Atout Pic.

38 h 30 Atout Pic.

39 h 30 Atout Pic.

40 h 30 Atout Pic.

41 h 30 Atout Pic.

42 h 30 Atout Pic.

43 h 30 Atout Pic.

44 h 30 Atout Pic.

45 h 30 Atout Pic.

46 h 30 Atout Pic.

47 h 30 Atout Pic.

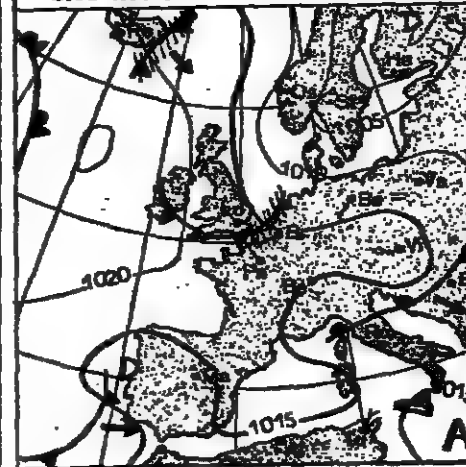
48 h 30 Atout Pic.

49 h 30 Atout Pic.

50 h 30 Atout Pic.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30.6.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 1.7.84 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 30 juin à 0 heure et le dimanche 1<sup>er</sup> juillet à 24 heures.

L'anticyclone centré à l'ouest de l'Espagne permettra un beau temps de prédominance sur la majeure partie du pays, mais une limite tragique concernera les régions allant des Pyrénées aux Alpes, tandis que de l'air froid touchera nos frontières du Nord-Est.

Dimanche, le beau temps anticyclonique se poursuivra sur la plupart de nos régions. Toutefois, une tempête orageuse sera observée dès le matin sur les Pyrénées puis reprendra l'après-midi de l'est du Massif Central aux Alpes. Mais ces orages seront localisés et ne donneront pas de fortes pluies. Des passages nuageux seront observés par ailleurs, y compris de nos frontières du Nord et du Nord-Est en alternance avec des éclaircies.

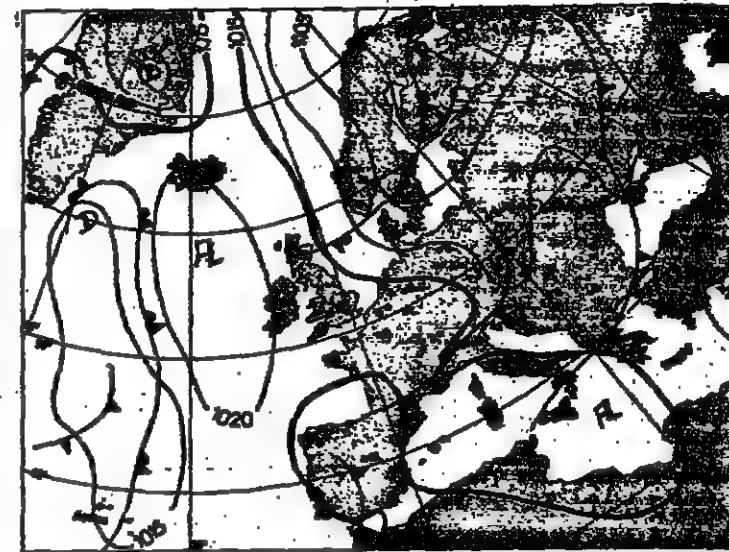
Les températures seront en légère hausse et les vents seront faibles.

Évolution de l'isotherme zéro pour la période du vendredi 29 juin à 3 heures - jusqu'au samedi 30 juin à 3 heures - 1800 à 2000 m au nord de la Seine, 3000 m sur les régions méridionales, 2000 à 3000 m ailleurs. Ensuite, l'évolution sera très lente et sera plutôt orientée à la hausse. Ainsi, mardi, l'isotherme zéro devrait être comprise entre 2000 et 3500 m des frontières du Nord aux Pyrénées.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer à Paris, le 30 juin à 8 heures, de 1017,6 millibars, soit 763,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 juin, le second, le minimum de la nuit du 29 juin au 30 juin) : Ajaccio, 24 et 14 degrés ; Biarritz, 21 et 14 ; Bordeaux, 24 et 10 ;

PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> JUILLET A 0 HEURE (GMT)



Bordeaux, 20 et 8 ; Brét, 17 et 8 ; Caen, 21 et 9 ; Charbourg, 18 et 10 ; Clermont-Ferrand, 21 et 7 ; Dijon, 20 et 6 ; Grenoble-St-M.-J., 26 et 10 ; Grenoble-St-Genève, 22 et 8 ; Lille, 18 et 9 ; Lyon, 21 et 8 ; Marseille-Méditerranée, 26 et 15 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 23 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 17 ; Paris-Montparnasse, 20 et 12 ; Paris-Orly, 20 et 12 ; Pau, 22 et 15 ; Perpignan, 27 et 16 ; Rennes, 23 et 8 ; Strasbourg, 17 et 6 ; Tours, 21 et 8 ; Toulouse, 26 et 13 ; Vannes, 21 et 14 ; Nantes, 23 et 11 ;

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 16 degrés ; Amsterdam, 17 et 8 ; Athènes, 27 et 21 ; Berlin, 15 et 9 ; Bonn, 16 et 10 ; Bruxelles, 15 et 11 ; Le Caire, 32 et 22 ; Les Canaries, 24 et 18 ; Coppenhague, 17 et 8 ; Damas, 27 et 24 ; Djibouti, 37 et 22 ; Genève, 22 et 7 ; Istanbul, 26 et 17 ; Jérusalem, 27 et 16 ; Lisbonne, 21 et 15 ; Londres, 19 et 9 ; Luxembourg, 14 et 8 ; Madrid, 30 et 11 ; Moscou, 25 et 14 ; Nairobi, 24 et 13 ; New-York, 25 et 19 ; Palma de Majorque, 27 et 13 ; Rome, 27 et 17 ; Stockholm, 18 et 8 ; Téhéran, 40 et 26 ; Tunis, 32 et 18.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Dimanche 1<sup>er</sup> juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h Émission télévisée.
- 9 h 15 À l'école ouverte.
- 9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Saigneur.
- 11 h Messe, célébrée avec la paroisse de Saint-Georges d'Orléans (Charente-Maritime).
- 12 h Télé-Foot.
- 13 h Les grands moments de championnat d'Europe des nations.
- 13 h 30 Journal.
- 13 h 25 Série : Agence tous risques.
- 14 h 20 Hôpital.
- 14 h 40 Champions.
- 15 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 16 h 40 Champions.
- 17 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 18 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 19 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 20 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 21 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 22 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 23 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 24 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 25 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 26 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 27 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 28 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 29 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 30 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 31 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 32 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 33 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 34 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 35 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 36 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 37 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 38 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 39 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 40 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 41 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 42 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 43 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 44 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 45 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 46 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 47 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 48 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 49 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 50 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 51 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 52 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 53 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 54 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 55 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 56 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 57 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 58 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 59 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.
- 60 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

17 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

18 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

19 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

20 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

21 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

22 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

23 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

24 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

25 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

26 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

27 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

28 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

29 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

30 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

31 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

32 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

33 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

34 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

35 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

36 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

37 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

38 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

39 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

40 h 30 Les nouveaux danses par Sidney.

20 h 35 Encyclopédie vivante : De l'automate au robot.

Émission de D. Beckaert.

A l'occasion du bicentenaire de Diderot, cette série a pour but de confronter les sciences et les techniques du dix-huitième siècle aux connaissances scientifiques contemporaines et aux techniques nouvelles.

21 h 25 Aspects du court métrage français. Première classe, de M. El Gissel ; Vacances à la mer, de J.-C. Averty ; Rêve, de T. Barthes et P. Jemle.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Cinéma de minuit : Cécile est morte.

Film français de M. Tourneur (1943). Avec A. Préjan, S. Rell, G. Karjane, Gubelino, J. Richard, A. Poytaz (N).

L'histoire policière est bien connue, on retrouve le héros dans Maurice Tourneur, on remarque l'acteur dans Rell. Mais il est impossible de croire qu'Albert Préjan est Maigret.

23 h 30 Prélude à la nuit.

Stéphane, à deux voix, de Handel, interprété par Luigi Alva, solo.

FRANCE-CULTURE

14 h 30 La Comédie-Française présente : *Henriette Marcelline*, de Jules et Edmond de Goncourt, avec C. Wanner, F. Chautour, F. Beaulieu, C. Verne, C. Hugel.

17 h 30 Rencontre avec... Georges Yakovlevitch.

18 h 30 La chorégraphie des arts : poète ou danseur (Voltaire et Perrault).

19 h 10 Le chœur des chœurs.

20 h 10 Albertus : Édoardo Sanguineti, une anthologie de la poésie italienne du XX<sup>e</sup> siècle.

21 h 40 Atelier de création télévisuelle : sémiotique, poétique, le plein le vide.

22 h 30 Idéologie : Festival de La Rochelle (musique dans la ville).

FRANCE-MUSIQUE

14 h 30 Concert de musique de chambre : œuvres de Mozart par D. Benoit, piano, P. Morgues, clarinette, A. Mogis, violon, J. Dupuy, alto, E. Pichard, violoncelle.

15 h 30 à 19 h 25 Daniel Barenboim, pianiste ; œuvres de Mendelssohn, Albeniz, Beethoven, Brahms, Busoni, Liszt, Puccini, Verdi.

19 h 30 Concert (Festival Mozart) en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris : les *Nozze di Figaro*, de Mozart par les chœurs et l'orchestre de Paris, dir. D. Barenboim, sol. W. Groverman, J. Verdely, K. Baile.

0 h 5 L'homme orchestre (en avant première) : œuvres de Beethoven, Mozart.

LES SOIRÉES DU LUNDI 2 JUILLET

TF 1 20 h 35 Cinéma : *Le rouge et le noir*, de G. Grangier.

22 h 30 Portrait : Elvire Popesco.

23 h 30 Court métrage : *Mambo* de Philippe Benoit.

A 2 20 h 35 Émission-moi au théâtre : la Trilogie de la villégiature, de Goldoni.

21 h 55 Document : « Camping », de D. Gros.

23 h 29 Bonsoir les clips.

20 h 35 Série : « Kennedy ».

22 h 30 Thalassa.

22 h 40 Nostalgie, émission de J. Garcia.

22 h 45 Prélude à la nuit.

## TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 1<sup>er</sup> JUILLET

- M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du gouvernement, participe à l'émission « Forum » sur RMC à 12 h 30.

- M. André Le Pors, secrétaire d'État à la fonction publique et aux réformes administratives, est l'invité du « Club de la Presse » sur Europe 1 à 19 heures.

LUNDI 2 JUILLET

- M. Jean Popescu, secrétaire national du PS, est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3743

HORIZONTALEMENT

I. Fraise des bois. Écoutez donc ou débourez. - II. - Ont la ligne ou ont pris du poids. Ne quitte pas son chaton. - III. On n'y voit que du feu. Ne s'entendent pas avec une femme note. Est assez mal vu dans la police. - IV. Nous aide à faire passer la pilule. Le ciné ou la télé par exemple. - V. Au bord du lit. A peut-être un emploi sûr, mais s'a pas une place fixe. Dans le lac. - VI. Entre le titre et la matière. Poète turc. Symbole mathématique. Se donne parfois aux femmes. - VII. Symbole chimique. Chasse l'amarante. - VIII. Marchent.

VERTICALEMENT

1. Figue avant de passer au cimetière. S'épousent ensemble qu'ils se mettent à marcher. - 2. On apprécie leur bombardement mais on redoutait leurs bombardements. Signe de réussite pour d'anciens bacheliers. - 3. Haut lieu d'une certaine cuisine. Grand feu. Ses croisements ne donnent rien de bon. - 4. Mouvement.

5. Soigne donc sa gorge. Personnel. Avale ou rend. - XI. Se traite sous le manteau. Se traduisent, entre autres, par une chute de grille. - XII. Les mêmes de même. On le condamne ou on l'acquitte. Partie de cartes. - XIII. Lettres d'une fédération française. Lancé d'une certaine hauteur. On fait tout pour s'y rendre et on fait tout pour ne pas y rester. - XIV. Sert à chasser ou sert à pêcher. En train d'exprimer sa satisfaction. - XV. Adre ses pieds. Li-

mite le trajet d'un pli. Est son temps avant les Tang.

1. Figue avant de passer au cimetière. S'épousent ensemble qu'ils se mettent à marcher. - 2. On apprécie leur bombardement mais on redoutait leurs bombardements. Signe de réussite pour d'anciens bacheliers. - 3. Haut lieu d'une certaine cuisine. Grand feu. Ses croisements ne donnent rien de bon. - 4. Mouvement.

5. Soigne donc sa gorge. Personnel. Avale ou rend. - XI. Se traite sous le manteau. Se traduisent, entre autres, par une chute de grille. - XII. Les mêmes de même. On le condamne ou on l'acquitte. Partie de cartes. - XIII. Lettres d'une fédération française. Lancé d'une certaine hauteur. On fait tout pour s'y rendre et on fait tout pour ne pas y rester. - XIV. Sert à chasser ou sert à pêcher. En train d'exprimer sa satisfaction. - XV. Adre ses pieds. Li-

mite le trajet d'un pli. Est son temps avant les Tang.

1. Figue avant de passer au cimetière. S'épousent ensemble qu'ils se mettent à marcher. - 2. On apprécie leur bombardement mais on redoutait leurs bombardements. Signe de réussite pour d'anciens bacheliers. - 3. Haut lieu d'une certaine cuisine. Grand feu. Ses croisements ne donnent rien de bon. - 4. Mouvement.

5. Soigne donc sa gorge. Personnel. Avale ou rend. - XI. Se traite sous le manteau. Se traduisent, entre autres, par une chute de grille. - XII. Les mêmes de même. On le condamne ou on l'acquitte. Partie de cartes. - XIII. Lettres d'une fédération française. Lancé d'une certaine hauteur. On fait tout pour s'y rendre et on fait tout pour ne pas y rester. - XIV. Sert à chasser ou sert à pêcher. En train d'exprimer sa satisfaction. - XV. Adre ses pieds. Li-

mite le trajet d'un pli. Est son temps avant les Tang.

1. Figue avant de passer au cimetière. S'épousent ensemble qu'ils se mettent à marcher. - 2. On apprécie leur bombardement mais on redoutait leurs bombardements. Signe de réussite pour d'anciens bacheliers. - 3. Haut lieu d'une certaine cuisine. Grand feu. Ses croisements ne donnent rien de bon. - 4. Mouvement.

5. Soigne donc sa gorge. Personnel. Avale ou rend. - XI. Se traite sous le manteau. Se traduisent, entre autres, par une chute de grille. - XII. Les mêmes de même. On le condamne ou on l'acquitte. Partie de cartes. - XIII. Lettres d'une fédération française. Lancé d'une certaine hauteur. On fait tout pour s'y rendre et on fait tout pour ne pas y rester. - XIV. Sert à chasser ou sert à pêcher. En train d'exprimer sa satisfaction. - XV. Adre ses pieds. Li-

mite le trajet d'un pli. Est son temps avant les Tang.

1. Figue avant de passer au cimetière. S'épousent ensemble qu'ils se mettent à marcher. - 2. On apprécie leur bombardement mais on redoutait leurs bombardements. Signe de réussite pour d'anciens bacheliers. - 3. Haut lieu d'une certaine cuisine. Grand feu. Ses croisements ne donnent rien de bon. - 4. Mouvement.

5. Soigne donc sa gorge. Personnel. Avale ou rend. - XI. Se traite sous le manteau. Se traduisent, entre autres, par une chute de grille. - XII. Les mêmes de même. On le condamne ou on l'acquitte. Partie de cartes. - XIII. Lettres d'une fédération française. Lancé d'une certaine hauteur. On fait tout pour s'y rendre et on fait tout pour ne pas y rester. - XIV. Sert à chasser ou sert à pêcher. En train d'exprimer sa satisfaction. - XV. Adre ses pieds. Li-

mite le trajet d'un pli. Est son temps avant les Tang.

1. Figue avant de passer au cimetière. S'épousent ensemble qu'ils se mettent à marcher. - 2. On apprécie leur bombardement mais on redoutait leurs bombardements. Signe de réussite pour d'anciens bacheliers. - 3. Haut lieu d'une certaine cuisine. Grand feu. Ses croisements ne donnent rien de bon. - 4. Mouvement.

5. Soigne donc sa gorge. Personnel. Avale ou rend. - XI. Se traite sous le manteau. Se traduisent, entre autres, par une chute de grille. - XII. Les mêmes de même. On le condamne ou on l'acquitte. Partie de cartes. - XIII. Lettres d'une fédération française. Lancé d'une certaine hauteur. On fait tout pour s'y rendre et on fait tout pour ne pas y rester. - XIV. Sert à chasser ou sert à pêcher. En train d'exprimer sa satisfaction. - XV. Adre ses pieds. Li-

mite le trajet d'un pli. Est son temps avant les Tang.

1. Figue avant de passer au cimetière. S'épousent ensemble qu'ils se mettent à marcher. - 2. On apprécie leur bombardement mais on redoutait leurs bombardements. Signe de réussite pour d'anciens bacheliers. - 3. Haut lieu d'une certaine cuisine. Grand feu. Ses croisements ne donnent rien de bon. - 4. Mouvement.

5. Soigne donc sa gorge. Personnel. Avale ou rend. - XI. Se traite sous le manteau. Se traduisent, entre autres, par une chute de grille. - XII. Les mêmes de même. On le condamne ou on l'acquitte. Partie de cartes. - XIII. Lettres d'une fédération française. Lancé d'une certaine hauteur. On fait tout pour s'y rendre et on fait tout pour ne pas y rester. - XIV. Sert à chasser ou sert à pêcher. En train d'exprimer sa satisfaction. - XV. Adre ses pieds. Li-

mite le trajet d'un pli. Est son temps avant les Tang.



# Économie

## LE DÉPOT DE BILAN DE CREUSOT-LOIRE

### M. FABIUS: les responsabilités seront recherchées par tous les moyens

M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, a déclaré vendredi 29 juin que « les pouvoirs publics vont faire en sorte que soient recherchées et mises en cause, par tous les moyens légaux, les responsabilités de ceux qui ont contribué à ce que Creusot-Loire aille au dépôt de bilan ».

À l'induction de la mise en règlement judiciaire de la firme Creusot-Loire, le ministre a indiqué sur Europe 1: « Nous allons essayer de recueillir les pots cassés », en soulignant que « Creusot-Loire comptait 25 000 salariés et 10 000 emplois ».

Selon M. Fabius, la responsabilité de la marche de l'entreprise, puisque les gestionnaires sont démissionnaires, passe au tribunal et il va y avoir trois séries de dispositions.

Sur le plan industriel, nous allons mettre sur pied une équipe pour offrir des solutions de redressement, c'est-à-dire que nous allons contacter les industriels pour faire en sorte que tout ce qui peut être prolongé, redressé dans Creusot-Loire le soit.

Sur le plan social, il passe d'abord aux salariés et aux sous-traitants. Des mesures de pré-retraite qui doivent être appliquées de façon très large vont être prises et il faut que les solutions sociales soient acceptables pour les gens et il y a des suppléments d'emploi, qu'elle soient réduites ou nulles.

Sur le plan financier, les créanciers, notamment les sous-traitants, vont se retrouver rassemblés devant la maison mère, c'est-à-dire Schneider. M. Fabius a conclu M. Fabius, en soulignant l'engagement d'une recherche des responsabilités.

De son côté, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, a déclaré, vendredi à Carmaux (Tarn), que les problèmes de Creusot-Loire sont « dus, pour une grande part, au patronat privé, qui a une responsabilité extraordinaire dans cette affaire ». Ce patronat est « venu demander à l'Etat de financer ses pertes », a ajouté le ministre. Ce n'est pas convenable, car c'est lui qui est responsable de cette situation.

L'affaire Creusot-Loire « révèle au grand jour l'incompétence et la gravité des erreurs de gestion de la part des dirigeants d'un groupe capitaliste privé », estime, pour sa part, le secrétaire national aux entreprises du Parti socialiste, M. Jean-Paul Bachy. Dans un communiqué publié vendredi M. Bachy estime que cette affaire ne peut qu'inciter à réfléchir sur « le rôle de l'Etat dans la vie économique », et souligne le débat sur « le rôle de l'Etat qui brime les entreprises ».

La Fédération générale de la métallurgie et des mines CGDT (FGMD) indique, de son côté, qu'elle exige la démission de M. Pincus-Valenciennes, président

directeur général de Creusot-Loire, car la mise en règlement judiciaire résulte de « ses erreurs de gestion ». M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, a qualifié vendredi à Béziers de « péripétie normale dans une économie de type libéral », la mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire. Se refusant à condamner la direction de Creusot-Loire, M. Chotard a estimé que, « si la même affaire s'était déroulée au Etats-Unis, elle n'aurait pas fait un événement national ». Reçu par l'Union patronale de l'Hérault, pour inaugurer la délégation des entreprises pour l'emploi, le vice-président du CNPF a toutefois déploré le sort des entreprises sous-traitantes, et a trouvé « étonnant » la décision du tribunal de commerce de Paris, dans le climat social de l'entreprise.

Cette liquidation pour les sous-traitants est également manifestée par le SNPMI (Syndicat du patronat moderne et indépendant), tandis que la commission industrie du RPR condamne « la déplorable partie de bras de fer dans laquelle se sont engagés le gouvernement et les dirigeants de Creusot-Loire ». Enfin, M. Le Guen, membre du bureau politique du PCF, a souligné que « la responsabilité du gouvernement ne cesse pas avec l'impossibilité de trouver un montage financier satisfaisant et que, en aucun cas, les actionnaires privés d'Empain-Schneider ne peuvent être libérés de leurs responsabilités dans la situation de Creusot-Loire ».

## CHANGEMENT A LA TÊTE DE JEUMONT-SCHNEIDER

Le président-directeur général de Jeumont-Schneider, M. Christian Devin, a été remplacé, le 29 juin, par M. Jean-Martin Feltz, directeur général adjoint de cette société, filiale du groupe Schneider.

Cette décision avait été prise depuis un mois. M. Devin avait manifesté sa opposition à M. Pincus-Valenciennes.

## CORRESPONDANCE

### Une mise au point de M. Giraud, ancien ministre de l'Industrie

A la suite de l'article intitulé « Les rapports entre l'Etat et l'industrie privée », nous avons reçu de M. André Giraud, qui était ministre de l'Industrie en 1978, la précision suivante:

Dans votre édition du samedi 30 juin, votre rédacteur, M. Debonas, écrit ce qui suit: « (...) Le ministre de l'Industrie jugera normal en 1978 d'écarter la société (Creusot-Loire) du bénéfice des aides à la sidérurgie et s'opposera de manière permanente à la volonté des dirigeants d'adapter les effectifs aux carnets de commandes. Il y a là deux inexactitudes qu'il me paraît nécessaire de relever: 1° Le plan sidérurgique de novembre 1978 comportait non pas des « aides » mais un assainissement du bilan analogue à un règlement judiciaire. Celui-ci n'est intervenu que pour Usinor, Chiers et Sacilor, qu'après que les actionnaires et les créanciers eurent pris leur part du désastre financier et qu'une restructuration du capital eut eu lieu. Les dirigeants de Creusot-Loire n'ont ainsi jamais demandé à bénéficier d'aides qui n'existaient pas. Quant aux actionnaires, ils n'ont jamais demandé à limiter les actionnaires d'Usinor et de Sacilor. Creusot-Loire avait d'ailleurs, à cette époque, une mauvaise réputation: plusieurs dizaines de licenciements étaient prévus. Les mauvais résultats seraient dus, selon la direction, aux mauvaises conditions climatiques.

2° Le ministre de l'Industrie ne s'est jamais opposé à la volonté des dirigeants d'adapter les effectifs aux carnets de commandes. La seule proposition dans ce sens, faite à l'occasion des accords sur les aides spéciales avec Usinor, a été immédiatement approuvée.

3° L'affaire de Creusot-Loire. — La société Lafuma, comme par ses sacs de voyage, sacs à dos et matériels de camping, a dépassé son bilan le vendredi 29 juin. Elle emploie à Amboise (Loire) 427 personnes. Un plan de reprise comportant plusieurs dizaines de licenciements est prévu. Les mauvais résultats seraient dus, selon la direction, aux mauvaises conditions climatiques.

4° Pas d'aggravation pour le centre Leclerc de Carmaux. — La commission départementale de l'urbanisme commercial a rejeté, vendredi 29 juin, le projet de reconstruction du centre Leclerc, détruit dans la nuit du 20 au 21 avril par un commando de viticulteurs.

5° Contrat européen pour SG 2. — SG 2, société française de services en informatique, vient d'être retenue par la CEE pour réaliser un réseau pilote informatique européen reliant les réseaux locaux créés dans le cadre d'« Esprit », le programme stratégique de recherche dans les technologies de pointe lancé par les Dix pour faire face à la concurrence japonaise et américaine.

6° La Seine bloquée par les marins. — Depuis vendredi 29 juin au soir la Seine est bloquée à Lyon par une quinzaine de péniches de marins indépendants. Ce mouvement fait suite à celui entamé depuis mardi, sur la Seine, déjà, à Saint-Jean-de-Loire (S&L), Chalon-sur-Saône et Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). Les marins protestent contre le manque de fret, la Bourse de Lyon ne leur offrant plus de travail depuis plusieurs semaines, et contre la concurrence, qu'ils estiment déloyale, de la SNCF.

JEAN BENOTT.

## Les agriculteurs français s'estiment sacrifiés sur l'autel de l'Europe

Entre le triomphisme du Parti socialiste et les réactions boudeuses de l'UDF, l'accord de Fontainebleau mérite un examen critique plus attentif, auquel se sont livrés les organisations paysannes. Pour elles, Fontainebleau n'est pas loin d'être une catastrophe.

« Victoire de la présidence française », « étape historique dans l'histoire de la Communauté », a déclaré M. Jacques Hutzinger, secrétaire national du PS chargé des questions internationales. « Depuis ses origines, la Communauté a toujours eu pour but de faire valoir le principe de l'échange, au dernier moment, aux dépens de la démission. Nous nous félicitons, sans y voir la triomphe que tente d'accroître la propagande répandue par le pouvoir en France », a répondu le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet.

De fait, dans l'opinion paysanne, le pouvoir aurait tort de faire valoir le triomphe de la diplomatie française. Pour M. François Guillaume, président de la FNSEA, le sommet de Fontainebleau fut « une sombre journée pour l'Europe ». Le nouveau président du CNJA, M. Michel Teyssedon, a déclaré « avoir le sentiment que l'agriculture française a été abandonnée au profit d'un idéalisme européen qui dessert les intérêts de notre pays et de ses agriculteurs ». Quant au MOREF, il écrit: « Certes la Communauté ne pouvait continuer à fonctionner, mais les mesures prises, dans leur ensemble, sont mauvaises et extrêmement dangereuses pour les exploitants agricoles français et de la Communauté ».

M. Perrin, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, se réjouit « en tant qu'Européen, comme beaucoup, de ce nouveau dialogue de l'Europe et du budget communautaire, souhaitant que les orientations prises pour renforcer la construction européenne se traduisent par une plus grande solidarité entre les pays, par une avancée réelle dans des réalisations technologiques à venir et par la progression de l'Europe politique et de l'Europe des citoyens ». Mais M. Perrin note aussi que l'accord est temporaire sur deux points (la contribution britannique et l'accroissement des ressources propres) et que, surtout, il accentue le déséquilibre en faveur de l'agriculture allemande.

C'est en effet la diminution du taux de TVA accordée aux paysans allemands qui ne diminue pas leurs homologues français. Celle-ci, qui devait être de 3 %, le 1<sup>er</sup> janvier 1985, en compensation du démantèlement des montants compensatoires (MCM) positifs allemands, sera, en fait, après Fontainebleau, de 5 %, et applicable dès le 1<sup>er</sup> juillet. La FNSEA a chiffré à 3,1 milliards de francs pour 1984, à 9 milliards par an ensuite, l'avantage ainsi accordé à l'agriculture allemande. Et M. Guillaume de

demande, sinon en retour de moins pour atténuer l'effet, que les MCM allemands soient effectivement démantelés dès le 1<sup>er</sup> juillet, et non plus au 1<sup>er</sup> janvier 1985. Il demande aussi que la baisse de TVA ne concerne que les produits soumis à MCM.

Cette compensation offerte à l'Allemagne est jugée comme un des signes de renationalisation des politiques agricoles, signes qui existent ailleurs: le gouvernement néerlandais devrait annoncer à son tour des mesures en faveur de ses agriculteurs, touchés eux aussi par la suppression des MCM; l'Italie va chercher à obtenir des dérogations dans l'application des quotas laitiers.

A ce jeu, les agriculteurs français pourraient à leur tour estimer insuffisantes les mesures prises (aides à la cessation immédiate des MCM négatifs existants encore (ce qui correspondrait dans ce cas à une augmentation des prix français).

## Les problèmes demeurent

A court terme, les problèmes demeurent en suspens après Fontainebleau. La question du déficit budgétaire de la CEE en 1984 n'est pas réglée, et les dépenses prévues excèdent les recettes de 2.133 milliards d'ECU, soit 14,5 milliards de francs. Mercredi 27 juin, devant les Communes, Mme Thatcher a indiqué qu'elle ne demanderait au Parlement de ratifier l'augmentation des ressources propres qu'après l'adoption de mesures de discipline budgétaire. Pour les paysans, les incertitudes et les menaces subsistent.

A Fontainebleau, en parvenant au compromis, c'est la diplomatie française qui a favorisé le prochain élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. Et c'est sous la présidence française que fut prise la décision historique de réduire la production laitière.

Avec l'élargissement que continue de refuser la majorité des agriculteurs, c'est bien la France et ses régions méditerranéennes qui seront aux avant-postes de la concurrence. Quant au blocage des productions, l'agriculture française peut se sentir la plus pénalisée, dans la mesure où elle se sentait capable de progresser encore beaucoup.

Dès lors, le malentendu entre le paysan et la gauche au pouvoir va durer. Il ne pourrait être levé que dans la mesure où l'on saurait expliquer que les sacrifices demandés à la paysannerie s'inscrivent dans une perspective plus large, dans laquelle le développement s'agit de l'agriculture de moins des agriculteurs est inscrit. A quel bon continuer l'Europe et l'élargir, si cela doit se faire au prix d'une désaffection des premiers partisans de la Communauté?

JACQUES GRALL.

## Pas d'accord des Dix pour l'aide au tiers-monde

### De notre envoyé spécial

Luxembourg (Communautés européennes). — La quatrième conférence ministérielle sur le renouvellement de la convention de Lomé en fin de matinée sans que la question essentielle de la négociation de l'aide financière de la CEE aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) au cours de la période 1985-1989 — soit réglée. Les Dix doivent encore se mettre d'accord sur l'offre à formuler à leurs partenaires du tiers-monde avant que les pourparlers puissent être conclus. L'objectif est d'y parvenir au début de l'automne afin que le nouvel arrangement entre en vigueur comme prévu au 1<sup>er</sup> mars 1985.

Malgré les efforts déployés par la présidence française pendant deux jours, les Dix n'ont pas été en mesure de chiffrer le montant du futur Fonds européen de développement (FED). Devant la position très restrictive du Royaume-Uni et les réticences de plusieurs autres Etats membres, notamment l'Allemagne fédérale, M. Cheysson, le ministre des relations extérieures, a préféré renoncer à poursuivre l'exercice.

MARCEL SCOTTO.

## La tristesse du Creusot

(Suite de la première page.)

« Les travailleurs », écrivait M. Toni Tripodi, secrétaire de la CGT de l'usine, devant se démissionner. C'est à vous, camarades, qu'appartient la décision sur les formes d'action que nous allons choisir.

Langage ampoulé, prudent, précautionneux, comparé aux envolées véhémentes des militants de Longwy. Dans la foule, massée boulevard Henri-Paul-Schneider, devant les bureaux patronaux, les regards moqueurs, amers ou indifférents, on discerne long sur l'état des troupes.

Sur toutes les lèvres, une question: « Comment on-ils pu, comment on-ils pu à Paris mettre au rancart la première entreprise française — de mécanique — ? En filigrane, la peur du lendemain: « J'ai une fille de dix-huit ans, déclare René Michon, quarante-trois ans, micheur-électricien, vingt-huit ans d'usine. Depuis qu'elle est sortie du lycée technique, elle n'a trouvé aucun emploi ». Et Georges Bessac, quarante-trois ans, ouvrier mason « qui aime son Creusot-Loire », s'ajoute: « Moi aussi, j'ai une fille de dix-huit ans. Elle a un CAP de couturière, et pas de boulot depuis un an et demi... Dans le bassin du Creusot le taux de chômage atteint 12,5 %.

Pourtant, de l'avis même de la direction du Creusot, les mots

d'ordre de débrayage dans l'entreprise ont été suivis ce même jour par 80 % des ouvriers de l'équipe du matin — ceux qui travaillent de 4 heures à midi — et dans la même proportion par ceux de l'équipe du jour (de 13 h 30 à 17 h). On a même vu 70 % des agents de maîtrise du secteur métallurgie dans la coup, ainsi que 25 % des cadres supérieurs du secteur mécanique.

## Le paternalisme des Schneider

Les cadres étaient d'ailleurs présents dans la manifestation derrière leur pancarte, alors qu'ils étaient absents de faire grève le 19 juin dernier. Et pas un seul d'entre eux n'a réagi lorsque les ouvriers ont barré les routes d'accès à l'usine et verrouillé les grilles d'entrée. A 17 heures, les militants CGT et CFDT levaient les barrières. De part et d'autre, on vent évitait tout débordement.

Commentaire d'une enseignante, M<sup>me</sup> Annie Merlin, troiste et au sein, professeur de lettres au lycée du Creusot: « Ici, le paternalisme des Schneider a fait des ravages considérables. On est habitué à obéir et à servir, pas à se révolter, avec une population prise en charge et conditionnée depuis des générations. » Quelques exemples: l'ouvrier creusotin n'a jamais à remplir une seule démarche administrative, l'organisme social de l'usine le fait à sa place; l'intéressé ignore les rouages de l'administration et se laisse gérer totalement. « Confortable, mais peu éduqué », déclare M<sup>me</sup> Merlin.

Autre anecdote: le fameux statut d'Engel Schneider, père fondateur de l'usine. A l'origine, ce monument occupait le centre de la place Schneider. Il a été excentré voici quelque deux ans pour des raisons d'urbanisme, version officielle de la municipalité socialiste. En fait, ce déplacement a suscité un tollé de l'après d'une bonne frange de la population: on froissait le sacrilège. Il y a environ vingt ans, une première tentative avait échoué devant les protestations trop nombreuses. On n'a pas pu déboulonner Schneider avant les années 80. Car c'est cela aussi, on l'a dit et redit, le drame du Creusot: une ville bâtie de toutes pièces pour une mono-industrie.

A côté des enseignants et des employés municipaux, un certain nombre de petits patrons et de salariés des entreprises sous-traitantes étaient présents vendredi parmi les syndicalistes. Rien

que dans le département, Creusot-Loire compte trois cents sous-traitants, quatre fournisseurs, qui se sont constitués en associations de défense. Leurs créances s'échelonnent, pour une centaine d'entre eux, de 50 000 francs à 600 000 francs et, pour quatre entreprises plus importantes, elles s'élèvent à plus de 1 million de francs.

Ces PME sous-traitantes avaient obtenu que durant la suspension provisoire des poursuites, c'est-à-dire du 13 mai au 13 juillet, la Banque populaire consente momentanément des prêts au taux exceptionnel de 5 %. Même de très petites entreprises risquent d'être atteintes par les retombées de cet endettement: « Creusot-Loire nous doit 120 000 francs, nous confie M. Priot, PDG d'une miroiterie qui emploie six ouvriers. Cela ne représente que 5 % de notre chiffre d'affaires, mais certaines PME se trouvent aujourd'hui dans une situation plus qu'embarrassante. » Entre autres un quincaillier en gros, la maison Bertin 300 000 francs de créances; une droguerie en gros, les établissements Louis Bonnot, qui ont une trentaine d'ouvriers, 500 000 francs de créances; une usine de matériel de levage, la société Pigeat à Montchanin 1 millions de francs de créances).

Quant aux commerçants du centre, ils se plaignent d'une baisse de la clientèle observée depuis deux mois: « Les commerçants achètent moins qu'avant. Ils préfèrent déposer leur argent à la Caisse d'épargne. » Dans le quartier Saint-Laurent, la deuxième tranche de construction d'une cité HLM est arrêtée: « On attendait de voir, explique un promoteur. Désormais, nous hésitons... »

Curieusement, la population du Creusot ne cherche pas d'où vient le coup, à l'exception des syndicats CGT et CFDT qui accusent, peut-être sans nuances, M. Pincus-Valenciennes de tous les maux de la création. On savait que cela allait mal, conclut M. Baylot, président de l'union des commerçants, mais il aurait fallu — il faudrait — que l'on aide notre industrie comme on l'a fait pour l'agriculture française il y a un quart de siècle. Le Crédit agricole, pour sa part, ne s'en porte pas plus mal, au contraire. Alors, pourquoi pas nous ?

Mais, vendredi, le slogan « Creusot-Loire vivra ! » tant de fois répété dans les « manif », s'est presque mué en cri de désespoir.

## LES CHEFS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES SONT NETTEMENT MOINS PESSIMISTES

L'activité tend à se redresser dans l'ensemble de l'industrie, après le léger fléchissement constaté en avril et en mai, écrit l'INSEE, au vu de sa dernière enquête de conjoncture.

Le redressement concerne surtout les secteurs répondant à la demande des entreprises: biens d'équipement professionnels et biens intermédiaires. La stabilité prévaut dans la construction automobile, et le secteur des biens de consommation. Les stocks de produits finis sont toujours proches de leur niveau normal. Les carnets et la demande globale restent stables, même si la demande étrangère est un peu moins active dans tous les secteurs, à l'exception des biens intermédiaires. Les perspectives générales d'activité deviennent chaque mois un peu moins pessimistes; à très court terme, les industriels attendent une stabilité de leur production, pour l'INSEE. Les hausses de prix émises à la production, un peu plus fortes que les deux mois précédents, restent modérées.

## DEBUT DE MATINEE



ET A 9 HEURE (GMT)



19: Allemagne, 27 et 31; Berlin, 15 et 16; 16 et 17: Bruxelles, 15 et 16; 17 et 18: Paris, 15 et 16; 18 et 19: Londres, 15 et 16; 19 et 20: New York, 15 et 16; 20 et 21: Tokyo, 15 et 16; 21 et 22: Hong Kong, 15 et 16; 22 et 23: Singapour, 15 et 16; 23 et 24: Manille, 15 et 16; 24 et 25: Cebu, 15 et 16; 25 et 26: Iloilo, 15 et 16; 26 et 27: Zamboanga, 15 et 16; 27 et 28: Davao, 15 et 16; 28 et 29: Cagayan de Oro, 15 et 16; 29 et 30: Butuan, 15 et 16; 30 et 31: Zamboanga, 15 et 16; 31 et 1: Zamboanga, 15 et 16; 1 et 2: Zamboanga, 15 et 16; 2 et 3: Zamboanga, 15 et 16; 3 et 4: Zamboanga, 15 et 16; 4 et 5: Zamboanga, 15 et 16; 5 et 6: Zamboanga, 15 et 16; 6 et 7: Zamboanga, 15 et 16; 7 et 8: Zamboanga, 15 et 16; 8 et 9: Zamboanga, 15 et 16; 9 et 10: Zamboanga, 15 et 16; 10 et 11: Zamboanga, 15 et 16; 11 et 12: Zamboanga, 15 et 16; 12 et 13: Zamboanga, 15 et 16; 13 et 14: Zamboanga, 15 et 16; 14 et 15: Zamboanga, 15 et 16; 15 et 16: Zamboanga, 15 et 16; 16 et 17: Zamboanga, 15 et 16; 17 et 18: Zamboanga, 15 et 16; 18 et 19: Zamboanga, 15 et 16; 19 et 20: Zamboanga, 15 et 16; 20 et 21: Zamboanga, 15 et 16; 21 et 22: Zamboanga, 15 et 16; 22 et 23: Zamboanga, 15 et 16; 23 et 24: Zamboanga, 15 et 16; 24 et 25: Zamboanga, 15 et 16; 25 et 26: Zamboanga, 15 et 16; 26 et 27: Zamboanga, 15 et 16; 27 et 28: Zamboanga, 15 et 16; 28 et 29: Zamboanga, 15 et 16; 29 et 30: Zamboanga, 15 et 16; 30 et 31: Zamboanga, 15 et 16; 31 et 1: Zamboanga, 15 et 16; 1 et 2: Zamboanga, 15 et 16; 2 et 3: Zamboanga, 15 et 16; 3 et 4: Zamboanga, 15 et 16; 4 et 5: Zamboanga, 15 et 16; 5 et 6: Zamboanga, 15 et 16; 6 et 7: Zamboanga, 15 et 16; 7 et 8: Zamboanga, 15 et 16; 8 et 9: Zamboanga, 15 et 16; 9 et 10: Zamboanga, 15 et 16; 10 et 11: Zamboanga, 15 et 16; 11 et 12: Zamboanga, 15 et 16; 12 et 13: Zamboanga, 15 et 16; 13 et 14: Zamboanga, 15 et 16; 14 et 15: Zamboanga, 15 et 16; 15 et 16: Zamboanga, 15 et 16; 16 et 17: Zamboanga, 15 et 16; 17 et 18: Zamboanga, 15 et 16; 18 et 19: Zamboanga, 15 et 16; 19 et 20: Zamboanga, 15 et 16; 20 et 21: Zamboanga, 15 et 16; 21 et 22: Zamboanga, 15 et 16; 22 et 23: Zamboanga, 15 et 16; 23 et 24: Zamboanga, 15 et 16; 24 et 25: Zamboanga, 15 et 16; 25 et 26: Zamboanga, 15 et 16; 26 et 27: Zamboanga, 15 et 16; 27 et 28: Zamboanga, 15 et 16; 28 et 29: Zamboanga, 15 et 16; 29 et 30: Zamboanga, 15 et 16; 30 et 31: Zamboanga, 15 et 16; 31 et 1: Zamboanga, 15 et 16; 1 et 2: Zamboanga, 15 et 16; 2 et 3: Zamboanga, 15 et 16; 3 et 4: Zamboanga, 15 et 16; 4 et 5: Zamboanga, 15 et 16; 5 et 6: Zamboanga, 15 et 16; 6 et 7: Zamboanga, 15 et 16; 7 et 8: Zamboanga, 15 et 16; 8 et 9: Zamboanga, 15 et 16; 9 et 10: Zamboanga, 15 et 16; 10 et 11: Zamboanga, 15 et 16; 11 et 12: Zamboanga, 15 et 16; 12 et 13: Zamboanga, 15 et 16; 13 et 14: Zamboanga, 15 et 16; 14 et 15: Zamboanga, 15 et 16; 15 et 16: Zamboanga, 15 et 16; 16 et 17: Zamboanga, 15 et 16; 17 et 18: Zamboanga, 15 et 16; 18 et 19: Zamboanga, 15 et 16; 19 et 20: Zamboanga, 15 et 16; 20 et 21: Zamboanga, 15 et 16; 21 et 22: Zamboanga, 15 et 16; 22 et 23: Zamboanga, 15 et 16; 23 et 24: Zamboanga, 15 et 16; 24 et 25: Zamboanga, 15 et 16; 25 et 26: Zamboanga, 15 et 16; 26 et 27: Zamboanga, 15 et 16; 27 et 28: Zamboanga, 15 et 16; 28 et 29: Zamboanga, 15 et 16; 29 et 30: Zamboanga, 15 et 16; 30 et 31: Zamboanga, 15 et 16; 31 et 1: Zamboanga, 15 et 16; 1 et 2: Zamboanga, 15 et 16; 2 et 3: Zamboanga, 15 et 16; 3 et 4: Zamboanga, 15 et 16; 4 et 5: Zamboanga, 15 et 16; 5 et 6: Zamboanga, 15 et 16; 6 et 7: Zamboanga, 15 et 16; 7 et 8: Zamboanga, 15 et 16; 8 et 9: Zamboanga, 15 et 16; 9 et 10: Zamboanga, 15 et 16; 10 et 11: Zamboanga, 15 et 16; 11 et 12: Zamboanga, 15 et 16; 12 et 13: Zamboanga, 15 et 16; 13 et 14: Zamboanga, 15 et 16; 14 et 15: Zamboanga, 15 et 16; 15 et 16: Zamboanga, 15 et 16; 16 et 17: Zamboanga, 15 et 16; 17 et 18: Zamboanga, 15 et 16; 18 et 19: Zamboanga, 15 et 16; 19 et 20: Zamboanga, 15 et 16; 20 et 21: Zamboanga, 15 et 16; 21 et 22: Zamboanga, 15 et 16; 22 et 23: Zamboanga, 15 et 16; 23 et 24: Zamboanga, 15 et 16; 24 et 25: Zamboanga, 15 et 16; 25 et 26: Zamboanga, 15 et 16; 26 et 27: Zamboanga, 15 et 16; 27 et 28: Zamboanga, 15 et 16; 28 et 29: Zamboanga, 15 et 16; 29 et 30: Zamboanga, 15 et 16; 30 et 31: Zamboanga, 15 et 16; 31 et 1: Zamboanga, 15 et 16; 1 et 2: Zamboanga, 15 et 16; 2 et 3: Zamboanga, 15 et 16; 3 et 4: Zamboanga, 15 et 16; 4 et 5: Zamboanga, 15 et 16; 5 et 6: Zamboanga, 15 et 16; 6 et 7: Zamboanga, 15 et 16; 7 et 8: Zamboanga, 15 et 16; 8 et 9: Zamboanga, 15 et 16; 9 et 10: Zamboanga, 15 et 16; 10 et 11: Zamboanga, 15 et 16; 11 et 12: Zamboanga, 15 et 16; 12 et 13: Zamboanga, 15 et 16; 13 et 14: Zamboanga, 15 et 16; 14 et 15: Zamboanga, 15 et 16; 15 et 16: Zamboanga, 15 et 16; 16 et 17: Zamboanga, 15 et 16; 17 et 18: Zamboanga, 15 et 16; 18 et 19: Zamboanga, 15 et 16; 19 et 20: Zamboanga, 15 et 16; 20 et 21: Zamboanga, 15 et 16; 21 et 22: Zamboanga, 15 et 16; 22 et 23: Zamboanga, 15 et 16; 23 et 24: Zamboanga, 15 et 16; 24 et 25: Zamboanga, 15 et 16; 25 et 26: Zamboanga, 15 et 16; 26 et 27: Zamboanga, 15 et 16; 27 et 28: Zamboanga, 15 et 16; 28 et 29: Zamboanga, 15 et 16; 29 et 30: Zamboanga, 15 et 16; 30 et 31: Zamboanga, 15 et 16; 31 et 1: Zamboanga, 15 et 16; 1 et 2: Zamboanga, 15 et 16; 2 et 3: Zamboanga, 15 et 16; 3 et 4: Zamboanga, 15 et 16; 4 et 5: Zamboanga, 15 et 16; 5 et 6: Zamboanga, 15 et 16; 6 et 7: Zamboanga, 15 et 16; 7 et 8: Zamboanga, 15 et 16; 8 et 9: Zamboanga, 15 et 16; 9 et 10: Zamboanga, 15 et 16; 10 et 11: Zamboanga, 15 et 16; 11 et 12: Zamboanga, 15 et 16; 12 et 13: Zamboanga, 15 et 16; 13 et 14: Zamboanga, 15 et 16; 14 et 15: Zamboanga, 15 et 16; 15 et 16: Zamboanga, 15 et 16; 16 et 17: Zamboanga, 15 et 16; 17 et 18: Zamboanga, 15 et 16; 18 et 19: Zamboanga, 15 et 16; 19 et 20: Zamboanga, 15 et 16; 20 et 21: Zamboanga, 15 et 16; 21 et 22: Zamboanga, 15 et 16; 22 et 23: Zamboanga, 15 et 16; 23 et 24: Zamboanga, 15 et 16; 24 et 25: Zamboanga, 15 et 16; 25 et 26: Zamboanga, 15 et 16; 26 et 27: Zamboanga, 15 et 16; 27 et 28: Zamboanga, 15 et 16; 28 et 29: Zamboanga, 15 et 16; 29 et 30: Zamboanga, 15 et 16; 30 et 31: Zamboanga, 15 et 16; 31 et 1: Zamboanga, 15 et 16; 1 et 2: Zamboanga, 15 et 16; 2 et 3: Zamboanga, 15 et 16; 3 et 4: Zamboanga, 15 et 16; 4 et 5: Zamboanga, 15 et 16; 5 et 6: Zamboanga, 15 et 16; 6 et 7: Zamboanga, 15 et 16; 7 et 8: Zamboanga, 15 et 16; 8 et 9: Zamboanga, 15 et 16; 9 et 10: Zamboanga, 15 et 16; 10 et 11: Zamboanga, 15 et 16; 11 et 12: Zamboanga, 15 et 16; 12 et 13: Zamboanga, 15 et 16; 13 et 14: Zamboanga, 15 et 16; 14 et 15: Zamboanga, 15 et 16; 15 et 16: Zamboanga, 15 et 16; 16 et 17: Zamboanga, 15 et 16; 17 et 18: Zamboanga, 15 et 16; 18 et 19: Zamboanga, 15 et 16; 19











DEVANT LE COMITÉ DIRECTEUR DU PS

## M. Jean Poperen : la rigueur ne doit pas bénéficier qu'aux entreprises

Le comité directeur du PS, qui se réunit le samedi 30 juin et dimanche 1<sup>er</sup> juillet (le Monde du 30 juin), s'est ouvert par la lecture du rapport d'activité de M. Jean Poperen, secrétaire du PS.

M. Poperen tire d'abord les conclusions des élections européennes. S'il y a eu, constate-t-il, globalement (...) confirmation des positions du Parti (...), le Parti socialiste ne retrouve quasiment rien de la substance perdue par les autres formations de la gauche, notamment par le PCF.

« Jamais, continue M. Poperen, dans une élection de caractère national, la démobilité de l'électorat de gauche n'a atteint de pareilles proportions (...). L'abstentionnisme d'une partie importante de l'électorat de la gauche devient un phénomène politique majeur (...).

A propos des résultats enregistrés par l'extrême droite, M. Poperen observe que « l'électorat de Le Pen est un électorat très droitier radicalisé. Il ne semble pas avoir bénéficié de transferts importants venant de la gauche, sauf en Provence-Côte d'Azur ».

En 1986, continue M. Poperen,

la gauche aura besoin de tous ses électeurs pour gagner, et il serait particulièrement aventureux de croire que ceux-ci vont se mobiliser massivement.

Cette situation, ajoute M. Poperen, « peut amener à explorer les possibilités d'élargissement » de la majorité. Mais, continue-t-il, « ce de quoi il s'agit lorsqu'on s'adresse à un leader du CDS, Stasi qui, d'ailleurs, renvoie aussitôt l'invitation avec mépris ? Pourquoi rechercher toujours ce centre qui n'existe pas ? Même dans l'épreuve d'aujourd'hui, la stratégie d'union de la gauche vient justement d'être valorisée par l'échec des tentatives de nouvelle « troisième voie » (...). Au moment donc où la droite est plus que jamais la droite, comment la gauche pourrait-elle manquer d'être fortement la gauche ? »

M. Poperen constate alors que « la politique du gouvernement de gauche, sous l'impulsion du président de la République, enregistre d'incontestables réussites, d'abord dans l'ordre international ».

M. Poperen rappelle que, sur un plan intérieur, la politique de rigueur commencée à porter ses « premiers fruits ».

Pour autant, reconnaît M. Poperen, « bien des gens de gauche s'interrogent ». « Le pire », répond M. Poperen, « serait (...) alors que la réussite n'est pas assurée, de changer de ligne. Nous avons le devoir de faire que les acquis de la rigueur atteignent un niveau d'irréversibilité ».

M. Poperen en arrive alors à une mise en garde à l'adresse du gouvernement et, notamment, de M. Jacques Delors : « Il faut, souligne-t-il, que les gens de ce pays (...) éprou-

vent concrètement que les actes d'aujourd'hui du gouvernement concourent (...) à avancer vers la finalité de la rigueur. (...) L'un des signaux qui nous ont été adressés le 17 juin, c'est que le monde du travail a besoin de savoir de quels moyens nous pourrions nous servir, dans la période qui vient, pour stabiliser le chômage puis amorcer une inversion de la courbe (...). Cette réponse est d'abord politique (...). Au moment où nul ne conteste plus que les « marges » des entreprises se sont élargies, que les investissements repartent (...), comment comprendre, comment admettre que nous en restions à l'heure où l'on parle beaucoup de licenciements et quasiment pas d'embauches (...). Il y aurait un grand risque à ce que la rigueur, appliquée par la gauche, soit ressentie comme conduisant simplement à accroître les bénéfices des entreprises, non à élargir, à partir de là, les possibilités d'emploi. La question de la contribution du patronat à l'effort national en contrepartie des sacrifices acceptés par les salariés, n'est donc toujours pas résolue. Mais plus le temps passe, plus cet état de choses entraîne des conséquences économiques, sociales, politiques fâcheuses. Et il serait dangereux d'imaginer que la question posée pourrait, longtemps encore, rester sans réponse.

M. Poperen souligne que la « base sociale et politique » de la gauche nous avait donné un avertissement au premier tour des municipales. Le second tour avait été considéré par nous comme un surcis. Rien de décisif n'ayant été de nature à modifier la perception que ces couches sociales ont de notre politique, ce qui se passe aujourd'hui ne saurait être considéré comme surprenant... »

## LE DÉBAT INTERNE AU PCF

### M. Marcel Rigout : Vive la « révolution culturelle » !

De notre envoyé spécial

Rome. — Dans la somptueuse cour de la Villa Médicis vendredi soir 29 juin à l'heure de la réception offerte par Pierre Mauroy à la communauté française d'Italie, M. Rigout était le plus attentif.

Le comité central du PCF, 26 et 27 juin a été à l'initiative d'une réunion à Rome. Les membres du comité ont même dû « faire la queue » pour s'inscrire au tour de parole. Oui, c'est vrai, personne n'est intervenu pour défendre le rapport de Claude Poperen. Oui, c'est vrai, les intervenants ont pratiquement tous estimé que la direction du parti avait fait preuve d'insuffisance dans ses analyses. Oui, c'est vrai, dans leur grande majorité, ces intervenants se sont prononcés pour la poursuite de la participation du parti au gouvernement. Ceux qui se sont prononcés pour la rupture étaient extrêmement minoritaires.

Pour M. Rigout, il ne fait aucun doute que la réaction du comité central traduit une vague de fond. Là où M. Georges Marchais voit « le commencement d'une réflexion », lui parle déjà de « révolution culturelle ». Il s'en réjouit, car l'enjeu est capital : « Il s'agit de sauver le parti ». Comment y parvenir ? Le salut passe d'abord, selon le ministre de la formation professionnelle, par une amélioration de la vie démocratique du parti. Les structures intermédiaires entre les cellules et le congrès ne doivent pas jouer un rôle d'écran. Rien qu'il ne soit pas question de remettre en cause le centralisme démocratique ni de permettre l'organisation de courants, M. Rigout est partisan de votes sur des « contributions diverses » lors des prochains congrès. Le temps est révolu, estime-t-il, des motions verrouillées avant même d'avoir été débattues.

Comme on lui fait remarquer que ce n'est pas la première fois qu'on parle d'un aggrégement au PCF, et que cela avait été le cas notamment lors du vingt-deuxième congrès, en 1976, il réplique : « Oui, mais en 1976, nous avions

de gros bras et nous pensions pouvoir mettre François Mitterrand dans notre poche. C'est lui qui nous a mis dans la sienne... »

Le salut passe surtout, à son avis, par une clarification des positions du parti à l'égard de l'URSS. Le problème le plus grave réside, à ses yeux, dans un constat : les positions du parti ne parviennent plus à attirer les jeunes. Pour les jeunes aujourd'hui, le PCF se réduit souvent à l'équation suivante : « PC = URSS = foula ». C'est-à-dire se réduit à l'image d'un parti ennemi des libertés. Or, sans les jeunes, le PCF risque de devenir « un parti d'anciens combattants ». Pour tout ce qui concerne les droits de l'homme et les droits des peuples, le PCF doit donc s'interdire désormais tout ambiguïté. Dans ce domaine, l'exemple du Parti communiste italien paraît positif à M. Rigout.

En outre, depuis le printemps 1981, au sein de la majorité, sans doute le PCF a-t-il « mal géré le oui, mais... ». Bon nombre de militants et d'électeurs n'approuvent pas ses assauts critiques, souvent excessifs, contre le gouvernement.

Le rôle de M. Marchais ? Au comité central, certains intervenants ont « fraternellement » mis en cause le secrétaire général en sa qualité de « patron » du parti. Il ne s'agit pas de faire supporter à celui-ci une responsabilité qui est collectivement partagée, mais il est également clair que, pour une partie de l'électorat communiste, Georges Marchais est devenu l'« homme de l'échec ». Il paraît donc difficile de concevoir que M. Marchais puisse apparaître demain comme l'homme de la rénovation. Le secrétaire général comprendra-t-il cela ? « Je l'espère... Vous savez, c'est un homme sensible, plus sensible qu'on ne croit... »

Pourquoi le ministre de la formation professionnelle s'exprime-t-il si librement ? « Je suis sans ambition personnelle. Il s'agit de prendre le taureau par les cornes pour sauver le parti, et c'est possible. » Est-il prêt personnellement à s'engager au côté des partisans de cette « révolution culturelle » ? Réponse immédiate : « Oui ! »

A. R.

## CEPES

diagnostique 1982, chômage, chômage, plus de 1.000 diagnostics...

### sciences-po

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> années - 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycles - 2<sup>e</sup> cycle - Chèques 100 ou 200 F

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.08.19

## La COB dénonce de graves irrégularités commises sur le marché obligataire et saisit la justice

A l'issue d'une longue et minutieuse enquête menée en coopération avec les services de la Chambre syndicale des agents de change, la Commission des opérations de Bourse (COB) a décidé de transmettre au parquet un dossier concernant un petit nombre de professionnels (six dont cinq salariés d'agents de change) coupables d'avoir commis de graves irrégularités sur le marché obligataire. En mai dernier, à l'occasion de la publication du rapport annuel de cet organisme chargé de surveiller les marchés financiers et les sociétés qui font appel public à l'épargne, la COB, avait déjà laissé entendre qu'elle avait entrepris une vaste investigation sur les obligations, tant en raison de l'importance croissante de ce marché (dont le volume de transactions a atteint 221,5 milliards de francs en 1983, quatre fois plus que les actions) que des brusques hausses de cours parfois constatées lors des négociations de blocs d'obligations (volumes de titres importants négociés en une seule transaction).

Sur les quelques mille neuf cents emprunts actuellement inscrits à la cote, la Commission des opérations de Bourse s'est attachée plus particulièrement à quarante-neuf d'entre eux pour aboutir à la conclusion que plusieurs spécialistes de ce marché étaient susceptibles d'être déviés aux autorités judiciaires sous le double motif d'intérêt et d'action illicite sur le marché par altération de cours. En d'autres termes, il est reproché à ces personnes, dont l'identité n'est pas révélée (pas plus que celle des quatre charges d'agent de change qui les emploient),

d'avoir procédé durant l'année 1982 à des manipulations de cours à l'occasion d'amortissements d'emprunts effectués par des sociétés, voire de s'être intercalés entre l'acheteur et le vendeur en s'appropriant les écarts de cours dont auraient normalement dû bénéficier les détenteurs d'ordres.

Ces spécialistes du marché des obligations « sont intervenus pour leur compte personnel dans des conditions qui leur ont procuré des gains substantiels... commettant ainsi des irrégularités graves susceptibles de recevoir des suites pénales » estime la Commission, ajoutant : « l'ensemble des opérations ainsi décelées a procuré à leurs auteurs des gains dont le montant a dépassé au total 2 millions de francs en 1982 ». Ces profits, « réalisés en espèces par les intéressés au fur et à mesure de leur réalisation ont été souvent préjudiciables à la clientèle ».

Si le nombre des professionnels mis en cause est limité par rapport aux quelques mille huit cents personnes qui travaillent en prise directe sur le marché boursier, de même que celui des charges d'agents de change concernés, la COB n'en souligne pas moins la gravité des faits relevés, formulant dans son dernier bulletin mensuel quelques suggestions pour un meilleur fonctionnement de ce marché. Celles-ci pourraient être étudiées dans le détail avec les autorités de tutelle après le départ de son président, M. Bernard Tricot, dont le mandat à la tête de la COB s'achève en août prochain, le nom de son successeur n'étant pas encore connu.

SERGE MARTI.

## Le gouvernement argentin signe un accord de dernière minute avec ses créanciers

Un accord de dernière minute aura encore permis de laisser la porte ouverte pour de nouvelles négociations entre l'Argentine et ses créanciers étrangers auxquels elle doit quelque 43,6 milliards de dollars, dont une petite vingtaine vient à échéance cette année, du fait du montant très élevé des emprunts à court terme contractés au cours des dernières années.

C'est le ministre de l'économie du gouvernement de Buenos-Aires, M. Bernardo Grinspun, qui a lui-même annoncé l'arrangement conclu avec le comité bancaire (onze établissements dont un français) présidé par un des dirigeants de la Citibank et censé représenter les quelque trois cent cinquante banques américaines, européennes, japonaises, etc. présentes, afin de permettre à l'Argentine de faire face à ses obligations les plus urgentes. Les autorités de Buenos-Aires se sont déclarées prêtes pour leur part à prélever 225 millions de dollars sur leurs réserves de changes (estimées à 1,6 milliard de dollars), tandis que les banques étrangères leur avançaient à quarante-cinq jours (renouvelables) 125 millions. Ces deux opérations font un total de 350 millions de dollars qui, ajoutés aux 100 millions déjà déboursés, la semaine dernière, forment les 450 millions de dollars à verser avant ce samedi 30 juin à titre d'arriéré d'intérêt.

Grâce à ce versement, les Argentins se seront, en principe, mis à jour pour le règlement des intérêts qu'ils auraient normalement dû payer il y a trois mois. Les apparences vont une nouvelle fois sauver pour les banques américaines et européennes soumises à une réglementation qui les oblige à ne plus compter comme revenus les intérêts restés impayés passé un délai de quatre-vingt-dix jours.

Simultanément, le crédit de 300 millions de dollars accordé précédemment (et aussi au dernier moment) à l'Argentine par quatre pays (Brésil, Mexique, Venezuela, Colombie), pour lui permettre, pour les mêmes raisons, de respecter son échéance du 30 mars, est renouvelé, pour la troisième fois, jusqu'au 31 juillet. C'est ce prêt, consenti par ses compagnons d'infortune, qui aura encore permis à l'Argentine d'effectuer le règlement de la semaine dernière auquel il a été fait allusion plus haut.

De même, les banques commerciales qui avaient déjà fait un avance de 100 millions de dollars le

30 mars dernier (pour être payées à leur tour) ont accordé un délai supplémentaire pour le remboursement. Comme dans les charges rapides, la cavalerie financière fait à plusieurs reprises passer les mêmes sommes pour donner l'impression qu'elle est capable de mobiliser des forces suffisantes pour faire face à l'impérieuse situation. Les banques, pour faire bonne mesure, ont encore accepté de reporter du 15 juin dernier au 15 septembre prochain le remboursement d'une créance de 750 millions de dollars sur l'Argentine.

Mais tout cela n'est que péripétie. La grande question qui reste posée est de savoir si le président Alfonsín se résoudra à signer l'accord en cours de négociation avec le Fonds monétaire. Le mercredi 27 juin dans la soirée, le chef de l'Etat a prononcé un discours pour appeler ses concitoyens à l'effort ou, si l'on préfère, à l'austérité : « Si nous voulons, n'est-ce pas, que nous ne soyons pas la proie des ennemis de la nation, il nous faut comprendre que la solution de nos problèmes passe par le dialogue et la conciliation, et non par des grèves et des conflits. Nous ne pouvons nier la gravité de la crise que nous traversons... » Quant à M. Grinspun, il a déclaré que les négociations avec le Fonds monétaire « avançaient ».

De la signature d'un accord avec le FMI dépend l'ouverture de négociations en bonne et due forme dans les banques et avec les gouvernements étrangers, non plus pour boucher des trous, mais pour rééchelonner sur une longue période les énormes dettes, privées et publiques (celles qui sont dues aux Etats occidentaux) de l'Argentine, venues à échéance.

Le principal point de désaccord avec le FMI porte sur la question des salaires, le président argentin (il l'a encore répété dans son discours) estimant qu'il convient d'assurer une certaine progression du pouvoir d'achat réel (après les amputations qu'il a subies au cours des précédentes années) des salariés petits et moyens. Mais le différend ne serait-il pas plus apparent que réel ? Comment calculer l'évolution des salaires en faisant abstraction de la hausse des prix dans un pays où l'inflation est évaluée (estimation elle-même très hasardeuse) à 570 % en rythme annuel ?

PAUL FABRA.

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3. La fin de la présidence française du conseil européen.
4. ETHIOPIE : Les secours alimentaires.
5. ITALIE : Le premier congrès des détenus.
6. LECTURES
8. LIBAN : Les coulisses de la guerre de dix ans.

### FRANCE

9. La visite de M. Mauroy au Vatican.
10. Retour aux élections européennes (II).
11. SOCIÉTÉ
12. SPORTS
13. La Tour de France cycliste.
14. Le tournoi de tennis de Wimbledon.

### ÉCONOMIE

21. Le dépôt de bilan de Creusot-Loire.
22. M. Bergeon se représente au secrétariat général du FO.
23. La revue des valeurs.
24. Crédits, changes et grands marchés.

### RADIO-TÉLÉVISION (20)

- Carnet (17) : « Journal officiel » (20) ; Programmes des spectacles (19) ; Météorologie (20) ; Mots croisés (20).

### UN OURAGAN AURAIT FAIT DE NOMBREUSES VICTIMES AU NORD-EST DE MOSCOU

Moscou (AFP). — Un ouragan, qui a ravagé la région de Moscou, le 9 juin dernier, a provoqué la mort de quelques centaines de Soviétiques et entraîné des dégâts importants, selon des informations de source diplomatique à Moscou où, cependant, aucun bilan officiel n'a été publié. L'ouragan a frappé la ville d'Ivanovo, à deux cents kilomètres au nord-est de la capitale et plusieurs autres villes de la République autonome de Tchouvachie où résident plus de huit millions d'habitants.

D'après la presse soviétique, les vents ont atteint des vitesses de 360 kilomètres à l'heure, dévastant cultures et forêts, bâtiments, écoles, hôpitaux et usines par centaines. Il y a eu « mobilisation générale » de la population pour faire face aux destructions avec l'aide de l'armée, de la milice et de médecins envoyés sur place. Des journalistes occidentaux au sein à Moscou se sont vu opposer une interdiction de se rendre à Ivanovo. Les autorités soviétiques ont publié un communiqué faisant état de « pertes en vies humaines », sans autre détail, et elles ont formulé « leurs profondes condoléances » aux familles et à leurs proches touchés par cette catastrophe.

### Au Liban

## L'armée israélienne arraisonne un navire civil reliant Chypre à Beyrouth et arrête neuf passagers

La marine israélienne a arraisonné au large de Beyrouth, vendredi 29 juin dans l'après-midi, un bateau civil battant pavillon panaméen, l'*Alizur-Blanco*. Elle l'a conduit dans le port de Haïfa (nord d'Israël). Le navire, qui transportait soixante-trois personnes, en majorité libanaises, se dirigeait de Chypre vers le Liban lorsqu'il a été arraisonné. L'*Alizur-Blanco* assure une liaison régulière entre Larnaca et Beyrouth depuis que l'aéroport de cette ville est fermé.

Neuf passagers ont été retenus par les autorités israéliennes à Haïfa, a indiqué un responsable de la compagnie affrétant le navire. Les passagers (huit Libanais et un Syrien) sont considérés comme « suspects » par les autorités israéliennes, a précisé ce responsable. Selon d'autres informations, qui n'ont pas été confirmées, ces neuf personnes seraient des « combattants palestiniens ».

Les cinquante-quatre autres passagers du bâtiment ont débarqué ce samedi 30 juin dans le petit port du Bain militaire à Beyrouth-Ouest. Ils ont indiqué avoir été soumis en Israël à un interrogatoire minutieux

par les responsables de la sécurité. Le ministre libanais de l'éducation, M. Selim El-Hoss, a qualifié d'« acte de piraterie » cet arraisonnement d'un navire, par une vedette israélienne, dans les eaux territoriales libanaises. M. El Hoss, qui suit cette affaire depuis le début du gouvernement libanais, en congé pour les fêtes de fin du Ramadan, a affirmé que le détournement de l'*Alizur-Blanco* vers Haïfa constituait « une violation grave de la législation internationale et des droits de l'homme ».

### APPEL AU MEURTRE

Dans un entretien accordé au « Journal de Jean-Marie Le Pen », National-Hebdo du 28 juin, M. Jean-Edern Halfer s'exprime « profondément enraciné dans le terroir et la tradition ». « Je crois que seule la religion catholique peut combattre les politiciens », ajoute-t-il. Je suis, en fait, très proche des intégristes, tout comme, par certains côtés, je suis proche de Jean-Marie Le Pen : la famille, les valeurs morales, il est le premier à parler de tout cela, et il a raison. » A propos du président de la République, l'écrivain déclare : « Mitterrand est tenu par les Russes (...). C'est un traître ! Il mériterait douze balles dans le cou ! »

Le numéro du « Monde » daté 30 juin 1984 a été tiré à 451 787 exemplaires

A B C D E F G



مكتبة التحصيل

# Le Monde

Aujourd'hui

## Des irrégularités dans l'obligatoire des sociétés

Le procédé durant l'année 82 : à des manipulations de... à l'occasion d'amortissements d'opérations effectuées par... sociétés, voire de s'être... entre l'acheteur et le... en s'appropriant les... de cours dont auraient... du bénéficier les... d'ordres.

Ces opérations du marché... obligatoires et sont intervenues... leur compte personnel dans... conditions qui leur ont... des gains substantiels... ainsi des irrégularités graves susceptibles de recevoir des suites pénales estime la Commission, ajoutant : l'ensemble des opérations ainsi... a procuré à leurs auteurs... gains dont le montant a... au total 2 millions de francs en 1982. Ces profits, réalisés en espèces par les intéressés au fur et à mesure de leur réalisation ont été souvent préjudiciables à la clientèle.

Si le nombre des professionnels en cause est limité par rapport aux quelques mille huit cents personnes qui travaillent en permanence sur le marché boursier, de même que celui des dirigeants d'agents de change autorisés, le COB n'en souligne pas moins la gravité des faits relevés, formulant dans son dernier bulletin mensuel quelques suggestions pour un meilleur fonctionnement de ce marché. Celles-ci pourraient être étudiées dans le détail avec les autorités de tutelle après le départ de son président, M. Bernard Tricot, dont le mandat à la tête de la COB s'achève en août prochain, le nom de son successeur n'étant pas encore connu.

SERGE MARTI

## Le président argentin signe la dernière minute des créanciers

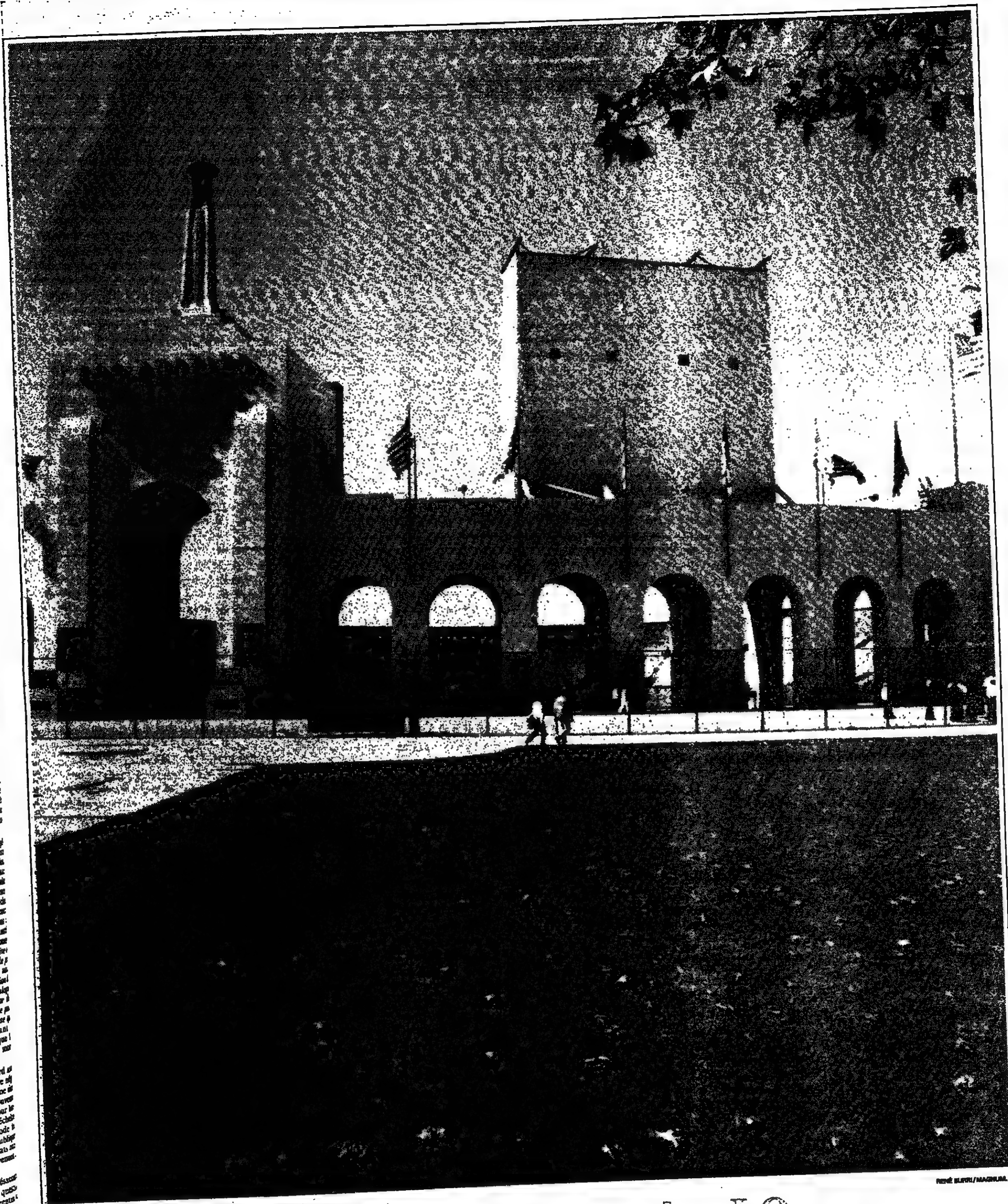
Le 26 juin dernier (pour être payés à leur tour), ont accordé un délai supplémentaire pour le remboursement. Comme dans les charges rapides, la cavalerie financière fait à présent repasser les mêmes sommes pour donner l'impression qu'elle est capable de mobiliser des forces, fautes pour faire face à n'importe quelle situation. Les banques, si elles font bonne mesure, ont encore accepté de reporter du 15 juin le versement de 15 septembre prochain : 750 millions de dollars sur l'Aigle.

Mais tout cela n'est que prétexte. La grande question qui se pose est de savoir si le président Alfonsín se résoudra à signer l'accord en cours de négociation avec le Fonds monétaire. Le 27 juin dans la soirée, le président Alfonsín a prononcé un discours pour appeler ses concitoyens à l'effort, ou, si l'on préfère, à l'austérité. « Si nous voulons survivre, si nous ne voulons pas faire le jeu des ennemis de la nation, il nous faut comprendre que la solution à nos problèmes passe par le dialogue et la conciliation, et non par la guerre et des conflits. Nous ne pouvons nier la gravité de la crise que nous traversons... ». Quant à M. Grinspun, il a déclaré que les négociations avec le Fonds monétaire « avancent ».

De la signature d'un accord avec le FMI dépend l'ouverture de négociations en bonne et due forme avec les banques et avec les gouvernements étrangers, non plus pour le chèque des troupes, mais pour résoudre sur une longue période les énormes dettes, privées et publiques (celles qui sont dues aux Etats étrangers) de l'Argentine, venant à échéance.

Le principal point de désaccord avec le FMI porte sur la question des salaires. Le président argentin a encore répété dans son discours qu'il convient d'assurer une certaine progression du pouvoir d'achat réel (après les amputations subies au cours des précédentes années) des salaires publics. Mais le différend ne se situe pas plus apparent que réel ? Car il faut calculer l'évolution des salaires en faisant abstraction de la baisse des prix dans un pays où l'inflation est évaluée (estimation elle-même très hasardeuse) à 570 % en 1982.

PAUL FABRA



## Los Angeles avec et sans les J.O., page II

L'ordre des Chartreux a neuf cents ans, page VIII

Campagne de fouilles au Louvre, page XI

Une grande enquête du Monde : les aventures de la raison, page XIV

Supplément au numéro 12264. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 1<sup>er</sup> juillet - Lundi 2 juillet 1984.



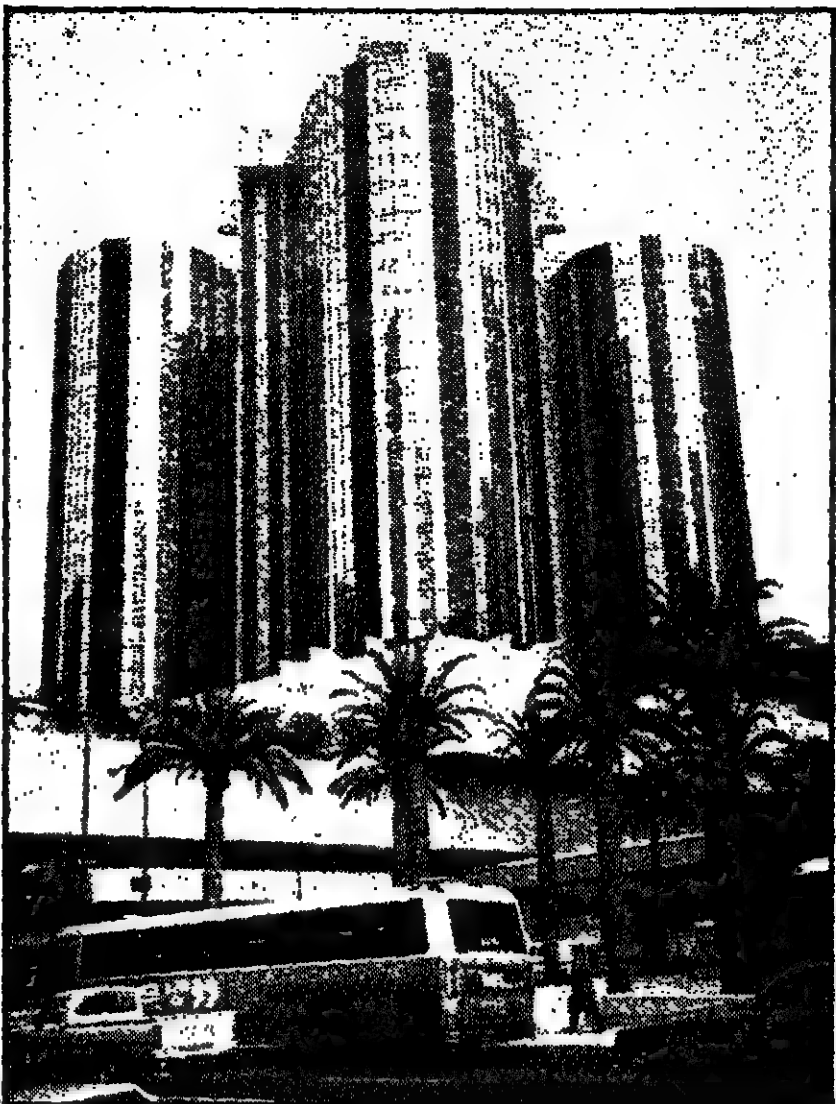
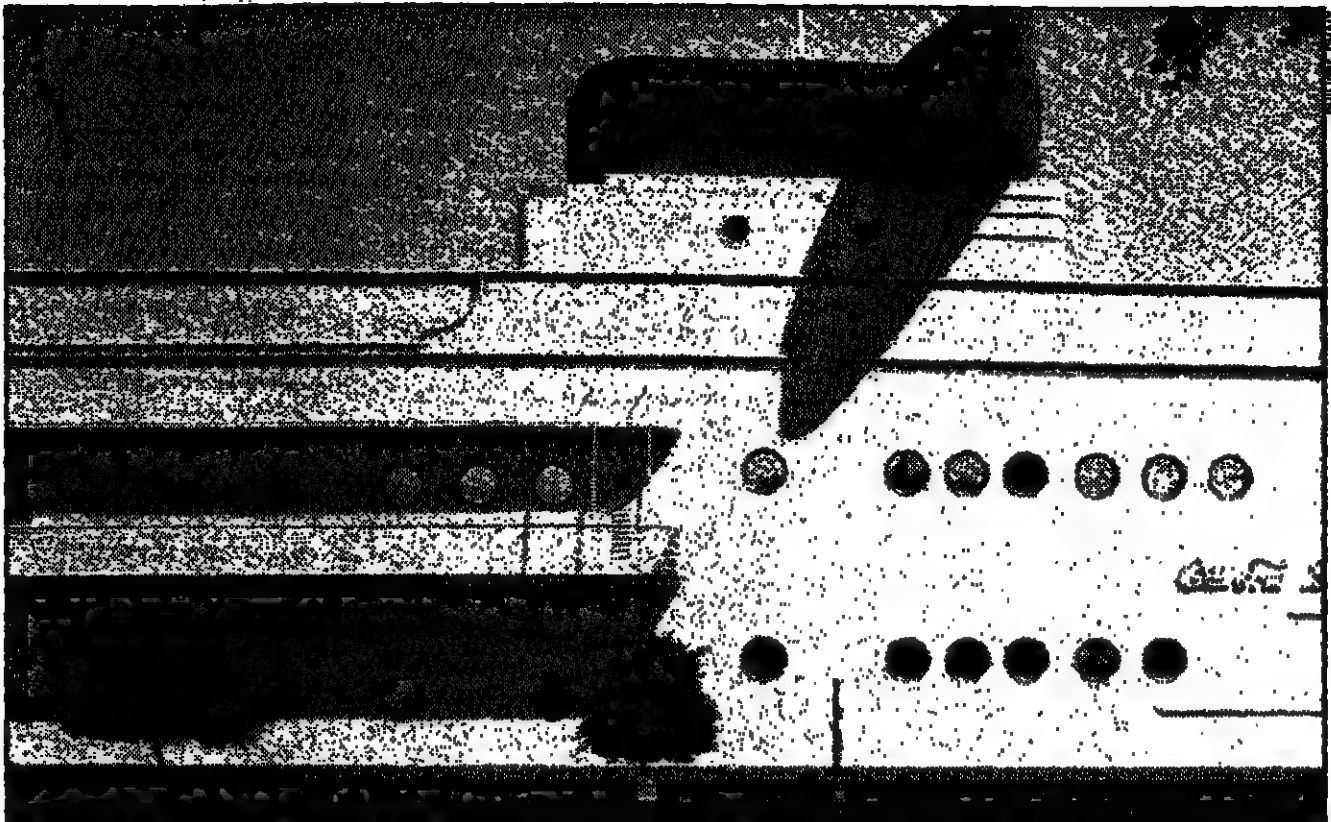




ou Munich,

aucun grand geste d'architecture sportive, laissant au Festival des arts le soin d'afficher son ambition culturelle.

Humeur architectural  
sans véritable descendance :  
la façade-paquebot  
de Robert V. Derah  
pour le Coca-Cola building (1935).  
Raffinement aseptisé  
à l'extérieur,  
animation « urbaine » à l'intérieur :  
l'hôtel Bonaventure  
de John D. Portman (1978).



## Des vitrines pour l'art du jour

Le MOCA, cousin du MOMA.

L'AVENIR dira si les prodiges réalisés par l'architecte sino-américain J.M. Pei, mieux connu en France depuis la publication de son projet d'aménagement du Grand Louvre, pour l'extension de la National Gallery de Washington marquent la fin du temps des musées-cathédrales, du moins aux Etats-Unis.

Resté pendant longtemps le territoire réservé des grands capitaines d'industrie, les musées d'art modernes connaissent en effet un profond bouleversement. Un dialogue différent s'est engagé depuis une dizaine d'années entre les artistes, les marchands et les institutions, dans un pays qui compte environ six cents institutions artistiques, dont les trois quarts sont administrées grâce à des fonds privés.

Tandis que le Musée d'art moderne de New-York (MOMA) vient de rouvrir (le Monde Aujourd'hui daté 20-21 mai), on annonce la création du Museum of Contemporary Art à Los Angeles et l'extension du Los Angeles County Museum of Art avec l'édification du Miami Center of Fine Arts, ce monument témoigne de l'engouement pour l'art contemporain qui a saisi donateurs, promoteurs immobiliers et administrateurs civils dans les grandes villes américaines.

Suivant l'exemple du Centre Georges-Pompidou, les jeunes musées américains ambitionnent de cooélérer le consacré et l'expérimental ; bâtir, acquérir un fonds, véritable garantie de la dimension internationale, mais aussi organiser la transmission permanente entre l'ancien et le nouveau. La création envahit les lieux de la mémoire et l'art contemporain trouve aujourd'hui aux Etats-Unis une zone d'expansion à la mesure de son dynamisme.

Les grands collectionneurs ont une dimension quasi mythique aux Etats-Unis. En matière de mécénat d'art, s'il fallait désigner un successeur à Enzo

Scrovegni, fils d'un usurier de Padoue qui fit décorer une chapelle par Giotto et qui, plus que Laurent de Médicis, contribua à la protection des arts de son temps, il serait difficile de trancher entre un Paul Mellon qui a donné, par l'intermédiaire d'une fondation, 94 millions de dollars pour l'île est de la National Gallery et J.P. Getty.

Cela dit, il semble bien que le paysage culturel et artistique aux Etats-Unis échappe au cliché traditionnel : à l'Est, l'intelligence et la création véritable ; à l'Ouest, le désert autour d'une « Académie des vieux mécènes », qui, à la manière des aristocrates européens du seizième et dix-septième siècle, accumulent les trésors de l'art moderne pour leur seule satisfaction.

Il fut un temps où le pèlerinage à New-York était obliga-

toire pour des artistes comme Pollock, Guston, Serra, de Maria, Oppenheim, tous originaires de Californie. L'idée prévalait alors que l'art californien était trop lumineux, éblouissant, trop intelligible pour être pris au sérieux par les critiques-cerbères de l'Est.

La mise en chantier prochaine à Los Angeles (inauguration prévue au début de 1986) du musée d'art contemporain dont le projet a été confié à l'architecte japonais Arata Isozaki, et la nouvelle politique suivie par le L.A. County Museum en matière d'art contemporain, confirment, dans l'effervescence qui s'est emparée de la communauté artistique, l'émancipation culturelle de la ville.

Le retard pris par ce projet (Pontus Hulten avait été appelé à Paris courant 1983 pour l'Exposition universelle), et les difficultés financières rencon-

trées par le maître d'œuvre des travaux ont nourri les doutes, et bon nombre de détracteurs, affirment que ce projet restera à l'état de maquette.

Pourtant, depuis le mois d'octobre 1983, le MOMA a loué pour 1 dollar symbolique deux vastes entrepôts baptisés « Temporary contemporary » dont la rénovation a été demandée à l'architecte Frank O. Gehry et financée par la société Citicorp.

Surtout, l'acquisition récente de la collection du comte Panza di Biumo donne une légitimité internationale à ce futur musée : constituée principalement d'artistes américains d'après guerre (Rothko, Oldenburg, Lichtenstein, Kline) mais aussi de Fautrier et de Tappes, elle a été achetée onze millions de dollars.

Dans son principe construc-

tionnel, le MOMA offre l'image d'une institution radicalement différente, opposée au conservatisme ambiant : l'artiste va entrer dans le conseil d'administration. L'ère des mécènes autocrates est révolue. Même si les généreux donateurs y font bonne figure (le comte Panza, Dominique de Menil, Peter Ludwig, Marcia Weisman), ils côtoieront deux stars de l'art californien : Sam Francis et Dewain Valentine.

Le boom qui a agité le marché de l'art contemporain américain dans la fin des années 70 s'est fait au détriment des artistes. Les lois relatives aux allégements fiscaux qui ont permis aux collectionneurs d'acquiescer des œuvres à bas prix, de constituer un stock puis de bénéficier d'une exonération d'impôt dans le cas d'un don à un musée ont défavorisé les artistes dont la cote avait monté entre-temps.

Cela explique la floraison d'œuvres mineures d'artistes importants dans la plupart des musées d'art moderne aux Etats-Unis. Car, très injustement, si l'artiste décidait d'effectuer lui-même ce don, il se voyait refuser un crédit d'impôt évaluant son œuvre au nouveau prix du marché.

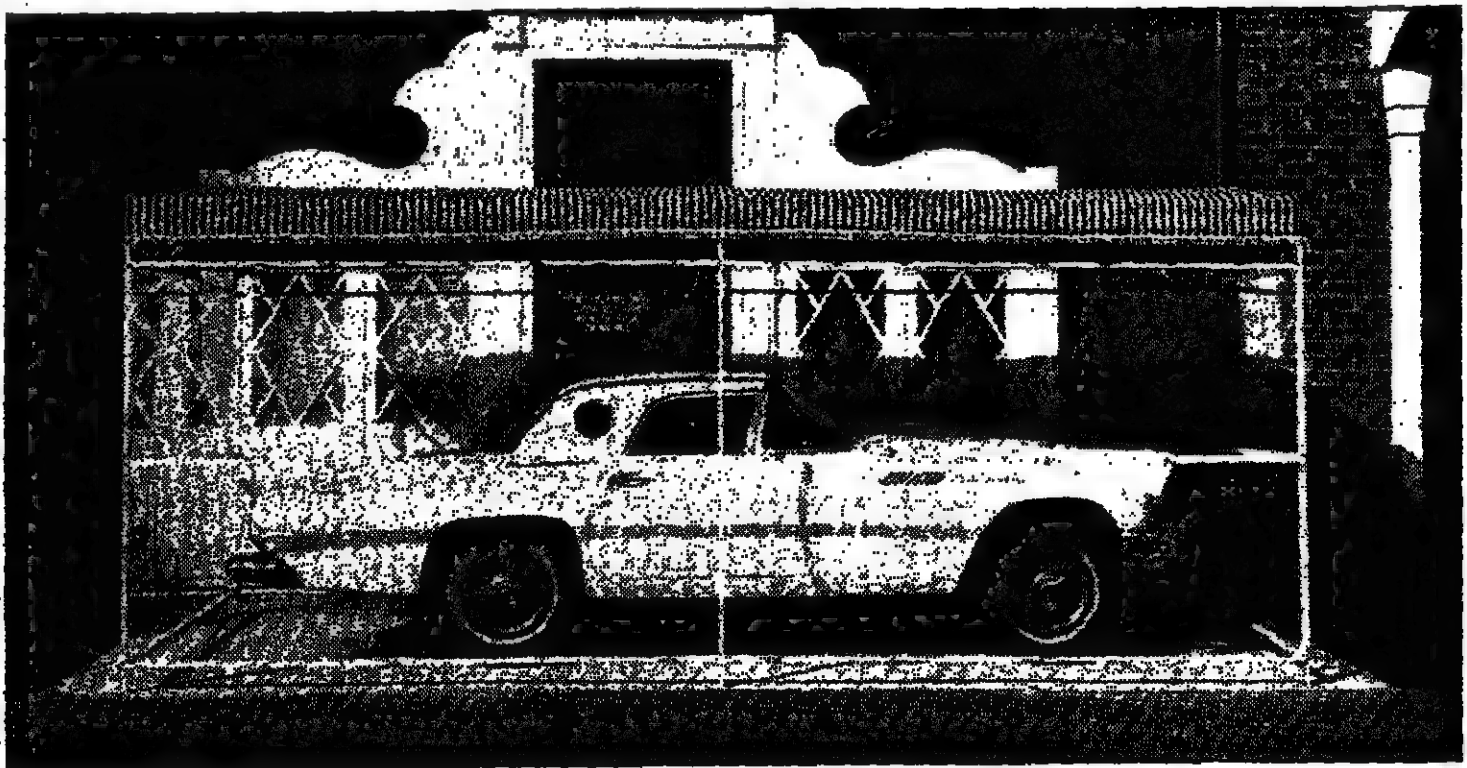
Le MOMA rompt ainsi avec l'idée de musée-sanctuaire et certains artistes locaux notoires figurent dans la liste des donateurs : Donald Judd, Robert Irwin, John Chamberlain.

Son jeune directeur, Richard Koshalek a entrepris d'élargir l'assise financière du musée en faisant un appel public à l'épargne. « Les gens qui s'intéressent à l'art à L.A. », déclarait-il dans une interview au L.A. Times, veulent savoir ce qui se passe ici et maintenant. Avec de réels talents de manager (le conservateur de musée est avant tout - aux Etats-Unis - un professionnel du fund-raising (celui qui doit réunir des fonds), Koshalek est un partisan acharné du dialogue permanent avec la communauté artistique locale.

Si la Californie des années 80 n'est pas encore la Florence du quinzième siècle, il semble bien que l'impulsion des talents importés, allée à une volonté quasi politique de se doter d'institutions artistiques de bon niveau contribuent à entamer les bastions situés à l'est de l'axe New-York-Chicago.

A l'heure où l'exotisme des prix intouchables provoque le dérapage des lois du marché et au moment où les grands musées nationaux se heurtent à la concurrence des services de relations publiques des grandes firmes dans le marché de l'exposition à grand spectacle, il est rassurant de voir que des musées s'opposent à cette mode du prêt-à-exposer, et prennent en considération l'art vivant.

PIERRE ZINS.



Prochaine manifestation du MOMA provisoire : à partir du 2 juillet, dans le cadre du festival « Olympic Arts », une exposition consacrée à l'automobile à travers les grands courants de la peinture, de la sculpture et de la photographie modernes, de Picasso à Christo, de Matisse à Man Ray. Coût : 1 million de dollars.

MICHELLE CHAMPENOIS.



# Trésors du placenta

Méprisé hier, reconnu et exploité aujourd'hui.

**L**e placenta est sans doute l'un des organes humains les plus étranges. L'un des plus mal connus aussi. Longtemps ignoré, quand il n'était pas méprisé, c'était il y a peu encore une forme de « déchet », rapidement détruit ou jeté après son expulsion, qui, physiologiquement, fait suite à l'accouchement au moment dit de la délivrance.

Aujourd'hui, on commence à le considérer comme une prodigieuse source de matières premières biologiques. Il est dans le même temps devenu un fascinant objet d'étude qui conserve, en dépit de récents progrès, bien des mystères. Le cinquième congrès international sur les protéines placentaires, qui vient de se tenir à Amcey (Haute-Savoie) (1), a permis de faire le point sur ce thème souvent mal connu de la recherche médicale.

## Chef d'orchestre

À qui appartient le placenta ? À la mère ou à son enfant ? La question pourrait se rapprocher de celle sur le sexe des anges. En réalité, l'embryologie nous apprend qu'elle ne se pose pas. « On l'oublie trop souvent », explique le docteur Marc Bonneau (Fondation Mérieux), mais le placenta est une annexe fœtale : même si on peut aisément reconnaître un droit moral à la mère, cet organe appartient bel et bien au fœtus. C'est dire en d'autres termes que la cellule du placenta, comme chaque cellule de l'enfant à naître, contient dans son patrimoine héréditaire des informations qui sont pour une moitié d'origine maternelle et, pour l'autre, d'origine paternelle.

Ainsi, et contrairement à certains préjugés, cet organe à la durée de vie limitée ne doit aucunement être considéré comme le vulgaire lieu d'attache du cordon ombilical. Il constitue bien en revanche l'intermédiaire entre deux organismes de constitutions génétiques différentes. Véritable « chef d'orchestre » de la grossesse, il est indispensable à la perpétuation de l'espèce.

Comment parvient-il à se constituer ? On sait que la fécondation de l'ovule par le spermatozoïde se produit, les deux cellules allant l'une vers l'autre dans l'une des deux trompes utérines de la femme. L'œuf descend ensuite, tout en commençant sa division cellulaire, jusqu'à la cavité utérine dans la paroi de laquelle il va — au stade d'embryon (de blastocyste) — se nicher. Tous les travaux menés sur la fécondation *in vitro* ou sur la congélation des embryons se situent en aval de ce stade, le développement embryonnaire ne nécessitant alors aucun placenta pour peu que le milieu soit approprié.

C'est quatre jours après la fécondation que la petite grappe de cellules embryonnaires atteint l'utérus. Rapidement, le blastocyste s'organise pour assurer son implantation dans la muqueuse maternelle. On est encore loin d'avoir saisi dans le détail la nature des mécanismes qui permettent la réussite d'un tel « ancrage », véritable greffe d'un organisme en devenir sur un autre, génétiquement différent. On connaît bien, en revanche, les différents stades du processus. C'est la partie contenant le bouton embryonnaire (celle qui deviendra le fœtus) du blastocyste qui vient se fixer contre la muqueuse utérine. L'autre partie — ou trophoblaste — (celle qui donnera le placenta)

voit se former de multiples petites excroissances (ou microvillosités) en forme de doigt de gant. Un véritable entrelacs de structures embryonnaires et maternelles se constitue alors, région richement vascularisée qui permet la mise en contact intime des deux organismes et, partant, la croissance de l'enfant.

Un mécanisme particulier assure le contrôle de l'arrêt de l'invasion du trophoblaste dans les tissus maternels. « Cet arrêt est imposé par les tissus de l'hôte plutôt que par le trophoblaste lui-même. Par exemple, chez la truie, le trophoblaste envahit rarement l'endomètre, mais il pénètre beaucoup plus profondément lorsqu'il est implanté dans un site non utérin

comme l'uretère, qui, au contraire, ne semble pas pouvoir s'opposer à une infiltration en profondeur (2). » Parallèlement, la circulation sanguine s'est constituée et développée, les vaisseaux fœtaux se réunissent dans le cordon ombilical. C'est ainsi que le placenta est abondamment irrigué côté fœtal. De l'autre, il baigne dans le sang maternel. Tous les échanges de substances (dans les deux sens) ne peuvent se faire que par l'intermédiaire placentaire.

A terme, le placenta a une forme discoïde, il mesure 20 centimètres de diamètre et 3 centimètres d'épaisseur. Il pèse environ 500 grammes à la naissance, soit à peu près un sixième du poids du nouveau-né dont il a assuré la crois-

sance. C'est dire, en d'autres termes, le prodigieux « outil » que peut constituer un organe capable d'assurer la croissance, en neuf mois, d'un organisme de plus de 3 kilos.

Au départ — avant la mise au point des appareils à ultrasons — c'est sous l'impulsion des gynécologues demandeurs de tests permettant de mesurer très précisément l'activité du placenta (et donc de diagnostiquer une grossesse) que les recherches sur cet organe se sont développées. Depuis quelques années, elles regroupent des chercheurs de différents horizons, biochimistes, endocrinologues, immunologues et cancérologues. S'ils ne permettent pas encore de comprendre tous les aspects du métabolisme pla-

centaire, on peut néanmoins d'ores et déjà dresser un premier bilan des travaux portant sur les protéines placentaires.

On sait qu'aucun autre organe humain n'est aussi productif. « Dix semaines après la fécondation, écrit des spécialistes, quand le placenta ne pèse pas plus de 50 grammes, sa production totale de protéines est évaluée à 1,5 gramme par jour. À la naissance, elle atteint environ 7,5 grammes par jour. Aucun autre organe, pas même le foie, pourvu si actif, ne synthétise les protéines à un tel rythme. Aucun autre organe n'a un métabolisme aussi actif (2). »

Si l'on excepte deux hormones bien connues, spécifiques de la gestation (hormone

gonadotrope chorionique et lactogène placentaire), la liste des substances protéiques identifiées comme étant produites par le placenta ne cesse de s'allonger. On en compte aujourd'hui près d'une vingtaine, isolées à partir de prélèvements du trophoblaste et dans les produits d'avortement, ou retrouvées dans le sang des femmes enceintes. Fait curieux, on a découvert que certaines de ces substances étaient aussi présentes dans l'ovaire de la femme (liquide folliculaire) ou dans le sperme de l'homme (plasma séminal). Ces mêmes substances semblent aussi pouvoir, dans certains cas, être synthétisées par des cellules cancéreuses, tout comme on sait que le caractère de malignité peut s'accompagner d'une « régression », la cellule fabriquant à nouveau des structures embryonnaires.

## Découverte

Comment les résultats obtenus pourraient-ils être utilisés ? En pratique, plusieurs équipes présentes à Amcey ont annoncé que certaines des substances récemment isolées permettent de dater avec certitude l'âge d'un processus ou encore de diagnostiquer l'existence d'une grossesse extra-utérine. D'autres perspectives s'ouvrent. Ainsi l'annonce faite par le professeur Roger Guillemin (Salk Institute, La Jolla, Californie) de la découverte de la mésothrophine, protéine placentaire de croissance (le Monde du 14 juin), constitue-t-elle un événement de taille en matière de culture cellulaire et de pharmacopée *in vitro*. On peut en effet penser détenir là une des clefs de la croissance cellulaire et embryonnaire, en même temps que l'explication rationnelle de l'utilisation empirique, dans les laboratoires, de sérum de veau fœtal pour « faire pousser » les cultures de cellules. Au plan fondamental, la question posée est celle du rôle joué par ces structures protéiques dans le « dialogue immunologique » qu'entretiennent tout au long de la grossesse, mère et enfant.

D'une manière plus générale, on commence, à la lumière de ces résultats, à voir à quel point le placenta peut jouer un rôle central et déterminant dans la vie de l'embryon, puis du fœtus. On peut en particulier comparer les phénomènes de contrôle et de régulation qu'il exerce à ceux exercés tout au long de la vie extra-utérine par l'hypophyse, cette « boîte de commande » hormonale située à la base du cerveau. Sur ce point, il est fascinant d'apprendre que, selon le professeur Guillemin, la mésothrophine a une structure comparable à celle de l'hormone de croissance naturellement produite par l'hypophyse humaine. On peut ainsi imaginer que cette « évagination » de l'embryon au contact intime de celle qui, jour après jour, lui donne la vie remplit, entre autres fonctions, celle de cette glande, qui, chez l'adulte, est en relation directe avec les structures cérébrales. Et donc, au-delà, avec le monde.

JEAN-YVES NAU.

(1) Cinquième congrès international sur les protéines placentaires, 13-15 juin 1984. Cette manifestation était présidée par le professeur Guillemin, prix Nobel de médecine. Elle a confirmé la vocation de ce centre international pour manifestations biologiques et médicales que la préfecture de Haute-Savoie a acquiescé dernièrement à accorder, grâce au soutien de la Fondation Mérieux et du centre de la Tufts University de Talloires (Haute-Savoie).

(2) « Le placenta », par Peter Beaufeld, Georges Birdwood et Rebecca Beaufeld. Mensuel Pour la science (édition française de Scientific American) n° 36.



## Lyon, centre mondial

**L'**UNE des applications médicales des recherches sur le placenta concerne les essais thérapeutiques actuellement menés chez des malades souffrant de polyarthrite rhumatoïde (1), affection rhumatologique fréquente et souvent très invalidante.

La substance étudiée n'est pas, à proprement parler, une protéine du placenta, mais une protéine (une gammaglobuline) présente dans le sang maternel que retient, à la manière d'une éponge, le placenta après l'accouchement (la moitié du poids du placenta est constitué de sang maternel). Mené au départ à l'hôpital Saint-Eloi de Montpellier en liaison avec la fondation Mérieux (docteur Bonneau), cet essai multicentrique concerne aujourd'hui une centaine de

malades souffrant d'une forme grave de polyarthrite rhumatoïde rebelle à tout traitement. Les conclusions seront connues avant la fin de l'année. Mais il semble d'ores et déjà que des résultats positifs sont obtenus, une amélioration clinique étant enregistrée dans plus de la moitié des cas.

Cet exemple illustre tout l'intérêt des associations entre l'industrie et l'Université dès lors que les deux parties peuvent tirer profit de travaux menés conjointement. En France, les recherches sur le placenta sont, pour l'essentiel, conduites au sein du Groupement d'étude et de recherche sur le placenta (GERP) créé en juillet 1981 et qui réunit sur des thèmes communs l'université Claude-Bernard de Lyon, les hospices civils de Lyon et la fondation Mérieux (2).

Cette initiative revient pour une part importante à l'Institut Mérieux dont l'expérience industrielle en matière de traitement de placenta est unique au monde. Cet institut traite en effet chaque jour, dans la banlieue lyonnaise, douze tonnes de placenta récolté dans plusieurs milliers de maternités à travers le monde, en Europe, aux États-Unis et dans les pays de l'Est.

Cette source de tissus humains n'est utilisée que pour la production industrielle de substances présentes dans le sang placentaire (albumine hautement purifiée, gammaglobulines, anti-infectieuses et anti-allergiques, etc.). Le reste (le placenta proprement dit) est brûlé. C'est dire tout l'intérêt porté par les industriels lyonnais aux travaux qui permettraient de tirer profit d'une telle

matière première. C'est ainsi que le GERP s'est fixé comme objectif prioritaire l'étude de toutes les possibilités d'extraction, de purification et d'utilisation des collagènes d'origine placentaire. Largement utilisés, notamment en cosmétologie, les collagènes actuellement commercialisés sont tous d'origine animale. La mise au point et l'extraction industrielle de collagènes humains constitueraient, de toute évidence, un double succès scientifique et économique.

J.-Y. N.

(1) La polyarthrite est une affection liée à un dérèglement du système immunitaire, et la protéine expérimentée pourrait agir à ce niveau.

(2) GERP, 2, avenue Einstein, BP 1335, 69609 Villeurbanne Cedex.

La naissance de A à Z

La naissance de A à Z, par Jean-Yves Nau, 128 pages, 15 francs.

مكتبة الشارقة



# L'Inde aux enfants nus

Dix mille lits seulement en pédiatrie...

**V**INGT-DEUX MILLIONS d'enfants naissent chaque année en Inde. C'est trop. C'est un cliché, usé jusqu'à la corde, mais cela reste une vérité tragique. L'Inde ne parvient pas à s'occuper de tous ses nouveau-nés. Les démographes, c'est leur rôle, mettent froidement le tout en équation : en moins de quarante ans, la population du sous-continent a doublé. Elle est aujourd'hui de 700 millions d'habitants, et son taux d'accroissement annuel est encore de 2,1 %, l'un des plus rapides du monde. Trop rapide, en tout cas, pour les capacités d'accueil du pays, malgré un tassement récent.

Quelles structures sanitaires résisteraient à pareille marée annuelle de nourrissons ? Celles de l'Inde, pays en voie de développement, sont débordées, dépassées, noyées, par l'ampleur du problème. Et les macabres statistiques qui s'accumulent rendent dérisoires les efforts, pourtant réels, qui sont faits pour en venir à bout. Impossible d'échapper aux chiffres du drame. En voici quelques-uns, tirés des meilleures sources officielles.

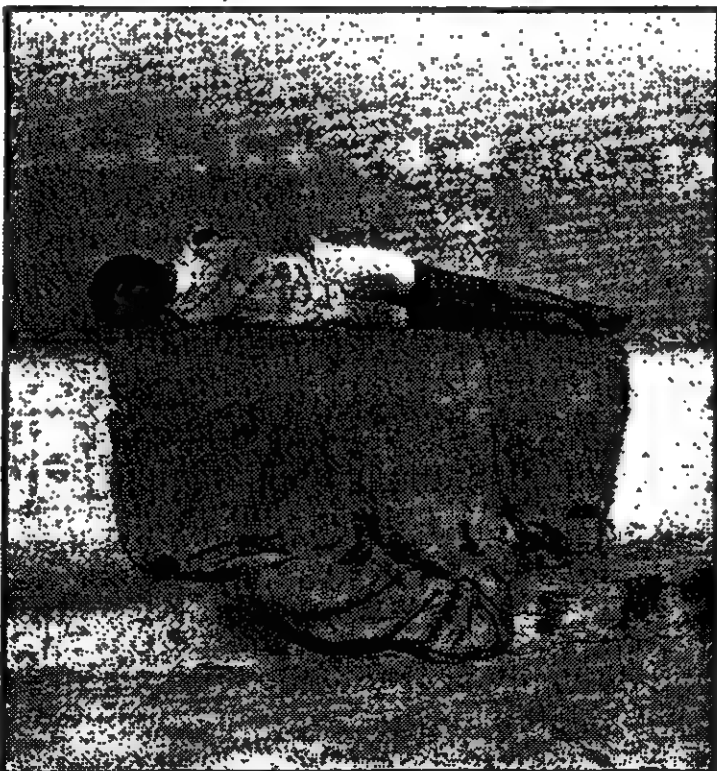
Il meurt environ 9 millions d'êtres humains chaque année en Inde : 40 % sont des enfants de moins de cinq ans. A quoi succombent-ils ? A la malnutrition, bien sûr, et aux maladies connexes, aux fièvres d'origines multiples (25 %), aux troubles respiratoires (23 %) ou digestifs (22 %). Ils meurent de typhoïde, de pneumonie, de dysenterie et de diarrhée. Ils meurent, surtout, de misère (118 millions d'enfants vivent au-dessous du seuil minimal de pauvreté), d'absence d'hygiène (163 millions de petits ruraux n'ont pas accès à l'eau potable) et de manque de soins (les trois quarts des mises au monde dans les villages se font à la hutte familiale, sans assistance sanitaire).

Les trois quarts des enfants de moins de six ans pèsent 75 % du poids « normal ». Mais la normalité indienne, sur ce point, est beaucoup moins « normale » que dans nos contrées normalisées... Le taux de mortalité infantile est l'un des plus élevés du monde : 140 pour 1 000. Le gouvernement de M<sup>rs</sup> Gandhi ne manque jamais, et c'est bien naturel, de rappeler qu'il y a trente ans c'étaient 183 bébés sur 1 000 qui mouraient avant l'âge de la première poupée.

Des chiffres, encore, pour mesurer l'horreur. Il y a 260 millions d'enfants de moins de quatorze ans en Inde, et



« La Constitution interdit l'emploi des enfants de moins de quinze ans. Mais comment se nourrir ? Alors les enfants travaillent. Douze à quinze heures par jour dans les champs, quelquefois plus dans les ateliers textiles. »



5 millions d'entre eux sont handicapés, à des degrés divers. Faute de l'indispensable vitamine A, 40 000 par an deviennent aveugles, et l'Inde compte aujourd'hui 200 000 petits sourds, 500 000 handicapés physiques et 2 millions de retardés mentaux. Quand on sait qu'il existe tout juste 600 psychiatres (et 40 psychologues) dans tout le pays...

On peut d'ailleurs voir beaucoup de ces jeunes estropiés du corps et de l'âme errer, le visage hagard, dans les rues de Bombay et d'ailleurs... Visions de cauchemar que ces gamins aux grands yeux de jais, endormis dans des pauvres loques sur les trottoirs mouillés de la grande ville. Vision intolérable que ces gosses frêles et tristes se disputant, dans les décharges municipales, le lambeau de poulet ou de mouton encore accroché à un os. Vision d'enfer que cette petite orphe-

line de trois ans, photographiée à Calcutta alors qu'elle s'abouchait avidement aux mamelles desséchées d'une vieille chienne errante et galeuse trop épuisée pour protester. La scène fut publiée à la « une » d'un grand quotidien national, comme pour signifier que l'Inde, quoi qu'on en dise, ne s'habitue pas au malheur de ses enfants.

Des efforts sont faits, c'est indéniable. Le budget de la santé a été multiplié par deux entre 1966 et 1975. Mais la volonté semble parfois s'essouffler — l'enveloppe sanitaire représentait 3 % des dépenses nationales en 1960 et 2,1 % seulement en 1979 — pourquoi diable les trois quarts du budget de la santé sont-ils dépensés dans les villes alors que 60 % des Indiens vivent à la campagne ? « Parce que les différents Etats de la Fédération sont censés subvenir aux besoins de leurs populations », répond-on à Delhi.

Mais chacun sait que si le gouvernement central est débordé, les Etats ne le sont pas moins. Et les enfants payent. Dans tous les sens du terme. Il y a tout juste dix mille lits d'hôpital réservés à la pédiatrie en Inde. Mais il est vrai qu'en médecine générale il n'y a qu'un seul lit pour 1 412 personnes. Pas assez de médecins, 1 pour 3 622 habitants en moyenne, trop peu d'écoles primaires (64 % seulement des enfants les fréquentent plus ou moins régulièrement), une éducation dénuée de suivi (48,8 millions d'enfants entre six et onze ans sont complètement illettrés, le taux national d'analphétisme est évalué à 35 %). Le manque d'argent, surtout, est criant — dans les caisses de l'Etat comme dans celles des familles. La Constitution interdit l'emploi des enfants de moins de quinze ans. Mais comment se nourrir ? Alors, les enfants travaillent. Douze à quinze heures par jour dans les champs, quelquefois plus dans les ateliers textiles. Ils roulent des *beedeas*, ces mini-cigarettes confectionnées dans des feuilles de bétel, ils fabriquent des allumettes ou des feux de Bengale, ils vendent des journaux et ramassent les ordures. Ils sont près de 17 millions, entre cinq et quatorze ans, à travailler ainsi, pour survivre.

« Une maison sans enfant est une tombe », dit un proverbe sanscrit. C'est peut-être vrai. Mais un enfant sans maison, en Inde, où risque-t-il de finir si personne ne vient à son secours ?

PATRICE CLAUDE.

## Découverte

Comment les résultats de tests pourront-ils être utilisés ? En pratique, plusieurs équipes présentes à Annecy ont annoncé que certaines des substances récemment isolées permettent de dater avec certitude l'âge d'un processus ou encore de diagnostiquer l'existence d'une grossesse extra-utérine. D'autres perspectives s'ouvrent. Ainsi l'annonce faite par le professeur Roger Guillemin (Salk Institute, La Jolla, Californie) de la découverte de la méiotrophine, protéine placentaire de croissance (le 14 juin), constitue-t-elle un événement de taille en matière de culture cellulaire et de plus manipuler *in vitro*. On peut à effet penser détenir la clé de la croissance cellulaire et embryonnaire, en même temps que l'explication rationnelle de l'utilisation empirique, dans les laboratoires, de sérum de veau fœtal pour « faire pousser » les cultures de cellules. Au plan fondamental, la question posée est celle du rôle joué par ces structures protéiques dans le « dialogue immuno-biologique » qu'entretiennent tout au long de la grossesse mère et enfant.

D'une manière plus générale, on commence, à la lumière de ces résultats, à voir quel point le placenta joue un rôle central et déterminant dans la vie de l'embryon, puis du fœtus. On peut en particulier comparer les phénomènes de contrôle et de régulation qu'il exerce à ceux exercés tout au long de la vie extra-utérine par l'hypophyse, cette « boîte de commande » hormonale située à la base du cerveau. Sur ce point, il est intéressant d'apprendre que, selon le professeur Guillemin, la méiotrophine a une structure comparable à celle de l'hormone de croissance naturellement produite par l'hypophyse humaine. On peut ainsi imaginer que cette « étagère » de l'embryon au contact immédiat de celle qui, jour après jour, lui donne la vie remplit, entre autres fonctions, celle de glande, qui, chez l'adulte, est en relation directe avec les structures cérébrales. Et donc au-delà, avec le monde.

JEAN-YVES NAU

(1) Cinquième congrès international des placentaires, 15-18 juin 1984. Cette manifestation était présidée par le professeur Guillemin, président de la médecine. Elle a confirmé la valeur de centre international pour les recherches biologiques et médicales de la préfecture de Haute-Savoie à la fin des dernières années, grâce au soutien de la Fondation Mérieux et du conseil de la Haute-Savoie.

(2) « Le placenta », par Peter Beale, George Birdwood et Robert Beauchamp. Mémorial pour la science (édition française du Scientific group) n° 36.

## La naissance de A à Z

Dans ce livre, le docteur Ploquin, gynécologue-obstétricien à Châteauroux, expose sa conception des méthodes nouvelles de l'accouchement, et souligne en particulier l'importance de la participation psychique au processus de la naissance. Cherchant à trouver des réponses non exclusivement médicales aux questions que posent la grossesse et l'accouchement, le docteur Ploquin restitue les événements dans la trajectoire personnelle de chacun, dans une optique qui fait largement appel aux concepts psychanalytiques. Il aborde l'ensemble des phénomènes relatifs à la naissance, tant sous l'angle de ceux qui affectent le corps que ceux auxquels participe l'esprit.

« La Naissance de A à Z », du docteur Max Ploquin. Editions de l'Esp. 225 pages, 130 F.

## L'adolescent et l'échec

Par celui qui fut pendant vingt ans le médecin-chef de la première clinique universitaire médico-psychologique, une étude subtile des différentes situations conduisant l'adolescent à l'échec, scolaire ou existentiel. L'humainisme, le clinicien averti et le psychanalyste, qu'est tout à la fois le docteur Danon-Bolleau, ont combiné leur finesse d'analyse pour présenter une série de tableaux cliniques frappants et, à vrai dire, encourageants, tant il apparaît que l'échec n'est nullement une fatalité mais bien plus une attitude, consciente ou non, dont il ne saurait exister « un bon usage » et dont il convient donc d'étudier les mécanismes, puis de les traiter.

« Les Etapes et l'échec de l'adolescence à l'âge adulte », par le docteur Henri Danon-Bolleau. Payot, 235 pages, 99 F.

## Le secret du paradis

Autobiographie du responsable du laboratoire de physiologie clinique à la faculté des sciences de Paris-VI, dont les travaux, poursuivis depuis un quart de siècle, ont abouti à la mise au point d'une méthode — un régime alimentaire de la femme — permettant la prédétermination du sexe de l'enfant à naître, avec 80 % de réussite.

« Le Secret du paradis. Fille ou garçon ? » par le professeur Joseph Stolkovski, 253 pages. Editions de l'homme, distribution Interforum. Collection « L'histoire d'une découverte ».

« La Science de l'homéopathie », par Georges Vitthoukas, directeur de l'Association School of Homeopathic Medicine. Ed. du Rocher, coll. « L'esprit et la matière », 256 pages, 120 F.

« La Bio-énergétique préventive », par Jenny Jordas. Ed. Marabout, 413 pages.

Un plaidoyer pour « alléger au maximum le bagage héréditaire ».

## Les nouvelles maladies sexuelles

Sous forme de questionnaires-réponses, ce qu'il faut savoir pour éviter les maladies sexuelles, les détecter, les guérir. L'auteur s'est entretenu avec un pharmacien, chargé de cours à la faculté de médecine Paris-Nord et un gynécologue, auteur de travaux sur la régulation des naissances et la protection de la santé de la femme.

« Alertes aux nouvelles maladies sexuelles », par Jean-Claude Bourret. Editions France-Empire, 165 pages, 59 F.

« Cornettes et blouses blanches. Les infirmières dans la société française 1880-1980 », par Yvonne Knibbeler, Véroïque Leroux-Hugon, Odile Dupont-Huet et Yolande Tazay. Hachette, 385 pages, 82 F.

A partir de témoignages d'infirmières dont l'âge varie de trente à

cent deux ans, une histoire de cette profession depuis un siècle, de son évolution au cours des dernières années, des modes d'exercice si divers de celles qui la pratiquent.

« Comment prendre soin de votre cœur, par dix cardiologues. Préface du docteur Pierre Picard, professeur au Collège de médecine. Ed. France-Empire, 125 pages, 48 F.

« Guide du cardiaque 1984 et de celui qui ne veut pas le devenir. Edité par Coeur et Santé (Fédération de cardiologie, 9, rue de Laborde, 75008 Paris).

La vie quotidienne, les actualités cardiologiques, les traitements et la relaxation, des conseils pour mieux vivre sa retraite, des informations sur les droits sociaux... 180 pages, 65 F (69 F franc).

« Guide du diabétique », par le docteur Claude Laurent. L'Expansion scientifique, 278 pages, 65 F (6<sup>e</sup> édition).

Secrets, recettes, pièges et astuces de la gestion du diabète par le diabétique, pour vivre mieux quotidiennement.

« Le Soleil et la Peau », par le docteur Jacqueline Le Goussier. Ed. Plon, 234 pages, 85 F.

Un excellent bilan de tout ce qu'il faut savoir, à la veille de l'été, sur les effets bénéfiques ou maléfiques du soleil, sur la façon d'en faire bénéficier la peau — ou de la protéger — et sur les mécanismes du vieillissement.

« Maigrir au masculin », par Colette Lefort. Ed. Merve de France, 196 pages, 79 F.

Comment maigrir quand on est un homme, par une spécialiste de la diététique.

« Le Bluff des régimes », par Geoffrey Cannon et Hetty Einzig. Ed. Ramsay, 280 pages, 82 F.

Un livre sur les régimes par deux journalistes britanniques qui entendent dénoncer les scandales de notre alimentation.



**Les ours** étaient en voie de disparition dans les Pyrénées. Le ministère de l'environnement a décidé

## Trois millions pour la famille Martin

« Tout le monde ici est furieux. »

Le « plan ours » a fait l'effet d'une bombe chez les élus pyrénéens. « Je trouve inadmissible qu'on dépense 300 millions de centimes pour ce plan sans même nous avoir consultés », fulmine M. Jean Peyrassite, sénateur (PS) et maire de Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne). « Je n'ai rien contre les ours. Je veux bien qu'on les laisse vivre et même proliférer, mais ce plan est une gâlerie. Tout le monde, ici, est furieux. »

Tout le monde ? Bien sûr, l'adjoint au maire de Luchon appuie son patron : « Si on nous impose des restrictions, on se mettra à jangler l'ours qui nous attire tant d'ennuis », menace M. Henri Denard, grand chasseur d'isards, bien décidé à militer au sein d'un comité Ecologie et réalisme en cours de constitution. « Qu'on augmente le nombre d'ours, d'accord, mais qu'on paralyse tout un versant, non ! »

A Luchon, station thermale où le tourisme est une tradition, on redoute les retombées d'un plan qui, croit-on, risque de bloquer la reconstruction de la route pittoresque de l'Hospice de France, un site naguère visité par les curistes et toujours point de départ d'excursions en montagne ou de ski de fond l'hiver (1). On imagine déjà une « zone rouge », voire l'extension du parc national des Pyrénées, qui bloquerait à la fois la chasse, l'exploitation forestière et l'aménagement de la montagne. Autrement dit, la mise en hibernation de toute une vallée pour le confort de quelques fauves qui ne font que passer, en emportant parfois une brebis.

« C'est vrai, ce plan a été décidé un peu vite », admet M. André Crampé, maire de Castillon-de-Larboust et membre du syndicat mixte de Super-Bagnères. Les élus ont en effet appris son existence par voie de presse et ont ensuite été convoqués chez le sous-préfet de Saint-Gaudens afin de désigner cinq volontaires pour un voyage d'études en Italie et en Yougoslavie. « Il fallait faire vite pour avoir quelque chance d'observer des ours », explique-t-on au secrétariat d'Etat à l'environnement.

Mais M. Crampé ne regrette pas son voyage. En Slovaquie (Yougoslavie), il a vu un ours assis au bord de la route, non loin d'une ferme, et cela lui a rappelé l'ours qu'il avait abattu en 1940, à l'âge de quatorze ans et demi. « Les élus, chez nous, craignent les zones interdites, mais ce n'est pas ainsi que les Yougoslaves protègent leurs ours : ils les nourrissent, tout en continuant l'exploitation du bois et en autorisant la chasse. Ils n'interdisent que les battues ».

Pour le maire de Castillon, vouloir doubler le nombre d'ours dans les Pyrénées est faisable (« Ça ne peut pas nuire ») pourvu que l'on trouve un moyen de financer le nourrissage. « Ici, les ours ont le dos au mur, souligne-t-il. On les a repoussés toujours plus haut dans la montagne, où ils ne trouvent plus de fruits et se rabattent sur les troupeaux. En Yougoslavie, les ours n'attaquent plus les brebis. »

L'expérience yougoslave a donc convaincu les élus d'une chose essentielle pour eux : on

doit pouvoir protéger l'ours sans imposer un no man's land qu'ils refusent. Le maire de Castillon, par exemple, n'a pas apprécié que la direction départementale de l'agriculture interdise la construction d'une route forestière sur un territoire de sa commune considéré comme lieu de reproduction de l'ours.

Quant au maire d'Arlon, M. Maurice Cortijos, un douanier originaire de Béziers, il souligne que sa commune, dans le val d'Aran, n'a que le bois comme revenu. « Nous voulons pouvoir faire des routes forestières, dit-il. L'ennui, c'est que

permanent régional des associations pour l'environnement, créé en 1982, se battent pour préserver les derniers ours de Haute-Garonne, d'Ariège et du val d'Aran (Espagne), qui ne font plus que des « passages ».

Avec l'aide de Jean-Claude Pons, ingénieur écologue et objet d'un doctorat affecté au COPRAE par le ministère de l'environnement, et, sur le terrain, de Jean-Michel Parde, botaniste qui prépare une thèse de troisième cycle sur l'ours brun des Pyrénées, ils s'efforcent de prouver la survie de l'animal dans ces vallées contées du « noyau basque ».

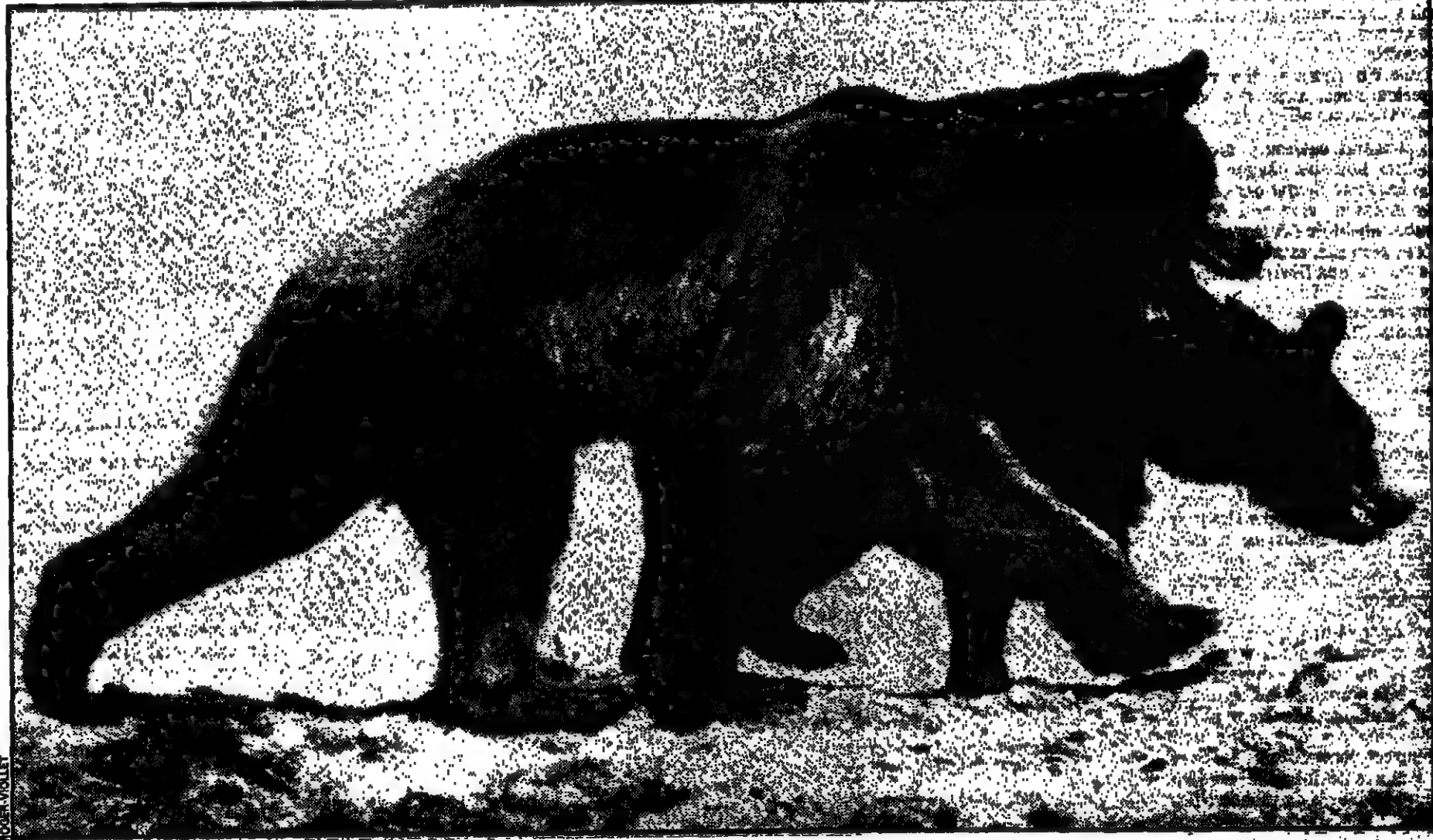
« L'ours est un animal surprenamment discret et méfiant. Et beaucoup ont intérêt à ne rien dire, par crainte de la mise en zone rouge. »

Dans la haute vallée de l'Hospice de France, Pierre Andriollon, berger, parle volontiers, au milieu de ses trois chiens, sept cents moutons et quelques chèvres. « L'ours, c'est rien, dit-il avec son accent rocailleux. Il prend une brebis, il se gève, et puis c'est fini. Ce sont les chiens qui sont méchants. Les chiens-loups des touristes courrent les troupeaux. L'autre jour, j'en ai eu deux qui ont été précipités

tant, en 1980, il avait perdu vingt et une brebis (« dont trois en trois jours ») qui n'ont pas été toutes remboursées, faute de preuves. « L'ours cache toujours sa proie, et on met quelquefois quinze jours à la retrouver — quand on la retrouve. Et il faut que le garde soit là, pour confirmer. » En 1982, l'ours lui en a « mangé deux et griffé une » et l'an dernier, aucune. « Je ne suis pas pour le détruire, dit ce paysan qui ne chasse pas, mais je ne tiens pas à le voir augmenter. Quand il y est, c'est un cauchemar. » Une chose l'intéresse : que l'hélicoptère puisse monter les boules de sel et les bon-

site dans son état ancien — restauration de l'Hospice et réfection de la route d'accès, après quoi je demanderai son classement. Je ne permettrais jamais qu'on détruise notre patrimoine ! »

Ses collègues, même les mieux disposés envers la sauvegarde de l'ours, comprennent sa position : « Si l'on veut que le plan ours réussisse, observe M. Crampé, le maire de Castillon, il ne faut pas braquer les élus par trop d'interdiction. La route de l'Hospice, c'est le fleuron de Luchon, on ne peut pas l'en priver. » Le député régional à l'architecture et à



les chasseurs les empruntent... » Pour lui, qui ne chasse pas, il est possible de concilier la protection de l'ours et la vie économique. « C'est une question de volonté », affirme-t-il. Mais il a confiance puisque « le président de la République lui-même a manifesté cette volonté ».

Les chasseurs, en revanche, redoutent l'ouverture de nouvelles voies forestières. « Ce qui tue la montagne, ce sont les percements de routes inconsiderés », souligne M. Pierre Casteran, principal du collège de Saint-Béat et président de l'association intercommunale de chasse agréée. Il se méfie aussi des chasseurs d'images, qui traquent le coq de bruyère au moment de la couvaison. Tout en reconnaissant la responsabilité des chasseurs d'autrefois (« C'est vrai, l'ours a été chassé »), il se demande si le plantigrade « a encore sa place dans le système agropastoral actuel » et si on ne devrait pas plutôt « concentrer les efforts dans les vallées d'Aspe et d'Ossau », le noyau dur des ours dans les Pyrénées-Atlantiques.

Pour les écologistes, c'est au contraire dans les zones où l'ours est menacé d'extinction qu'il faut prendre les mesures les plus draconiennes. A Toulouse, les militants du Conseil

Jean-Michel Parde parcourt les vallées du Luchonais avec sa 4L, interrogeant chasseurs, éleveurs et bergers. Il recense les témoignages, note les « passages » prouvés et d'éventuels dégâts aux troupeaux. Il arpente la montagne à la recherche de traces, dans la boue ou dans la neige, relève les griffures faites aux arbres, lorsque l'ours suce la sève sucrée de l'aubier. Son rêve : découvrir une tanière prouvant l'existence de l'ours « à demeure ».

« C'est très difficile, explique-

d'un rocher... » Depuis que l'Etat rembourse les dégâts (en principe 600 F pour une brebis, avec une prime de recherche et de manque à gagner pour le berger d'environ 400 F), les bergers ne se plaignent plus. Et ce sont les Espagnols, mal indemnisés, qui continueraient à empoisonner l'ours (une carcasse truffée de strychnine)...

Pour André Tournan, éleveur « à la propriété » de trois cent cinquante brebis, l'ours n'est plus un problème. Pour

bonnes de gaz dans la bergerie d'estive. Si le plan ours peut payer...

L'enjeu, dans le Luchonais, reste cette fameuse route de l'Hospice de France. Pour les écologistes, c'est un test : si on ne gèle pas les travaux de reconstruction, grâce à des indemnités compensatoires, la survie de l'ours est définitivement compromise. Dépenser 1,5 milliard de francs pour tracer une nouvelle route qui ne mène nulle part et double une piste existante, c'est de la folie », dit Jean-Michel Parde. Pour le maire de Luchon, c'est également un test : si le plan ours bloque son projet de route, il est à combattre. « Le premier écologiste, c'est moi », s'enclame M. Peyrassite. La qualité de la vie, pour un homme de mon âge (soixante-deux ans), c'est aussi de pouvoir monter en voiture à l'Hospice, comme on l'a toujours fait. Avant, il y avait la route et des ours, maintenant il n'y a plus ni l'une ni l'autre : ce n'est donc pas la route qui les a chassés ! Quant aux noirs desseins que certains lui prêtent (aménagement d'une station d'altitude), il les écarte avec fougue : « On a déjà une station de ski sur la commune, on ne va pas en faire une seconde, en tout cas pas là. Je veux simplement rétablir le

l'environnement de Midi-Pyrénées, M. Alain Monnerand, est aussi de cet avis : « Il y a des projets de route plus dangereux pour l'ours que celui de l'Hospice de France. C'est contre ceux-là qu'il faut se battre. Avec vingt-quatre ours dans les Pyrénées, on est au bord de l'extinction. Il faut d'urgence associer les Espagnols au plan, sinon... »

Des journées franco-espagnoles de l'environnement sont prévues. Le plus difficile, cependant, semble d'organiser des rencontres franco-françaises : le plan ours déchaine tant de passions, alors même que personne n'en a défini les contours, que chacun campe déjà sur des positions présentées comme intangibles. Personne, jure-t-on partout, avec un ensemble touchant, ne veut la mort de l'ours. Mais, chacun veut que ce soit l'autre qui fasse le petit sacrifice. Or l'ours des Pyrénées ne sera sauvé que si tout le monde y met un peu du sien. Il le mérite.

ROGER CANE

(1) Compté en 1976 par un glissement de terrain, la route départementale de l'Hospice de France a été interdite à la circulation et provisoirement remplacée par une piste forestière, sur l'autre versant de la vallée de l'Arriège.

## Vingt ou quarante ?

Le 6 avril 1984, le comité interministériel de la qualité de la vie a lancé officiellement un « plan ours », visant à doubler le nombre d'ours vivants dans les Pyrénées françaises : leur nombre devrait remonter d'une vingtaine à une quarantaine, quantité considérée comme la masse critique minimale susceptible d'assurer la survie du plantigrade. Pour cela, le Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (FIQV) a prévu une enveloppe de 2 millions de francs pour 1984, auxquels s'ajoutent 1,2 million du secrétariat d'Etat à l'environnement. Ces sommes, dont le ré-

partition sera décidée en commun par l'Etat, les collectivités territoriales et les groupes socio-professionnels concernés, permettront d'affiner l'étude des zones à ours, de sensibiliser le public à leur protection, et enfin de dédommager l'éventuel manque à gagner des bergers et des propriétaires forestiers empêchés d'exploiter leur patrimoine.

Depuis 1977, d'autre part, la branche française du World Wildlife Fund a versé 100 000 francs pour la protection de l'ours des Pyrénées.

مكتبة الشارقة



d'augmenter la colonie. Une initiative qui ne fait pas l'unanimité dans la région.

## Ennemi ou ami du berger

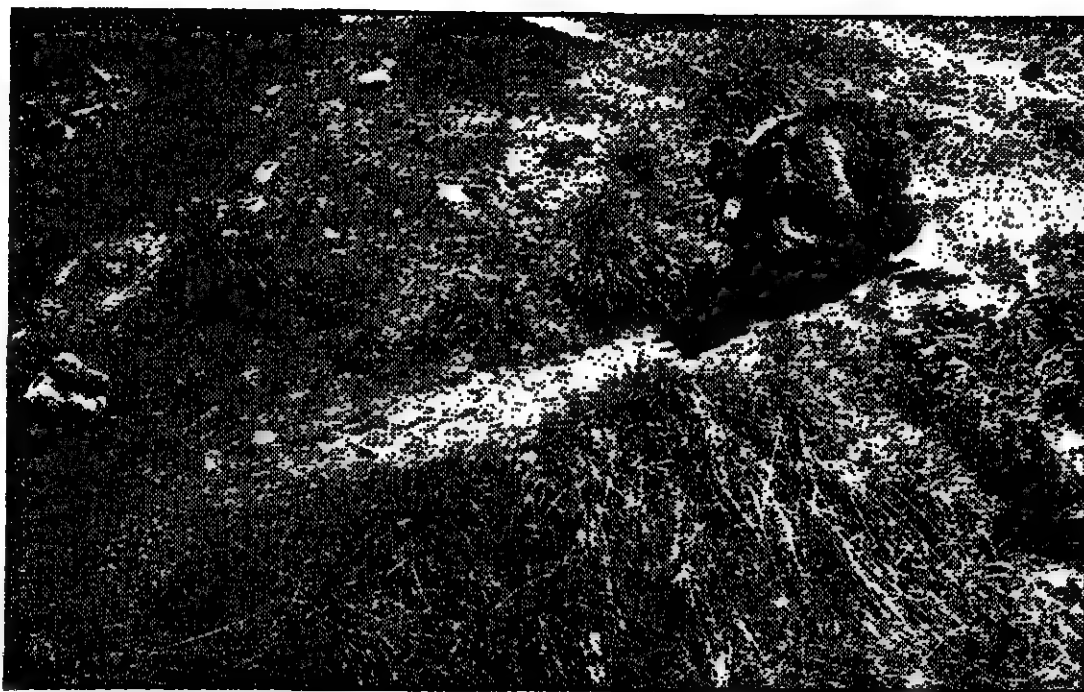
La Yougoslavie en exemple.

**P**EU-ON sauver de l'extinction totale l'ours des Pyrénées, qui ne subsiste plus que dans deux zones : quatorze ours dans la vallée d'Aspe et à son voisinage, à l'est des Pyrénées-Atlantiques, six à huit ours aux confins de la Haute-Garonne et de l'Ariège ? L'espèce est totalement protégée depuis 1962, époque où l'on recensait soixante-dix ours, mais cela n'a pas stoppé sa régression. Un « plan ours » (lire ci-contre) vise à y mettre un terme et même à doubler l'effectif actuel, mais surtout à rendre la présence de l'ours désirable par les populations locales, alors qu'il est souvent considéré — comme un nuisible à exterminer. Sans cette acception, en effet, l'ours pyrénéen paraît condamné.

C'est pour faciliter ce changement psychologique que le secrétariat d'Etat à l'environnement avait emmené fin mai des élus locaux, des bergers, des techniciens de l'office national des forêts et de celui de la chasse, voir comment est traité le problème de l'ours en Yougoslavie, dans une région où la pratique du nourrissage avec des cadavres d'animaux prélevés en abattoirs et une réglementation précise de la chasse ont permis d'obtenir pour la population une situation stable et acceptée par les habitants.

La Yougoslavie est sans doute la deuxième nation européenne, ex aequo avec la Roumanie, pour le nombre d'ours (environ 4 000), la Russie d'Europe en comptant 11 000. L'ours est présent sur toute la chaîne des Alpes climatiques, mais principalement dans le sud du pays. Au nord, les ours avaient presque disparu de la République de Slovaquie, où leur nombre était descendu à 25 entre les deux guerres. Il est remonté à 250, et la chasse, totalement interdite sur le territoire slovaque de 1935 à 1966, a pu être ouverte après cette date dans des conditions précises.

Au sud de la Slovaquie, à la frontière avec la Croatie, se trouve une région montagneuse et peu peuplée — de très nombreux villages y ont été rasés par les occupants italiens pendant la dernière guerre. Le terrain est karstique, avec de nombreuses cavernes qui conviennent bien à l'ours. La forêt est composée pour moitié de résineux et pour moitié d'arbres feuillus, hêtres principalement, chênes et châtaigniers, dont les fruits sont consommés par l'ours ; il y a aussi près des villages détruits



des arbres fruitiers que les ours visitent fréquemment à l'automne.

Dans ce « noyau ours » de 280 000 hectares — soit 14 % du territoire slovaque — la chasse est très strictement réglementée : elle est interdite du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre, et, comme l'ours hiberne trois mois, il ne reste que quatre mois pour la chasse. Les battues sont interdites et le tir n'est autorisé qu'à partir des miradors. Le tir d'une femelle accompagnée d'ours est interdit. Hors de cette zone, la chasse est libre toute l'année sur le territoire slovaque, la seule protection restant celle des ours suivies d'oursours.

Le noyau ours est divisé en plusieurs territoires, chacun sous la responsabilité d'une association. Ainsi, dans le territoire Medved — ours en slovaque — qui est l'un des plus grands avec 43 000 hectares, il y a huit points de nourrissage : ce sont des clairières où l'on construit en rondins une sorte de toit au sommet duquel on dépose régulièrement des cadavres, de vaches en général.

La raison de cette disposition est de mettre la charogne hors d'atteinte des sangliers. Cependant, l'ours tire fréquemment le cadavre en bas du toit, et de ce fait on observe plus fréquemment des sangliers que des ours sur les lieux de nourrissage, ainsi que de nombreux animaux de moindre importance, comme des merles.

Les nourrissages reçoivent chaque année environ 80 tonnes de charognes, et leur visite est évidemment déconseillée aux âmes et aux odorats sensibles. A la limite de la clai-

rière est construit un mirador d'où l'on peut observer nuitamment l'ours — et le chasser dans les périodes autorisées. Le coût de l'ours abattu dépend de sa taille et peut aller jusqu'à 30 000 francs, ce qui explique que la chasse à l'ours soit essentiellement le fait de chasseurs étrangers. De quarante à soixante ours fréquentent les nourrissages et on en tue dix par an, suivant un plan assez détaillé (une moitié d'ours jeunes de moins de 100 kilogrammes, un quart jusqu'à cent cinquante kilogrammes, un quart au-dessus de ce poids).

Cette pratique du nourrissage a incontestablement permis de reconstituer la population d'ours slovaques — au point que ceux-ci émigrent vers le nord du noyau ours, et qu'au moins un ours a franchi la frontière autrichienne, distante de 100 kilomètres. Elle a aussi fait disparaître dans le noyau ours les attaques de bétail. Il n'y a guère de moutons dans cette région de Slovaquie, mais des vaches laitières. Actuellement, celles-ci rentrent en général à l'étable le soir, mais ce n'était pas le cas il y a dix ans. De même, il y a de nombreux chevaux qui vivent en forêt, où ils sont utilisés pour le charroi des arbres. Ils ne sont jamais attaqués.

D'autre part, le nourrissage a stabilisé la population oursine. Les ours se déplacent moins que par le passé. Cela facilite leur contrôle et leur chasse.

La Slovaquie donne donc l'exemple d'une situation équilibrée, avec des ours assez nombreux pour être considérés comme un gibier, assez discrets pour n'être pas rejetés par la

population, et cela bien que l'on compte en moyenne quatre attaques contre l'homme par an.

Le nourrissage n'est pas la seule raison de cette réussite. La région est peu peuplée — vingt habitants au kilomètre carré — et l'exploitation forestière est assez discrète pour ne pas gêner l'ours : il semble que celui-ci ait surtout besoin d'avoir une zone — même limitée — où il soit tranquille quand il se repose dans la journée ou quand il hiberne, et qu'il ne soit alors pas gêné par la présence d'hommes sur le reste de son territoire. Les responsables des associations de chasse s'inquiètent cependant du développement du tourisme, qui pourrait ruiner cet équilibre.

Cet exemple slovaque est-il applicable aux Pyrénées ? L'avis général des participants pyrénéens à la visite était unanimement négatif. Ils font de nombreuses objections au nourrissage. Les bergers ne souhaitent pas voir augmenter le nombre des ours, persuadés que « s'il double, celui des attaques triplera largement ». Actuellement, on recense chaque année 80 pertes de moutons et quelques pertes de vaches dues aux ours dans la vallée d'Aspe — où paissent environ 6 000 moutons. L'indemnisation est jugée correcte, mais bien lente à venir s'il n'y a pas de preuve nette montrant la responsabilité de l'ours. Et la bête de remplacement ne vaut jamais celle qu'elle remplace.

Les bergers se satisferaient donc de la situation actuelle. Mais un si faible effectif peut-il se maintenir, même s'il paraît stabilisé depuis une dizaine d'années ? D'autres, comme les forestiers, objectent moins à une augmentation du nombre des ours, mais contestent que leur méthode d'exploitation soit responsable, comme on les en accuse parfois, de la diminution du nombre des ours, ou plus exactement du non-remplacement de ceux qui ont été tués par braconnage ou par empoisonnement. Les élus locaux craignent que l'engagement de l'Etat envers le « plan ours » ne soit pas poursuivi, et qu'« on leur promette la Lune pour leur dire ensuite qu'il n'y a pas d'argent ». Ils ne veulent pas sacrifier le développement du tourisme à la préservation des ours, même si celle-ci leur tient à cœur. Transparaît le sentiment que « Paris n'a pas à nous dire ce qu'il faut faire ». Bref, le pari du plan ours n'est pas encore gagné.

MAURICE ARVONNY.

M. A.

## Ce cher Ursus

**URSUS ARCTOS**, l'ours brun, est une espèce répandue sur toute la zone tempérée du Vieux Continent, ainsi qu'en Amérique du Nord, où, sous le nom de grizzly, il cohabite avec l'ours noir, une espèce différente. L'ours brun vit surtout à la limite haute des forêts de montagne ; en Europe occidentale, il a pratiquement disparu, quelques populations éparses subsistant dans les monts Cantabriques, en Espagne, dans les Pyrénées françaises, au Trentin ou dans les Abruzzes, en Italie. Il est en revanche abondant dans les Balkans et encore bien représenté en Scandinavie.

L'ours est omnivore : son alimentation principale est constituée de jeunes pousses, de fruits, d'insectes, labellies et

fournis sont des mets de choix, mais c'est aussi un prédateur ; il attaque les chamois, les chevreuils, les sangliers... et aussi le bétail. Il se déplace constamment à l'intérieur d'un territoire dont la superficie peut atteindre 25 kilomètres carrés. Des déplacements nocturnes de plusieurs dizaines de kilomètres ont parfois été enregistrés : les meurs de l'ours sont mieux connues depuis qu'en diverses régions (Estonie, Suède, Trentin) des ours ont été équipés d'un collier émetteur qui permet de suivre leurs déplacements.

L'ours vit seul. Les couples se forment en juin et se séparent après l'accouplement. La gestation dure jusqu'en janvier, les petits naissent pendant la période de repos hivernal — qui

n'est pas une véritable hibernation : la température corporelle ne baisse pas, et il arrive que l'ours sorte de sa tanière lors des redoux. Les petits ne pèsent que 500 grammes à la naissance, ce qui est chez les mammifères exceptionnellement faible en regard du poids adulte (150 kilogrammes pour la femelle, 250 et plus pour le mâle). Les oursours suivent leur mère — les spécialistes parlent de « femelle suivie » pendant un à deux ans, bien qu'ils soient capables de survivre seuls à l'âge de six mois. Les femelles peuvent porter à l'âge de trois ans, et ont généralement des petits tous les deux ans (un ou deux oursours, parfois trois, exceptionnellement quatre).

M. A.

## Livres

### Poules avec dents

**L**E livre de Stephen Jay Gould n'est pas consacré à la dentition des poules. Quand les poules auront des dents est le titre d'un seul des trente « essais » (selon la formule de l'auteur) rassemblés sous ce nom global. Comme le Pouce du panda (édité par Grasset en 1982), Quand les poules auront des dents réunit des articles publiés dans divers magazines américains. Et comme tous les ouvrages de ce type, il aborde des sujets qui n'ont, à première vue, que peu de rapport les uns avec les autres.

Pourtant, un fil conducteur relie ces trente « essais » : le combat que mène S. J. Gould, professeur à l'université Harvard, contre le créationnisme — cette théorie qui se fonde sur l'interprétation littérale de la Bible et qui nie l'évolution des espèces. Une théorie qui, depuis une dizaine d'années, a retrouvé aux Etats-Unis une vigueur inquiétante.

Les arguments de S. J. Gould en faveur de l'évolution sont très divers : l'anatomie des hyènes femelles, l'activité des vers de terre, la persistance

chez les poules de la capacité « de fabriquer » de la dentine (sous certaines conditions expérimentales), le célèbre faux de l'homme de Pittdown, le procès Scopes qui, en 1925, essaya — en vain — d'interdire l'enseignement de l'évolution dans les écoles publiques du Tennessee, la disparition des dinosaures, l'identité des zèbres, le prix des barres de chocolat qui augmente, tandis que leurs poids diminuent, l'instauration de quotas d'immigration aux Etats-Unis, le voyage (en 1872) du naturaliste américain Louis Agassiz aux îles Galapagos, etc.

Le fait que chaque « essai » constitue un chapitre indépendant rend la lecture du livre aisée. Quant à la variété des sujets abordés, elle témoigne que S. J. Gould possède un esprit extraordinairement curieux et que cet universitaire sait s'adresser au grand public.

YVONNE REBEYROL.

Quand les poules auront des dents, Fayard, collection « Le temps de sciences », 448 pages, 130 F.

### Testament de singe

**L**ES émuriens et les singes (supérieurs ou non) font partie, comme les hommes, de l'ordre des primates. Mais ils en sont, surtout les premiers, à des stades moins évolués. Etudier les autres primates, du plus primitif au plus proche de nous, est donc le seul moyen de retrouver l'évolution dont nous sommes l'aboutissement.

Nos cousins les plus éloignés ont déjà des capacités étonnantes — que souvent nous ne possédons pas ou plus — pour voir, pour se reconnaître, pour se protéger, pour communiquer entre eux. Et ce sont ces capacités que Jean-Jacques Pétter passe en revue dans son livre le Propre du singe, montrant ainsi la complexité qui existe même chez les primates les plus primitifs.

Un seul exemple : situé pourtant en bas de l'échelle, le petit microcèbe (un émuriens de Madagascar), très vulnérable par sa seule taille (10 centimètres, 80 grammes), et menant une vie nocturne dans la forêt, est doté d'une extraordinaire sensibilité auditive : il peut entendre des sons dans les fréquences de 80 000 à 90 000 hertz (l'homme ne perçoit pas les sons au-delà de 15 000 hertz, en général) : il peut donc détecter les vibrations émises par de

gros papillons nocturnes dont il se régale. Il est aussi doté d'une acuité visuelle remarquable, qui lui permet de grimper, de sauter et de chasser avec précision et rapidité dans les arbres pendant la nuit.

« Les primates ont beaucoup à nous apprendre », écrit Jean-Jacques Pétter. (...) Parmi le grand nombre d'espèces qui subsistent encore, on peut retrouver des traces de multiples potentialités, qui existaient peut-être à l'état d'ébauches chez le microcèbe. (...) Il faudrait pouvoir profiter de cette chance exceptionnelle que nous avons encore d'observer, dans des conditions naturelles ou presque, la plupart de ces « ancêtres » encore vivants. Mais il faut faire vite : « Demain, lorsque les dernières forêts tropicales auront été défrichées, il sera trop tard, pour se souvenir que nous y avions nos racines. N'importe quelle histoire de nos origines pourra alors passer pour crédible, car il ne nous sera plus possible de revoir les preuves vivantes de notre lointain passé. »

Y. R.

Le Propre du singe, de Jean-Jacques Pétter, Editions Fayard, collection « Le temps de sciences », 261 pages, 79 F.

## Découverte

### Un grand macaque

**D**EUX découvertes zoologiques sont sur le point d'être faites en Asie. Au Népal, tout d'abord, où deux biologistes américains, Daniel Taylor et Robert Fleming, ont signalé l'existence d'une nouvelle espèce d'ours, baptisée provisoirement *ursus nepalensis*. Avec son pelage noir, elle ressemble à l'ours à collier, mais est beaucoup plus petite : elle ne pèse au plus que 70 kilos contre 120 kilos pour l'autre espèce.

On possède plusieurs crânes de cet ours, qui semble très arboricole, comme l'atteste la découverte, dans les arbres, de nids fort élaborés. Et on se demande si un ours, pensionnaire du zoo de Katmandou, et considéré comme un jeune ours à collier, n'appartient pas à cette nouvelle espèce.

En Chine, l'énigme des « hommes sauvages » de la province du Hubei est, semble-t-il, en passe d'être éclaircie. Ces « hommes », qui font parler d'eux depuis plusieurs années (le Monde du 23 novembre 1980), seraient, en fait, des macaques géants.

En effet, le professeur Zhou Guoxing a examiné les mains et les pieds de l'un de ces êtres, qui auraient été coupés par des paysans : il les a formellement identifiés comme provenant d'une espèce inconnue de macaque, de très forte taille.

Ainsi, l'ours nain et le macaque géant chinois vont sans doute s'ajouter à la liste des grands mammifères découverts au vingtième siècle, le dernier en date étant le pécaré du Paraguay.

J.-J. B.

LOS ANGELES  
SAN FRANCISCO  
à partir de  
4890 F.A.R.

AIRCOM

93, rue Monceau, 75008 Paris  
tél. : 522-86-46 Lic. 176001

ronnement a décidé

n

site dans son état ancien — restauration de l'Hospice et réfection de la route d'accès, — après quoi je demanderai son classement. Je ne permettrai jamais qu'on détruise notre patrimoine ! »

Ses collègues, même les mieux disposés envers la sauvegarde de l'ours, comprennent sa position : « Si l'on veut que le plan ours réussisse, observe M. Crampé, le maire de Castillon, il ne faut pas braquer les élus par trop d'intransigeance. La route de l'Hospice, c'est le fleuron de Luchon, on ne peut pas l'en priver. » Le délégué régional à l'architecture et à



l'environnement de Midi-Pyrénées, M. Alain Montierand, est aussi de cet avis : « Il y a des projets de route plus dangereux pour l'ours que ceux de l'Hospice de France. C'est contre ceux-là qu'il faut se battre. Avec vingt-quatre ours dans les Pyrénées, on est au bord de l'extinction. Il faut d'urgence associer les Espagnols au plan ours. »

Des journées franco-espagnoles de l'environnement sont prévues. Le plus difficile, cependant, semble d'organiser des rencontres franco-françaises : le plan ours de chaîne tant de passionnés, même que personne n'en a défini les contours, que chaque campé déjà sur des positions présentées comme intangibles. Personne, jure-t-on partout, avec un ensemble touchant, ne veut la mort de l'ours. Mais chacun veut que ce soit l'autre qui fasse le petit sacrifice. Or l'ours des Pyrénées ne sera sauvé que si tout le monde met un peu du sien. Il le mérite.

ROGER CANS

(1) Coupé en 1976 par un plan de l'Etat, la route départementale de l'Hospice de France a été classée à la circulation et provisoirement remplacée par une piste carrossable. L'autre versant de la vallée de Luchon.



# Les Chartreux commémorent cette année la fondation de leur ordre, il y a neuf cents ans. « Quitter les ombres

## Le désert en solitaire

« Il ne suffit pas d'avoir le goût du silence et de la retraite pour avoir la vocation ».

COMMENT parler de leur silence sans le rompre ? Et de leur solitude sans l'interrompre ? Il n'y aurait qu'une chose à dire des chartreux, c'est qu'on n'en peut rien dire, ni écrire. Tout le reste est effraction, autrement dit bris de clôture.

Entrons pourtant.

Il y a, dans le département de l'Ain, non loin du Jura, un arbre gigantesque. Ce tilleul, dont on ne sait plus dans le pays s'il a quatre cents ou cinq cents ans, fait au-dessus de vous comme une voûte céleste d'un vert tendre. Sous lui, vous n'êtes rien. Il est planté là à quelques mètres du porche d'une chartreuse mal connue : Sélagnac. Ce n'est pas un arbre d'ornement pour jardinier moderne. C'est, dans la puissance végétale, l'affirmation d'une permanence, d'une force et d'une sérénité à laquelle ne peut se comparer que celle des moines à qui il offre ombrage.

Sur la porte, en gothique, ces mots simples aussi : « Respectez le silence des moines qui prient pour vous. Ne sonnez pas inutilement. » On sonnera de la pointe du doigt. Dom Bernard nous accueille, prévenu et prévenant. La messe va être dite.

Dans l'église conventuelle, on s'affaire sans agitation. Un moine passe de gauche à droite, portant une étoile. Un autre vient poser un livre sur l'autel, qui est orné seulement de deux bougies et d'une petite croix. Leurs souliers à semelles de crêpe font sur le parquet ciré un bruit qu'on n'entend plus dans les villes. Le sacristain, un chartreux africain, se saisit de la corde pour sonner la messe. Il est vêtu de blanc, et, de loin, on ne voit pas son visage, qui se confond avec la couleur sombre des boiseries du chœur.

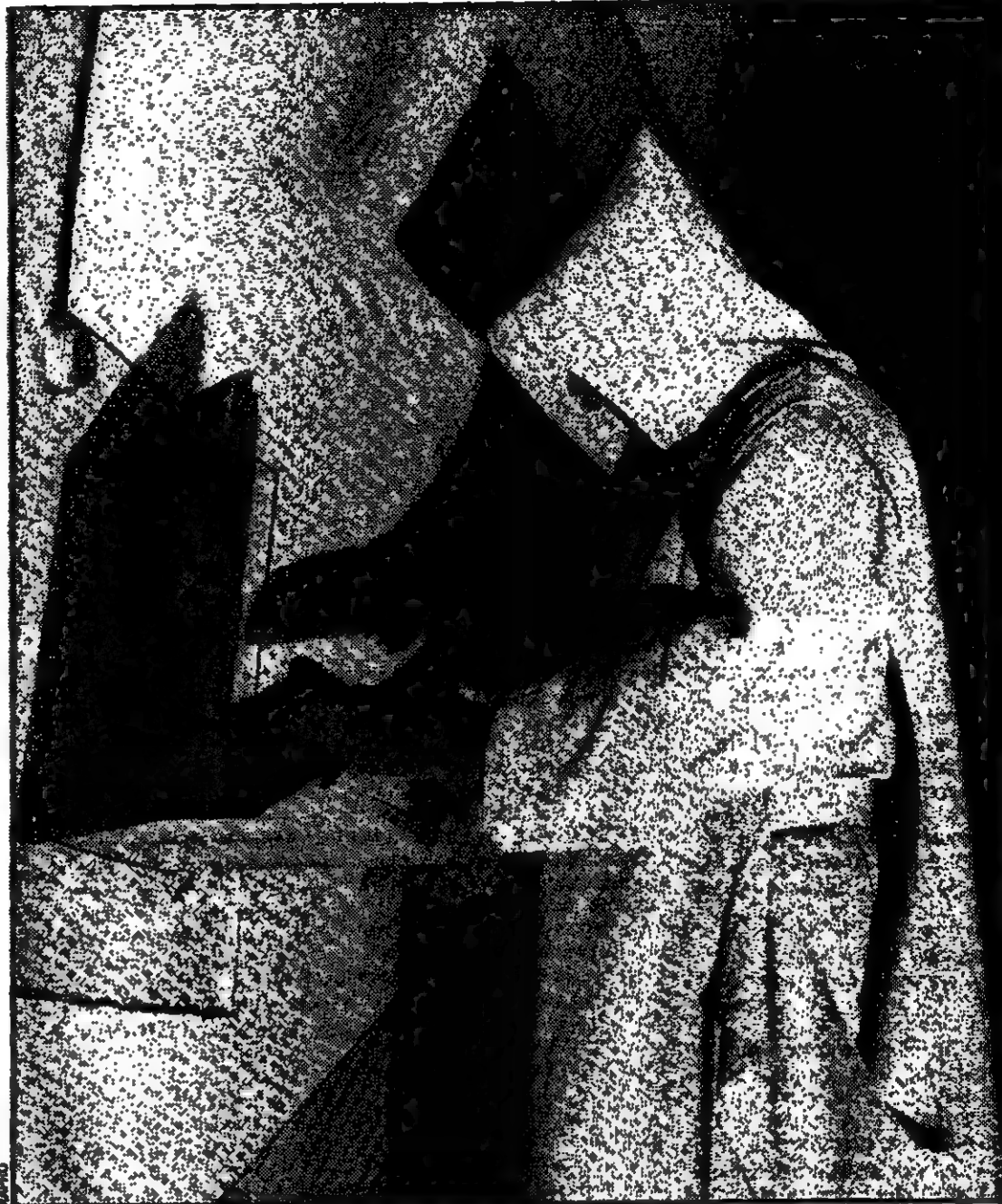
Ici, il n'y a que bois et pierre. Bois des stalles, du sol et de l'autel, d'un brun foncé. Pierres blanches des murs et de la voûte. Seuls les vitraux sont légèrement rosés. Pas d'orgue (la règle des chartreux interdit les instruments de musique). Pas de tableaux : un crucifix et une statue de la Vierge. Dehors, la terre était humide et chaude. Dans l'église, on est saisi par une fraîcheur qui rappelle que l'hiver fut rude.

Une quinzaine de moines s'installent pour l'office. Pendant une heure et demie, on entend s'élever leurs prières et leurs chants, mélodiquement sobres. Parfois le silence se fera, seulement ponctué par les chants d'oiseaux qui volaient

alentour ou par le son d'une cloche, jusqu'à la reprise des oraisons collectives. Au moment de la communion, le visiteur privilégié sera invité à descendre de la tribune où il se tenait pour rejoindre, au pied de l'autel, le cercle des chartreux. Il glissera des regards furtifs, indiscrets, vers ces quinze visages d'hommes aux regards inaccessibles. Il tentera vainement de percer leur secret. Il projettera sur eux ses idées venues du dehors, ses questions et sa fascination : lire sur ces faces l'incompréhensible, le mystère de ces vies enfermées, tandis qu'à 100 mètres d'eux, là haut, à flanc de montagne, roulent sur une route les cortèges de touristes français, allemands ou suisses, lancés vers l'absolu de leurs congés payés.

Au cours d'une visite qu'il prolongera aimablement, le procureur de Sélagnac acceptera avec bienveillance les questions du journaliste. Ici, les moines se sont réinstallés en 1928, grâce à la générosité d'une bienfaitrice locale qui racheta les bâtiments et les leur offrit. Aujourd'hui, ils sont dix-sept : onze pères et six frères, ces derniers — qui ne vivent pas dans la cellule traditionnelle des chartreux — étant, comme dans tous les ordres monastiques, voués à des travaux divers (en ce moment, ils refont les toitures du monastère). Le procureur lui-même vit ici depuis 1950 (« vous étiez né ? » demande-t-il en souriant). Il reconnaît que « le plus difficile à supporter, c'est la solitude ». Mais c'est la base même de la vocation cartusienne. Un monastère de chartreux peut apparaître extérieurement comme une addition de solitudes. Mais elles convergent vers un même idéal. Leur tradition s'inscrit dans celle des anachorètes (vie séparée, retirée), avec quelques aspects cénobitiques (vie en commun). Mais c'est la solitude qui domine.

Au cours d'une journée, les pères chartreux ne se retrouvent en communauté que trois fois à l'église conventuelle pour des prières communes. Le reste de leur temps, ils le passent isolément dans leur cellule. Entre l'église et la cellule, nul contact inutile, pas de bavardage, pas de conversations de couloir. En semaine, chacun prend ses repas seul. Le dimanche fait exception, car la communauté se retrouve au réfectoire pour le repas de midi. Encore la « convivialité » y est-elle fort li-



mitée, puisque chacun est couvert de son capuchon, et que des lectures sont faites. Une fois par semaine, le dimanche après-midi, une « récréation » est prévue pendant une demi-heure à une heure. Dernière exception à la solitude, le « spaciement ». En général, le lundi, et s'il ne fait pas mauvais temps, les moines sortent du monastère et vont se promener pendant plusieurs heures dans la campagne environnante. Indispensable pour des hommes tendus vers une interiorité où le corps a peu de part, sauf dans les travaux manuels prévus par la règle.

La vie des chartreux, c'est donc surtout dans la cellule qu'elle se passe. Il s'agit d'une véritable maison de quatre pièces prolongée par un petit jardin. Un « promenoir » conduit, par un escalier, aux deux pièces du haut. La première est un vaste vestibule qu'on appelle l'ave Maria parce qu'une statuette de la Vierge s'y trouve et que le chartreux y récite un ave quand il rentre chez lui. Jadis, on y faisait le feu. A côté se trouve le « cubiculum » (chambre à coucher), qui est la pièce où se tient le plus souvent le moine. On y voit un oratoire composé d'un prie-Dieu et d'une stalle : le chartreux y passe de longues heures au moment des offices prévus par la règle (voir encadré). Le long du mur, un lit encastré, étroit et court. Devant la fenêtre, une table et une chaise pour les repas. Une étagère pour quelques livres. Un poêle à bois. Près du lit, un gros bâton : le chartreux frappe le sol bruyamment pour indiquer au moine chargé de réveiller les autres la nuit — on l'appelle l'« excitateur » — qu'il a entendu son appel. C'est tout.

Quand le chartreux ne prie pas — seul ou en communauté — quand il ne se livre pas à des travaux de lecture ou d'écriture, il se trouve au rez-de-chaussée de sa cellule, au bûcher ou à l'atelier qui donne sur le jardin. Voilà le décor d'une vie ! Des hommes peuvent passer ici plusieurs dizaines d'années en attendant que leur corps soit porté en terre — sans cercueil — dans le cimetière devant lequel ils passent plusieurs fois par jour.

Et le vent du siècle, nos soucis, nos polémiques ? Et les soubresauts de la société profane, les crises économiques, les affrontements idéologiques, le tourbillon de l'actualité ?

Au monastère de la Grande-Chartreuse, dans l'Isère, le procureur sourit à la question : « Il faut se retirer de la tête l'idée d'un monde clos. Il peut y avoir un amortissement des événements, un décalage dans le temps — qui peut être assez long — mais pas un blocage total. » Pas de télévision, bien sûr, pas de radio, pas de journaux. A Sélagnac comme à la Grande-Chartreuse, seuls le procureur et le prieur reçoivent la Croix. Le prieur fait part aux autres de ce qu'il lui semble nécessaire de communiquer. A Sélagnac, le procureur indique qu'on fait circuler, par exemple, des extraits de la Croix au sujet des voyages du pape à l'étranger. L'ensemble des moines ont accès à la Documentation catholique. C'est par le biais des textes qui y sont publiés — déclarations apostoliques, épiscopales, etc. — que parviennent atténués, indirects, décalés, les bruits du temps et des événements. Le procureur de Sélagnac : « A quoi nous serviraient les journaux ? Nous le savons bien

qu'il y a la guerre au Liban ! A quoi cela nous avancerait-il de connaître les détails, jour par jour ? Qu'est-ce que cela changerait ? Nous prions pour le Liban. » Il se souvient d'avoir vu une fois, une seule fois dans sa vie, la télévision. C'était en 1969. Il se trouvait chez un artisan qui travaillait pour le monastère. Dans un coin, on voyait les préparatifs du débarquement sur la Lune. Il a regardé quelques minutes : « Vous savez, ce n'est pas fameux, la télévision. On s'en passe. »

De même pour les livres. Les chartreux ne sont pas les bibliophiles. L'étude est seconde par rapport à la prière et ne peut viser qu'à l'aider. Il y a dans les monastères de prestigieuses bibliothèques où les moines empruntent des ouvrages, qu'ils liront dans leur cellule. Ce ne sont pas les best-sellers de l'au-delà du cloître, mais des ouvrages de théologie, d'histoire de l'église, etc. La règle les met en garde contre la « démanigaison » d'écrire... Il y a aussi les excès possibles de la lecture.

Le procureur de la Grande-Chartreuse, qui occupe une fonction technico-commerciale à la société Philips avant de devenir chartreux en 1967, à l'âge de trente ans, se souvient : « J'étais un dévoreur de bouquins ; mais l'appât de lecture tend à s'estomper en raison du contact vital avec Dieu dans la prière. Plus vous réalisez une présence en vous, moins vous vous éparpillez dans des lectures qui vous apportent peu de chose. Vous acquiescez un sens de l'essentiel, un véritable flair qui vous permet d'éviter des lectures futiles. Notre époque est marquée par une inflation verbale, conceptuelle et paperassière.

Je crois que le prochain déluge sera un déluge de papier ! Un des fruits de la solitude tournée vers Dieu, c'est de nous permettre tout un décalage du superficiel et du périphérique. »

Périphériques les ambitions profanes, la gloire (quand un chartreux écrit un livre, ce qui est peu fréquent, il signe « un chartreux ») et même les affections. Une fois entré, le moine ne peut plus correspondre par écrit qu'avec peu de gens : sa famille (quelques fois par an), le général de l'ordre (qui est depuis l'origine le prieur de la Grande-Chartreuse), le « prieur visiteur » (sorte d'auditeur venu d'un autre couvent à intervalles réguliers pour permettre à chaque moine de faire le point, et parfois de vider son cœur) et le représentant de l'ordre au Saint-Siège. La famille proche peut, une fois par an, et pour quarante-huit heures, venir le voir, ce qui est à la fois agréable et risqué. « Au début, se souvient le procureur de la Grande-Chartreuse, c'est un choc, cela vous tire en arrière. Mais on acquiert cette force formidable que donne le sentiment d'être branché sur l'essentiel. On voit alors les gens tellement tiraillés dans le tourbillon de leur vie ! Il est rare que cela donne envie de rentrer dans le circuit... Mais l'éloignement ne nous fait pas aimer moins nos parents ! Au contraire, cet amour est plus intense, plus pur, plus dans la vérité. »

Périphérique, bien sûr, l'agitation urbaine. Le procureur de la Grande-Chartreuse est le seul à sortir fréquemment du couvent, par fonction. Il se rend même à Paris cinq ou six fois par an, ce qui ne lui plaît guère : « Quand je suis à Paris, je n'ai qu'une envie, c'est de retrouver ma cellule. Si je n'ai plus le contact avec la prière, comme à la Grande-Chartreuse, j'ai l'impression qu'on me retire mes racines. »

Le prieur de la Grande-Chartreuse, lui, ne peut pas quitter le massif de la Chartreuse. Le titulaire actuel, âgé de soixante et un ans, ancien polytechnicien, a été élu en 1967. Il est le sixième et onzième général de l'ordre depuis saint Bruno. Périphériques, sans doute, les festivités qu'on organise dans la région autour du neuf centième anniversaire de la fondation, par saint Bruno, de la Grande-Chartreuse en juin 1084.

## Journées

Les étapes de la formation sont les suivantes :

Après une retraite préparatoire on peut être reçu postulant. Après trois mois vient le noviciat qui dure deux ans. A l'issue du noviciat se situe la profession temporaire suivie, au bout de trois nouvelles années, par la profession de vœux solennelle. La grande profession — qui correspond aux vœux perpétuels — a lieu deux ans après.

Au total, la durée du cursus du chartreux est donc de plus de sept années.

Les journées des chartreux n'ont ni début ni fin.

Au milieu de la nuit, les moines, qui se sont couchés

vers 19 h 30 ou 20 heures, sont réveillés pour célébrer, entre 23 heures et 2 h 30 du matin (environ), en cellule puis à l'église, matines et laudes.

Après avoir dormi à nouveau un peu plus de trois heures trente, ils disent l'office de prime dans leur cellule à 7 heures. A 8 heures — ils ne prennent jamais de petit déjeuner — a lieu la messe conventuelle, à l'église, suivie de la messe privée de chaque père.

A 10 heures, en cellule, c'est l'office de tierce suivi à midi de sexte, puis de none (à 14 heures). Ils se retrouvent à l'église à 16 h 15 pour les vêpres. L'office de complies (18 h 45) est célébré en cellule.

## Manifestations

Voici les principales manifestations liées à la célébration du neuvième centenaire de la fondation de la Grande-Chartreuse.

— 11 et 12 août : spectacle son et lumière à la comédie du monastère de la Grande-Chartreuse.

— Du 12 au 15 septembre à Grenoble : colloque scientifique international d'histoire et de spiritualité carthusiennes.

— Le 16 septembre, à l'église Saint-Louis de Grenoble : messe consacrée dans le rite carthusien.

— D'octobre 1984 à octobre 1985 : exposition « Le désert dans le monde, l'ordre des chartreux », présentée au musée dauphinois de Grenoble (œuvres d'art provenant de la Grande-Chartreuse et de la chartreuse de Xertès en Espagne).

مكتبة الشريعة



fugitives du siècle pour se mettre en quête des biens éternels : le projet de Saint-Bruno attire encore des hommes de prière et de solitude.



C'est beaucoup de bruit autour du silence. Nous voulons, indique le procureur de la Grande-Chartreuse, célébrer cet anniversaire par une interiorisation encore plus poussée de notre vie, en vivant davantage notre idéal. A Séguin, Dom Bernard est du même avis : « Le triomphalisme ? Ce n'est pas notre genre ».

Périphériques aussi peuvent apparaître certaines prétendues motivations de candidats à la vocation. Les chartreux ont toujours été très exigeants. Ils ne recrutent pas pour recruter : « Nous ne cherchons pas la quantité ». Le procureur de la Grande-Chartreuse le dit fermement : « Quelqu'un qui entre dans une maison de prière avec trop de buts secondaires autres que Dieu risque de se compliquer l'existence. On ne rentre pas en Chartreuse pour le monde mais pour Dieu. Mais, de fait, à partir du moment où on recherche explicitement Dieu, on trouve du même coup le reste ».

C'est ce que développe un autre chartreux, sous une autre forme, dans un livre : « Le désert du monde et de la vie, ce n'est pas un motif de vocation : plus on aime Dieu, plus on aime son prochain dans la charité du Christ ainsi que la beauté et la bonté de la création divine dans la création ». (N. Point d'après donc, point de révolte contre le monde. Le même auteur trace une sorte de portrait-robot du candidat à

la règle de vie, tout s'écroule. Oublier cette évidence première c'est s'interdire de comprendre quoi que ce soit à ce qui réunit ces solitudes pour leur vie intérieure.

Louis Venillot, au siècle dernier, avait parfaitement résumé la signification de la vie chartreuse lorsqu'il écrivait, dans les Pèlerinages de Suisse : « Les chartreux cachent leur vie. Ils oublient le monde, et sous leurs efforts tendent à s'en faire ignorer. Sans doute, beaucoup de hautes intelligences, de grands et forts caractères sont venus chercher dans ce désert une mort anticipée, ou plutôt (...) un avant-goût de la résurrection, de ce dégagement de l'âme qui lui permet d'entrevoir parfois le Dieu qu'elle aspire à contempler éternellement ».

On comprend que cela ne soit pas donné à tout le monde, surtout aujourd'hui. Il semble qu'il y ait pourtant un peu plus de candidatures qu'il y a dix ans, ou plus exactement d'approches. Le monastère de la Grande-Chartreuse est sollicité chaque année par cent cinquante personnes environ qui écrivent pour faire part de leur vocation. Un premier tri s'opère à partir de ces lettres. Car, comme l'a dit le chapitre général, « pour que quelqu'un soit chartreux de fait et de droit, il ne suffit pas de le vouloir ; il faut en outre, avec l'amour de la solitude et de notre vie, une certaine aptitude spéciale de l'esprit et du corps,

vingt-quatre et trente ans, on ne connaît pratiquement plus de cas de vocations très tardives comme au siècle dernier - sont, selon le procureur, « plus compliqués, psychologiquement et confessionnellement que jadis ». « Autrefois, dit-il, les entrants étaient issus d'un milieu chrétien assez homogène. Aujourd'hui, ils ont émigré d'un milieu qui ne les a pas sécrétés et s'oppose même parfois à leur vocation. Certains ont des itinéraires spirituels complexes sans rapport direct avec le christianisme. Il faut canaliser leur puissance de prière qui a pu s'exprimer dans d'autres religions ou même dans l'ésotérisme. » Au total, ils sont à la fois plus « indépendants » et plus « immatures », car, « dans une civilisation médiatique comme la nôtre, on leur a maché toute la besogne ». « Comment voulez-vous, dit encore le procureur, qu'un maître en profondeur dans un tourbillon ? La formation des jeunes - nous avons actuellement un noviciat de douze personnes pour une communauté de quarante moines - nécessite une suite de ses pour le novice, et pour le père maître un travail d'assimilation et d'adaptation à chacun, afin d'aider le jeune à l'approfondissement de l'appel de Dieu et à l'insertion dans un cadre institutionnel multiséculaire. » La formation, qui dure sept ans, jusqu'aux vœux perpétuels (voir encadré), vise à s'assurer que la solitude est supportée par le sujet et à l'adapter petit à petit à l'observance de la règle. La solitude peut être parfois trop pesante. A Séguin, on cite le cas d'un chartreux qui, ne la supportant plus, obtint, au bout de sept années de vie chartreuse, d'être admis dans un couvent de trapistes, ceux-ci ayant une vie communautaire plus marquée.

Prudence dans le recrutement, discernement dans l'ouverture au monde, équilibre institutionnel qui a fait ses preuves, l'ordre des chartreux défie le temps parce qu'il ne s'est jamais laissé aller à aucun bouleversement. Un adage dit : « Chartusia nunquam reformata, quia nunquam deformata » (la Chartreuse n'a jamais été réformée parce qu'elle n'a jamais été déformée).

L'ordre a résisté à tout depuis neuf cents ans. Huit fois la Grande-Chartreuse a brûlé,

huit fois elle été reconstruite. Les moines ont été chassés en 1794. Ils sont revenus en 1816. Ils ont été de nouveau chassés en 1903 - avec une brutalité inimaginable - par un bataillon d'infanterie, deux escadrons de dragons et cinquante gendarmes à cheval. Ils sont revenus en 1940.

Catastrophes naturelles, répression, peste médiévale, réforme, jansénisme, guerres de religion, européennes ou mondiales, déchristianisation, société de consommation, rien n'a jamais fait plier les chartreux. Ils sont indestructibles.

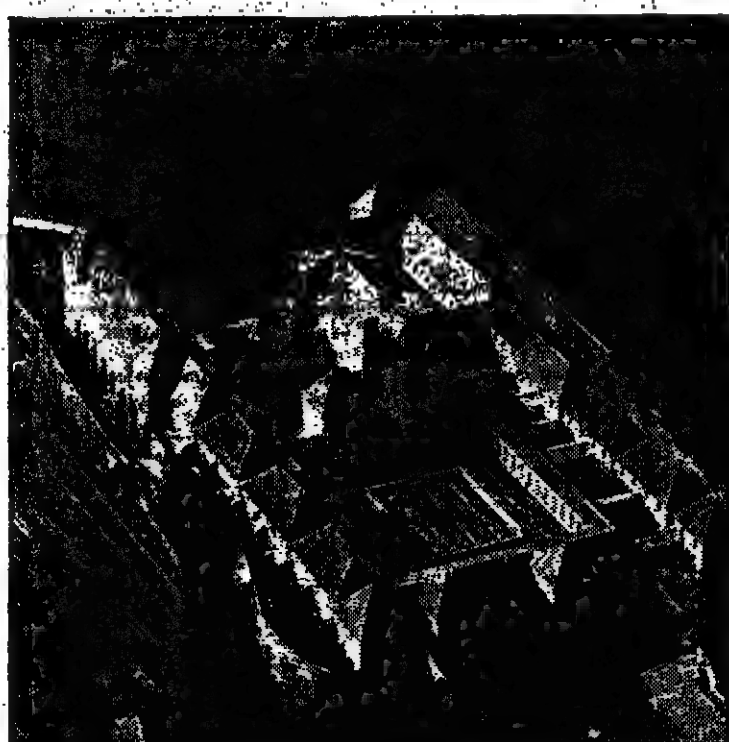
Il y a encore vingt-trois chartreuses - dont six de moniales - de par le monde : six en France, cinq en Italie, six en Espagne, une au Portugal, en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, en Yougoslavie et aux Etats-Unis (depuis 1971). Des moines français sont partis au Brésil pour y fonder un monastère.

Qu'est-ce qui fait vivre ces quelques centaines d'hommes et ces quelques dizaines de femmes ? On peut répondre à contrario en citant une anecdote qui le fait comprendre. Quand, en 1903, les chartreux furent saisis, extirpés de leurs

stalles par les représentants de la loi qui avaient détruit à coups de hache la porte de leur église, on les traîna dehors. Le représentant du parquet eut ce mot : « Messieurs, vous êtes libres. » Libres ? Ils reprirent donc le chemin du monastère d'où il fallut les expulser une seconde fois.

BRUNO FRAPPAT.

(1) La Grande-Chartreuse, par un chartreux, 1976, 12<sup>e</sup> édition. Signales d'autre part la réédition, rasée à jour, du livre de Robert Serrou, Au désert de Chartreuse (Edit. Pierre Horay).



La chartreuse de Séguin, à Simandre-sur-Suran (Ain)

la solitude : « La solitude exige des tempéraments bien équilibrés, de bonnes qualités de jugement, des esprits sages, modérés, éloignés de toute singularité ou excentricité, une volonté persévérante, un caractère gai ». Oui : gai.

Depuis ce jour de 1084 où Bruno et six de ses frères en religion décidèrent, selon la formule du saint, de « quitter les ombres fugitives du siècle pour se mettre en quête des biens éternels », la raison d'être des chartreux n'a pas varié. L'auteur du livre déjà cité la résume ainsi : « Le but de toute vie monastique est la perfection de l'amour de Dieu. La vocation chartreuse a directement Dieu pour fin unique ». Si Dieu n'existe pas, si, donc, la prière n'a ni objet, ni efficacité, il ne reste rien de cet idéal. L'institution, les bâtiments, la

par quoi se fait connaître la vocation divine. C'est ce que dit d'une autre manière le procureur de la Grande-Chartreuse : « Il ne suffit pas d'avoir le goût du silence, de la retraite, pour avoir la vocation. Il y faut aussi l'appel de Dieu. Nous discernons immédiatement dans les lettres, les cas aberrants, les exaltés. » Les autres sont reçus à l'hôtellerie non loin du couvent pour un entretien approfondi avec le père maître chargé de la formation des futurs chartreux. Au total, la sélection à l'entrée est extrêmement sévère. Il y a trois ou quatre lettres par semaine, mais la dernière profession de vœux perpétuels à la Grande-Chartreuse, remonte à 1978.

C'est que les jeunes - quand ils entrent, les novices ont entre

## Affaires terrestres

Le ciel s'obscurcit lorsque l'on pénètre dans l'épaisse forêt du massif de la Chartreuse. Brusquement elle s'entrouvre au-dessus du couvent de la Grande-Chartreuse.

C'est à partir de cette clairière que les chartreux se sont taillé, au cours des siècles, un immense territoire. Le « désert » de Chartreuse devait être un rempart naturel entre les moines et les communautés villageoises. Ecran matériel nécessaire à l'édification spirituelle de l'ordre, dont les membres se considéraient comme les héritiers des premiers ermites, Pères du désert.

La conquête du « désert chartreux » - que les hommes en armes et les femmes n'avaient pas le droit de traverser, - espace forestier, mais également pastoral, ne s'est pas faite sans problèmes. Tensions, parfois même pressions vigoureuses à l'encontre des populations qui occupaient ces terres et qui les cultivaient. Au dix-septième siècle, les chartreux régnaient sur un territoire de plus de 4 000 hectares, soit la presque totalité du massif, et l'on parle alors de la « seigneurie » de la Grande-Chartreuse. Paradoxalement, ces hommes, retirés du monde, dont la seule préoccupation est la communion la plus intime possible avec Dieu, qui se sont coupés du monde en s'enfermant dans des enceintes de plus en plus serrées - l'ultime rempart étant la cellule, - ont su toujours tisser avec le monde qui les entoure des liens économiques puissants. Les chartreux ont eu depuis la création de leur

ordre le « sens des affaires » et une très grande compétence pour les choses terrestres », souligne M. Jean-Pierre Laurent, conservateur du Musée dauphinois à Grenoble, qui prépare pour le mois d'octobre 1984 une exposition intitulée « Le désert et le monde ».

Très choisis par les puissants, princes, seigneurs provinciaux, rois et reines qui voyaient dans les chartreux leurs meilleurs intercesseurs auprès de Dieu, ces derniers ont reçu d'eux de fabuleuses donations sous la forme de terres ou d'œuvres remarquables. Dans les chartreuses espagnoles, dans celle de Pavie en Italie, de Villeneuve-lès-Avignon, s'élevaient au fil des siècles les plus grands trésors de l'art primitif français. Toutefois, le « maison mère », la Grande-Chartreuse, est restée beaucoup plus fidèle aux grands principes de l'ordre, et elle n'a jamais amassé de grandes richesses artistiques. Quant au monastère de la Grande-Chartreuse, il est d'une beauté austère et il impressionne beaucoup plus par son volume et son isolement que par les formes architecturales des bâtiments qui le composent.

Après l'exploitation du sol et des richesses forestières, les plus beaux arbres de la chartreuse servirent de mâts pour la marine à voile. Les chartreux découvrirent que le sous-sol pouvait être lui aussi source de richesse. Ils se mirent alors à extraire le minerai de fer. Maîtres de forges réputés, on leur attribue aujourd'hui encore le titre d'initiateurs de la métallurgie

moderne. Leur « génie » inventif a probablement été sollicité par les templiers et les croisés. Le dernier des onze hauts fourneaux des chartreux devait toutefois s'éteindre en 1792.

La Révolution française chassa temporairement les chartreux de France et confisqua leurs immenses territoires. La règle refusant le recours à la mendicité, les chartreux durant trouver d'autres ressources pour assurer la pérennité de leur ordre. Parmi eux, d'habiles et efficaces apothicaires avaient depuis plusieurs siècles soigné les populations dauphinoises grâce à un fameux élixir de longue vie. Sa formule leur avait été remise en 1807 par le maréchal d'Estrées, compagnon d'Henri IV. L'expérience acquise par les chartreux allait leur permettre au début du dix-neuvième siècle de mettre au point leur prestigieuse liqueur. Elle fut à l'origine de la prospérité retrouvée de la « maison mère » des chartreux.

Aujourd'hui, encore trois frères sont investis par leur ordre d'une mission de production. Ils travaillent dans le plus grand secret. Ils sont seuls à connaître les détails de la production, que les méthodes d'investigation les plus modernes ne sont pas parvenues à percer.

« Nous ne sommes pas du monde, mais nous en venons », confie le Père procureur de la Grande-Chartreuse. Les moines peuvent également être des géants avides des choses terrestres.

CLAUDE FRANCHILLON.



## Nice et la bande des cinq

Les auditeurs ne savent plus où donner de l'oreille.

« **N**ICE, c'est une oasis de liberté dans le goulag français. » La jolie formule est du maire, Jacques Médéric, qui, se souvenant du temps où il était journaliste à *Nice-Matin*, répond tous les samedis sur Radio-Baie-des-anges, sa radio, aux questions (non filtrées) des Nipos. Au menu : politique française, étrangère et locale.

Comme on peut le voir, on ne s'ennuie pas sur la côte en écoutant la bande FM. Au choix : trois stations de Radio-Monte-Carlo (1), six de Radio-France (2), dix radios locales privées, sans compter les italiennes, que l'on capte plus ou moins bien.

Mais ce qu'on appelle de manière caricaturale la guerre des radios concerne en fait cinq stations. Un panorama exemplaire : Radio-Côte-d'Azur représente le service public ; RMC-Côte-d'Azur le périphérique ; Radio-de-la-Côte, c'est la radio locale commerciale qui fait de la publicité ; Radio-Baie-des-anges appartient à la ville et Radio-Azur au quotidien local *Nice-Matin*. Tout y est, sauf le principal. Car on est loin des radios purement associatives qui devaient naître de la loi. A la suite d'une enquête réalisée dans le département, le Centre d'études d'opinion (CEO) a défini l'audience de ces cinq stations. Par comparaison, RMC et France-Inter ont des audiences respectives de 29 % et de 21 %. La bande FM représente 32 % de l'écoute radio.

### Radio-de-la-Côte 4,1 % d'écoute.

« Nous, on est là pour faire du fric », affirme d'emblée Alain Lamouroux, un grand moustachu de trente-quatre ans, ex-journaliste, ex-disc-jockey, responsable de la station depuis sa création en octobre 1981. La recette est simple : cibler les jeunes, les femmes (au foyer) et les commerçants, parler le moins possible, passer de la musique « ni trop ringarde ni trop branchée ». Et faire de la pub : 300 francs le message local, 1 200 francs le national, vingt messages par jour ; mille deux cents commerçants de la région ont déjà passé des spots ; les annonceurs parisiens s'appellent Lanvin, Paris-Match, Télépoche, Renault, SNCF.

Dans l'attente de la législation de la publicité, Lamouroux a passé un accord avec NRJ (première radio locale parisienne) qui lui fournira deux minutes de spots par heure. La sauce Lamouroux a pris. La plupart des bars de la ville sont par exemple branchés sur Radio-de-la-Côte. Mais le fait que la première station de

la bande FM soit une radio sans programmes, animée uniquement par deux personnes (six heures trente chacune plus des bandes enregistrées), se contente de passer des disques entrecoupés de jeux (« Quel est le nom du petit frère de Michael Jackson ? ») peut laisser perplexe.

Avec les concurrents Radio-Baie-des-anges et Radio-Azur, ce n'est pas l'amour fou. Alain Lamouroux accuse, à juste titre, *Nice-Matin* de ne publier que les programmes de Radio-Azur, et la municipalité de soutenir un peu trop ouvertement Radio-Baie-des-anges.

Ces deux radios contestent les chiffres qui donnent Radio-de-la-Côte leader des RLP (3) sur le département et affirment que l'effet Lamouroux va vite

Il fallait bien que cet effort serve à quelque chose. La pub prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet. Deux minutes par heure, 1 000 francs les trente secondes. « Cette station, faite avec quinze personnes, est aussi un bon moyen de tester les jeunes animateurs avant de les lancer sur les grandes ondes », explique Gérard Unger, le directeur des programmes.

### Radio-Côte-d'Azur 3,4 % d'écoute.

« RCA, c'est la radio de Max Gallo, du gouvernement, des communistes, de l'Etat ». La station décentralisée de France-Inter n'est pas bien vue par l'opposition nicoise, et Jacques Médéric refuse les invitations de la station. C'est en

ans par Jean-Paul Claustre, tout nouveau maire de Draguignan et ancien bras droit de Jacques Médéric ; la nuit, un policier municipal, revolver à la ceinture, surveille les locaux, une superbe villa fournie gracieusement par la mairie ; l'antenne se trouvait d'abord dans la propriété du maire ; la municipalité finance à 25 % la radio, le directeur actuel est conseiller municipal. Bref, on peut jouer sur les mots, le véritable patron de RCA, c'est Jacques Médéric.

En revanche, Rudy Salles avoue faire une radio militante. Et là, on ne fait pas dans la dentelle. Michel Gougeon (ex-France-Inter, ex-Radio-7), promu directeur en 1982, a voulu donner une dimension nationale à la radio, ce qui semble avoir laissé froids les



laisser les auditeurs. En attendant, cette radio, qui n'a de locale que le nom et qui n'a pas obtenu son autorisation, fait son beurre et a réussi un bel exploit : les Alpes-Maritimes sont en effet le seul département où la bande FM n'est pas dominée par la station décentralisée de Radio-France.

### RMC-Côte-d'Azur 4 % d'écoute.

Dès 1978, Radio-Monte-Carlo a senti le vent et a compris les possibilités radio-phoniques de la FM. D'autant plus que la station commençait à éprouver des difficultés (voir le *Monde* d'aujourd'hui daté 8-9 avril). Il fallait donc diversifier et occuper le terrain : sont nées successivement RMC-Côte-d'Azur, RMC rock, RMC classique.

Seule la première marche bien et concerne un large public : musique rock, variétés, informations nationales et locales et services. Chaque animateur est capable de vous présenter le dernier disque le plus branché, mais aussi la conférence locale la plus ringarde. Contraste désopilant.

plein centre-ville, dans de jolis locaux, qu'une quarantaine de personnes font vivre cette radio depuis octobre 1982. « Nous sommes arrivés après les autres, c'est un handicap », affirme le directeur, Gilles Marquet, ancien patron de Radio-Andorre. Avec un budget de 8 millions de francs, RCA peut faire une véritable radio de programme : information, chroniques, animation, services.

Huit journalistes professionnels assurent cette information, en allant le plus possible sur le terrain. « Mais ce n'est pas suffisant ; pensez qu'on a le même nombre de journalistes que Radio la Creuse, alors qu'il se passe beaucoup plus de choses sur la Côte », affirme Gilles Marquet.

Une radio de gauche ? Difficile à dire, d'autant plus qu'il suffit de s'étendre un peu sur l'affaire des fausses factures de Nice pour que sa réputation de socialo-communiste soit faite. Le label « radio du service public » n'arrangeant rien. Sans savoir s'il est de gauche, l'auditeur moyen de RCA est un homme, actif, entre vingt-cinq et cinquante ans, intellectuel et ressemble fortement à l'auditeur de... France-Inter. Le contraire de l'auditeur de la bande FM. « On a dû redescendre un peu au ras des pâquerettes », avoue Gilles Marquet, mais nous poursuivons des émissions comme celle sur l'arrière-pays nicois, même s'il y a peu d'auditeurs ; si on ne parle pas de ces gens-là, qui va en parler ? »

### Radio-Baie-des-anges 2,4 % d'écoute.

Pendant la campagne des élections municipales de 1983, les murs de Nice étaient recouverts d'une affiche représentant le maire sortant, Jacques Médéric, au micro de RBA. Pas étonnant que cette radio soit très connue : 66 % à l'indice de notoriété, ce qui est énorme pour une radio locale. « Nous ne sommes pas une radio municipale », affirme le directeur, Rudy Salles. Pourtant, la station a été créée il y a trois

auditeurs. Audience avant Gougeon : 5 %. Après : 2 %. RBA est une radio très connue mais peu écoutée. Résultat, exit Gougeon, qui se retrouve relégué sur la tranche 6 h-9 h.

Et pourtant, compte tenu de l'emprise de Jacques Médéric sur la ville et des moyens mis en œuvre (près de 7 millions de francs d'investissement, 3 millions et demi de budget annuel, 40 salariés), toutes les conditions sont réunies pour que la station décolle.

### Radio-Azur 2,3 % d'écoute.

Dialogue avec les responsables de Radio-A, émanation du quotidien local *Nice-matin*, relève de l'exploit. Devant toutes les questions portant sur l'investissement de base, le budget annuel, la masse salariale de la station, et les raisons qui ont poussé à sa création, Alain Filleron, le directeur, reste muet et se retourne vers Michel Bavastro, PDG de *Nice-Matin*, qui, lui aussi, préfère se taire.

Bien. Pas besoin d'avoir inventé la poudre pour comprendre que Radio-A existe en attendant la pub, *Nice-Matin* (260 000 exemplaires) étant le principal support publicitaire de la région. Radio-A, perd de l'argent avec l'espoir d'en gagner un jour. Mais avec des bénéfices importants, Michel Bavastro a pu faire de gros investissements dans sa radio (on a avancé le chiffre de 7 millions de francs). Dans le quotidien, bien sûr, il n'y en a que pour Radio-A et plusieurs journalistes de la rédaction ont accepté d'aller parler dans le micro.

Pour l'instant, la station n'a pas réussi sa percée. Mais si l'on en croit le CEO, la multiplication des radios locales sur la ville aurait entraîné une hausse de 15 % de la diffusion du quotidien. Un joli coup de boomérang.

MICHEL GUERRIN

- (1) RMC-Côte-d'Azur, RMC rock, RMC classique.
- (2) France-Inter (FM), Radio-Côte-d'Azur, France-Culture, France-Musique, Radio-Bleu, France-Inter-Côte-d'Azur (FICA).
- (3) Radios locales privées.

## Médias du Monde

### France : Octet envisage un changement de structure

Après un an d'activité, l'agence Octet - mise en place par le ministère de la culture pour stimuler l'innovation et les nouvelles technologies audiovisuelles, principalement à travers les petites entreprises - dressait son bilan. « Nous avons été surpris par l'extraordinaire afflux d'initiatives en tous genres, émanant souvent de très petites équipes d'individus ne sachant comment s'y prendre pour concrétiser leurs idées et lancer un nouveau produit sur le marché », explique M. Daniel Populus, directeur général. En l'espace d'une année, l'agence Octet aura ainsi établi des liens entre techniciens, créateurs, financiers et organes institutionnels : une centaine de dossiers auraient été « mis sur les rails », cinq cents sont encore en cours d'instruction. « Au total, nous avons « marié » pour une centaine de millions de francs. »

Si cette expérience, qui a permis de révéler des initiatives et les problèmes se posant souvent aujourd'hui pour donner à une activité audiovisuelle sa dimension industrielle, semble avoir été utile, les animateurs d'Octet pensent qu'il ne faudrait pas en rester là. « Nous nous heurtons encore beaucoup trop souvent, en France, à une tradition de financement qui a peur du risque, qui exclut de la partie des petits entrepreneurs n'ayant pas encore fait leurs preuves. Pour être efficace, nous pensons donc, ajoute M. Populus, qu'il faut aider les gens à constituer non pas seulement des projets techniques ou de production, mais des projets d'entreprise. »

L'agence Octet a identifié quatre types de fonction, à partir desquelles on pourrait repenser sa vocation et ses modes d'intervention :

- Une aide à l'innovation à la manière des interventions de l'ANVAR, mais adaptée au secteur culturel ;
- L'aide au premier investissement (fourir « une vraie » première 30 000 francs indispensables) ;
- L'ingénierie juridique et financière (pour donner une assise stable à des entreprises qui croissent parfois très vite) ;
- Une activité de fondation et de mécénat.

« Personne ne fournit ce type d'assistance adaptée, en France. Nos premières expériences nous ont montré qu'il y avait dans les domaines audiovisuels des occasions à ne pas laisser passer. »

### Grande-Bretagne : le loto du « Times »

L'hebdomadaire britannique *The Times* a introduit à y a quelques jours un jeu de loto dans ses colonnes. Le jeu favori des Britanniques a été quelque peu adapté pour séduire « l'établissement », clientèle traditionnelle du *Times* : il s'agit, en effet, d'un loto reposant sur les cours de la Bourse. Les lecteurs reçoivent chaque dimanche des cartes de plastique figurant des actions dont les cours sont publiés par le quotidien. Les lecteurs dont le portefeuille réalise la meilleure progression au cours de la semaine peuvent gagner un gros lot de 20 000 livres.

L'initiative du *Times* a provoqué des réactions ironiques dans l'ensemble de la presse britannique. La formule du jeu à gros lot est souvent employée dans les journaux populaires d'outre-Manche, mais c'est la première fois qu'un quotidien de grande réputation l'utilise. M. Rupert Murdoch, magnat australien propriétaire du *Times*, a déjà utilisé avec succès le jeu de loto pour remonter les ventes du quotidien britannique *The Sun*.

### Vers une taxe sur les cassettes

Comme le gouvernement français, le gouvernement britannique s'appare à instituer une taxe sur les cassettes vierges pour dédommager les ayants droit des incursions de la copie privée. C'est du moins ce qu'affirment les responsables du syndicat de l'édition phonographique britannique (BPI) réunis pour leur congrès annuel à y a deux semaines. Selon le BPI, les toyers britanniques ont échoué, en 1983, 673 millions d'enregistrements musicaux à partir de disques ou d'émissions de radio. Le BPI, qui compte sur une taxe de 11 F par cassette, estime que les détenteurs de disques pourraient récupérer ainsi près de 7,6 milliards de francs.

### Etats-Unis : le boom vidéo continue

Les ventes de magnétoscopes ont établi un nouveau record aux Etats-Unis au mois de mai : 460 000 appareils, soit 70 % de plus qu'au mois de mai de l'année précédente. Avec un total de 2,3 millions de magnétoscopes vendus pour les cinq premiers mois de l'année, le marché de la vidéo américaine pulvérise ses ventes de toute l'année 1982, qui s'élevaient à 2 millions d'appareils.

### Les radios-répondeurs s'organisent

INFORMEZ-VOUS par téléphone en composant le numéro d'un radiorépondeur. Ils sont environ deux cents en France à diffuser des informations diverses sur le simple coup de fil. *La Ligne Infrarouge* s'est spécialisée dans le fait divers, *Diaphonie* dans la téléconvivialité, *Telcom* dans la communication d'entreprise... Quand au *Sexophone de la Voix du lézard*, lancé par la radio locale parisienne et qui sévit dans la petite annonce relationnelle, il connaît un immense succès au point d'embrasser, le mois dernier, pendant plus d'une demi-journée le central téléphonique de Neuilly-sur-Seine ! D'autres proposent des informations sportives, religieuses, culturelles, professionnelles.

Après deux ans d'existence, les radios-répondeurs semblent s'être rapidement imposés auprès des usagers du téléphone, si bien que les exploitants, de plus en plus nombreux, de ce nouveau média ont jugé indispensable de se réunir, le samedi 9 juin, au sein d'une organisation professionnelle : la Fédération nationale des radios-répondeurs (FN-2R) était née. Après avoir adopté ses statuts, la FN-2R a élu son

premier bureau et mis sur pied plusieurs commissions de travail sur la publicité, la technique et le développement régional des radios-répondeurs. Pour tenter de remédier à une situation financière précaire, ces nouveaux professionnels de l'information exigent, d'autre part, la participation des radios-répondeurs qui le souhaitent aux bénéfices de la nouvelle surtaxation (1), afin de pouvoir rémunérer leurs services.

Enfin, les responsables de la FN-2R sont décidés à s'opposer ensemble à d'éventuels concurrents, notamment à l'administration des télécommunications, laquelle envisagerait, selon un responsable de la fédération, d'utiliser à son profit un marché plein d'avenir.

P.C.  
• Fédération nationale des radios-répondeurs, 31, rue de la Monnaie, 75019 Paris. Tél. : Bernard Louis, président de la Ligne Infrarouge, 887-26-15, ou Jean-Pierre Marchal, secrétaire général (la Ligne Infrarouge), 887-78-46.

(1) Arrêté ministériel en date du 22 mars 1984 (*Journal officiel* du 17 mai 1984) concernant « l'ouverture à titre expérimental du réseau téléphonique général d'un système de taxation permettant la rémunération de fournisseurs de services téléphoniques ou télématiques ».

## Aux quatre coins de France

### Vacances et loisirs

**COTE D'AZUR - 06500 MENTON**  
Hôtel CÉLINE-ROSE \*\* 100 000, avenue du Bonaparte, 93, 94 25-26-30. Ouverture à la fin de l'été. Cuisine raffinée. Piscine chauffée. 100 000 F à 150 000 F l'été.

### Jura Tennis

entre lac et montagne !  
**CHAPELLE-DES-BOIS**  
stage 6 jours  
NOURRI-LOGÉ :  
PRX : 1 155 - 1 365

L'ACCUEIL MONTAGNARD  
Centre Ecole de ski de fond  
et d'activités estivales  
CHAPELLE-DES-BOIS, 28240 MOUTHE  
Tél. : 16 19 11 05-28-19 (heures bureau)

### Vins et alcools

**CHAMPAGNE Claude DUBOIS**  
A la propriété LES ALMANACHS  
VENTEUX 51200 Epernay. T. (26) 52.56.34  
Vin vieilli en foudre. Tarif s/dem.

Départ par les Seychelles ou les Bahamas  
**REDECouvrez la FRANCE** profonde  
Les paysages du JURA vous enchantent  
Le vin d'ARBOIS enrichit votre palais  
Robert JUVENOT  
Vigneron de souche multi-cultivateur  
Gde-rue 39800 ARBOIS T. (84) 66-04-19

**CHATEAU LA TOUR DE BY**  
Cru Bourgeois du Médoc  
Bégaden, 33340 Lesparre Médoc  
Tél. : (66) 41-50-03  
Documentation et tarif sur demande.

مكتبة الشارقة



# Des Louvre sous le Louvre

Fouilles dans la cour Carrée et la cour Napoléon.

**L**ES promeneurs ne peuvent plus se rendre d'une rive de la Seine à l'autre en empruntant les grandes aires du Louvre, la cour Carrée, étant rigoureusement fermée au public depuis le 1<sup>er</sup> mars dernier, et la cour Napoléon se trouvant désormais limitée par une palissade : ce sont les archéologues qui sont maîtres du terrain.

En effet, deux chantiers de fouilles, distincts l'un de l'autre, et relevant d'organismes différents, ont été ouverts dans chacune des deux cours. L'un pour y retrouver les restes de la fortification médiévale qui, construite par Philippe Auguste, à Charles V, précède le Louvre de François I<sup>er</sup>, et l'autre pour découvrir ce qui peut subsister d'un ancien quartier de Paris qui disparut complètement sous le Second Empire.

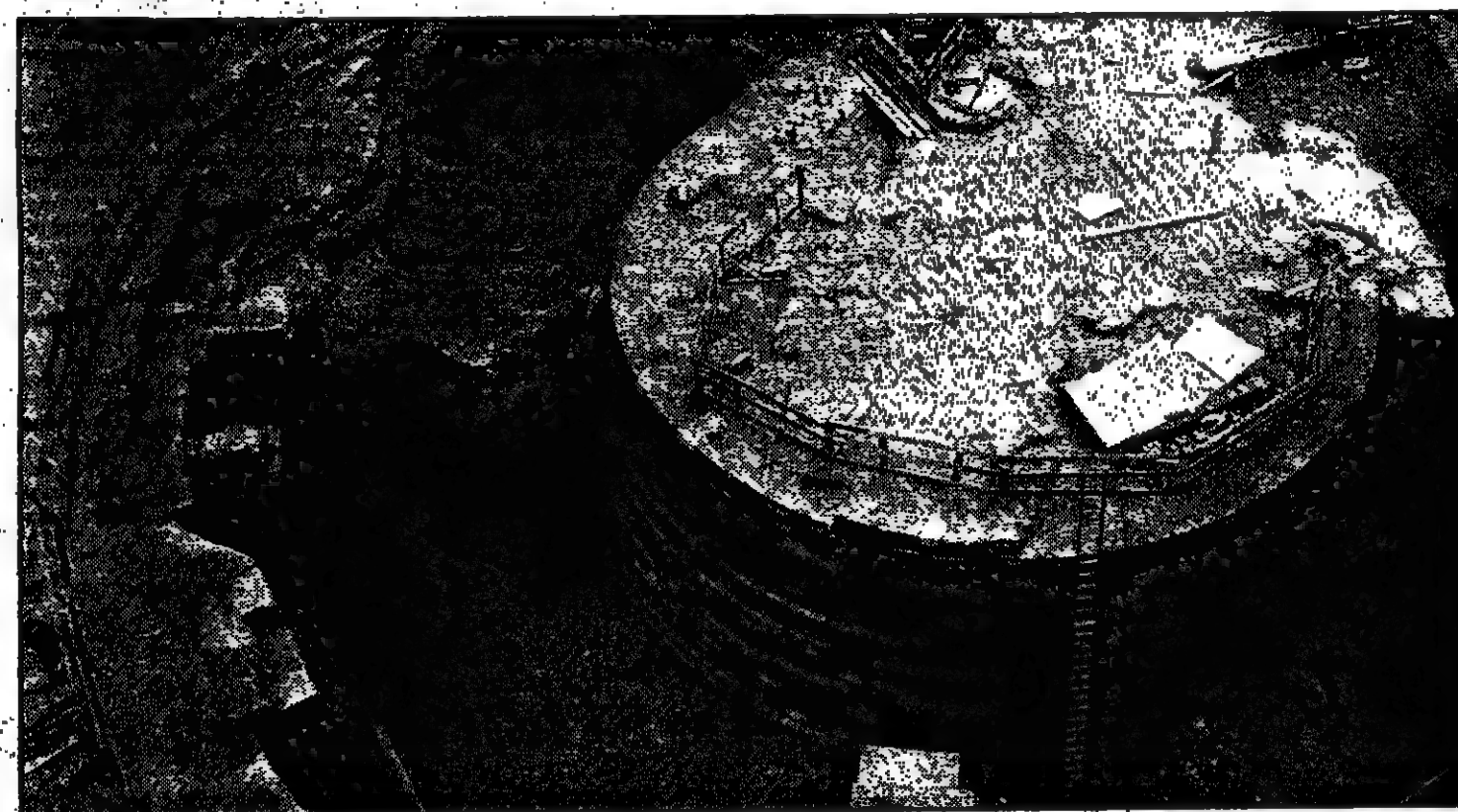
Ce n'est pas la première fois que des recherches sont entreprises dans la cour Carrée, puisque déjà, en 1866, Adolphe Berty, auteur du *Plan archéologique de Paris*, obtenait du baron Haussmann l'autorisation de fouiller ce large quadrilatère. En quatre mois, il relevait les contours de la fortification et localisait les restes du donjon et de la tour de la Taille. A la suite de ces découvertes, on envisagea de construire une crypte, projet très vite abandonné pour une solution plus simple et moins onéreuse, celle de la figuration au sol, qui subsistait encore récemment.

Pour l'heure, et depuis bientôt trois mois, la cour Carrée n'est plus accessible au public, et ce pour une durée indéterminée. On ne peut y pénétrer qu'avec un laissez-passer, ce qui est pour le moins prudent car les façades royales de Le Coq, de Lemerle et de Le Van surplombent un énorme chantier où s'affairent plus de quarante personnes.

C'est après une décision du président de la République que l'établissement public du grand Louvre a entrepris ces importantes fouilles, dont la direction a été confiée à M. Michel Fleury, qui dispose, pour les mener à bien, de moyens impressionnants et d'un équipement digne de la construction d'un grand barrage. Grues, pelleteuses géantes, excavatrices, tapis roulant creusent, et entraînent des tonnes de débris extraits, entre autres, de trois puits profonds de 8 mètres qui ont permis de mettre au jour les vestiges du parterre est de la forteresse, à l'endroit même où fut exécuté Concin, et de dégager les lourds soubassements de la tour de la Taille et du grand donjon, ainsi que les fossés extérieurs, larges de 12 mètres, qui formeront une vaste galerie lorsque la crypte prévue au programme de ses travaux sera aménagée.

Enfin, sur la partie sud-ouest de la cour, une série de petits bâtiments, style « bungalows », s'étendant sur une longueur de 54 mètres, composent des bureaux, une salle de commission, des locaux pour la photographie et les plans, et aussi un petit atelier où on procède au tri et à la difficile et délicate restauration d'objets abandonnés dans le sol au cours des siècles et qui, lorsqu'ils seront reconstitués, finiront leur vie au Musée du Louvre.

Toute cette entreprise dont M. Fleury estime qu'elle permettra de mieux comprendre et apprécier ce que fut le Louvre des Capétiens et des premiers Valois ne paraît pas devoir s'achever rapidement. En effet, après la fin de leurs travaux, les fouilleurs cèderont la place aux constructeurs, les archéologues aux architectes, à qui incombera la tâche d'aménager la crypte médiévale et de la recouvrir définitivement d'une dalle.



Le chantier de fouilles de la cour Napoléon, entrepris par la direction des antiquités historiques de la région parisienne, sous l'autorité de MM. de Kirsch et Trombetta, est de nature différente, d'abord parce qu'il est ouvert à l'endroit même où seront aménagés les locaux en sous-sol prévus dans le projet du futur grand Louvre, et aussi parce qu'il porte sur une vaste surface jamais explorée à l'emplacement d'un quartier médiéval qui a toutes chances d'être bien conservé dans ses substructions. Ce quartier, aujourd'hui totalement disparu, qui s'étendait de la rue Saint-Honoré à la Seine et du pavillon de l'Horloge à l'entrée des Tuileries, formait un labyrinthe de rues bordées de maisons datant souvent du quatorzième siècle, de jardins et de plusieurs églises, dont la plus belle était Saint-Louis du Louvre et la plus fréquentée celle de l'ancien hospice des Quinze-Vingts fondée en cet endroit en 1254, église placée sous le vocable de Saint-Rémy, et « où le bon ton exigeait que l'on s'y montrât ».

En effet, dès le seizième siècle, le quartier du Carrousel était devenu le lieu d'élégance des gens de qualité, qui s'y étaient fait construire de somptueuses demeures comme le fameux hôtel de Rambouillet ou l'hôtel de Longueville, démolis comme tous les autres en 1833 après avoir connu bien des vicissitudes. En 1789, le quartier avait achevé de perdre toute son élégance. Ses vieilles voies : la rue du Doyenné, la rue Fromenteau, la rue Saint-Thomas-du-Louvre et la rue Saint-Nicaise (qui bordait un des murs des Tuileries) allaient devenir un centre artisanal et commercial dont l'attentat de la rue Saint-Nicaise devait sonner le glas.

Le 24 décembre 1800, le premier consul et son épouse, qui se rendaient à l'Opéra de la rue de la Loi (rue de Richelieu), sortaient en berline du Palais des Tuileries en empruntant la rue Saint-Nicaise lorsqu'une formidable explosion éclata derrière la voiture. Grâce à l'habileté de son cocher, Bonaparte ainsi que sa femme et les généraux qui les accompagnaient sortaient indemnes de l'attentat, mais huit tués et vingt-huit blessés gisaient sur le sol de la rue Saint-Nicaise, et, si les conspi-

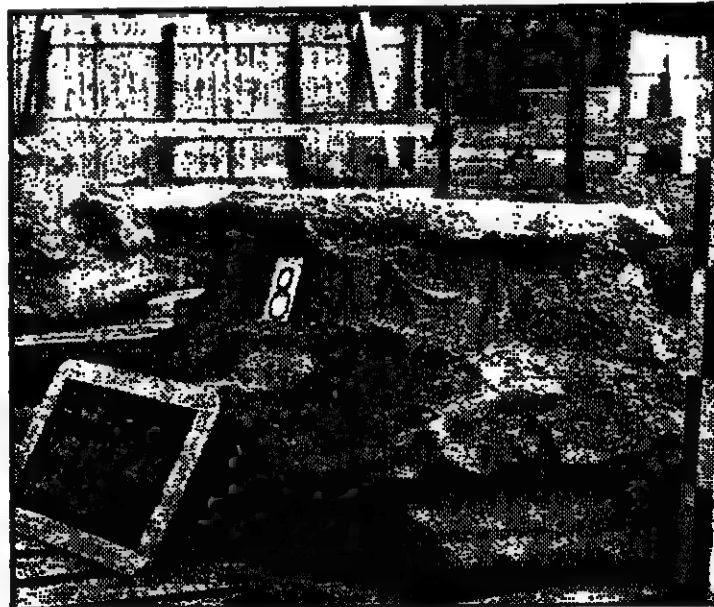
rateurs avaient totalement manqué leur but, ils pouvaient être, sans le savoir, tenus pour responsables de la décision prise immédiatement par le premier consul de dégager les Tuileries de toutes les maisons avoisinantes.

C'est ainsi que disparut une grande partie de ce quartier, dont ce qui en subsista devint rapidement le lieu misérable et mal famé décrit magistralement par Balzac dans *la Cousine Bette*. (...) « Depuis le guichet du Carrousel jusqu'à la rue du Musée, tout homme venu, ne fût-ce que pour quelques jours, à Paris remarque une dizaine de maisons à façades ruinées, où les propriétaires découragés ne font aucune réparation et qui sont le résidu d'un ancien quartier en démolition (...) La rue et l'impasse du Doyenné, voilà les seules voies intérieures de ce piteux et désert où les habitants sont probablement des fantômes, car on n'y voit jamais personne. Ces maisons sont enveloppées de l'ombre éternelle que projettent les hautes galeries du Louvre, noircies de ce côté par le souffle du nord. »

Après quelques démolitions menées mollement sous la monarchie de Juillet, Napoléon III décidait d'achever le Louvre, vieux projet sans cesse remis. Il confiait donc au baron Haussmann et aux architectes Visconti et Lefuel le soin de faire disparaître ce qui subsistait du quartier pour y élever les édifices bordant désormais la cour Napoléon, qui, dépouillée récemment de ses arbres, va connaître un autre décor. C'est en son centre que doit s'élever la Pyramide qui vient d'atteindre la célébrité avant même que d'être construite.

Le chantier entrepris dans cet immense espace, sur les lieux mêmes qui viennent d'être décrits, a déjà donné des résultats intéressants, puisqu'on y a découvert des céramiques usuelles des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles en assez bon état. Tout porte à croire que ce n'est là qu'un début et que le sol de l'ancien quartier du Carrousel va réserver bien des surprises.

ANDRÉE JACOB.



Photos du haut : dégagement du donjon de Philippe Auguste dans la cour Carrée. On remarque, à gauche, contre le mur de contrescarpe du donjon, deux contreforts du Louvre de Charles V.  
Photo ci-dessous : chapiteau du XIII<sup>e</sup> siècle dans la cour Napoléon.



## L'architecture Viking

Aux Français, dont l'ignorance de tout ce qui concerne l'architecture et les architectes dépasse celle qu'ils professent pour la géographie, le *Monde Aujourd'hui* (daté 17-18 juin) a proposé l'œuvre de Ricardo Bofill à Montpellier.

D'excellentes photos apportent la preuve qu'effectivement, en 1984, l'architecture reprend des éléments qui ont fait la gloire des Grecs, puis des Romains, puis de la Renaissance, puis de la France des rois Louis, comme de tous les pays qui ont, au cours des siècles, « copié ». Au peuple qui a adopté Le Corbusier et moi-même Jean Prouvé, dans le pays de la tour Eiffel, après tout ce qu'un siècle d'architecture « neuve » a apporté à l'humanité, du Modern Style à Frank Lloyd Wright en passant par le Bauhaus, on fait avaler un cocktail d'éléments architecturaux qui, tous, eurent leur raison d'être (encore que, déjà, des mythes en plus qualifiés de « décor » : des entablements (gigantesques), des pilastres avec base et chapiteau, des corniches, des frontons sur chaque fenêtre, parce que c'est joli au Louvre, d'énormes cylindres ici et là, hors d'échelle et sans proportions, mais cannelés parce que ça fait « colonnes » (lesquelles ne portent que le ciel !) et dont l'intérieur peut receler menues ou châteaux d'eau,

on ne sait, car « on » a oublié que des façades — dues à des architectes — se doivent de révéler ce qu'elles abritent, d'exprimer le mode de construction utilisé. Bref, de dire la vérité.

Ce sont des mensonges, dépassés, poussiéreux, morts, qu'associe pour le malheur des gens qu'on se devait d'instruire, une équipe d'architectes, une équipe de décideurs publics, une équipe d'enseignants des responsabilités, (la TV encore récemment) guidés de haut, installés sans frein dans les carreaux et sûrement sur ce qui fut une France imaginative, créative, « de son temps ».

Qu'au nom de l'art « contemporain », les architectes maritimes ornent d'étraves de drakkar les proues de leurs trimarans, ça fera plus « Viking », que les constructeurs de vélos torquent d'une volute supplémentaire les guidons de courses, ça fera plus « baroque », que les Japonais rendent japonaises leurs voitures copiées des nôtres en les coiffant d'un toit en pagode, avec des poignées de portière en forme de dragons, ça fera plus « impérial ». Faute d'être « socialistes » !

FELIX LEVY  
architecte (Paris).

## Décor !

Certes, la façade d'Antigone renouvelle l'esthétique avec un certain bonheurs classique. D'accord. Social ? Hum... Fonctionnel ? Alors, pas du tout.

Car il ne s'agit pas d'un décor de théâtre, mais de loger des familles. Hélas ! Ces familles seront privées de volets et de persiennes pour la sieste des étés brûlants languedociens. Privées aussi de ce qui est devenu un élément aussi nécessaire

qu'agréable dans le logement, l'été social, et même, je dirais, surtout social : ni balcons ni terrasses. Ou-bi ? Par là ?

Ce sera désastreux d'habiter « Antigone ». M. Georges Frêche, M. Ricardo Bofill, y avez-vous songé sérieusement ?

M. DURAND-GASSELIN  
(Montpellier).



Boîte aux lettres canadienne (1982).

## Éthique

Le journal *le Monde* daté 3-4 juin a publié un article : « Le génétique à l'ombre d'une révolution ». Il fait aussi référence à la mission du Comité national d'éthique, soulignant son importance pour l'avenir.

Loin de moi l'idée de vouloir indiquer au comité son devoir, je comprends toute la gravité des décisions qu'il va devoir prendre. J'en mesure les suites possibles, bonnes ou dangereuses. Mais je veux transmettre l'espoir des centaines de familles qui comptent l'association que je représente en France, l'espoir de dizaines de milliers de familles à travers le monde soit atteintes, soit menacées par la maladie de Huntington. La France devrait être dans les tout premiers pays (sinon le premier) à donner une fois de plus l'exemple d'une solution rationnelle, allant en même temps l'éthique nécessaire et l'humanité la plus grande.

Le journal *le Monde* affirme : « Les chercheurs ont récemment identifié les gènes de la maladie de Huntington, tant chez les parents qui la transmettent que chez les enfants qui en mourront. » Comprendre que, maintenant, on peut nous empêcher de transmettre cette malédiction que l'on nomme la « chorée », savoir que l'on peut obtenir la disparition de cette maladie en deux générations tout au plus, cela m'a incité à vous rappeler l'espoir immense de ces hommes et de ces femmes qui, tout comme moi, ont enfanté des innocents condamnés à une vie toute de crainte ou de souffrance.

Un jour, il y a vingt ans, j'ai appris que ma femme allait mourir et que mes sept enfants étaient menacés, qu'on ne pouvait rien faire, rien que d'essayer de les rendre heureux le plus longtemps possible, depuis j'ai payé, et je paie encore, je ne sais quelle faute. Et nous sommes nombreux dans ce cas. Et nos malades qui, à trente ans le plus souvent, apprennent qu'ils sont condamnés à une fin horrible, ainsi que leur descendance, se voient décliner, lentement, inexorablement, et rien pour les soigner, rien, sinon un jour un internement offert en salle psychiatrique alors qu'ils restent lucides... et cette fin atroce...

Si vous le permettez je ne parlerai pas du côté financier de la décision, et, du reste, je sais bien que l'on a dû envisager tous les aspects du problème. Simplement, je demande que l'on entende notre appel : empêchez-nous de créer des handicapés, c'est faisable maintenant... tout de suite.

Je sais, le plus difficile est de trouver des moyens pour contrôler les découvertes de la génétique, empêcher les manipulations, qu'elles soient par exemple le fait des médecins qui, chaque jour, affirment partout leur conscience, ces médecins qui pourront apporter chez nous non la crainte mais l'espoir, non la condamnation mais la délivrance.

Si tous les grands découvreurs n'avaient pris en compte que le mauvais côté de leurs inventions, nous serions encore au Moyen Âge.

JACQUES MARTIN  
(Paris).

## Les déboires de l'intérimaire

Depuis quelque temps on parle de nouveau de l'utilité du recours au travail intérimaire pour les entreprises. J'ai travaillé plusieurs années comme intérimaire et je tiens à faire connaître ce que cela signifie. L'accès à la propriété est quasiment interdite en matière de logement. Même si l'intérimaire peut escompter un revenu plus ou moins régulier, le banquier lui refusera tout prêt, quel qu'il soit. D'ailleurs, l'achat à crédit lui sera interdit, l'intérimaire devra toujours régler comptant.

Quant aux locations, elles s'établissent, à Paris, toujours sur présentation de bulletins de salaire ; bon courage donc à l'intérimaire candidat à la location dont le bulletin porte un nom d'entreprise pourtant très connu. En dehors de la combine, pas de salut.

Pour les vacances, il faut les glaner entre deux « missions », quant à en faire coïncider les dates avec celles de son conjoint ou de sa petite amie, il faut vraiment un fameux concours de circonstances. Et c'est là que l'on connaît les dates de ses vacances, c'est-à-dire généralement au dernier moment, il faut se dépêcher de réserver location et tout ça quand on se contente de ce qu'il reste d'argent libre.

C'est une situation qui ne peut convenir qu'à un jeune peu désireux de s'émanciper financièrement de ses parents. Autrement, c'est intenable.

Il existe pourtant d'autres formules. Depuis bientôt six ans, je travaille dans une société de services en informatique. Pour un

employeur, c'est comme de l'intérim mais sans durée limite de trois mois. Je reste en moyenne un an dans une entreprise, ce qui n'est pas intéressant.

Mais surtout, je suis payé tous les mois, quelles que soient mes factures. Pour se passer de mes services, il faut me licencier en respectant le préavis en vigueur. Pour mon banquier, je suis un salarié comme tout le monde ; j'ai droit au crédit comme tout le monde ; les locations ne me sont pas à priori refusées et je paie un peu plus mes vacances.

Bien sûr l'information se prête peut-être un peu mieux aux sociétés de services, mais pourquoi n'y aurait-il pas des sociétés de services en secrétariat, dans l'industrie, etc. ?

Pourquoi la précarité ne serait-elle pas assurée par une entreprise, qui, elle, peut répartir ses risques. Il est tout de même plus grave pour un salarié de perdre son salaire que pour une entreprise de perdre un mois de facturation sur un salarié pris dans la masse. Si le nombre d'employés est suffisant, les fins de mission sont compensées par les reprises et on arrive à un chiffre d'affaires qui n'a rien de précaire. Tout cela paraît évident, sauf, bien sûr, pour le CNPF.

Les emplois d'intérim, ou plutôt de services, pourraient aussi être gérés par l'ANPE, l'employeur recouvrant automatiquement ses indemnités de chômage en fin de mission.

H. D.  
(Lyon-Montmoulin).

## Colonisation...

Un de vos lecteurs japonais, M. Masahiro Yoshioka, faisait état des interrogations en anglais (do you speak english ?) que son français hésitant attirait.

Je comprends à sa gêne et me rappelle des expériences similaires à Tokyo où j'ai résidé deux ans et demi. Il était en effet très fréquent, lorsque je demandais une information en japonais, de m'entendre répondre en anglais et d'engager un curieux dialogue bilingue, mon interlocuteur se refusant à adopter sa langue natale malgré mes répliques dans celle-ci.

Il était également fréquent que des voyageurs attendant le métro engageant une conversation de haut niveau (Do you like Japan, can you eat Japanese food [sic], can you use chopsticks-baguettes, etc.) sans être inhibés par l'aveu de ma nation-

nalité ni par mes réponses en japonais. Cela tendrait à démontrer que l'étranger à Tokyo ne se compare qu'au japonais, à moins que, malgré le bon niveau en anglais des Japonais, certains aient de l'effroi devant la langue des leçons gratuites.

BERNARD MARTY  
(Paris).

## Poux

Une coquette a malencontreusement modifié une demande châtiment adressée à l'éditeur consacré à la pédiculose (*le Monde Aujourd'hui* daté 27-28 mai). Le pourcentage des sujets canadiens contaminés par les poux n'est pas, comme nous l'indiquions, de 15 % mais de 1,5 %.

JACQUES CELLARD.

## Langage

# Le syndrome d'Esope

On aimerait lire les deux meilleures copies rendues sur le premier sujet de la série A du baccalauréat de philosophie, pour la région parisienne. C'était (*le Monde* du 16 juin) : « Le fait de parler la même langue institue-t-il entre les hommes des liens privilégiés ? »

Les deux, c'est-à-dire la meilleure copie des « oui », la meilleure des « non », et, pour faire bonne mesure, la meilleure copie des indécis ou des prudents : oui et non.

La première réponse, oui, a pour elle toutes les apparences du bon sens. Les querelles des hommes viennent, dirait M. de La Palice et ont certainement dit après lui de nombreux candidats, de ce qu'ils ne s'entendent pas. Et ils ne s'entendent pas parce qu'ils ne parlent pas la même langue.

Bien avant M. de La Palice, c'est à peu près la réflexion que se fait Dieu le père dans la Bible, alors que la communauté humaine, linguistiquement unanime, édifie la tour de Babel. « Jusqu'où n'iront pas les leurs entreprises », se demande Yahvé avec un peu d'inquiétude. Et de trouver aussitôt la parade aux ambitions de ses (et ces) créatures : confondons

leurs langues et leurs langages ! Babelisons cette engeance ! Le premier résultat de l'intervention divine est immédiat. La tour de Babel restera à jamais inachevée. Le second se fait (ou se ferait) encore sentir : ne se comprenant plus, les hommes n'ont plus de projet commun, c'est-à-dire de projet humain. Ou plutôt si. Il leur en reste un : s'entretuer.

C'est cette idée — que la babilisation de l'humanité est la source de tous les malentendus et de tous les maux — qui a inspiré et inspire encore les créateurs et les propagandistes des langues universelles de « synthèse », l'espéranto en particulier.

L'histoire, malheureusement, a toujours démenti ces vœux optimistes. Les plus féroces, les plus inexpiables des guerres sont les guerres civiles. La guerre de Sécession, la guerre de Vendée ou la Commune de Paris, pour s'en tenir à ces exemples, montrent bien que l'incompréhension linguistique n'est qu'un aspect secondaire des guerres. La rage de s'entretenir a des raisons plus profondes, idéologiques ou économiques. Un cynique dirait même que les guerres civiles

sont les plus vraies, parce qu'au moins on comprend l'ennemi ; ce qui augmente le désir de le tuer.

Une solution à cette difficulté serait de la considérer précisément comme un « rapport privilégié » entre les hommes. Quelques candidats hérétiques l'ont sans doute dit ; mais je doute que leurs examinateurs aient eu cela dans l'esprit en posant la question. Il y faudrait bien du machiavélisme.

Même si l'on écarte ces cas extrêmes, l'hypothèse des « rapports privilégiés » reste faible. Il est très vrai que le fait de parler la même langue, la nôtre, est pour beaucoup dans le sentiment de notre identité nationale et dans un consensus d'appartenance au même ensemble historique. Mais l'exemple de la Suisse ou celui du Luxembourg montrent que ce consensus peut s'établir en dehors de toute unité linguistique.

Celui, beaucoup plus considérable, de l'Union des républiques socialistes soviétiques qui est, au moins dans son fonctionnement linguistique, fondé sur l'acceptation des différences, va dans le même sens.

Quant à la francophonie, elle s'est faite à partir de rapports de dépendance historique le plus souvent, qui ont, en effet, « privilégié » le colonisateur.

Alors ? Des rapports privilégiés ? C'est plutôt non s'il s'agit de groupes humains, de sociétés ou de classes sociales ; plutôt oui, s'il s'agit d'individus. Mais plutôt seulement. En somme, le fait de parler la même langue est comme la langue elle-même, selon Esope : la meilleure et la pire des choses. Il permet à des hommes de mieux se connaître ; c'est-à-dire, tantôt de mieux s'aimer, tantôt de mieux se haïr. Et à cela, aucune langue universelle ne changera sans doute jamais rien.

JACQUES CELLARD.

## Poésie

# Mohammed Dib

## O Vive

qui ordonne qui laisse  
ton sang oser  
n'interroge pas  
et les couteaux trapper  
tuer derrière  
dans la dos  
la forêt est devant  
tu y vas  
les yeux fermés

les arbres opposent  
leur grille serrée  
à la même leur rouge  
tous pourrissent  
sont étrangers  
l'un à l'autre

qui ordonne  
qui charge de chaînes  
tu ne sais plus  
lavez  
ce vertige d'ombre  
vers lui  
ses yeux  
n'ont pas besoin  
d'autre aide

ce qui fait la lumière  
se faufiler dans la forêt  
à la recherche de la nuit  
tout cela  
qui s'attarde  
au passage  
ces pas  
d'inconnus  
l'un à l'autre

donnez-lui cette lumière  
ses mains sont ouvertes  
il a oublié qui  
rétablissez-le  
il vous dira seulement  
où lui toucher la figure  
où effacer les larmes  
où l'ombre  
et où les paroles

Algérien, Mohammed Dib est né à Tiemcen en 1920. Proloque, il a notamment publié la *Grande Maison*, *Qui se souvient de la mer*, *Oméros*, *Feu beau feu*, *Mille heures pour une gueuse* (Le Seuil), *Au café* (Sindbad), *Le chat qui boude* (La Farandole). Une nouvelle édition d'*Ombre gardienne* augmentée d'inédits est parue récemment chez Sindbad.

Cette langue juste creuse le visible. Coupante et claire elle habite partout, ailleurs.

CHRISTIAN DESCAMPE.

(Sauf mention contraire, tous les textes publiés dans cette rubrique sont inédits.)

مكتبة التجميع



مكتبة الدار

# Les beaux dimanches de l'automitrailleuse

Dieu que la guerre était jolie !

NÉE il y a vingt ans en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, plus récemment en France, la passion de l'engin de guerre ne s'affichait pas jusqu'ici. La célébration du quarantième anniversaire du débarquement et l'arrivée des troupes étrangères ont poussé les associations européennes à se montrer au grand jour, en force. « En France, nous sommes un bon millier, et notre parc de matériel doit compter deux mille à trois mille véhicules. Beaucoup, il est vrai, ne peuvent pas rouler, mais ils sont en cours de restauration. » C'est M. Philippe Meaux-Saint-Marc, président de l'Union nationale des collectionneurs de véhicules militaires historiques (1), qui fait ce fantastique dénombrement. Nos garages recelaient donc de quoi équiper plusieurs brigades motorisées modèle 44.

Car si certains amateurs se contentent d'une Jeep banale, d'autres ont amassé de véritables armoires. Un industriel de l'Osce cache dans le parc de sa maison de campagne plusieurs dizaines de véhicules qu'il ne montre qu'aux intimes. C'est sous les hangars du 5<sup>e</sup> régiment de génie, cantonné à Versailles, que l'association L'escadron historique range les trente unités qu'elle possède. Une vingtaine sont en ordre de marche. Il suffit de tirer sur les démarreurs pour entendre ronfler les moteurs. Bien entendu, tous ces engins sont désarmés. Ou bien, lorsqu'ils s'ornent encore de canons et de mitrailleuses, leurs caisses sont soudées.

L'un de ces amateurs, un monsieur, ne craint pas d'afficher sa passion. Il est vrai que Jacques Pichon, cinquante-deux ans, a l'habitude du public puisqu'il tient l'Auberge du Cheval noir, à Clères, à 20 kilomètres au nord de Rouen. Un authentique chasseur bombardier habilement juché sur une colonne paraît piquer dans sa cour où sont rangés, pêle-mêle, voitures d'aujourd'hui, tacots d'antan et Dodge de la dernière guerre. Derrière sa cuisine sont parqués des motochenilles, un canon antichar et une carcasse de blindé en cours de remontage.

De l'autre côté de la place, de grands panneaux appellent à visiter le musée qu'il vient d'agrandir. Les écoliers en voyage de fin d'année y bécot d'admiration devant une ébouriffante collection de bidules et de camions de pompier. Mais ils sont encore plus surpris de découvrir tout au fond une cuisine roulante qu'entourent trois automitrailleuses, un char et divers engins militaires parfaitement restaurés. Ils seraient encore plus étonnés s'ils pouvaient jeter un coup d'œil dans l'atelier contigu. Jacques Pichon et ses deux fils, Thierry, vingt-cinq ans, et Stéphane, vingt et un ans, y ont entassé encore une quinzaine d'épaves de 39-45 qu'ils ont bien l'intention de remettre à neuf. Lâchant la queue des casse-roles pour la clé plate, ils s'y emploient trois heures par jour et y passent tous leurs loisirs.

La vocation des faits du véhicule militaire trouve sa source dans les années de guerre, mais elle se révèle généralement beaucoup plus tard. André Lecocq, cinquante-quatre ans, carrossier à Saint-Ouen et président de L'escadron de l'histoire (ne pas confondre avec l'escadron historique) se souvient du va-et-vient des convois dans Rennes pendant la guerre. Français, Anglais, Allemands,



Il y a des tarés qui se promènent en uniforme de Feldgrau ou avec un casque américain sur la tête. Nous, c'est pas ça du tout.

Americains, ce fut pour le gamin qu'il était un spectacle gratuit et incessant de 1940 à 1944. Le jeune homme devint ouvrier carrossier, puis patron de sa propre affaire. Il se spécialisa dans la réparation des voitures de luxe et des véhicules anciens. « En 1973, raconte-t-il, dans un garage de Dieppe, je suis tombé en arrêt devant la carcasse d'une Jeep amphibie abandonnée par les Allemands. Il y a eu en moi comme un déclic. Etais-ce une image d'enfant qui remontait à la mémoire ? J'ai acheté l'épave, et je me suis mis à la restaurer. »

Jacques Pichon se souvient de l'automitrailleuse américaine sur laquelle on le hissa, en 1944, près de L'Aigle, alors que s'achevait la bataille de Normandie. « J'en ai encore l'odeur dans le nez : graisse et poudre. Délicieux à côté de la puanteur des véhicules allemands. » Vingt ans plus tard,

devenu restaurateur, il aperçoit dans la cour des Domaines, à Rouen, une automitrailleuse de même modèle. Bonne pour la ferraille et à vendre. Il a le fameux déclic, achète l'engin et le retape. Philippe Meaux-Saint-Marc, collégien à Bayeux en 1944, est, lui aussi, monté sur un char de la 2<sup>e</sup> DB pour manifester son enthousiasme. Il n'en est redescendu qu'en 1948, après quatre ans d'armée. Puis, beaucoup plus tard, il a retrouvé une Jeep. Et la passion l'a saisi.

Les restaurateurs d'engins historiques ont d'abord une âme et des mains de mécanicien. Les armes, le tir, les uniformes, les parades, ne les émeuvent guère. « Il y a des tarés qui se promènent en uniforme de Feldgrau ou avec un casque américain sur la tête, dit l'un d'eux. On connaît même quelques fachos ici ou là. Nous, c'est pas ça du tout. »

En effet, à écouter André Lecocq ou Jacques Pichon, on découvre que le lyrisme peut fleurir sur le cambouis. « Vous comprenez, dit le patron du Cheval Noir, en temps de guerre, les ingénieurs militaires ont d'énormes moyens. Les meilleurs matériaux, les techniques de pointe. Ils inventent, ils peaufinent des engins incroyables. Au démontage, vous n'en croyez pas vos yeux. Ah ! si vous voyiez mon Magirus allemand à six roues indépendantes et motrices ! Et le Laffly français de 1940, le meilleur tout-terrain jamais conçu. Quelle merveille d'ingénierie ! Il fallait absolument sauver ce patrimoine-là. Il en vaut bien d'autres. »

La passion du véhicule militaire, c'est évidemment celle du collectionneur. Avec son côté enquête quasi policière et jeu de piste. On fouine chez les ferrailleurs, on explore les greniers et les granges pour retrou-

ver une épave. Puis on négocie à l'aveugle, car, désormais, personne ne vend plus au prix de la ferraille. Une Jeep peut coûter 40 000 F, un Sherman grimper jusqu'à 250 000 F. Certains vestiges rarissimes, comme les chars kamikazes que la Wehrmacht bourrait d'explosifs puis expédiait vers les lignes adverses, n'ont pas de prix. Jacques Pichon en possède deux.

Une fois au garage, il faut démonter ces ferrailles rouillées, écrou par écrou, en prenant soin de ne rien casser. « Les Américains avaient fabriqué tellement de pièces de rechange qu'on en trouve encore, explique M. Pichon. Il faut aller les chercher en Belgique, aux Pays-Bas ou bien au Portugal, en Espagne ou même en Grèce. Mais pour les engins d'autres nationalités, si la pièce manque, vous devez la refaire vous-même. »

Le véhicule dont l'anbergiste et ses fils sont les plus fiers est une automitrailleuse italienne. Un exemplaire unique en Europe. Elle revient de loin. Après avoir fait campagne en Libye, elle participa à la bataille de Normandie où son équipage l'abandonna, non sans avoir balancé une grenade dans le moteur. En 1967, sa carcasse, dépouillée de tout ce qui pouvait se démonter, gisait encore au coin d'une haie. Un arbre avait poussé à travers la tourelle. Les Pichon l'achètent et transportent la dépouille dans leur atelier. Tout est grippé par la rouille. Chauffage au chalumeau « jusqu'au rose », trempage dans l'eau, badigeonnage au dégrissant, ces opérations cent fois répétées durent un an.

Enfin, les écrous cèdent. Déception : le moteur ne vaut plus rien, et la boîte de vitesses est cassée. Miracle : les Pichon dénichent un moteur Fiat qui finit sa carrière dans une laiterie voisine et une boîte de vitesses qui gît dans un fossé du côté de Broglie. Ils écrivent en Italie pour avoir des plans. On leur répond. Puis, par morceaux, ils récupèrent les portes, les meurtrières, des pneus Pirelli. Après sept ans de travail, le moteur tourne rond, et l'italienne, entièrement remontée, équipée de son canon de 20 mm et peinte aux couleurs d'antan, fait sa sortie dans les rues du village. Quand on veut la produire au loin, on la transporte sur un camion porte-char comme une vieille dame fragile. Et les vétérans américains et britanniques viennent la contempler comme s'ils visitaient un château historique.

C'en est un si l'on considère la minute de la reconstitution. « C'est vrai, concède André Lecocq, nous sommes des puristes. Pas question de remplacer une pièce par un succédané. Ou on la trouve, ou on la refait à l'identique. Vous n'imaginerez pas de mettre du Formica sur une commode Louis XVI, n'est-ce pas ? Nous non plus. Et, en plus, ça marche. »

Car s'ils prêtent parfois leur matériel pour quelque commémoration, les amateurs d'engins blindés répugnent à faire du cinéma. Ce qu'ils préfèrent, c'est tester leurs engins en vraie grandeur. André Lecocq a traversé un lac de 4 kilomètres de large au volant de sa Jeep amphibie. Il a mené un ancien véhicule de l'Afrika-korps jusqu'à El-Alamein, histoire de faire du tourisme. « 5 000 kilomètres, aller et retour, sans problème », dit-il.

Mais le fin du fin, pour les amateurs, c'est de se donner rendez-vous une fois l'an sur un terrain militaire. Durant deux jours, ils donnent libre cours à leur goût de la conduite tout terrain. Et, parfois, ils cassent ce qu'ils ont mis si longtemps à reconstituer. Qu'à cela ne tienne, ils s'y remettent dès demain, dans le secret de leur atelier.

Le clou de l'année sera en tout cas la colonne Leclerc que l'escadron historique, mené par Claude Daout, quarante-deux ans, pilote d'aviation, fera entrer dans Paris lors des fêtes de la Libération, le 25 août prochain. Half-track GMC, pièce d'artillerie, tout y sera. Même un vieux Sherman, le Romilly, qui, sur ses patins de caoutchouc, reféra exactement le chemin qu'il parcourut il y a quarante ans de la porte d'Italie jusqu'au parvis de Notre-Dame.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) UNCVMH, 172, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : 562-07-71.

lire.  
Le nombre de l'inv-  
sion brute de trois  
en moyenne un an  
plus, ce qui n'est  
pas.  
Je suis payé tous  
se sont mes  
se passer de mes  
se lancer en re-  
le en vigueur. Pour  
je suis un salarié  
; j'ai droit au crédit  
monde : les loca-  
pas à priori refu-  
en peu plus mes

environnement ne prête  
seaux aux sociétés  
pourquoi n'y  
sociétés de ser-  
vices, dans l'indus-

politiques ne serait  
par une entreprise,  
pour ses risques. Il  
ne plus grave pour  
son salaire que  
prise de perdre un  
sion sur un salarié  
sans. Si le nombre  
suffisant, les fins de  
suspensions par les  
arrives à un chiffre  
à peu de près.  
évident, sauf, bien  
F.

d'ailleurs, ou plutôt  
survivent aussi à la  
E, l'employeur recou-  
pouvant ses indem-  
nités en fin de mission.

H. D.

(Paris-Midi).

la récession en 1980  
et à démentir ce  
dite ne se sonde  
l'impact des chocs  
en 1980, les chocs  
économiques.

ERNAUD MARTY  
(Paris).

DOUX

la macroéconomie  
les données de la  
Tertaire ont subi  
à l'échelle nationale  
et. La politique  
redonne confiance  
un peu, comme nos  
le 15 de mai de

l'association de la  
mairie de Rouen  
ce historique de  
qui ont en effet  
la colonisation.  
s'explique par le  
plutôt non s'il  
s'agit d'humains  
et classes sociales  
s'il s'agit d'indi-  
vidus, seulement  
fait de parler à  
est comme la ba-  
e, selon l'échelle  
à pure des choses  
des hommes de  
passer à l'état  
de deux à l'im-  
pax se font. Et  
langue universelle  
mais deux jumeaux

QUES CELLARD

vous en parler

images  
thèques

trique

secteur

FABRICANT

se spécialisent

magasins, etc.

à l'expérience

des à proposer

Mars, 333 110

40-14-A30



# Les aventures de la raison : la complexité croissante des recherches contemporaines

**N**OUS commençons aujourd'hui la publication — qui s'étendra sur plusieurs semaines — de notre grande enquête sur l'usage de la raison dans la pensée et la science contemporaines. Des philosophes, des scientifiques, des anthropologues, des historiens, des linguistes... ont accepté de répondre au questionnaire ci-dessous.

La critique des grands systèmes d'explication (scientifiques, philosophiques, politiques...), les crises internes traversées par de nombreuses disciplines, l'apparition de nouvelles problématiques et de nouveaux champs du savoir, les références souvent explicites à la subjectivité ou à la métaphysique, les interrogations autour des notions de vérité, de progrès, de preuve, d'expérience, de méthodologie, d'argumentation, de quantification, ont conduit de nombreux chercheurs à remettre en question l'usage classique de la raison dans les recherches contemporaines. En quel sens les formes de la rationalité traditionnelle vous semblent-elles remises en cause par les découvertes de notre époque ? Pouvez-vous en donner quelques exemples ? Comment situeriez-vous votre discipline et vos propres travaux dans ce débat ? Parmi les nouvelles approches de la rationalité contemporaine, quelles sont celles qui vous semblent particulièrement fécondes ?

Nous publierons la semaine prochaine les réponses de Fernand Braudel, Vincent Descombes, Gérard Genette, Ilya Prigogine et Serge Pahaut, et Alain Touraine.

CHRISTIAN DESCAMPS  
et FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Les titres sont de la rédaction.

**O**n ne peut trouver, dans l'état de la science actuelle, aucun motif valable de s'attaquer à la raison, ni de s'opposer à un « rationalisme bien tempéré ». Les grands manifestes qui, il y a vingt-cinq ans, préconisaient la déconstruction du langage et prophétisaient la mort de l'homme ont sombré dans un oubli probablement justifié. Et cependant, je persiste à le penser, la science n'en est pas moins dans un état de crise virtuelle.

C'est qu'il ne faut pas identifier rationalisme et scientisme. L'état critique de la science contemporaine provient, à mon sens, d'une perversion d'origine sociologique : le poids sans cesse croissant donné à la « science lourde », aux technologies, aux applications, et ce au détriment des intérêts théoriques et de l'exigence d'intelligibilité auxquels la science d'autrefois sacrifiait bien davantage. Il suffit de jeter un coup d'œil dans les grandes publications scientifiques de réputation internationale (comme *Nature* ou *Science*) pour se rendre compte du niveau d'insignifiance auquel se situe l'immense majorité de l'expérimentation contemporaine. On en est venu ainsi au plus extrême degré de raffinement dans la description du réel, en laissant de côté toute tentative d'élucidation théorique qui ne déboucherait pas immédiatement sur l'expérimentation.

Or la description du réel, poursuivie avec tous les moyens techniques disponibles jusqu'au plus fin détail perceptible, est en fait sans limite, plus exactement sans autre limite que celles que fixe la société par ses allocations budgétaires. La science moderne connaît de ce fait les mêmes contraintes que la Sécurité sociale — avec laquelle elle entre en compétition. Cet état de choses n'est pas sans répercussions graves : les scientifiques, pour justifier leurs demandes financières, sont amenés à promettre à la société

qui les entretient de plus en plus d'avantages immédiats ou à venir. Pour entraîner l'adhésion collective, ils sont amenés à se solidariser de plus en plus étroitement avec les tendances les plus inquiétantes, voire les plus suicidaires de l'humanité. Les séparatismes culturels, les idéologies les plus oppressives, ne les effraient plus. Qui sait — dans cette perspective — si l'importance attribuée constamment dans nos médias aux technologies de pointe ne

manifeste pas le désir obscur de nos sociétés de maintenir la supériorité technico-culturelle qui menace de se combler progressivement entre pays développés et pays en voie de développement ? C'est pourquoi il importe de chercher à détacher le rationalisme de ses bases traditionnellement positivistes et scientistes, en essayant de le fonder sur une connaissance plus proprement philosophique des modes fondamentaux de notre fonctionnement mental, en par-

ticulier des contraintes qui régissent notre perception du monde (on retrouve ainsi la vieille problématique des « catégories de l'esprit humain »). Il faut en effet se convaincre d'un point : les seuls progrès scientifiques vraiment importants et significatifs ne sont pas des accroissements de connaissances — comme on le croit trop facilement — mais bien l'acquisition par l'homme de nouvelles structures mentales qui lui permettent de

simuler plus efficacement la réalité. C'est dans cette perspective que j'ai orienté mes propres travaux (avec, notamment, la « théorie des catastrophes »).

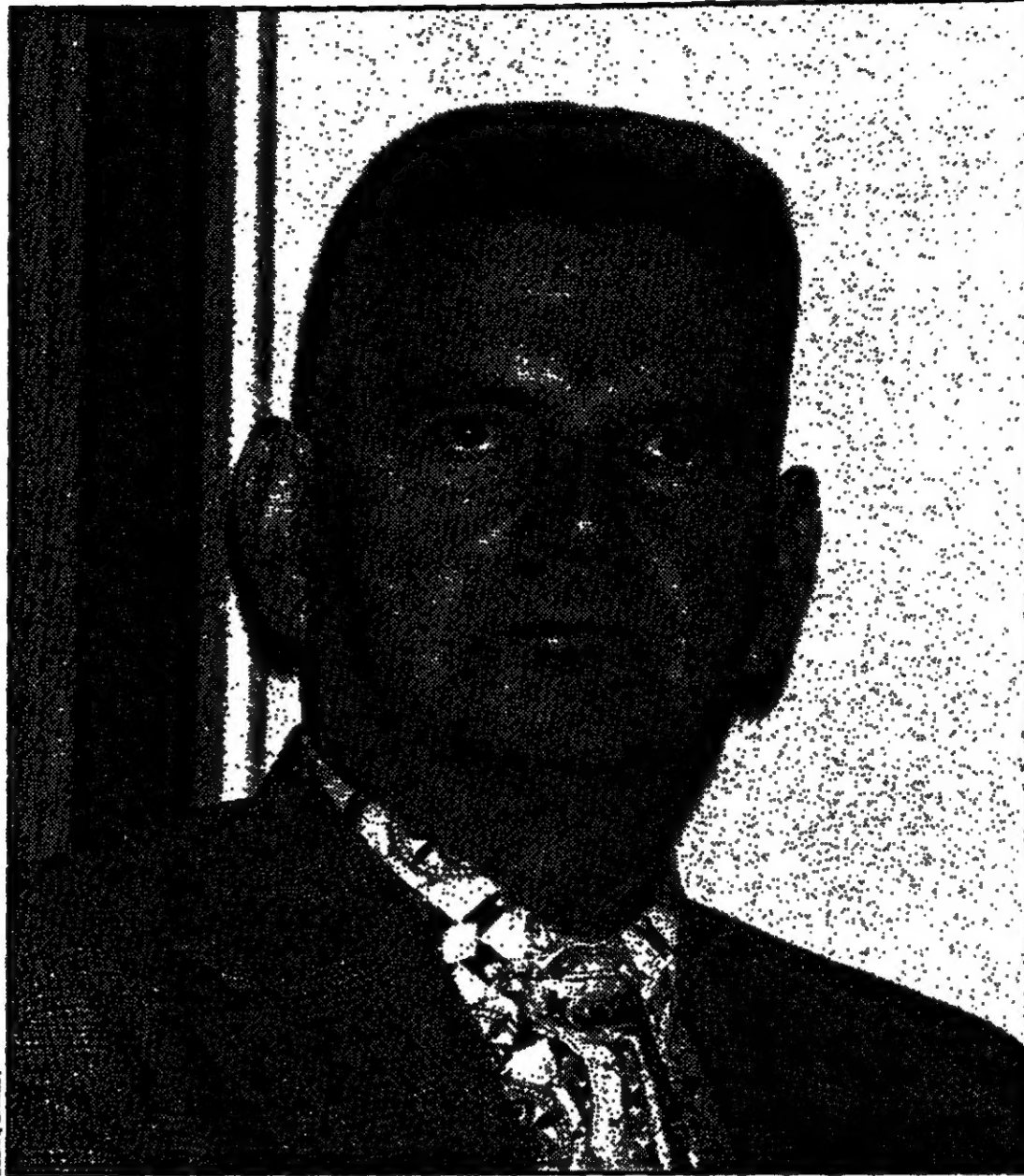
Ceci n'implique nullement — comme l'ont bruyamment proclamé les apôtres de la « *scientia nuova* » et autres thuriferaires du bruit et de la stochastité — l'abandon du déterminisme et des exigences traditionnelles de la légalité scientifique. Je serais au contraire porté à affirmer que les conditions fondamentales de la vision scientifique du monde — celles qui la distinguent de la pensée magique — n'ont jamais été aussi nécessaires qu'aujourd'hui : exigence de causalité (rien ne naît de rien, principe leibnizien de raison suffisante), principe de localité (exclusion de l'action à distance), tels sont les deux piliers sur lesquels doit reposer toute construction théorique. Dans l'explication scientifique — en toute science quelle qu'elle soit — il faut superposer au réel phénoménal perçu des entités imaginaires, invisibles ou cachées. Ainsi l'homme rationnel peut-il se différencier de l'homme obtus — qui ne croit qu'au concret, — de l'ancêtre animal — qui ne se détermine que localement. Mais ces entités imaginées doivent, dans leurs propagations et leurs interactions spatiales, être soumises aux contraintes les plus déterminantes qu'il se puisse. Seul ce contrôle peut permettre d'échapper au verbalisme incontrôlé, voire au délire pur et simple. Ainsi conçu, le rationalisme est avant tout une *déontologie de l'imaginaire*.

Cette voie de crête — entre les deux gouffres, de l'imbécillité d'une part et du délire de l'autre, n'est certes ni facile ni sans danger, mais c'est par elle — j'en suis convaincu — que passe tout progrès futur de l'humanité.

© Méthématis, médaille Fields 1964. Vient de publier un livre d'entrées chez Flammarion.

## Imbécillité et délire

par René Thom



## A la place de Dieu

par Michel Tournier

**I**L faut, je pense, remonter au milieu du siècle dernier pour trouver posé le problème de la raison scientifique et de ses limites — ou plutôt de son ambition illimitée. En effet, pour des utopistes comme Marx ou Auguste Comte, les « sciences exactes » (mathématiques, astronomie, physique, chimie) fournissaient un modèle de rationalité, absolu et exclusif. Le pari utopique, c'était d'admettre que cette forme de rationalité était appelée à étendre indéfiniment son domaine et à englober la biologie, la psychologie et la sociologie. Avec la sociologie, l'histoire et la politique — faites de violences et d'ignorances — prenaient fin. La sociologie arrêta l'histoire, de même que la psychologie éteignait le désordre des passions.

Que reste-t-il aujourd'hui de ce schéma ? Il paraît évident, je pense, qu'il y a au moins quatre domaines où la rationalité scientifique, non seulement n'a pas pénétré, mais a renoncé

à tout jamais à pénétrer. Ce sont l'esthétique, l'affectivité, la politique et la mort. Cette constatation devenant de génération en génération plus incontournable, on a vu se succéder des penseurs dont le pessimisme peut s'interpréter comme un positivisme déçu. C'est le cas notamment de Paul Valéry, dont la filiation avec Auguste Comte n'a pas été assez mise en lumière (il a très symboliquement habité la chambre d'Auguste Comte). Au même moment, Henri Bergson cherchait la voie d'un rationalisme aux antipodes de la pensée physico-mathématique. Car l'auteur de *Matière et mémoire* est tout le contraire d'un mystique, et sa démarche emprunte toujours la voie de l'exposé le plus traditionnellement intellectuel.

Mais le pessimisme irrationaliste retrouve une nouvelle jeunesse avec Camus et Sartre. La « philosophie de l'absurde » cherche bizarrement à appli-

quer un traitement rationnel à ce qui est, par définition, la négation de la raison. Le mysticisme latent de *la Nausée* (1938) n'a pas eu de suite dans l'œuvre de Sartre. Ionesco et son école exploitent l'absurde pour en tirer les effets théâtraux que l'on sait.

Il me semble que la voie ouverte par Bergson pourrait être poursuivie. Je ne crois pas qu'il y ait de salut hors de la raison, mais il faut admettre un pluralisme rationnel. Déjà la pensée physique n'est pas la pensée mathématique. Il y a même des différences irréductibles entre la démarche du chimiste et celle du physicien. L'esthétique relève d'un discours philosophique qui ne doit rien aux sciences physico-mathématiques. Platon, Kant, Hegel et Heidegger ont écrit des textes admirables et définitifs sur l'art. Ce n'est pas le cas de Newton, Einstein ou Oppenheimer.

Je tente, dans mon domaine, d'aller au bout de ce pluralisme

rationaliste en faisant de mes principaux personnages de roman ou de nouvelle des systèmes philosophiques vivants. Déjà dans *Vendredi*, je montre Robinson s'acharnant à soumettre son île déserte à des organisations rationnelles de plus en plus contraignantes. Dans *le Roi des Aulnes*, Abel Tiffauges se croit la cause de la seconde guerre mondiale, et il asservit le nazisme à son appétit de chair fraîche. Dans *les Mémoires*, le jumeau Paul parcourt le monde avec des lunettes géométriques. Il nous donne de chaque chose et surtout de chaque pays une lecture géométrique. Il croit que la mur de Berlin n'a été construit que pour le séparer de son frère Jean. Le personnage du fétichiste (dans *le Coq de bruyère*) reconstruit la société en fonction de sa passion pour les sous-vêtements féminins. A la folie destructrice des personnages de Ionesco, Arrabal, Adamov et quelques autres, mes personnages oppo-

sent une folie constructive. Tels le facteur Cheval, ils édifient des palais qui exaltent leur grandiose démenace.

Faut-il aller plus loin et passer aux aveux personnels ? Les physiciens admettent que la matière est faite d'énergie. Je suis d'accord avec eux à condition de préciser qu'il s'agit d'énergie cérébrale. Mon cerveau et le cosmos sont consubstantiels. De même qu'il ne dépend que de ma force physique que tel ou tel déplacement cinétique ait lieu, de même il ne dépend que de ma force rationnelle que le monde qui m'entoure soit modifié de telle ou telle façon voulue par moi. Cela m'apparaît à Dieu qui dit simplement : « Que la lumière soit », et aussitôt la lumière s'allume. Comme tout créateur, le seul être dont je revendique absolument la place, c'est Dieu.

© Écrivain. Membre de l'Académie Goncourt. Prix Goncourt en 1970 pour *le Roi des Aulnes* (Gallimard).

مكتبة الشارقة



met-elle en échec la rationalité traditionnelle ? Un mathématicien, un philosophe, un écrivain et un théoricien de la littérature répondent.

## Le concubinage du savoir et de l'Etat

par Jean-François Lyotard

Le terme de « raison » est vaste. Il faut ici en limiter l'extension. Je me borne à son « usage » dans ce qui se définit comme sciences depuis Galilée. Dans ces limites, on peut appeler raison l'ensemble des règles qu'un discours doit respecter s'il vise à connaître, et à faire connaître un objet (son référent). Il ne me semble pas qu'« aujourd'hui » marque un grand changement dans les règles observées par le discours scientifique. Que les axiomatiques (les systèmes d'opérateurs) se soient multipliées depuis plusieurs siècles, ce n'est pas le signe de moins de raison mais de plus de rigueur rationnelle. En particulier, les langages des sciences reçues de la tradition (arithmétique, géométrie) ont été autant que possible reformulés axiomatiquement. Mais, à cette occasion, les règles formelles exigibles d'un langage de connaissance, sa « raison », donc, ne se sont faites que plus explicites. Il faut toujours « bien former » les énoncés, distinguer et expliciter complètement les opérateurs dont on se sert dans les démonstrations et, s'il s'agit de sciences « objectives », administrer la « preuve » de ce qu'on dit en fournissant les moyens de répéter l'observation.

Je sais comme tout le monde que l'« expérience » des scientifiques dans les laboratoires a peu à voir avec cela. Mais cette expérience est une chose, très importante dans son ordre, qui intéresse les études anthropologiques ; une autre chose, strictement discursive, est l'ensemble des règles (ou régime) dont l'observance suffit à rendre un discours étranger à la connaissance, au sens strict. Par exemple, l'interprétation d'un rêve en psychanalyse n'obéit pas aux règles cognitives parce que la « donnée » (le récit du rêve) ne peut pas être restituée sous une forme identique autant qu'on veut, et qu'elle n'est donc pas universellement accessible. De même pour l'hypothèse sur la première seconde du big bang, si j'en crois Michel Cassé.

Je parle ici du discours scientifique lui-même, dans sa

différence essentielle avec tous les autres genres de discours. Il faut distinguer de lui les discours qui le prennent pour objet (« épistémologiques », au sens large). C'est à travers eux que l'idée de raison scientifique se réfléchit, s'élabore, se modifie et s'idéalise. Les commentaires sur la science se sont multipliés depuis l'âge galiléen. Il existe maintenant une science (sociologique) de la science, une psychanalyse de la science (comme *libido scienti*), une histoire des « paradigmes » scientifiques, etc. Toutes présupposent que la raison scientifique n'est pas indépendante de variables empiriques qu'elles soient techniques et sociales, psychiques, ou imaginaires. Cependant, malgré une confusion fréquente, les dépendances ainsi marquées affectent le *contenu* du discours scientifique plutôt que son *régime*. Notre hypothèse étant que la raison cognitive réside dans les règles du jeu langagier, on peut ici négliger cet aspect.

Plus pertinente est la question du *statut* de ces règles. C'est en examinant ce second aspect que le commentaire sur la raison scientifique peut « aujourd'hui » induire le sentiment d'une plus grande incertitude. En questionnant le statut, on interroge l'origine des règles de la connaissance : sont-elles données, naturelles, divines, nécessaires ? Et, si c'est le cas, est-il au pouvoir de la raison de déduire, en tout cas de décrire, leur engagement ? On se configure, celui-ci ne peut-il que lui échapper, dans un inévitable *circulus vitiosus* ? Quand on demande la raison des règles, on demande quelle est la raison de la raison. Le classicisme était métaphysique, il donnait cette raison première. La modernité, une modernité du moins (Augustin, Kant) est critique, elle élabore la finitude, elle donne la raison qui interdit de raisonner sur le fondement du raisonnement. La post-modernité serait plutôt empiricritique ou pragmatiste : la raison de la raison ne peut être donnée sans cercle, mais la capacité de formuler des règles nouvelles (axio-

matiques) se découvre à mesure que le « besoin » s'en fait sentir. La science serait un *moyen de révéler la raison*, celle-ci restant la *raison d'être* de la science.

Le statut ainsi assigné à la raison est directement emprunté à l'idéologie technicienne : dialectique des besoins et des moyens, indifférence quant à l'origine, postulat d'une capacité infinie de « nou-

veler » de fait, c'est un état de la raison. Le savant était la figure d'une vocation, le scientifique est celle d'un professionnel en cours de déprofessionnalisation. Or nous savons que toute profession est menacée de ruine si au lieu de sa fin « propre », ou par-dessus elle, lui est imposée une autre fin, annexe d'abord, mais hégémonique. Ce que Smith ou Marx décrivent pour les ex-tisserands

pour celui du vêtement, de l'habitat... ? Cela peut s'argumenter (on fera valoir l'accélération du rythme des découvertes et inventions dans les grands laboratoires), à condition d'admettre sans réserve l'assimilation des deux métiers l'un à l'autre. L'admettrait-on, il resterait que celui de connaître n'aurait aujourd'hui pas plus sa légitimité, sa raison et sa fin, en lui-même, que celui

de bien-être, plus de liberté. C'est en gros ce que pensèrent l'Europe et l'Amérique du Nord il y a deux siècles, quand elles ont accredité les grands récits de l'émancipation par les Lumières.

Or ce concubinage des deux ordres que Pascal distinguait absolument, savoir et « monde », c'est peut-être à lui qu'il faut imputer une bonne part des crimes, en tout cas des déceptions, dont l'histoire contemporaine est faite depuis deux siècles, et du chagrin qui marque la fin du vingtième siècle. Quand, par exemple, Paul Feyerabend demande la séparation de la science et de l'Etat, il remet justement en cause la confusion des raisons, la raison d'Etat et la raison de savoir. Elles sont aussi incommensurables l'une à l'autre que la première l'est à la « raison d'être », qu'on appelle aussi honneur et éthique, et qui peut inciter un citoyen, ou un amant, à préférer la mort à vivre nazi, ou trahi.

La confusion des raisons n'a pas d'excuse raisonnable. Elle repose sur le projet très « moderne » d'une langue universelle, c'est-à-dire d'un métalangage capable de recueillir sans reste toutes les significations établies dans les langages particuliers. Ce doute jeté sur « la raison » ne vient pas des sciences, mais de la critique du métalangage, c'est-à-dire du déclin de la métaphysique (et donc aussi de la métapolitique).

Cette situation indique l'enjeu qui s'impose à la pensée philosophique aujourd'hui. Il faut accompagner la métaphysique dans sa chute, comme le disait Adorno, mais sans tomber dans le pragmatisme positiviste ambiant, qui sous ses dehors libéraux n'est pas moins hégémonique que le dogmatisme. Tracer une ligne de résistance aux deux. Contre-attaquer les confusions sans refaire un « front ». Pour l'instant, la défense des raisons opère par « micrologies ».

● Philosophe, professeur à l'université de Paris-VIII. Auteur notamment de *Discours, Figure* (Kailash), de *La Condition post-moderne et du Différentiel* (Mimmi).



CHRISTIAN DUBOIS

veau », légitimation par le plus de pouvoir. La raison scientifique n'est pas questionnée selon le critère du vrai ou du faux (cognitif), sur l'axe message/référent, mais selon la performativité de ses énoncés, sur l'axe destinataire/déterminaire (pragmatique). Ce que je dis est plus vrai que ce que tu dis puisque avec ce que je dis, je peux « faire plus » (gagner plus de temps, aller plus loin) que toi avec ce que tu dis. Une conséquence triviale de ce déplacement est que le laboratoire le mieux équipé a de meilleures chances d'avoir raison. La raison vraie est-elle celle du plus fort ?

Le conglomérat que Habermas appelle la technoscience n'est pas seulement un

placé sous la loi du capital mercantile dans les manufactures d'Anvers au quinzième siècle ne vaut-il pas pour les ex-savants aujourd'hui soumis au régime du plus performant, mais pour les fins mêmes qu'ils peuvent faire « habiller » ? (Examinez les attendus qui motivent la présente réforme française du premier cycle universitaire.)

On dira que cette ruine de la profession cognitive peut être bonne par ailleurs, comme l'a été celle de la profession de tisserand. La première n'est-elle pas le prix à payer pour le développement de la connaissance comme la seconde l'a été

de fabriquer du textile synthétique ne l'a. Le travailleur scientifique « connaît » pour gagner sa vie, l'employeur « ferait connaître » pour s'enrichir. Donner la raison de la raison cognitive, ce serait désigner la fin poursuivie par le capitalisme. Et si l'on objectait que l'emploi des compétences cognitives appartient plutôt aux pouvoirs publics, il en résulterait seulement que la raison de connaître serait à chercher dans la fin poursuivie par ces pouvoirs ou par leurs mandants, mais non dans la connaissance elle-même.

Dans tous les cas, la raison de la raison cognitive s'inscrit dans l'ordre social, économique, politique, la science donnerait plus de justice, plus

## Les sauvages et nous

par Tzvetan Todorov

Je vois autour de moi trois formes principales de discours dans lesquelles on s'emploie à contester l'usage de la raison. Il y a d'abord une certaine tradition philosophique, dont le représentant le plus influent est Heidegger. Ensuite, une théorie du sujet développée en psychanalyse, notamment par Lacan (qui avait du reste lu Heidegger ; la position de Freud lui-dessus est plus ambiguë). Enfin, une remise en question de la raison est le résultat de l'intérêt porté à la pluralité de cultures : elle est donc le fait d'historiens, variés dans le temps, et d'ethnologues (ou d'orientalistes, de sinologues...), spécialistes de la vérité culturelle dans l'espace. Cette troisième forme de discours est la seule qui me soit suffisamment familière pour que je puisse en parler ici.

Il faudrait d'abord dire qu'une telle attaque contre la raison n'est pas vraiment un effet des « recherches contemporaines ». Pour s'en tenir à la tradition française, on la trouve déjà formulée et ar-

gumentée chez Montaigne, qui est prêt à récuser l'universalité de la raison et ne voit dans les opérations intellectuelles que l'emprunte des différentes traditions culturelles. « Les lois de la conscience, que nous disons nées de nature, naissent de la coutume », Montaigne pense que ce que nous déclarons être la raison n'est en réalité qu'une raison particulière, la nôtre ; tout universaliste est un ethnocentriste qui s'ignore. Le principe mis en avant pour combattre la raison est donc celui du relativisme. L'historicisme actuel (celui des historiens comme celui des sociologues) et le relativisme culturel des ethnologues en sont des descendants directs.

Cette impression de diversité, entre cultures comme entre individus, provient de notre expérience immédiate, de notre vie quotidienne, pour peu que nous sortions de chez nous ; alors que l'affirmation de l'unité du genre humain et de l'existence de la raison exigent un effort intellectuel

et moral considérable. C'est ce qui explique à mes yeux la persistance des arguments relativistes, alors que leur insuffisance a été maintes fois démontrée. Le relativisme conséquent se trouverait amené à récuser toute tentative d'explication, et donc toute science, d'une part ; et à renoncer à tout point de vue éthique sur le monde et à tout jugement, d'autre part. La chose n'est pas impossible, mais elle n'est évidemment pas assumée par les relativistes, qui se recrutent principalement parmi les scientifiques et les militants.

Ce qui les conduit à une série de contradictions internes à leur discours (ils font appel à la raison alors même qu'ils cherchent à la dénoncer), ou entre leur discours et le reste de leur comportement : ceux-là mêmes qui refusent l'universalité du genre humain signent des pétitions en faveur des droits de l'homme. A peine Montaigne a-t-il dit que toute nature est une culture déguisée, qu'il poursuit : « Ce qui est hors des gonds de coutume, on le croit hors des

gonds de raison ; Dieu sait combien déraisonnablement, le plus souvent ». On prend pour de la raison ce qui n'est que coutume ; mais quand Montaigne dit qu'une telle attitude est « déraisonnable », n'emploie-t-il pas précisément l'outil dont il prétendait nous débarrasser ?

Cependant le relativisme et ses multiples conséquences retrouvent leur sens si l'on s'en sert pour limiter l'usage de la raison, plutôt que de le nier. Nous avons effectivement appris, grâce aux historiens et aux ethnologues, que notre image de l'universel comportait bien des traits propres à notre seule tradition. Il faudrait pouvoir résister à la tentation montaigniste, au désir de n'admettre que le tout ou le rien : ce n'est pas parce qu'on a abusé du principe de raison qu'il faille cesser d'en user. Avant, on appelait sauvages ceux qui n'étaient pas comme nous. Aujourd'hui, on dirait plutôt que la sauvagerie n'existe pas. Mais est-on vraiment obligé de s'aligner sur l'une ou l'autre de

ces positions ? Pour dépasser le dogmatisme, on n'est pas tenu à embrasser le scepticisme : la rationalité n'est certes pas une propriété du réel, mais c'est une attitude possible (et souhaitable) de l'esprit humain. La raison n'est pas une donnée, mais elle est ce qui rend possible toute quête de sens et tout acte de communication ; un horizon plutôt qu'un terrain où l'on s'installe.

Je suis directement concerné, dans mon travail, par le recours qu'on peut avoir ou ne pas avoir à la raison. J'étudie les idées et les discours ayant trait aux relations entre « moi » et « les autres », en France. Mes auteurs prennent donc constamment parti (parfois contradictoirement) sur l'existence ou non d'une raison une, sur la ressemblance entre la raison et leur raison (La Bruyère dit dans un même souffle que « la raison est de tous les climats » et que les « autres peuples » peuvent et doivent « raisonner comme nous »). Or pour bien comprendre leur argumentation, pour essayer de penser avec eux,

je suis amené moi-même à assumer mon opinion là-dessus. Je retrouve donc cette problématique à la fois dans mon objet et dans ma « méthode », c'est-à-dire dans l'acte même d'interpréter.

Les arguments en faveur d'un rationalisme critique (non dogmatique) sont aussi anciens que les contre-arguments relativistes ; on les trouve par exemple bien mis en place chez Rousseau. Mais s'il faut parler de travaux récents, je signalerais en particulier deux recherches intéressantes : celle de Dan Sperber (*Le Savoir des anthropologues*, Hermann, 1982), qui montre les apories du relativisme cognitif en ethnologie ; et celle de Luc Ferry (*Philosophie politique*, 2 vol., PUF, 1984), qui analyse les fondements philosophiques et les implications politiques du renoncement au principe de raison.

● Théoricien du langage, chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales. Auteur notamment de *Païdós de la prose*, *Théorie du symbole*, *Les Gens du discours*, *La Conquête de l'Amérique*, *Récits azèques de la conquête* (Seuil).

Heidegger, le philosophe allemand, a écrit : « La raison n'est qu'une coutume ». Cette phrase est souvent citée pour contester l'usage de la raison. Cependant, il est important de noter que Heidegger ne nie pas l'existence de la raison, mais qu'il la situe dans un contexte culturel et historique. Il souligne que ce que nous considérons comme la raison n'est en fait qu'une construction humaine, influencée par notre époque et notre culture. Cette perspective est fondamentale pour comprendre le relativisme culturel et l'importance de l'ethnologie et de l'histoire dans l'étude de la pensée humaine.

Le philosophe allemand Heidegger a écrit : « La raison n'est qu'une coutume ». Cette phrase est souvent citée pour contester l'usage de la raison. Cependant, il est important de noter que Heidegger ne nie pas l'existence de la raison, mais qu'il la situe dans un contexte culturel et historique. Il souligne que ce que nous considérons comme la raison n'est en fait qu'une construction humaine, influencée par notre époque et notre culture. Cette perspective est fondamentale pour comprendre le relativisme culturel et l'importance de l'ethnologie et de l'histoire dans l'étude de la pensée humaine.



Kiosque

# Stars amères

**L**es sont riches, célèbres et furieux. Les monstres sacrés de la scène et de l'écran, quand ils vieillissent, jettent sur leur époque un regard terrible où se mêlent les regrets, le scepticisme et des jugements en forme d'arrêts de cour d'assises.

B.B., par exemple, déprime. Elle fait peine à voir et à entendre. Elle s'est confiée à *Paris-Match* pour un entretien quasiment psychothérapique. Le sex-symbol a du vague à l'âme et le dit sans détours. La Madrague est une prison dorée, où une femme qui résuma la femme subit l'outrage des ans et la fuite du temps : elle aura cinquante ans en septembre.

« Parfois, dit Brigitte Bardot, je m'arrête. Je me retrouve toute seule, le soir, à pleurer dans mon lit. » Ses sept chiens et ses soixante chats ne suffisent pas à meubler la solitude de B.B. devenue la Jeanne d'Arc des animaux. Pour un peu Bardot, qui fut aussi un oscar de l'exportation française, déposerait le bâton, comme Creusot-Loire : « J'ai été beaucoup, dans tous les sens du mot. J'ai été très heureuse, très riche, très belle, très adulée, très connue et très malheureuse, trop souvent déçue. Je suis devenue très sage pour ne pas recommencer. »

Adieu beauté, bonjour les rides : « Vous ne me verrez plus jamais en robe de lamé or. » Mais au moins reste-t-il les souvenirs, le passé sur lequel on aime, le soir venu, se pencher avec attendrissement ? Au moins reste-t-il la fierté d'une carrière, d'un métier bien exercé ? « Le septième art, ça n'a jamais été mon truc. » Ni hier ni aujourd'hui : « Le cinéma, je m'en fous, je m'en tamponne ! J'ai arrêté il y a onze ans, la page est tournée. Le cinéma d'aujourd'hui est totalement inodore, incolore, effrayant. Il est le reflet de la civilisation actuelle. Plus une actrice est moche, plus elle réussit. Je n'ai pas mis les pieds au cinéma depuis plus de sept ans. » Un septennat d'abstinence, de bouderie, de dégoût. La plus grande star que la France ait connue et adulée fuit l'image au point d'éviter même l'épreuve du miroir : « Je me regarde rarement dans la glace, et quand je me regarde je n'y vois rien. »

Pas gaie B.B. ! Qui aurait le cœur de lui reprocher ?

Autre star, autre destin. Jackie ex-Onassis, ex-Kennedy, née Bisset, assame mieux, semble-t-il, le lent effacement de la notoriété. VSD raconte sa nouvelle carrière. Jackie est,

depuis six ans, directrice de collection aux éditions Doubleday, à New-York. Elle vient de réussir un coup fabuleux. Elle a décroché pour la maison qui l'emploie un contrat pour la publication des Mémoires de Michael Jackson, le plus célèbre des chanteurs de ce temps. Le jeune homme touchera, à titre d'avance, 300 000 dollars. Ce n'est rien à côté de ce que Jackie a reçu quand est mort Aristote Onassis, son dernier époux. « Après la mort d'Onassis, écrit VSD, sa fille Christina a réglé le problème de l'héritage en concluant avec Jackie un accord en vertu duquel elle lui faisait un don de 20 millions de dollars. Pour solde de tout compte. Une sorte de super-indemnité de licenciement. Et Jackie en a converti la majeure partie en lingots d'or. »

Licenciée mais riche, Jackie aurait pu dormir paisiblement sur son tas d'or. Mais elle a voulu prouver — à elle-même et aux autres — qu'elle pouvait être, dans sa vie, autre chose que « la femme de » ou « la veuve de ». D'où ce travail qui la conduit trois fois par semaine « au bureau » comme tout un chacun, ou presque.

VSD décrit les journées de M<sup>me</sup> Onassis : « Vêue d'un pantalon-tailleur, parfois rehaussée d'un bijou en or, elle

arrive chez Doubleday à 9 heures. Là, elle assiste à une conférence à 9 h 30, puis passe ses journées à recevoir des auteurs et à travailler avec eux. Elle n'a demandé aucun régime de faveur, laisse en permanence sa porte ouverte, fait la queue pour aller photocopier des manuscrits et va chercher elle-même son café. Lorsqu'elle déjeune seule, elle va au snack maison et commande un plat du jour et une salade. » Jackie à la cantine doit parfois avoir l'impression d'être une femme comme les autres. On l'imagine rêvant, tandis qu'elle tourne sa salade, au destin doré des femmes riches et belles, comme les employées de bureau qui l'envieraient naguère.

Autre figure émergeant du passé et lâchant sur nous quelques condamnations talentueuses et assassines : Jean Anouilh. Il vit en Suisse, où un journaliste de *Magazine Hebdo* est allé lui demander ce qu'il pense du théâtre contemporain. Il n'a jamais été tendre, Anouilh, mais à ce point : « La raison pour laquelle il n'y a plus d'auteurs de théâtre, c'est peut-être qu'il y en a trop. Aujourd'hui, il suffit de trois badauds pour fonder une compagnie. Supposez que nous sommes, vous, moi et encore

un quidam, assis sur un banc de la place du Tertre. Nous nous constituons en Compagnie du Banc. Ensuite nous allons trouver le ministre : « Nous sommes la Compagnie du Banc et nous avons besoin d'argent ». Il nous en donnera. Le fait de n'avoir rien fait est aujourd'hui une carte de visite formidable. » Anouilh, depuis sa villa des rives du Léman, assure son constat : « Les gens de théâtre n'ont pas besoin de faire attention à la recette. Ce qui compte est que leurs copains trouvent ça bien. Et si le public n'aime pas, tant pis. Molière, lui, demandait la recette tous les soirs. » Riche théâtre, pauvre théâtre.

A vrai dire, Jean Anouilh a bien pris ses distances. Il ne va plus au théâtre (« ma santé ne me le permet plus ») et se contente des textes de l'*Avant-scène* et de la lecture des manuscrits que des auteurs lui envoient par-delà la frontière franco-suisse. « Le grand problème, dit le sceptique méchant, est que la plupart des auteurs dépensent toutes leurs économies au premier acte et qu'ils n'ont plus rien à dire dans le second. »

Si l'on cherche quand même quelques raisons d'espérer dans l'avenir du monde du spectacle, c'est dans la revue américaine *Dialogue*, cette fois, qu'il

faudra aller les trouver. Dustin Hoffman, l'inoubliable acteur du *Lauréat* et de *Tootsie*, croit, lui, à ce métier, et en parle bien. C'est un passionné et un perfectionniste.

Il décrit ainsi la joie étonnante que lui procure ce fichu métier : « C'est comme si vous emportiez un cheval dans un coin qui vous plaît, vous installez votre toile, vous prenez votre palette et vos brosses, et vous vous mettez à peindre. Trois heures s'écoulent paisiblement ainsi. Soudain, un grondement lointain annonce l'arrivée d'un train. Le peintre distraitement regarde à ses pieds et s'aperçoit qu'il est venu s'installer sur le ballast au beau milieu de la voie, entre les rails. Alors il se met à peindre un tout petit peu plus vite. Le convoi se rapproche. Malgré lui, l'homme se met à peindre de plus en plus vite, et puis le train lancé à toute vitesse fonce sur lui. L'instant d'après ce sera le choc : un saut en arrière — le cheval, la palette, le couteau, s'envolent, et le peintre se retrouve désespérément cramponné à sa toile, mais indemne. Le train s'éloigne et vous tenez votre film. »

BRUNO FRAPPAT.

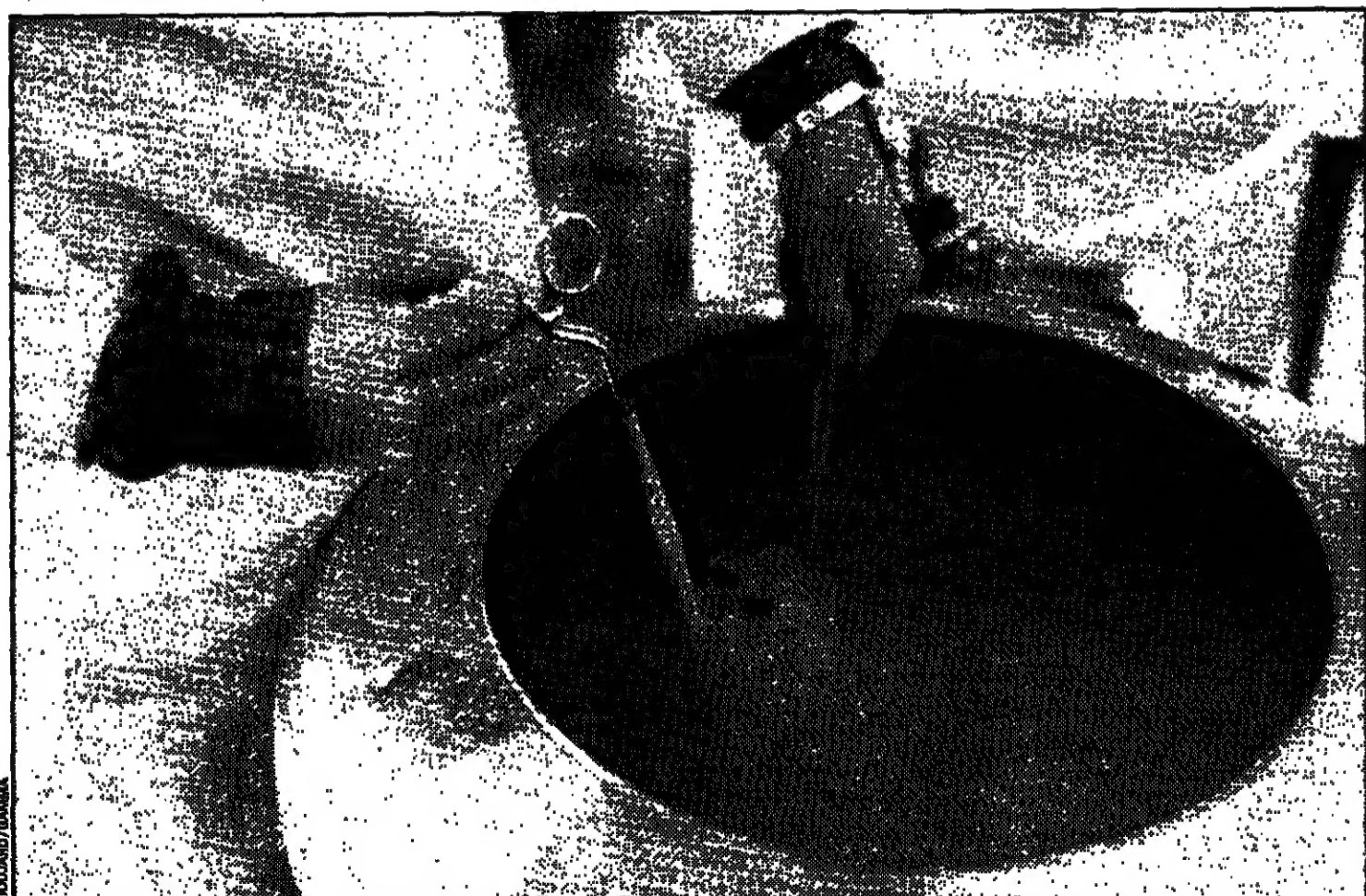
Epoque

# Cris « in vitro »

**D**EUX polémiques, l'une en Australie, l'autre en France, viennent illustrer la prodigieuse évolution des idées sur la procréation et la naissance. En quelques années, une situation entièrement nouvelle a vu le jour. Elle est due pour l'essentiel aux progrès réalisés dans la compréhension des mécanismes de la reproduction et dans la conservation par le froid des cellules vivantes.

En France, le problème posé est celui du droit, pour une veuve, de disposer comme elle l'entend du sperme de son mari. On connaît l'histoire de Corinne, récemment évoquée devant le tribunal de Créteil (*le Monde* du 29 juin). L'affaire n'est pas unique. La fécondation des centres d'étude et de conservation du sperme explique avoir déjà dû répondre par la négative à une vingtaine de femmes qui, une fois le cap de ce que les psychiatres appellent le « réflexe de deuil » passé, n'ont plus jamais réclamé la semence de leur défunt. Situation nouvelle, nouvelle étape de « l'humanité triomphante de la mort », comme déclarent certains avocats, ou simple épiphénomène dans une société mal à l'aise devant son avenir et ses enfants ?

En Australie, la polémique tourne autour des deux embryons humains « orphelins », conservés par congélation au Queen Victoria Hospital de Melbourne, dans le service du docteur Carl Wood (*le Monde* du 20 juin). Un médecin australien, chef de service hospitalier et spécialisé dans les techniques de fécondation *in vitro*, vient de faire savoir qu'il refuserait de suivre les instructions de l'Etat australien recommandant la destruction des embryons congelés provenant de couples décédés ou séparés, ainsi que ceux conservés depuis plus de dix ans. D'autre part, le Mouvement pour le droit à la vie vient d'annoncer qu'il interdirait des actions en justice en Australie et aux Etats-Unis



La vie à moins 200 degrés.

pour « sauver les deux embryons » en cause.

L'affaire a le mérite d'exposer clairement les problèmes juridiques et éthiques d'une technique médicale qui rencontre un écho sans précédent dans l'opinion publique. Tout commence en 1981, à Melbourne, lorsque M<sup>me</sup> Elsa Rios, trente-huit ans, demande au docteur Carl Wood de pratiquer une fécondation *in vitro* après prélèvement chirurgical de plusieurs de ses ovules. La manipulation réussit, et deux embryons ainsi obtenus sont

placés à - 200 degrés, température où l'on peut en théorie les conserver indéfiniment. Une implantation est alors programmée pour une date ultérieure. En avril 1983, le couple Rios trouve la mort dans un accident d'avion.

La presse australienne révélait récemment que les « embryons orphelins » étaient les héritiers d'une fortune estimée à 7,2 millions de dollars. L'information vient d'être démentie par l'avocate américaine chargée des intérêts de M. Michael Rios, fils d'un premier mariage de M. Mario Rios,

promoteur immobilier de Los Angeles. Selon l'avocate, la fortune ne dépasserait pas un million de dollars. D'autre part, selon le procureur général de l'Etat de Victoria (Australie), la fécondation *in vitro* de Melbourne a été réalisée avec le sperme d'un donateur et non avec celui du mari de M<sup>me</sup> Rios.

Cet invraisemblable scénario biogéographique illustre de manière caricaturale le décalage qui existe entre les possibilités techniques et médicales, d'une part, les règles et cou-

tumes sur la filiation et la maternité de l'autre. Les questions posées sont à la fois simples et sans réponse : un embryon humain est-il un être vivant ? Qui en a la responsabilité ? En cas de disparition ou de refus des parents, qui doit décider de son avenir ?

Ces questions s'étaient déjà posées au moment de la naissance récente du premier bébé éprouvette obtenu après congélation (*le Monde* du 13 avril). Elles se posent à nouveau, ne serait-ce que parce que l'équipe australienne dispose déjà de près de deux cents em-

bryons congelés. En filigrane, on retrouve l'éternel débat sur le début de la vie. Quand commence-t-elle ? A la fécondation, à la naissance, au seuil de viabilité, lui-même sans cesse reculé grâce aux progrès de la réanimation néonatale ?

L'embarras des moralistes est illustré par la position intenable de l'Eglise catholique australienne, qui approuve la fécondation *in vitro*, désapprouve la congélation des embryons, mais estime néanmoins que les embryons humains ne devraient être ni abandonnés ni détruits, puisqu'il s'agit d'êtres humains en puissance.

Le développement des travaux sur l'insémination artificielle et sur la fécondation *in vitro* tient pour beaucoup au puissant désir de procréation manifesté dans les pays industrialisés par les couples souffrant d'une forme de stérilité. Mais que penser du fait qu'un tel début naît au moment même où on légalise l'avortement ? D'un côté, on privilégie à outrance le droit de l'embryon à vivre quitte à naître orphelin. De l'autre, on argue du droit de la mère à disposer de son corps et de sa vie pour empêcher une naissance à venir.

Cruel problème d'éthique, cette crême informe qui se répand souvent sur le gâteau de la science, et « lieu d'une harmonie entre l'homme d'aujourd'hui et son fantôme de demain », comme le dit Jacques Testart dans un récent et tonique ouvrage (1). Mais aussi et surtout, comme le souligne M<sup>me</sup> Catherine Labrousse, professeur de droit, problème d'identité sociale pour un Occident qui perd la notion du sacré et qui, brutalement, s'interroge sur les droits qu'un individu peut, après sa mort, avoir sur lui-même.

JEAN-YVES NAUL.

(1) « De l'éprouvette au bébé spontané », par Jacques Testart. Collection « Le genre humain ». Editions Complexe, Bruxelles.

مكتبة القرآن الكريم